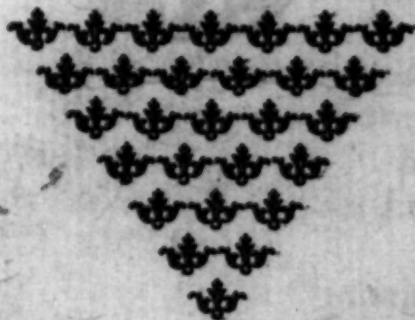


8008.aab

ABRÉGÉ
DE LA
RÉPUBLIQUE
DE BODIN.

TOME SECOND.



A LONDRES:
Chez JEAN NOURSE.

MDCCLV.

ABRÈGÉ

DE LA

REPUBLIQUE

DE BODIN.

TOM. II. COND.



A LONDRES.

THE LEAN HOUSE.

MDCCLV.



TABLE DES CHAPITRES

Contenus dans le Tome second.

LIVRE QUATRIEME.

De la Justice & des Finances.

CHAP. I. *Des proportions, Arith-
métique, Géométrie
& Harmonique,* page 1

CHAP. II. *De la Justice & des Loix,* 5

CHAP. III. *De l'Équité,* 10

CHAP. IV. *De la Justice Criminelle,* 22

CHAP. V. *Des cas dans lesquels on doit
admettre la proportion ou la rejeter.* 33

CHAP. VI. *De la multiplicité des Loix,* 40

CHAP. VII. *Si le Prince doit juger ses
sujets,* 48

CHAP. VIII. *Des récompenses & des
peines,* 54

Tom. II.

a

ij **T A B L E**

CHAP. IX. <i>Si les biens des condamnés doivent être appliqués au Fisc, ou à l'Eglise, ou laissés aux Héritiers,</i>	67
CHAP. X. <i>Des Finances,</i>	73
CHAP. XI. <i>Des taxes sur les Marchandises,</i>	82
CHAP. XII. <i>Des Impôts sur les sujets,</i>	93
CHAP. XIII. <i>De la Ferme & de la Régie,</i>	105
CHAP. XIV. <i>D'une autre manière d'établir & lever les Impôts,</i>	113
CHAP. XV. <i>Des Censeurs; du dénombrement des sujets, & de la déclaration de leurs biens,</i>	125
CHAP. XVI. <i>De la censure qui concerne les mœurs,</i>	136

LIVRE CINQUIEME.

De plusieurs maximes générales & politiques, concernant le gouvernement des Républiques, quant à l'intérieur & à l'extérieur.

CHAP. I. D es Corps, Colléges, & Communautés, dans leurs rapports avec les différentes especes de Républiques,	149
---	-----

DES CHAPITRES. ii

- CHAP. II. Des Communautés irrégulières, 158
- CHAP. III. De l'égalité des biens dans les Républiques, 166
- CHAP. IV. De l'égalité considérée relativement aux différens ordres de la République, 176
- CHAP. V. Des Alliances, 182 (7)
- CHAP. VI. Des Traités d'Alliances qui conviennent aux petits Etats, 190
- CHAP. VII. De la sûreté des Alliances & des Traités, 198
- CHAP. VIII. Des Alliances de Commerce, 211
- CHAP. IX. Des Façons dans la Monarchie, & de la part que le Prince y doit prendre, 217
- CHAP. X. Des factions dans les Républiques, de leurs remèdes, & des séditions, 231
- CHAP. XI. S'il est bon de fortifier les Villes, 241
- CHAP. XII. S'il est bon d'aguerrir les Peuples, 253
- CHAP. XIII. De la guerre & de ses Causes, 264
- CHAP. XIV. Observations pour accommoder la forme des Républiques avec le naturel des Peuples, 275
- CHAP. XV. Réflexions sur la force du
- a ij

Climat, & des autres causes qui contribuent à former les caractères des peuples,

286

LIVRE SIXIEME.

Des changements dans les Républiques, de leur chute, & de la meilleure espece de constitution.

CHAP. I. *D*e la naissance des Républiques, & des changements qui y surviennent, 302

CHAP. II. *Des causes générales des changements de République,* 311

CHAP. III. *Des causes de changements particulières aux Monarchies,* 319

CHAP. IV. *Si il y a moyen de savoir les changements & ruines des Républiques à l'avenir,* 326

CHAP. V. *Que le changement des Républiques & des Loix ne se doit point faire tout à coup,* 336

CHAP. VI. *Laquelle des trois Républiques simples doit être regardée comme la meilleure. Considérations préliminaires,* 346

CHAP. VII. *Des avantages & des dés-*

DES CHAPITRES. ♡

<i>avantages de la Démocratie,</i>	351
CHAP. VIII. <i>Des avantages & des dés-</i>	
<i>avantages de l'Aristocratie,</i>	364
CHAP. IX. <i>Des avantages & des dés-</i>	
<i>avantages de la Monarchie.</i>	371
CHAP. X. <i>Réflexions sur le défaut de</i>	
<i>chaque République simple, & de la li-</i>	
<i>berté,</i>	382
CHAP. XI. <i>Du mélange des Républi-</i>	
<i>ques,</i>	387
CHAP. XII. <i>De la Monarchie considé-</i>	
<i>rée comme une République mixte,</i>	391
CHAP. XIII. <i>De la Monarchie hérédi-</i>	
<i>taire,</i>	399
CHAP. XIV. <i>De la Monarchie Elective,</i>	403
CHAP. DERNIER.	414

Fin de la Table du Tome second,



DES CHAPITRES.

CHAP. VI. Des amoncellemens de la Montagne. 371

CHAP. VII. Des amoncellemens de la Montagne. 384

CHAP. VIII. Des amoncellemens de la Montagne. 391

CHAP. IX. Des amoncellemens de la Montagne. 398

CHAP. X. Des amoncellemens de la Montagne. 405

CHAP. XI. Des amoncellemens de la Montagne. 412

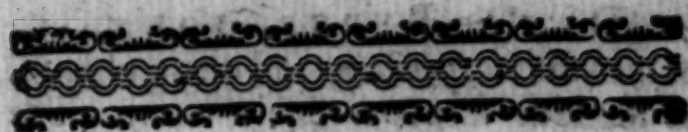
CHAP. XII. Des amoncellemens de la Montagne. 419

CHAP. XIII. Des amoncellemens de la Montagne. 426

CHAP. XIV. Des amoncellemens de la Montagne. 433

CHAP. XV. Des amoncellemens de la Montagne. 440

Fin de la Table du Fontefond.



ABRÉGÉ
DE
RÉPUBLIQUE
DE BODIN.



LIVRE QUATRIÈME

De la Justice & des Finances.

CHAPITRE PREMIER

Des proportions Arithmétique, Géométrique & Harmonique.

LA JUSTICE est la base de tout Gouvernement; mais il y a plusieurs manières de l'établir & de l'exercer. Elle peut être ordonnée ou par égalité, ou par similitude, ou par une méthode qui tiendra de l'un & de l'autre. Il est bon de faire observer que l'on ne doit pas confondre ici l'égal & le semblable. Un triangle équilatéral sera

* Tome II,

A

2 DE LA REPUBLIQUE.

semblable à tous ceux de cette espece, il ne leur sera pas égal. Un trapeze peut contenir exactement le même espace qu'un quarré, ils seront égaux sans être semblables.

Platon vouloit qu'un Etat fût gouverné par la proportion géométrique (a) dont la similitude est le fondement, & d'où dérive la justice distributive, Xenophon, son rival, tenoit pour la proportion arithmétique fondée sur l'égalité, & qui produit la justice commutative. Ces deux sentimens partagerent la Grece. Aristote en avança un troisième : il vouloit que l'on usât de la justice arithmétique, ou égale, quand il s'agissoit des biens de chacun, ou de la punition des fautes ; & de la justice géométrique, ou semblable, dans le partage des deniers communs, & des terres conquises, avec les égards dûs au mérite & aux actions. C'étoit simplement employer les deux proportions séparément & pour des objets différens.

(a) Bodin se fait trop d'honneur de l'application des proportions aux Gouvernemens, sur-tout de la proportion harmonique, pour qu'il fût permis de la passer sous silence dans l'abbregé de son Ouvrage : j'ai été obligé de suppléer les regles de cette dernière qu'il ne donne point.

Aucun

LIVRE IV. CHAP. I. 3

Aucun des Anciens n'a appliqué au Gouvernement la proportion harmonique mêlée des deux & plus excellente que les autres, ce qui se démontre par le vice des trois opinions qu'on vient de rapporter.

La proportion arithmétique est celle qui a toujours les mêmes raisons, augmentant toujours d'un nombre égal & le même, 3. 9. 15. 21. 27. &c. où l'on voit que la progression n'est autre chose qu'ajouter le même nombre 6. au dernier. La proportion géométrique est celle qui a ses raisons semblables, 3. 9. 27. 81. &c. C'est-à-dire, dont la progression va croissant par la multiplication du dernier nombre par le premier : elle est uniforme sans être égale. La proportion harmonique est comme 3. 4. 6. 8. 12. 16. &c. Sa progression est alternativement du tiers du dernier nombre ou de sa moitié ; elle est constante dans cette variation. Le nombre de l'augmentation est tantôt le même, & tantôt ne l'est pas, quoiqu'il soit réglé. Ainsi elle n'est ni semblable ni égale absolument : elle est l'un & l'autre dans son alternative.

L'exemple des mariages suffira pour faire connoître l'application de ces

4 DE LA REPUBLIQUE:

trois proportions à la justice des différents Gouvernemens. Le Gouvernement géométrique sera celui qui allie le semblable avec son semblable. Telle étoit la loi des douze Tables , qui vouloit que les mariages ne se pussent contracter que de noble à noble , & de roturiere à roturier , sans admettre de mélange. C'étoit rejeter le peuple avec trop de hauteur. C'étoit mettre une barriere insurmontable entre les rangs différents des citoyens. C'est le propre du gouvernement Aristocratique. Si la loi ordonnoit que les mariages fussent jettés au sort ; que l'esclave pût écheoir au prince , la princesse au berger , ce seroit un gouvernement arithmétique , où tout est dans la parfaite égalité. Celui-là méprise trop la noblesse , & confond les rangs. C'est le propre de la Démocratie.

Si l'on employe l'une de ces proportions à quelques égards , & que l'on se serve de l'autre dans d'autres cas, c'est aller tantôt dans un extrême , tantôt dans l'autre. Tels sont les vices des trois opinions. Il est donc mieux de prendre un milieu qui tienné de l'un & de l'autre : ce sera le Gouvernement

LIVRE IV. CHAP. I. 5

harmonique. Il laissera les mariages au choix ; les états ne seront ni trop confondus, ni trop séparés. Il en résultera entre eux une harmonie, un accord qui conservera l'Etat. C'est le propre du gouvernement Monarchique, lorsqu'il sera tempéré par quelques regles des deux autres Gouvernements. Dans la Monarchie Royale, la noblesse a une partie des privilèges de l'Aristocratie, & le peuple une portion de la liberté de l'état populaire.

CHAPITRE II.

De la Justice & des Loix.

LA JUSTICE est le seul lien qui puisse unir les hommes & entretenir la société. Elle peut être envisagée sous deux aspects. Comme justice générale, elle forme les Gouvernements, distingue les droits de la souveraineté & ceux des sujets ; elle pose les bornes du commandement & de l'obéissance. C'est elle qui crée les loix pour apprendre aux hommes ce qui leur est permis, ce qui leur est défendu.

6 DE LA REPUBLIQUE.

du , & qui distingue les différents degrés du bien & du mal. Comme justice particuliere, elle ordonne aux hommes de se conformer aux loix qu'elle a dictées. L'une est exercée par ce qu'on appelle la puissance législative, & l'autre par ceux auxquels on donne le pouvoir de juger.

Les loix sont l'ame de la société civile. C'est par elles qu'elle existe & qu'elle respire. Aristote est tombé dans une grande erreur, lorsqu'il a dit qu'un Etat gouverné par un Prince si accompli, que ni faveur, ni passion aucune ne prendroient d'empire sur lui, n'auroit point besoin de loix; elles seroient toujours nécessaires pour les Magistrats; & si on suppose les Magistrats assez parfaits pour ne jamais errer, il faut des loix pour les peuples; elles les guident en les instruisant.

La connoissance que nous avons des loix écrites ne remonte pas à des temps bien reculés. Les loix de Moyse sont les premières que nous connoissions.

J'ai déjà remarqué que la Grece n'en avoit point dans le temps auquel Salomon régnoit en Judée. Les peuples étoient gouvernés par des Rois; les loix n'étoient que des coutumes,

LIVRE IV. CHAP. II. 7

des usages qui se conservoient bien ou mal dans la mémoire des hommes ; le Gouvernement étoit facilement arbitraire. C'est, selon les apparences ; ce qui rebuta les peuples ; ils s'affranchirent de ce joug devenu tyrannique ; ils voulurent avoir des regles certaines ; on écrivit des loix.

On apperçoit aisément que l'esprit de domination est ennemi des loix écrites, & que les peuples doivent les aimer. Romulus, fondant une Monarchie avec ses compagnons, ne fut point le maître de ne pas faire des loix constitutives. Lorsque le sénat voulut se rendre maître, il chercha à faire oublier jusques à celles qui régloient les intérêts particuliers. Les Magistrats toujours tirés de son corps décidoient sans regle ; le peuple demanda des loix fixes par la bouche de son tribun Terentius Arsa. Le sénat résista pendant six ans ; enfin il fut forcé d'y consentir ; on publia les *douze tables*, que l'on suivit à la rigueur. Cet éloignement de la souveraineté pour les loix, en démontre la nécessité.

La puissance législative peut & doit se reposer ; mais le pouvoir de juger doit agir sans cesse. Les loix sont le

8 DE LA REPUBLIQUE.

bouclier de la liberté politique : elles font qu'un citoyen n'en craint pas un autre. Il faut qu'il trouve en elles un appui dans tous les instants, parce-qu'il peut être troublé dans chaque instant. Je ne saurois penser comme un

* *Esprit*
des Loix,
liv. 11.
chap. 6.

Auteur célèbre*, que le pouvoir de ramener les hommes à l'exécution des loix doit être donné *dans certains temps de l'année, pour former un Tribunal qui ne dure qu'autant que la nécessité le requiert.* La nécessité est toujours présente : nous voyons un combat perpétuel entre la justice & la malice des hommes. Si la justice dort, la malice profite de ce sommeil ; le citoyen troublé ne doit point demeurer dans la souffrance jusqu'à ce que l'on forme un nouveau Tribunal. Le bon ordre exige que le citoyen puisse être rétabli dans le moment qui succede à celui dans lequel il est dépouillé ; que l'injure soit réparée s'il étoit possible aussitôt qu'elle est faite. Si ces réflexions sont vraies, on ne doit pas dire que la puissance de Juger ne doit pas être donnée à un *Sénat permanent.* *

* *Ibid.*

Je ne saurois penser que les juges

* *Esprit*
des Loix,
Ibid.

doivent être *des personnes tirées du peuple dans l'occasion.* * Quelle confiance

peut-on avoir dans des Juges de cette espece ? Nous ne pouvons savoir au vrai si cette méthode étoit bonne à Athenes où elle se pratiquoit, mais il est évident qu'elle seroit bien mauvaise aujourd'hui. Que l'on suppose que le peuple d'Athenes eût raison d'en être satisfait, ce qui peut bien n'être pas, plusieurs circonstances réunies métamorphosent un usage excellent en une loi très pernicieuse, peut-être ridicule. Il faut de la capacité, de l'intelligence, du savoir, même de l'habitude pour juger les hommes. Je ne fais ce que l'on entend par être jugé par les Pairs. Trois corps forment principalement la composition de tous les états : le clergé, la noblesse & le peuple. Si on institue un sénat qui admette les trois ordres dans sa composition, toute la nation y trouve à peu près ses pairs. Etre jugé par des Juges éclairés qui n'ont d'autre profession, d'autre occupation que celle de rendre la justice, par un sénat, où l'on fait une étude continuelle de la loi, où l'on apprend à interpréter ses termes par leur véritable sens, c'est en cela que consiste la liberté politique en cette partie.

Je ne saurois penser que la *magis-*

* *Esprit des Loix*, *Ibid.* *trature soit terrible.* * C'est elle qui maintient la foi donnée, qui assure le repos & la liberté. Ce qui est terrible aux parjures, aux usurpateurs, aux criminels, est aimable aux yeux du reste des hommes. Le temple de la justice est l'asyle de l'innocence, la ressource de ceux qu'on voudroit opprimer. Si un Tribunal, dont la fonction est d'entretenir la tranquillité publique, inspire la terreur, ce n'est qu'à ses perturbateurs, & il doit le faire. Il ne faut pas chercher à faire *craindre la magistrature*, & ne point *craindre le Magistrat* : * il est utile qu'il soit craint ; c'est son caractère personnel qui donne au commun des hommes le sentiment de respect ou de frayeur, d'estime ou de mépris pour la magistrature.

CHAPITRE III.

De l'Equité.

LA JUSTICE en elle-même est inflexible & invariable ; elle ne connoît qu'une route : elle pèse & mesure avec l'exaétitude la plus extrême. On a pensé mal à propos que l'équité étoit

LIVRE IV. CHAP. III

autre chose que la justice : ce qui n'est point juste n'est point équitable. Mais l'embarras des loix que les hommes ont faites , le défaut souvent inévitable de leurs expressions qui présentent plus d'un sens ; l'impossibilité de tout prévoir ; la même loi juste dans un cas , injuste dans un autre , suites nécessaires des bornes étroites de l'esprit humain , ont obligé de recourir à ce qu'on a appelé l'équité , pour ne pas convenir que très-souvent la justice ne se trouvoit pas dans les loix.

Dans le fonds , son ministère n'est autre que de chercher la justice dans le cahos des loix avec le flambeau de la raison. Les Anciens avoient imaginé deux regles , celles de Polictete & la Lesbienne. La regle de Polictete étoit si ferme , qu'aucun effort ne pouvoit la faire plier ; c'étoit sur elle qu'on régloit celles des ouvriers : si on la compare à la justice, c'est avec raison ; mais si on l'applique à la loi, c'est une erreur. La loi ne peut renfermer toute la justice , encore moins la peut-elle exprimer. Si on ne peut pas interpréter les termes de la loi ; si elle décide indifféremment toutes les hypotheses , elle cessera souvent d'être la justice : on a

séparé l'équité de la justice, parce qu'on a confondu la justice avec la loi ; ce sont cependant deux choses que l'on ne doit pas confondre. La justice est un être purement intellectuel , immuable , indivisible ; la loi est périssable , elle change , on doit même souvent la changer. La justice est une , elle est réelle ; les loix sont diverses & relatives. La justice est un rayon de la divinité ; les loix sont l'ouvrage des hommes : la justice est indépendante de la loi ; la loi n'est une bonne loi qu'autant qu'elle dérive de la justice. Ainsi la loi doit plier sous la justice , & la justice doit dominer la loi ; c'est ce qu'opere l'équité. Si l'on cherche une regle pour l'application que le Juge doit faire des loix, ce ne doit point être celle de Polistete ; leur inflexibilité conduit trop souvent à l'injustice.

La regle Lesbienne, au contraire, étoit de plomb ; elle se prêtoit à la volonté. On n'ajustoit pas l'ouvrage à la regle, mais la regle à l'ouvrage. Ce n'est pas encore-là l'équité : la loi ne doit point s'accommoder au jugement. La regle ne portera plus le nom de regle , si elle demeure une ligne courbe ; de même

la loi cesse d'en être une, si on lui fait prendre toutes sortes de formes, & si celui qui doit lui obéir en est le maître. Il faut donc une troisième règle qui ne soit pas dure au point de ne pouvoir se prêter, mais qui se redresse tout aussi-tôt, de manière qu'elle ne paroisse pas avoir été pliée, & suivant laquelle on puisse accorder ensemble ces quatre objets, la justice, la loi, l'exécution de la loi, & l'obéissance que lui doit le Magistrat; de manière que l'on trouve entre la justice & l'exécution de la loi la même proportion qui est entre la loi & le devoir du Magistrat. On peut appercevoir que c'est-là la proportion harmonique, & ce que l'on appelle l'équité.

La rudesse de l'état de nature dans lequel chacun ne vivoit que pour soi, privoit les hommes des commodités que fournit la société civile. Celle-ci rend la loi naturelle flexible en la polissant, sans néanmoins le rompre ni la gauchir; mais si la société, par un arbitraire, foule aux pieds la loi naturelle, elle devient un autre extrême. Deux plantes dans l'une desquelles domine l'excès du froid, & dans l'autre l'excès de la chaleur sont des poisons. Si on

14 DE LA REPUBLIQUE.

tempere l'une par l'autre , on en peut retirer un remede salutaire ; de même en composant un Gouvernement de celui qui n'a pour se régler & distribuer la justice que le texte sévere de la loi , & de celui où le Magistrat ordonne selon sa discrétion , on établira la gloire de la souveraineté & le bonheur des peuples.

Les usages ne sont pas par-tout les mêmes à cet égard : en Angleterre, surtout & en Italie, le juge est plus soumis qu'ailleurs à la lettre de la loi. Lorsque François I. eût ajouté la Savoye à la France , les nouveaux Magistrats qu'il y établit s'écarterent des termes des coutumes & du droit écrit. Les sujets supplierent le Roi de faire des défenses aux Juges *de juger selon l'équité*. Si l'expression dont ils se servoient étoit mauvaise , le sens de leur demande pouvoit être bon. L'arbitraire est aussi dangereux dans son espece chez les Juges que chez les Rois ; mais l'arbitraire n'est pas l'équité. On doit convenir cependant que le nom d'équité peut servir aisément de prétexte à l'arbitraire ; la facilité de passer de l'un à l'autre est la seule raison que l'on puisse alléguer dans les lieux où

T'on assujettit le juge au texte précis de la loi. Une troisième règle qui tient le milieu entre les deux autres, paroît difficile à fixer ; il n'est pas cependant impossible d'en donner quelques principes à peu près certains.

Il ne doit être permis au Juge, dans aucun cas, de donner un jugement qui contrarie les termes de la loi. Le corps des loix renferme un système d'équité général & suivi. Chaque matière a des principes fondamentaux qui, comme des rayons qui partent d'une circonférence aboutissent au même centre. C'est dans ce système, dans ces principes, & jamais dans son imagination, que le Juge doit puiser les raisons qui le déterminent. C'est à ce centre qu'il doit ramener la lettre de la loi. La loi n'est pas dans les paroles, elle est dans leur sens.

Par son esprit on explique ses termes, & si la loi même ne porte pas à le découvrir, on le cherche dans les décisions des autres loix, & dans les premiers principes. Il est difficile, en les consultant, de ne pas connoître si la loi dit précisément ce qu'elle paroît dire, & si elle doit être appliquée à la question qui se présente.

16 DE LA REPUBLIQUE.

Si les loix civiles ne conduisent pas aux connoissances que le Juge recherche , il doit rapprocher la loi du droit public & naturel , & les comparer ensemble. Les loix des hommes ne sont faites que pour mettre le droit naturel à l'abri des entreprises des prévaricateurs. C'est le propre de l'équité d'adapter les termes des loix civiles aux loix naturelles. Celles-ci sont immuables , les autres sont arbitraires. Il convient mieux de se rapprocher de la justice réelle, que de s'en éloigner pour s'attacher à ce qui n'est que d'opinion.

Si malgré ces attentions le Juge désespere de rendre un jugement équitable sans contrarier le texte de la loi , ou l'esprit qu'il y peut entrevoir , il doit ou soumettre ses lumières , ou consulter la puissance législative. Celle-ci peut exercer l'équité d'une manière supérieure au Magistrat ; elle peut ou corriger un article de la loi , ou l'abroger en entier , lorsqu'elle n'est pas équitable. Le pouvoir du Magistrat est borné à interpréter par le sens , à suppléer ce qui n'a pas été prévu , à décider ce que le Législateur droit lui-même conduit par le même

LIVRE IV. CHAP. III. 17
l'esprit qui l'animoit , lorsqu'il a fait la loi. Toutes ces choses se font mieux sentir , qu'elles ne peuvent s'exprimer.

L'équité permise dans les jugemens ne s'étend pas aussi loin que dans les arbitrages. Ici les parties renoncent, pour ainsi dire , aux loix écrites , pour s'en rapporter à l'équité naturelle qu'ils supposent dans l'esprit & le cœur de ceux qu'ils prennent pour arbitres. Il leur est permis de ne se point arrêter à une loi mauvaise. Ils n'ont d'autre regle que la justice ; elle est assez sûre s'il savent la connoître & la suivre. Tous les différends des hommes devroient être mis en arbitrage , si ceux que l'on choisit pour arbitres avoient assez de lumieres & de droiture pour être eux-mêmes bons législateurs. Peu de personnes doivent accepter un pouvoir aussi étendu.

Le Magistrat est soumis aux termes de la loi, lorsqu'elle permet ou défend avec clarté dans des circonstances précises. Il ne peut alors se servir du prétexte de l'équité pour ne se point conformer à la lettre de la loi. L'arbitre, selon nos usages, y est aussi assujetti. Il devroit s'y assujettir lui-même quand cette

condition ne seroit pas sous-entendue dans le pouvoir qui lui est donné.

On fait des loix pour des cas généraux, pour les choses qui arrivent le plus ordinairement. Si la diversité des circonstances est infinie, si elles ne peuvent se nombrer, & encore moins s'écrire, il faut souvent que la loi soit muette, l'équité parle pour elle, elle est la partie du droit qui n'est pas écrite. Si le plus léger changement dans la thèse peut du juste en faire l'injuste, l'équité inséparable de la justice sera son interprete. La justice n'est jamais rigoureuse; on confond les idées lorsqu'on le pense. C'est la rigueur de la loi que l'on prend pour elle; on la blesse lorsqu'on s'attache au rigide de la loi. Lorsque la dureté de la loi la rend injuste, l'équité la radoucit en la ramenant à la vraie justice.

L'opinion du jugement d'équité prédomine dans le monde, mais j'ai vu plusieurs Juges, par une erreur impardonnable, l'embrasser en la regardant comme une dispense d'étude. Si on fait attention à ce que je viens de dire à ce sujet, on sera convaincu qu'il faut encore plus de savoir & de réflexion pour juger par équité que pour s'asser-

vir à la loi. Il suffit de la savoir pour suivre cette dernière méthode : dans la première, il faut en connaître l'esprit, les circonstances dans lesquelles elle a été donnée, sa liaison avec les autres parties du droit civil, public & naturel. Il faut approfondir les loix pour juger s'il en faut suivre la lettre ou l'interprétation.

Si l'équité n'est autre chose que l'esprit des loix éclairé par la justice, & une interprétation de la loi civile en faveur de la société générale; si elle n'est pas l'arbitraire du Magistrat; si sa source est dans le système du droit civil, ou dans les loix naturelles, il est surprenant qu'il se trouve des nations qui la rejettent. C'est un ancien préjugé, une vieille habitude dans laquelle on se conserve sans y réfléchir.

Les Romains n'en usèrent pas ainsi. Après avoir essayé des deux extrêmes avant & après la loi des douze tables, ils demandèrent la loi *Pretoria*, qui permit au Préteur seulement, de suppléer ce qui manquoit à la loi, & d'interpréter ses termes. Ce droit passa dans la suite aux Empereurs par la raison *ejus est interpretari, cujus est condere*; de sorte que les Officiers & Gouverneurs des

provinces les consultoient , mais uniquement dans les cas qui excédoient les bornes de l'équité résultante des termes & du sens de la loi , & lorsque ce qui leur sembloit équitable y paroissoit contraire. Souvent même les parties intéressées s'adressoient aux Princes avant de paroître devant le Président de la province. De-là sont venues les réponses dont on a fait une multitude de loix qui ne devroient l'être qu'autant que l'on seroit parfaitement dans les mêmes circonstances ; de même qu'un arrêt n'est un préjugé qu'autant que l'on est exactement instruit de l'hypothèse & du motif.

Il ne seroit pas difficile de donner des exemples dans lesquels on restitue une partie lésée dans un sens , & où on ne restitue point celui qui est lésé dans le sens opposé , quoiqu'il souffre une plus grande lésion. La seule raison que l'on en puisse donner est , que le premier a consulté l'Empereur , & qu'il a une loi en sa faveur ; le second n'a pour lui que la justice , il n'a point la loi , parce que l'Empereur n'a pas été interrogé.

S'il n'est permis qu'aux Tribunaux supérieurs de s'attacher plutôt à l'esprit

LIVRE IV. CHAP. III. 21

qu'à la lettre, la justice sera encore plus en sûreté. On trouve dans ces corps plus d'éducation, des vues plus étendues, & il est naturel de penser que plusieurs suffrages réunis interpréteront mieux les termes de la loi.

Les statuts & les coutumes ne doivent pas être exceptés de l'interprétation. La maxime : *Verbis statuti tenaciter inhærendum*, n'a rien qui soit contraire à cette proposition. Les termes peuvent être ambigus, le Juge en fixe le sens ; l'article du statut peut être bon dans une circonstance, & dans d'autres il seroit une absurdité ; le Juge le détermine. Le docteur Alexandre, & Barthole avant lui, interrogés là dessus répondirent, que l'on ne devoit jamais exclure l'interprétation équitable. Le Magistrat n'est pas obligé de consulter le souverain sur les coutumes, parce que ce n'est pas lui qui en est l'auteur. On ne prétend pas dire cependant que le Prince ne soit pas le maître d'abroger les points de la coutume qu'il jugeroit préjudiciables. Ce pouvoir ne lui peut être disputé.

Comme toute équité doit être fondée sur quelque loi civile, ou sur la loi naturelle, toute loi doit avoir

22 DE LA REPUBLIQUE.

pour principe l'équité ; le rapport de l'un à l'autre, leur connexité sont nécessaires. Une décision contraire au droit civil & naturel ne peut être équité ; une loi sans équité ne peut être une bonne loi.

L'équité dans les jugements se doit comparer à la bonne foi dans les contrats. C'est par celle-ci que les parties contractantes expliquent le véritable sens des paroles de l'acte, qu'elles développent leur ambiguïté, & qu'elles suppléent à ce qui n'est pas assez positivement expliqué.

CHAPITRE IV.

De la Justice Criminelle.

SI RIEN n'est plus conforme à la raison que de juger les hommes dans leurs intérêts civils par les règles de l'équité, de corriger les défauts qui se glissent dans les loix, d'éclaircir leur obscurité, d'expliquer leur équivoque, on doit dire qu'il est absurde de ne pas suivre cette méthode, & de les assujettir au texte de la loi dans les affaires

LIVRE IV. CHAP. IV. 23

criminelles. On est surpris de trouver dans l'esprit des loix * que *si les Tribunaux ne doivent pas être fixés, les jugements doivent l'être à tel point qu'ils ne soient jamais qu'un texte précis de la loi; & un peu plus bas: Les juges ne sont que la bouche qui prononce les paroles de la loi, des êtres inanimés, &c.* C'est l'usage en Angleterre, & c'est, je pense, l'unique raison qui a déterminé le sentiment de l'Auteur.

* Liv. 112
chap. 6.

Si la loi pouvoit tout prévoir, si, comme je l'ai déjà dit, son expression pouvoit renfermer toute la justice, il seroit beau de ne juger que par la loi. Mais c'est supposer l'impossible. On peut compter plusieurs verités de théorie qu'on doit mettre au rang des belles chimères, & n'y plus penser. Dans ce qu'on appelle les actions criminelles, le texte de la loi juge les actions machinales des hommes, l'équité juge leurs intentions. Ce sont celles-ci qui forment le mérite & le démerite & leurs degrés. Asservir les jugements à la lettre, c'est en bannir la justice.

La loi prononce indistinctement que l'homicide sera puni de mort; cependant, ou nous n'avons que des idées fausses de la justice, ou tout homicide

24 DE LA REPUBLIQUE.

ne merite pas le même châtimement. Celui qui a voulu tuer , & qui n'a pas réussi , est plus coupable que celui qui a tué sans dessein de le faire. Celui qui n'a que blessé avec une arme à feu, mérite mieux la mort que celui qui luttant contre son adversaire l'aura renversé sur une pierre que le hazard a fait trouver , & qui lui aura brisé la tête. Le médecin qui empoisonnera son malade de dessein prémédité , doit être puni d'une mort cruelle ; s'il procure la mort par des remèdes ordonnés mal-à-propos , il ne mérite que la peine de l'ignorance , & non celle de l'homicide. L'âge , le sexe , les degrés de proximité , le temps , le lieu , l'état des personnes aggravent ou diminuent la faute du criminel : ces différences sont encore plus sensibles dans d'autres crimes , & différencient à l'infini les peines des délits qui ne méritent pas la mort.

Si le détail des circonstances & de leurs combinaisons seroit immense , s'il est plus étendu que l'imagination ne peut les présenter , la loi n'a pû les prévoir. Il est juste *qu'un être inanimé* prononce des paroles qui n'auront pas été faites pour le degré du crime à punir

punir, tandis que l'on peut au moyen des êtres pensants, proportionner la peine au démerite. On peut admirer avec justice les loix & les usages de l'Angleterre; mais l'admiration a ses bornes; elles ne s'étendent pas jusques à permettre d'encenser ce que les Anglois les plus sensés désapprouvent. Leur fameux chancelier Thomas Morus nourri dans l'exercice de la justice, connoissoit l'abus de cette méthode. Il veut que l'on laisse la punition des crimes à la discrétion des Juges; il n'en excepte que l'adultere. Ce grand homme s'est-il déterminé sur ce qu'il a cru qu'aucune circonstance ne pouvoit le faire excuser? C'est encore un problème de savoir si on doit avoir quelque indulgence pour les fautes vers lesquelles la nature nous porte avec empire, ou si, par cette même raison, il faut les punir avec plus de sévérité.

Neratius, riche Romain donnoit des soufflets à tous ceux qu'il rencontroit, & qui avoient le malheur de lui déplaire. Il étoit suivi par un esclave qui comptoit vingt-cinq sols à l'offensé; c'étoit la peine portée par la loi. (On ne connoissoit pas à Rome l'extravagance barbare qui assujettit à tuer ou à

26 DE LA REPUBLIQUE.

mourir pour un coup, & même pour la seule menace.) Ce qui ne fut d'abord qu'une faillie effrontée, fit appercevoir les Romains du ridicule & de l'injuste qui resserroit le magistrat dans les termes de la loi. Outre le soufflet donné, Neratius étoit coupable d'impudence. Il en est de même dans la plupart des occasions; les circonstances sont un second crime dont la loi n'a pas parlé. On supprima la loi, & dès-lors il fut permis à chacun d'estimer l'injure qui lui étoit faite, & au magistrat de borner l'estimation.

Les différents états demandent des distinctions dans les peines communes ou les délits simples suivant les différences des Gouvernements. La Démocratie, où tout est égal, ne devoit pas en admettre; l'injure est toujours faite à quelqu'un qui a part à la souveraineté. Mais dans l'Aristocratie & la monarchie Royale on doit regarder la qualité de l'offensé & celle de l'offenseur. Celui qui a fait une injure à un homme noble, & plus encore à une personne publique, mérite un châtiment sévère. Il doit être moindre, si l'offense pareille est faite à un homme du commun, & moindre encore si c'est à quelqu'un

de la lie du peuple. Ordonner des peines égales dans les délits simples à tous les ordres, soumettre les hommes dans toutes sortes de circonstances aux mêmes loix, c'est donner dans la même maladie un remède d'égale force, dans tous les degrés, à tous les âges, à tous les tempéraments.

Les dernières loix Romaines étoient défectueuses; elles portoient leur attention sur la qualité des coupables dans les crimes publics. Le meurtrier de la femme trouvée en adultere n'étoit banni que pour un tems, lorsqu'il étoit constitué en dignité; il étoit banni à perpétuité s'il étoit de basse condition. Lorsque l'offense est faite au public, lorsque la société en est troublée à un certain excès, la grandeur de l'état de l'offensé fait disparaître celui de l'offenseur, tous les rangs sont mis au même niveau. L'assassin d'un Souverain est puni du même supplice, quelle que soit sa condition. La plus illustre naissance, les alliances les plus respectables ne purent garantir le comte d'Horn de la mort qu'il avoit méritée.

Les Toretans, seigneurs de Milan, publièrent un édit qui n'imposoit

28 DE LA REPUBLIQUE.

qu'une amende pour le meurtre d'un roturier. Le peuple se mutina, chassa la noblesse & s'empara de la souveraineté. Lorsque le crime mérite la mort, toute la distinction que l'on peut accorder au rang du coupable doit consister dans la manière de faire subir le supplice, si on excepte le crime de lèse-majesté. Platon disoit avec raison, que l'homme de quelque état, devoit être puni plus rigoureusement, à cause qu'il avoit eu plus d'éducation. Si les raisons pour punir un noble comme un roturier, dans les crimes graves, ne persuadent pas, c'est qu'elles combattent un préjugé & la vanité de la noblesse. Je ne désapprouverois point que l'on eût égard aux grands services rendus à la patrie. Je ne crains point d'avancer cette proposition, quoique contraire à l'opinion de Machiavel.

Il n'est rien qui prouve avec plus d'évidence que, dans le criminel surtout, l'équité doit être préférée au texte précis des loix, que l'obligation dans laquelle on a été très-souvent de les changer. Il résulte de cette obligation que la justice n'étoit pas dans la loi; que c'étoit une justice d'opinion, & le phantôme de la véritable.

LIVRE IV. CHAP. IV. 29

Les peines de l'homicide & du vol n'étoient autrefois que pécuniaires dans la plus grande partie de l'Europe. On ne doit pas penser que l'on soit devenu moins humain pour les avoir commuées en peines capitales. L'amende étoit égale ; les châtimens étoient inégaux. L'homme borné dans sa fortune perdoit tout son bien. Celui dont la situation étoit un peu plus opulente perdoit moins ; pour le riche, le crime n'étoit qu'un jeu. Lorsque l'or & l'argent devinrent plus communs , les crimes le furent de même. Si on s'étoit contenté de grossir l'amende dans la proportion de la valeur des espèces, ou les indigents auroient pû commettre des crimes impunément, ou il auroit fallu leur infliger une peine corporelle , tandis qu'il n'en coûtoit aux autres que de l'argent. L'injustice étoit trop manifeste , elle frappa les yeux ; on conçut que la proportion étoit fautive , entre le crime & le châtimement. La loi n'avoit pourvu qu'au dédommagement de la personne lésée ou de ses héritiers ; elle ne vengeoit pas l'injure faite au public. Le crime n'étoit pas puni comme crime.

Etre obligé de changer les loix , est

30 DE LA REPUBLIQUE.

par soi-même un inconvénient ; les jugemens d'équité en dispensent souvent ; ils sont d'autant plus nécessaires au bien de la société, que s'il est vrai, comme on ne peut le nier, que les circonstances changent souvent la nature du crime, il faut que toute loi qui porte une peine certaine soit injuste dans quelque cas. Comment appliquer une loi fixe & immobile à une perpétuelle variation ? Certains crimes méritent une peine plus sévère pour être nocturnes, d'autres pour être commis aux yeux du public. Le même crime est tantôt la faute du hasard, tantôt l'effet de la noirceur la plus condamnable.

Il me semble que l'on n'appuye pas l'avis de juger selon la lettre de la loi en disant : *qu'autrement on vit dans la société sans connoître les engagements qu'on y contracte.* * Il est bien triste de savoir que l'on sera condamné sur l'action & non sur l'intention ; & qui pourra penser que la liberté réside où le fait involontaire est soumis à la même peine que la volonté dénaturée ? Si personne ne peut prévoir ni empêcher les événements qui dépendent de la fatalité du sort, personne ne peut s'as-

* *Esprit des Loix*,
Ibid.

LIVRE IV. CHAP. IV. 31

sur son innocence. Ce n'est pas connoître ses engagements, c'est trembler dans une continuelle incertitude.

Celui qui fait au contraire qu'il ne sera puni qu'autant qu'il sera coupable ; que le châtiment sera proportionné au degré de l'abus qu'il aura fait de sa liberté d'exercer le bien ou le mal, sera dans un état d'assurance & de pleine liberté. Le Juge astringé à la loi n'a d'autre fonction que d'examiner le fait. Celui qui juge d'équité, outre le fait, examine le mérite de la cause. Quel est l'homme qui ne préfère pas d'être jugé par des êtres pensants, plutôt que par des automates ?

Pourquoi faut-il que l'accusé puisse choisir ses Juges, ou en recuser un si grand nombre que ceux qui restent soient censés être de son choix ?

* Aucune maxime ne peut être plus contraire à la liberté politique que l'on veut établir par-là. Il est juste de veiller à la liberté des accusés ; mais on ne doit point porter ce soin dans un excès qui préjudicie à celle de la société générale. Ramenons ce principe à la pratique. Si l'accusé peut choisir ses Juges, quelle quantité de criminels n'échapperoit pas à la peine ? Le point le plus essentiel à la

* *Esprit des Loix,*
Ibid.

liberté publique est le châtimement de ceux qui la troublent. Le crime mérite-t'il des privilèges exorbitants ? Dans tous les crimes, l'accusé est partie d'un côté, & le public l'est de l'autre. Si on permet de récuser les Juges au point que le reste paroisse être de choix, on fait au public une injustice égale à celle que l'on feroit à l'accusé, si on lui défendoit d'en récuser aucun. La compassion d'un particulier pour un accusé est un sentiment très-louable, mais il est bien éloigné d'être une vertu d'Etat.

Le milieu juste & raisonnable est de permettre à l'accusé de recuser les Juges qui peuvent être légitimement suspects, & d'avoir sur cet objet, comme sur les autres, des loix conduites par l'équité. Le sentiment quoique solitaire d'un auteur si justement applaudi m'a obligé de m'étendre plus que je n'aurois fait sur cette matiere.



ne
li
fi
bi
au
du
ray
à
jam
mo
être
que
dér
Go
éga
just
me
pas
les
qu

CHAPITRE V.

Des cas dans lesquels on doit admettre la proportion ou la rejeter.

ON DOIT proportionner les peines à la nature des fautes, & à la qualité des personnes, autant qu'il est possible, si on veut approcher de l'infailibilité de la justice. S'il n'est pas donné aux hommes d'y atteindre, ils doivent du moins marcher à la lumière de ses rayons, tels qu'ils parviennent jusques à nous.

Les peines pécuniaires ne doivent jamais être égales, excepté dans la Démocratie où tous les citoyens doivent être égaux. La fixation des amendes que le Juge ne peut augmenter ni modérer, n'est pas du ressort des autres Gouvernements. Il faut supposer une égalité de biens pour y reconnoître la justice. Le pauvre est arrêté par la même somme à laquelle le riche ne fait pas d'attention ; telles sont en France les amendes du fol appel, des requêtes civiles, des tierces oppositions.

34 DE LA REPUBLIQUE.

On ne sauroit d'un autre côté les laisser à la discrétion du magistrat ; on l'obligeroit de s'instruire des facultés de chacun ; il ne pourroit autrement observer les proportions. Cette pratique est impropofable.

Les ordonnances somptuaires , toutes les loix de défenses qui portent des amendes certaines, renferment la même injustice & le même inconvénient. Il faut chercher les moyens qui pourroient les rendre moindres. Philippe le Bel avoit fait une ordonnance sur la superfluité des banquets : elle fixoit une amende pour les Ducs , les Comtes & les Prélats ; une moindre pour les simples Gentilshommes , les Doyens & les Prieurs , ainsi de suite. On voit dans cet ordre une proportion qui pourroit être imitée , & la peine ne seroit pas regardée comme un simple épouvantail. La peine est semblable pour tous , elle n'est égale que pour les égaux , c'est la proportion harmonique. On n'y retrouve pas la justesse géométrique ; elle est impossible. Cet usage seroit le même que celui qu'on observe pour la taxe des dépens de voyage & de séjour : on y suit la proportion des rangs certains, & des sa-

cultés supposées. Le téméraire plaideur ne supporte pas précisément la dépense qu'il a occasionnée ; mais celle qui convenoit à l'état de celui auquel il a intenté un procès mal-à-propos. Si ce n'est pas la justice la plus exacte, c'est du moins se rapprocher davantage du vrai. L'homme ne peut pas espérer autre chose de sa faiblesse.

La même proportion que l'on peut établir pour les peines, doit avoir lieu dans les récompenses. Les arts libéraux, les professions nobles peuvent exiger un salaire relatif à la personne qui exerce, & à celle qui en reçoit l'avantage. La même opération de chirurgie doit être plus récompensée par le riche que par le pauvre, & doit valoir plus ou moins à proportion de l'habileté de celui qui opere. Il en devoit être de même du juriconsulte. Un service rendu par celui duquel on n'a aucun droit d'en exiger, mérite plus ou moins de libéralité selon l'état & la qualité de celui qui l'a reçu.

Les Juges auxquels les réglemens d'un Etat permettent de prendre un salaire, doivent se régler sur des proportions. Il est ignoble, sur-tout à ceux du premier ordre, de se taxer selon

leur travail & leur temps, comme de vils mercenaires. Si l'usage & la vénalité des charges veulent que l'on s'abaisse, on peut mettre quelque dignité dans l'abaissement même. Cette mesure est même injuste en elle-même; elle conduit à faire absorber par des frais la valeur de ce que la justice donne à celui qui la reclame. C'est sur cette valeur que le Juge doit proportionner l'émolument que l'on veut qu'il reçoive, ou sur la fortune de ceux qu'il a jugés, lorsque la chose litigieuse n'a qu'une valeur arbitraire, comme les honneurs, en observant aussi leur importance.

Le grand nombre pense que la justice devroit être rendue gratuitement. C'est une vérité qui ne doit souffrir aucun doute dans la spéculation. Seroit-elle avantageuse dans la pratique? La chicane ou l'amour des procès est une passion; elle est de toutes la plus à charge au repos de la société. Si elle n'étoit point réprimée par la crainte de la dépense, & le défaut de pouvoir y fournir, elle deviendrait trop importune, même insupportable au genre humain. On prétendra plus, à mesure qu'il en coûtera moins pour prétendre; on disputera tout, s'il en coûte peu pour dis-

puter : il ne seroit plus permis d'être possesseur tranquille. On pourroit peut-être retrancher de la dépense la gratification que les Juges perçoivent ; mais ce seroit toujours un mal de retrancher. Il faut tout dire ; aucune considération ne doit faire taire une vérité décisive. On doit craindre du côté des Juges , comme du côté des plaideurs. Souvent la justice ne seroit pas expédiée , si son expédition n'étoit suivie d'une récompense. Si on pese attentivement ces raisons , il en résultera que l'on doit tolérer un inconvénient lorsqu'il est léger, en comparaison des maux qui seroient la suite du parti contraire.

Les proportions conduisent à la justice , parce qu'elles tendent à l'égalité réelle. L'amende égale ôte l'égalité dans la punition. Le même genre de mort n'est pas égal pour tous les hommes. Le supplice auquel l'opinion a attaché plus d'infamie ajoute , au deshonneur qui suit le crime , le deshonneur du genre de la mort. Il ôte doublement ce que l'opinion a appelé l'honneur.

Ainsi par-tout où l'égalité sera absolue , il est inutile de chercher des

38 DE LA REPUBLIQUE.
proportions. Justinien, dans ses loix des
mesures, ordonne que les nobles pren-
dront cinq pour cent ; les marchands
huit ; les corps & collèges dix , & le
reste des citoyens six. Ces loix sont
injustes , parce que les hommes, en
qualité de prêteurs ou bien d'emprun-
teurs, sont entierement égaux, & que
la valeur de l'argent est égale pour tous.
Les proportions dès-lors deviennent
une injustice. Si le noble prête au mar-
chand, celui-ci profitera de huit sur la
chose qui ne produira que cinq à celui
auquel elle appartient. Si le noble em-
prunte du marchand il payera huit,
tandis que d'autres marchands, ses dé-
biteurs, ne lui donneront que cinq.
Cette loi faite en faveur des marchands
blesseroit aujourd'hui le commerce. Si
le noble ne peut retirer que cinq & le
roturier six ; tout autant que l'un &
l'autre auront à prêter, le négociant
ne pourra faire valoir ses fonds qu'en
marchandises, & tout autant qu'il trou-
vera à prêter, il ne fera plus de com-
merce. Il est juste que l'on trouve dans
ses propres besoins le même avantage
que l'on procure, lorsqu'on soulage
ceux des autres.

2 Une ordonnance d'Orleans vouloit

que l'intérêt des condamnations courût au denier quinze pour le général, au denier douze en faveur des marchands, & que l'on payât le double du capital aux laboureurs, vigneron & mercenaires. Ce règlement peche en ce qu'il ne considère qu'une personne & qu'un cas. Il a voulu favoriser le marchand & le laboureur, & n'a pas fait attention qu'ils pouvoient être condamnés envers leurs semblables. Il n'y a point d'égalité ni absolue ni proportionnelle.

Les conventions introduisent une égalité parfaite entre les personnes qui s'engagent, en égard à l'objet de l'engagement respectif. C'est par cette raison que le noble, ni le riche ne doivent pas plus de salaire à l'ouvrier, au domestique que le moins noble & le moins riche, quoiqu'ils doivent plus de libéralité au service qui n'est pas stipulé. Les proportions gardées rapprochent de l'égalité absolue les grandeurs arbitraires & d'opinion.



CHAPITRE VI.

De la multiplicité des Loix.

MULTIPLIER les loix, c'est multiplier les disputes entre les hommes ; c'est inviter le Magistrat à demeurer dans l'ignorance. Tacite dit, que la République la plus corrompue est celle qui a le plus de loix. En effet, il est bien difficile que dans un nombre infini de loix, un esprit prévenu, ne pense trouver une décision qui favorise ce que son intérêt lui fait souhaiter être juste, ou qui ne l'autorise à ne pas rendre ce qu'il voudroit retenir ; & quel est le Juge qui ne pâlisce en regardant l'amas énorme des loix, de la glose, & des commentateurs ?

L'idée qu'eut Justinien de soumettre les Juges aux loix par son immense compilation, de les éclairer, de leur dicter les leçons qu'ils devoient suivre, a produit un effet entièrement contraire à l'intention. Cette collection renferme trois défauts essentiels. Le premier est dans sa vaste étendue ;

il en résulte que la moitié des loix qui y sont renfermées fournissent des raisons de douter des décisions contenues dans l'autre moitié. Celui qui aspire à la magistrature, & que l'on examine pour connoître sa capacité, doit savoir les raisons de douter de la justice des loix qu'il soutient, & ces raisons de douter doivent être prises dans d'autres loix. C'est égarer l'esprit du Juge ; on doit chercher à le fixer, & non à le faire flotter. Il faut qu'il se détermine, qu'il ait l'esprit de décision & non celui d'incertitude. La raison de douter est l'ennemie mortelle du bon sens, on la devroit ignorer, on ne devroit pas en imaginer. Il faut des lumieres bien sûres, un sens bien droit pour ne pas se méprendre entre l'ombre & le corps, quand on ne voit l'un & l'autre que par les yeux de l'esprit.

Le second défaut consiste en ce que la plûpart de ces loix sont raisonnées. C'est dans ces raisons que l'on croit souvent trouver les moyens d'établir un intérêt dont on est préoccupé ; c'est dans ces raisons que les esprits subtils cherchent des détours pour éluder le véritable sens de la loi ; enfin ce sont ces raisons qui ont fourni

ce nombre étonnant de commentaires, qui, au lieu d'éclaircir, augmentent la confusion. Le raisonnement est indigne de la majesté de la loi : *Nihil mihi videtur*, disoit Senèque, *frigidius quàm lex cum prologo, jubeat lex non suadeat.*

Le troisième défaut est d'avoir érigé en loi les réponses que faisoient les Empereurs aux Présidents des provinces, ou aux plaideurs dans les cas particuliers. La loi doit donner un précepte général qui embrasse un objet ; c'est au jugement à descendre dans le détail & juger l'hypothèse. L'Empereur Dioclétien consulté par un propriétaire qui avoit vendu son héritage pour la moitié de sa valeur, répondit qu'il devoit être restitué. Si l'Empereur avoit saisi cette occasion pour donner une loi générale sur les restitutions pour cause de lésion, il auroit évité un nombre infini de procès, & nous auroit épargné bien des commentaires. On a mis en question si la loi vouloit en général que l'on fût restitué pour la lésion d'outre moitié du juste prix, ou si c'étoit un privilège particulier au vendeur ; & les auteurs se sont partagés. On juge en France que l'a-

cheteur qui a été trompé par le propriétaire ne doit pas être restitué. En Italie, on juge le contraire.

On a remarqué en France que les procès s'étoient multipliés à l'excès depuis la découverte du code & du digeste, depuis le décret de Gratien, & depuis que Charles VII & ses successeurs ont fait des loix à la mode de Justinien, c'est-à-dire, des loix raisonnées. Plus on donnera de loix, sans abroger les anciennes, plus on multipliera les doutes. On cherche à trancher une difficulté par une loi interprétative: il en est comme de l'hydre, on voit renaître sept têtes à la place d'une abattue. On raconte qu'un Magistrat disoit à la vue d'un nouvel édit que l'on portoit à vérifier: « Ceci nous sera très-utile; il n'y a mot ni syllabe sur laquelle la subtilité du cer-veau François ne trouve des raisons pour plaider & embarrasser les Juges. » Nous avons vu de nos jours des loix faites dans la vue de fixer des questions, multiplier les procès bien loin de les éteindre.

Les loix doivent être courtes & précises. Celle qui est bien méditée & bien dictée n'a pas besoin d'une secon-

44 DE LA REPUBLIQUE.

de pour l'interpréter. Les loix de Moïse, de Solon, Dracon, Licurgue, Romulus, Numa, les douze Tables, pourroient servir de modelle. On supprimeroit encore aujourd'hui beaucoup de procès en supprimant beaucoup de loix, & plus encore en abrogeant des usages & des statuts ; mais ce n'est pas les gens de loi qu'on devroit consulter là-dessus : ce seroit demander à l'artisan, s'il est utile d'abolir sa profession.

Au lieu de la simplicité des loix anciennes, on a mis au jour un cahos de décisions particulieres. Il seroit bon que chacun pût connoître les loix d'où dépendent sa situation & sa fortune, du moins les principales. On en a si prodigieusement multiplié le nombre, que l'esprit même du Magistrat en est rebuté. On ne s'est pas contenté des loix, on a recueilli des arrêts pour en faire comme un supplément. Ces collections sont généralement fautives au-delà de l'expression. Elles sont faites par des Avocats qui n'ont pas travaillé dans le procès, ou qui, s'ils y ont travaillé, n'ont pas traité la plûpart du temps le point de la difficulté. Si c'est par un Juge, l'amour-propre lui fait

donner pour raison d'un arrêt celle qui l'a déterminé personnellement, & souvent ce n'est pas la générale.

Je ne peux faire rien de mieux que de rapporter quelques traits des Essais de Montagne sur le même sujet. Je ne changerai rien à son stile dans la crainte de l'énerver : « L'opinion de celui-
 » là ne me plaît guère, qui pensoit par
 » la multitude des loix, brider l'auto-
 » rité des Juges en leur taillant leurs
 » morceaux. . . . Ceux-là se moquent
 » qui pensent appétisser nos débats en
 » nous rappelant à l'expresse parole de
 » la Bible. . . Nous avons en France
 » plus de loix que tout le reste du mon-
 » de ensemble, & plus qu'il n'en faut
 » droit à régler tous les mondes d'E-
 » picurus. . . Qu'ont gagné nos législa-
 » teurs à choisir cent mille especes &
 » faits particuliers, & y attacher cent
 » mille loix. . . la multiplication de nos
 » inventions n'arrivera jamais à la va-
 » riation des exemples. . Les loix plus
 » désirables, ce sont les plus rares,
 » plus simples, & générales. . . Qui a
 » vu des enfants essayants de ranger à
 » certain nombre une masse de vif-ar-
 » gent ; plus ils pressent & paîtrissent
 » & s'étudient à le contraindre en leur

46 DE LA REPUBLIQUE.

» loi, plus ils irritent la liberté de ce
 » généreux métal; il fuit à leur art, &
 » se va menuisant & éparpillant au-de-
 » là de tout compte... En subdivisant
 » les subtilités, on apprend aux hom-
 » mes à accroître les doutes... Nous
 » doutions sur Ulpien & redoutons sur
 » Bartole & Balde... Je sens par ex-
 » périence que tant d'interprétations
 » dissipent la vérité & la rompent...
 » Ordinairement je trouve à douter en
 » ce que le commentaire n'a daigné
 » éclaircir... On donne autorité de
 » loi à infinis docteurs, infinis arrêts
 » & autant d'interprétations... S'y
 » voit-il quelques progrès & avance-
 » ment vers la tranquillité? Nous faut-
 » il moins d'Avocats & de Juges que
 » lorsque cette masse de droit étoit en-
 » core en son enfance. Au contraire,
 » nous ensevelissons l'intelligence; il
 » y a plus à faire, à interpréter les in-
 » terprétations, qu'à interpréter les
 » choses... Nous ne faisons que nous
 » entregloser.

Si on faisoit réflexion que tout le droit consiste à ramener les hommes à la justice des loix naturelles qui se renferment à l'observation de deux préceptes, on connoitroit l'inutilité du

grand nombre des loix. Donner beaucoup de principes & point de loi d'hypothèse, seroit le meilleur moyen d'empêcher les procès. Le Magistrat sauroit la loi, & chacun la pourroit savoir.

Si la multitude des loix est pernicieuse, que devra-t-on penser de celles que l'on fait pour n'être pas observées : telles sont en France, entre plusieurs autres, les défenses souvent réitérées de complanter de nouvelles vignes. On auroit de la peine à comprendre combien de terres labourables, de pâturages, de bois, dont l'espèce manque, ont été convertis en vignobles. Depuis le tems de la prohibition, l'abus en est devenu plus grand. Il semble que la loi ne soit donnée que dans la vue de tirer un tribut pour en dispenser. Cependant il seroit facile de démontrer qu'en négligeant cette loi, on a ruiné le citoyen, au lieu que son observation exacte, depuis cinquante ans seulement, auroit été pour lui une source de richesses tirées de l'étranger. Quels avantages pour un Etat !

La première loi d'une République devroit être que toute loi fût inviolable ; la première règle, de veiller avec

48 DE LA REPUBLIQUE.

févérité à leur exécution. Lorsqu'on voit le Gouvernement les donner & souffrir qu'elles ne soient point observées, on s'accoutume à mépriser l'un & l'autre; que fera-ce si on en achete l'inobservation? Il n'y a rien qui engage autant d'enfreindre les loix de police que de voir des particuliers en être exemptés. On sait quels sont les dangers des Etats mal policés.

CHAPITRE VII.

Si le Prince doit juger ses sujets.

LES ANCIENS & tous les politiques sont d'accord que les Rois ne furent jamais établis par les peuples que pour faire justice. On le voit dans l'histoire de toutes les nations, entre autres, dans celle des Hébreux. Ceux qui les gouvernerent ne porterent pendant long-temps que le titre de Juges, & lorsqu'ils demanderent un Roi au prophète Samuel, ils ajouterent: *Pour nous juger comme les autres peuples.* Si c'est la premiere institution des Rois, s'ils sont choisis comme arbitres des nations,

nations, il semble qu'ils sont obligés de remplir cette fonction par eux-mêmes. Ils ont été élus pour juger & non pour donner des Juges. L'union, la bienveillance réciproque des Princes & des peuples, ne peut être entretenue sans une communication des uns aux autres; elle se perd lorsque le Souverain fait tout par ses Officiers; il semble qu'il dédaigne ses sujets.

On ne peut révoquer en doute que la vraie justice pourroit être mieux rendue par le Prince que par ceux qu'il a commis. Outre que le danger de la corruption ne seroit plus à craindre, il est la loi vivante. La Bruyere a très-judicieusement remarqué qu'une maxime excellente seroit l'opposé de celle qui veut que *la forme emporte le fond*. Le Prince est au-dessus des formalités qui nuisent à l'équité, & qui éternisent les procédures. Leur durée ruine les citoyens, elle amène souvent l'aigreur & l'animosité personnelles. La longueur du temps irrite la patience; les occasions réitérées font naître des querelles quelquefois sanglantes: le Prince auroit tout terminé par un de ses regards.

Le Souverain qui rend la justice à

Tome II.

C

30 DE LA REPUBLIQUE.

les sujets s'accoutume à être juste pour lui-même : l'habitude nous conduit autant que la nature ; c'est un avantage inestimable pour l'un & pour l'autre. Les armes conviennent entre les mains du Prince dans les occasions ; mais la balance de la justice y sied dans tous les temps & dans tous les lieux. Lorsque Salomon demanda la sagesse : *Ce fut , dit-il , pour bien juger son peuple.* Ses jugements étoient publiés par toute la terre, & lui acquirent autant de réputation qu'auroient pû faire des conquêtes. Auguste ne discontinua jamais de rendre la justice ; & Adrien refusant de répondre à la requête d'une femme sur ce qu'il n'en avoit pas le loisir : *Quittez-donc , lui dit-elle , la charge que vous avez.* L'Empereur s'arrêta pour l'écouter.

Ces raisons & ces exemples ont quelque chose de plausible , mais l'étendue du pouvoir n'étend pas les facultés naturelles au-delà des bornes imposées à l'humanité. Si chaque ville composoit un royaume , il seroit possible absolument qu'un Roi , assisté de son conseil , rendît la justice à tous : pour peu que l'on éloigne au-delà les limites de l'Etat , on sort de la possibi-

LIVRE IV. CHAP. VII. 51

lité. Les hommes doivent commencer par vaincre leur esprit de division & d'intérêt ; ils doivent se rendre à eux-mêmes cette justice qu'ils attendent d'autrui, s'ils veulent la recevoir de la bouche du Prince, lorsque quelquefois ils ne pourront s'accorder.

Quand les Rois étoient dans l'usage de juger, ils jugeoient ce qui étoit autour d'eux. On n'a jamais pratiqué de faire venir des sujets du fond des provinces pour languir à la suite de la Cour. Juger, étoit alors une chose facile ; il y avoit peu ou point de loix. La volonté du Prince seule formoit la décision. Aujourd'hui la quantité de loix & la cupidité des hommes, en ont fait une science subtile, indigne des Rois.

On doit dire encore que quelque borné que l'on suppose un Etat, il ne convient pas que le Prince y soit le seul juge. Si, comme on ne peut le répéter trop souvent, l'impunité est la source de la corruption & du désordre, il n'est pas de l'intérêt public que le Prince soit le juge des crimes. La compassion si naturelle à une ame bien née, le spectacle attendrissant d'un coupable qui avoue sa faute, qui

32 DE LA REPUBLIQUE.

en demande le pardon avec larmes ; la réputation de clémence avec laquelle on pense attirer les cœurs, sont autant de pièges dont le Souverain auroit trop de peine à se défendre. Il convient que les crimes soient jugés par des Juges dont le pouvoir ne s'étend pas jusques à les pardonner. Le Prince se trouve lui-même partie dans une infinité de causes criminelles, comme sont les trahisons formées contre l'Etat & autres crimes de lèse-majesté. Aussi dans les temps où les Rois jugeoient, on les a vû s'abstenir de la connoissance de ces causes. Les Arrêts ne sont seulement pas donnés en leur nom ; entre plusieurs exemples, je citerai un Arrêt donné en France contre Robert Comte de Flandres. Il commence ainsi : *Nos Patres Francia ad requestam & mandatum Regis venimus in suam curiam Parisiis & tenuimus curiam cum duodecim aliis personis, &c.*

Il est peu de matieres dans lesquelles on ne trouve des milieux. Le Prince ne peut juger le détail, mais il peut rendre la justice par la législation. Il peut ne se point reposer aveuglément sur ses ministres pour faire les loix, Il

LIVRE IV. CHAP. VII. 53

peut se rendre capable de juger du bien & du mal qui en résulte, & écouter sur cet objet la voix de ses peuples. Le Souverain qui s'attache à donner de bons réglemens, qui porte une attention sévère à leur observation, qui veille avec soin sur ceux auxquels il confie l'administration de la justice, qui, par des exemples de ceux qui prévariquent dans cet auguste ministère en arrête la contagion, remplit l'obligation qu'il a de rendre la justice autant que l'on peut le demander. S'il pouvoit encore dérober quelques momens aux affaires d'Etat pour s'asseoir en public, quoique rarement, à la tête d'un de ses tribunaux, combien le spectacle d'un Roi qui juge seroit-il satisfaisant? Combien redoubleroit-il le respect pour la justice & la vigilance dans les Magistrats?

L'Empereur Claude vouloit toujours juger, & il n'avoit aucune aptitude à remplir cette fonction. La nature n'est pas toujours d'accord avec la fortune pour donner tous les talens à ceux que celle-ci destine au trône. Le Prince ne doit montrer au public que ses perfections.

CHAPITRE VIII.

Des récompenses & des peines.

LES RECOMPENSES & les peines forment une branche de la justice bien intéressante pour les républiques. Si l'une & l'autre sont reparties selon qu'elles auront été méritées, l'Etat sera florissant ; si les services demeurent sans récompenses, les actions lâches sans punition, la gloire de la république ne sauroit durer. Il n'y a pas peut-être de cause plus prochaine du bon ordre ou de la dépravation, des bons ou des mauvais succès, que la juste distribution du prix de la vertu & du châtiment de l'indignité.

On pourroit dire que les récompenses sont de pure grace ; que tout citoyen est obligé de servir le corps politique dont il est membre ; que le sujet qui occupe une place, a contracté l'obligation d'en remplir les devoirs ; & que nous nous devons tous à la probité, pour l'amour de nous-mêmes. Cette thèse peut se soutenir dans

LIVRE IV. CHAP. VIII. 55

la spéculation ; sa conséquence seroit de supprimer les récompenses , & ce parti vaudroit mieux , sans comparaison , que de les répandre mal-à-propos. Le mépris des gens de bien , & la faveur accordée aux mauvais sujets , sont des abus du pouvoir , nuisibles au pouvoir même.

Mais l'expérience apprend que la récompense est nécessaire , & qu'on doit la distinguer du bienfait ; l'une est , pour ainsi dire , due à celui qui se distingue , elle est due du moins à l'intérêt public , autant qu'elle excite l'émulation à le servir ; l'autre est une pure libéralité du Prince. On ne doit pas lui envier la satisfaction de faire du bien à un sujet qu'il favorise ; mais s'il a quelque soin de sa réputation , ce favori ne sera pas sans mérite. En général , il doit être avare de bienfaits , si l'on prend ce terme dans sa signification étroite. Plus il donnera gratuitement , moins il aura de quoi récompenser ; son Etat & sa personne n'en seront pas si bien servis.

Toute récompense est honorable , ou utile , ou tous les deux ensemble. Suivant l'idée commune des hommes , plus les récompenses amènent de pro-

fit, moins l'opinion y attache d'honneur. Il devient plus grand; toutes choses égales d'ailleurs, à proportion que l'utilité s'y trouve moindre. Il semble que l'honneur & l'intérêt ont de la peine à s'allier ensemble. Dans les Etats populaires, les récompenses sont plus honorables qu'utiles; ce sont des triomphes, des statues, un surnom. Les honneurs sont moins grands dans les Monarchies, & le plus souvent l'utile y est attaché; c'est que le peuple préfère l'utile à l'honorable, il le conserve pour lui: le Prince fait plus de cas de l'honneur extrême; il n'aime pas à le communiquer. La Monarchie tyrannique ne connoît pas les récompenses; la sûreté du tyran lui demande d'avilir & d'appauvrir ses sujets.

Une seule République fournit plus d'exemples de faits héroïques que plusieurs monarchies: c'est que la gloire est un aiguillon bien au-dessus de l'intérêt, pour une ame faite pour l'héroïsme; elle s'élève dans la proportion de l'honneur auquel elle peut aspirer. Il est, au contraire, quelquefois dangereux dans la Monarchie d'en mériter de trop considérables. Les soupçons

& l'envie s'emparent facilement de l'esprit du Prince. Parménion l'éprouva sous Alexandre, Bélisaire sous Justinien. Rischild mérita la jalousie de Charles XII. Les principes de la politique étouffent les sentiments de l'humanité & font des ingrats.

Les peines & les récompenses ont été les grandes causes des victoires des Romains. On peut voir dans Polybe comment la faute la plus légère dans la discipline militaire, ne pouvoit échapper à la punition; & comment chaque action de quelque mérite étoit payée par un honneur. Cet honneur n'étoit point passager; il ne pouvoit être ignoré de personne: outre la récompense, il étoit permis à tous ceux qui en avoient reçu pour leur valeur, de porter dans les spectacles un habit qui les distinguoit; tout le peuple étoit instruit que celui qui en étoit vêtu s'étoit signalé. Quel honneur d'un côté, & de l'autre quel objet d'émulation pour ceux qui ne l'avoient pas encore mérité! Ces marques d'honneur ne se donnoient pas à l'ancienneté du service, le soldat pouvoit les acquérir à sa première campagne.

Quel éclat accompagnoit la gloire

du triomphe ! Un char superbe attelé de quatre chevaux de front ; les richesses des provinces que l'on portoit à la suite ; des Rois enchaînés qui le suivoient ; le bruit guerrier de l'armée victorieuse ; les acclamations redoublées de la multitude ; tous les yeux d'un peuple souverain attachés sur le vainqueur ; l'honneur ne peut être porté à un plus haut degré , si on ajoute qu'on n'y élevoit que le mérite.

On trouve dans cette dernière réflexion tout le prix des récompenses Romaines : une pompe vaine, une couronne de *gramen* ou de feuilles de *chêne* n'ont aucune valeur intrinsèque ; on ne peut les estimer assez lorsqu'elles sont un témoignage assuré de la vertu. Les Romains, par un même moyen, avoient banni l'avarice des motifs des belles actions ; ils ménageoient le trésor public, & inspiroient à leurs citoyens une vertu pure & désintéressée. Un soldat refusa une chaîne d'or de Labienus, lieutenant de César, en disant qu'il ne vouloit pas la récompense d'un avare, mais celle d'un homme de cœur. Lorsque Marcus Marcellus dédia un temple à l'honneur & à la vertu, on le sépara en deux, de

LIVRE IV. CHAP. VIII. * 59
maniere qu'il falloit passer par celui de
la vertu pour arriver à celui de l'hon-
neur.

Les récompenses pécuniaires don-
nées à la valeur sont déplacées & hors
du genre. Si l'intérêt devient l'objet du
Militaire, l'honneur se perdra ; un sen-
timent bas prendra la place d'un senti-
ment élevé. Lorsque les Romains dis-
tribuoient de l'argent aux soldats, tous
y avoient une part égale ; ce n'étoit
que le salaire de la fatigue.

Cependant où les honneurs sont
moins éclatants , & les besoins plus
communs , comme dans les Monar-
chies , on peut tolérer que l'on ajoute
à l'honneur quelque émolument : il est
de la justice par-tout que celui qui a
passé sa vie à servir sa patrie, ne vieillisse
pas dans la misere. La récompense
d'intérêt est dûe à la continuité des
services jointe aux besoins , celle de
l'honneur aux actions distinguées.

Si la récompense a tant de puissance
sur les hommes quoiqu'elle n'ait rien
de réel , si le témoignage qu'elle rend
au mérite de celui qui la reçoit, fait tout
son prix , on doit dire que lorsqu'elle
ne sera plus la preuve de ce mérite ,
elle sera sans effet & n'aura plus de

part dans l'estime des hommes. Lorsqu'on permit en France aux seules femmes pudiques de porter des ceintures d'or, & qu'elles en virent porter à celles qu'elles sçavoient ne l'être pas, elles les jetterent, & dirent : *Bonne renommée vaut mieux que ceinture dorée.*

Le Cardinal de Richelieu dit, que quand on ne se serviroit d'autre principe que d'être inflexible pour châtier, & religieux à récompenser, on ne sçauroit mal gouverner. L'unique secret de ce ressort universel est d'être également attentif à l'un & à l'autre. Si on honore la vertu & qu'on ne punisse pas les fautes, on ne fait qu'une moitié. Une ame sans sentiments se passe d'honneurs & croupit dans sa léthargie ; si la punition ne corrige pas celui qui l'essuie, du moins on le rend utile à la République ; il sert d'exemple. Si on ne fait que châtier & qu'on ne récompense point, on abrutit.

Tout est bien dans un état où ces maximes sont suivies ; tout est mal où elles sont négligées.

Il arrive quelquefois qu'une action compliquée mérite la punition & la récompense, l'une ne doit point se compenser avec l'autre : il faut em-

LIVRE IV. CHAP. VIII. 61

ployer toutes les deux : ce contraste rend l'une & l'autre plus sensibles ; leur effet est alors infaillible. La Justice éclate dans cette conduite qui ne porte aucune empreinte de la faveur.

Il faut avouer qu'il n'est pas facile au Souverain , sur-tout dans un grand Etat , de faire un usage bien régulier de ce grand mobile du Gouvernement. Les qualités que l'on lui désire semblent même s'y opposer. On veut qu'un Prince soit bon & libéral : il est heureux que son cœur soit capable d'amitié , & qu'il s'ouvre à un sentiment tendre pour sa famille. La faveur s'insinue à l'aide de ces qualités louables ; mais il peut être bon sans être facile , libéral seulement dans les occasions : sa justice doit marcher avant son inclination : la complaisance pour les siens ne doit pas aller jusqu'à la foiblesse.

Le Prince qui commence à récompenser avec justice , se procure les moyens de récompenser toujours avec discernement. Les grands emplois sont la matière principale qui fournit aux grandes récompenses ; s'il les remplit de ceux qui les ont mérités , il descendra par eux à des connoissances plus détaillées , ils sont sous ses yeux ; c'est

62 DE LA REPUBLIQUE.
sur eux que doit porter sa vigilance.

Un Prince peut donner moins & satisfaire autant que s'il donnoit plus : que les dons passent immédiatement de sa main dans celles de celui qui les reçoit , cette seule circonstance en double le prix. Lorsque la récompense se demande & s'accorde par l'interposition d'un tiers , la satisfaction est infiniment moindre , & toute la reconnaissance se rapporte au protecteur , s'il n'a pas vendu sa protection ; elle est toujours perdue pour le Monarque.

Nous lisons qu'Othon ayant reçu une somme considérable pour une grâce qu'il avoit fait obtenir de Galba , s'en servit pour corrompre ses Officiers. Les Rois n'ont pas de plus véritables ennemis que ceux qui trafiquent de leurs bienfaits.

Les Princes portent encore en eux-mêmes une manière de récompenser & de punir dont l'exécution leur est bien facile ; c'est l'éloge ou le blâme qui sortent de leur bouche en public : l'un attire la considération , l'autre la confusion , même le mépris. L'amour-propre est flatté ou confondu ; c'est prendre les hommes par leur foible.

J'avance une proposition qui pourra trouver

fa trouver des contradicteurs : je crois qu'un Roi pourroit inspirer les vertus morales à ses courtisans. Un accueil obligeant ou froid, une faveur ou une disgrâce, une louange ou un ridicule donnés, seroient capables dans peu de temps de métamorphoser la Cour. S'il étoit possible que la Cour fût vertueuse, les places éminentes ne seroient plus le fruit des intrigues; l'image de la vertu se multiplieroit dans les provinces; les vices pourroient se cacher dans le cœur, ils disparoïtroient dans les actions, c'est ce qui importe à la société civile. Comme le soleil est le premier mobile de la terre, un Roi donne le mouvement à tout son tourbillon.

On a vu que François I, dans peu d'années de sévérité, & par son attention à remplir les charges importantes de sujets qui cherchoient le bien de la patrie, avoit payé ses dettes & enrichi son épargne, sans diminuer sa dépense, & sans accroître les impôts. Son successeur, en douze ans de règne, consumma le trésor, endetta l'Etat de quarante-trois ou quarante-quatre millions, somme alors prodigieuse; il perdit le Piémont & la Savoye,

& la France sa splendeur & sa dignité. Tous ces malheurs sont attribués dans l'histoire à la distribution aveugle des récompenses, & à l'impunité des fautes contre les devoirs. Les loix & les réglemens sont inutiles à cet objet : c'est l'application du Souverain qui en décide.

L'Empire Romain ne fut jamais si obéré que sous Héliogabale. Sévere en acquitta les charges en quatorze années, & réduisit les impôts au point de ne prendre qu'un écu où Héliogabale en prenoit trente-un. Sous l'un, la profusion n'avoit point de bornes ; les récompenses se donnoient par caprice, les charges aux plus offrants ; la richesse tenoit lieu de naissance ou de mérite ; en un mot, les anciennes règles n'étoient plus un frein : c'étoit un ridicule de les opposer, & plus encore de les suivre. Sous l'autre, on observoit les poids & les mesures, la justice se faisoit entendre, les malversations de tous les genres étoient l'objet de la vigilance du Prince : ce n'étoit pas le regne des courtisans. Un Prince pourroit-il faire quelque cas de la satisfaction de ceux qui l'assiégent ? Il ne doit jamais compter sur leur attache-

ment. L'amour des peuples est nécessaire au Souverain , mais il est au-dessus de la haine ou de la bienveillance du particulier.

Si on dit à un jeune Prince qu'il doit être libéral , on dit très-bien : mais on le perd, si on ne lui montre pas la différence du libéral au prodigue. Si on lui dit qu'il faut donner à tous , que l'on gagne les cœurs à ne refuser personne ; on l'instruit contre lui-même. Le Prince a trop de cœurs à gagner , pour qu'il puisse y parvenir par des dons particuliers. La condition des Rois est à cet égard l'opposé de celle des autres hommes. Ils acquièrent l'amour général en refusant , parce qu'en refusant ils ne font pas contribuer le général à une libéralité mal entendue. Ce qu'un Souverain épargne aux peuples en ne prodiguant pas , est un don qu'il fait à ce peuple ; c'est alors qu'il est payé par celui des cœurs.

Les récompenses & les peines se régulent par les proportions ; c'est un des articles où l'on doit les admettre. La récompense ne doit pas être la même pour le capitaine & pour le soldat. Un Monarque puissant doit récompenser autrement qu'un petit Prince. Le peu-

66 DE LA REPUBLIQUE.
ple de Rome donna à Horatius Coclés
à cause de sa pauvreté, un arpent de
terre pour le service le plus signalé
qu'un mortel puisse rendre à sa patrie.
C'étoit beaucoup: Rome n'avoit alors
que deux lieues de territoire. Quelle
eût été cette récompense de la main
d'Alexandre conquérant !

La récompense est due, mais son
étendue a ses loix. Elles veulent que
l'on considère à qui l'on donne, com-
bien on donne, en quel tems, en quel
lieu, à quelle fin, & sur-tout, les fa-
cultés de celui qui donne. Une loi de
Solon vouloit que les enfants de ceux
qui mouroient pour le service de la pa-
trie fussent nourris aux dépens du pu-
blic. On ne sauroit imaginer une loi
plus noble, plus juste, plus capable
d'exciter à la défense de l'Etat. Elle ne
put être exécutée long-tems; elle
épuisoit les finances de la République.
Un Prince qui prend sur ses sujets pour
donner outre mesure, ne diffère en rien
du Juge qui ôte le bien de l'un pour
le donner à un autre.

CHAPITRE IX.

Si les biens des condamnés doivent être appliqués au Fisc, ou à l'Eglise, ou laissés aux Héritiers.

SI C'EST une injustice de négliger le mérite dans la distribution des récompenses; si l'indulgence pour les fautes qui rejaillissent sur le public est une autre injustice, ç'en est une encore de les punir trop rigoureusement. Il est à plus forte raison contre toutes les loix naturelles d'étendre les peines au-delà de la personne coupable. On ne sauroit trop avoir d'horreur pour la barbarie des Souverains qui enveloppent dans le même supplice la femme, les enfants, les parents du criminel. Ces coutumes appartiennent au despotisme, c'est-à-dire, aux Etats où la loi naturelle est sans cesse violée.

Mais les loix qui autorisent la confiscation ne sont-elles pas injustes aussi, quoique dans un moindre degré de cruauté? L'équité se révolte lorsqu'elle voit punir des innocents, & que

l'on ôte à des enfants une succession que la nature semble leur avoir destinée. Ou ils supposent leur pauvreté, & c'est alors une peine d'autant plus dure, qu'elle est lente & continue; ou bien elle les porte à se précipiter dans des voyes criminelles pour en sortir: c'est avoir ôté à la société un perturbateur, pour en substituer un plus grand nombre.

Une des bonnes loix de Justinien, est celle qui ordonne que les biens des condamnés appartiendront à leurs héritiers. Elle n'excepte que ceux des coupables de lèse-Majesté au premier chef. C'est avec raison, sans doute, que l'on distingue ce crime de tous les autres. C'est celui de tous contre lequel on doit le plus employer la terreur: mais doit-on se flatter que celui qui n'est pas épouvanté d'un danger presque inévitable, ni de la crainte du supplice le plus terrible; qu'un insensé furieux, sera arrêté par la considération de ce que deviendront ses biens après sa mort? Avant cette loi, les biens des condamnés appartenoient, avec quelque raison, au public: tout crime est une injure contre lui, dont on lui doit une réparation. Justinien

a oublié d'excepter dans sa loi les crimes du pécumat & de concussion : les biens pillés ne font pas partie d'une succession ; ils n'appartiennent point à celui qui a voulu se les approprier par le brigandage ; on poursuit ces sortes de crimes contre les enfans.

Quelque destination que l'on fasse des biens du condamné, l'utilité publique veut que l'on en retranche la récompense due à l'accusateur, & quelques frais qui sont nécessaires. On a prétendu (a) que ces choses devoient être prises seulement sur les *meubles & acquêts*, en laissant les *propres* entiers aux héritiers. Mais les meubles & les choses censées meubles, sont souvent des biens de famille, & peuvent même composer toute une hérédité. D'ailleurs, il est possible que l'on n'y trouve pas de ces sortes d'effets ; si on en trouve, ils peuvent ne pas suffire à ce que l'on convient qu'il est indispensable de prendre. S'il importe au public que les crimes soient poursuivis, il lui importe essentiellement que celui qui les révèle, & ceux qui travaillent à la poursuite y trouvent quelque utilité. Cette sorte de dette doit être prise sur

(a) C'est l'avis de Bodin,

70 " DE LA REPUBLIQUE.

les biens , quelle que soit leur nature.

On fera peut-être surpris de trouver dans ce rang une récompense pour l'accusateur. On a attaché une idée défavorable au terme de délateur. La source de ce préjugé est-elle dans la bonté du cœur , ou la crainte d'être dénoncé soi-même l'a-t-elle formé ? S'il est avantageux que le meurtre , le poison , l'incendie soient bannis de la société , si on doit en chercher tous les moyens , celui de récompenser le dénonciateur est le plus infailible. Doit-on envier un salaire à ceux qui servent le public , contre ceux qu'il doit détester , & lorsque sa sûreté demande leur extinction ? On compte inutilement sur ce que l'on appelle la partie publique ; de même que le chasseur anime ses chiens par l'appas de la curée , le sage législateur doit exciter les hommes à la poursuite des scélérats. On auroit assez de moyens pour arrêter les calomniateurs.

Mais la distinction des acquêts & des propres , seroit très-bonne à observer en matiere de confiscation. Les enfants du pere coupable ne seroient pas réduits à une indigence qu'ils n'ont pas méritée ; la cupidité de ceux qui profitent des confiscations ne seroit pas

aussi âpre ; l'outrage fait au public seroit suffisamment réparé.

La confiscation n'a pas des suites également dangereuses dans toutes les especes de Républiques. Lorsqu'elle se porte au trésor public , elle n'a d'autre inconvénient que le sort malheureux des héritiers naturels. Mais dans la Monarchie, la moindre de ses injustices est qu'elle enrichisse de leur substance un courtisan avide qui n'a rien de commun avec le condamné , ni avec le public offensé. Les forfaits dont elle a été le germe , & que l'histoire nous retrace en commençant par la vigne de *Naboth*, font frémir. Les regnes de *Tibere* , de *Caligula*, de *Neron* & de leurs semblables , nous représentent les mains du Prince sans cesse ensanglantées du meurtre des plus dignes personnages de l'Etat, lorsque leurs biens pouvoient tenter leur avarice. Ces horreurs sont familières dans les histoires des tyrans , & , ce qui fait trembler , on en trouve des exemples sous les meilleurs Princes. On les abuse , on les aveugle. *Faustine*, femme de l'Empereur *Marc-Aurele* , ne cessa de l'importuner jusqu'à ce qu'il eût consenti à la mort des enfants d'*Avi-*

dius Cassius, qui n'avoient pas trempé dans le crime de leur pere : il n'en faut pas d'avantage pour faire sentir la nécessité de réduire, du moins aux acquêts, la confiscation dans tous les cas.

A Athenes, on réservoir pour les Dieux le dixieme des biens confisqués. A Rome, les amendes appartoient aux temples pour les frais des sacrifices. Cette destination tournoit à l'avantage du public auquel elle épargnoit cette dépense. Aujourd'hui la charité des fidèles a suffisamment enrichi les Eglises. C'est assez d'aider les besoins des pauvres par une légère partie des biens que l'on prend sous le titre d'aumône. En France, les amendes font partie des droits de la couronne. Les subsides peuvent en être moindres ; il faut que de quelque maniere elles profitent au public, comme le plus lésé par les crimes.

On a vu dans un même Royaume, réunir à la couronne les plus belles provinces par une espece de confiscation. La Guienne, le Perigord, l'Anjou, le Maine, la Marche, le Bourbonnois, l'Auvergne & d'autres encore : mais ce ne sont pas des confiscations véritables, ce sont des réunions en conséquence

quence des loix féodales. C'est l'exécution des conventions faites avec les parties , lorsqu'on leur a donné les provinces à titre de fiefs. Ce sont des droits dont jouissent les suzerains particuliers sans avoir celui de confiscation.

CHAPITRE X.

Des Finances.

LES Finances sont le nerf de la République , elles y sont d'une nécessité absolue. Lycurgue , avec des vues très-judicieuses & profondes pour les objets qu'il appercevoit , ne les avoit pas assez étendues pour le fondateur d'une République. Il négligea de pourvoir aux finances. S'il pensoit que la République , considérée simplement en elle-même , pouvoit s'en passer , il avoit quelque raison ; mais elle n'étoit pas isolée du reste de l'univers : il devoit prévoir qu'elle voudroit conquérir , & même qu'il lui seroit nécessaire de conquérir , ou d'être assujettie. C'est une alternative indispensable à tout

74 DE LA REPUBLIQUE:

Etat qui n'a pas une certaine consistance. Il doit se mettre en situation de pouvoir faire des conquêtes ; si ce n'est pas le desir de s'agrandir, c'est pour la nécessité de se conserver. Aussi-tôt que la guerre obligea les Lacédémoniens de s'éloigner de leurs frontieres, ils ne purent subsister. Ils eurent recours aux emprunts. Lorsqu'ils furent victorieux ils porterent à leur trésor les dépouilles de l'ennemi. Ces moyens n'ont qu'une courte durée. Il faut des sources fixes pour réparer les épuisements. Quelles pouvoient être celles des Lacédémoniens auxquels le nécessaire étoit à peine permis ? Ils conquièrent deux fois la Grece & la reperdirent aussi-tôt.

Il est donc nécessaire de faire un fonds qui fournisse aux finances. Trop de gens savent en indiquer les manieres ; mais il est rare qu'ils examinent si elles sont honnêtes & conformes à une prudente politique. On peut réduire les moyens bons & mauvais à sept principaux qui comprennent tous ceux que l'on peut imaginer. 1°. Le domaine de la République. 2°. La conquête. 3°. Les dons des amis ou des sujets. 4°. Les pensions. 5°. Le

commerce que peut faire la souveraineté. 6°. L'imposition sur les marchandises qui entrent ou qui sortent. 7°. Enfin l'impôt sur les sujets. Les cinq premiers ne demandent pas une longue discussion, les deux derniers demandent quelque étendue pour être seulement effleurés.

1°. Le domaine de la République paroît le moyen le plus honnête, le plus tranquille & le plus assuré. C'est aussi le plus ancien & le plus usité. Romulus, à l'imitation des Egyptiens, divisa le territoire de Rome en trois parties. Il en assigna un tiers pour la Religion, un tiers pour les besoins de la République & l'entretien de la dignité royale; le reste fut partagé entre les sujets. Lorsque le Roi des rois dicta au prophète Ezéchiel les moyens de réformer les abus des rois des Hébreux, il affecta un temporel aux sacrifices, des communes au peuple, & un domaine pour la maison du prince & les dépenses publiques, afin, dit le Seigneur, *que les Rois ne grevent plus mon peuple d'exactions & d'impôts.*

Ce moyen paroissoit d'autant plus assuré que le domaine des Rois est inaliénable & imprescriptible; que sa

partie la plus considérable étant en fonds de terre, le revenu en augmente dans la proportion de la valeur des especes, & par conséquent des vrais besoins. Mais les loix qui en ont prohibé l'aliénation n'ont pas été assez loin; elles n'ont pas songé à défendre de les soumettre à des hypoteques, & de les donner en engagement. On ne sauroit apprécier les besoins d'un Etat; il est des conjonctures critiques où ils peuvent devenir tout à coup excessifs. Soit que ces moments arrivent, soit que l'on ait eu des Rois dissipateurs, les domaines ont été engagés, il n'en reste plus. Il faut cependant que le prince soutienne son rang, il faut faire des fonds pour la subsistance de l'Etat, on a eu recours aux autres moyens.

2°. La conquête sur les ennemis n'a guere réussi qu'aux Romains. Camille, Flaminius, les Scipions, Paul Emile, Pompée, Lucullus, César & plusieurs autres ont renouvelé & grossi une infinité de fois l'épargne de la République. Nous avons vu il n'y a pas longtemps Thamas-Kouli-Cham mettre en œuvre cet expédient en grand politique. Il s'empara des richesses du Mogol sans rien retenir des terres de son em-

pire : elles lui auroient coûté à conserver ; son unique objet étoit de pourvoir à ses finances sans charger d'impôts de nouveaux sujets qu'il avoit intérêt de ménager.

Les conquêtes peuvent encore fournir aux finances d'une autre manière , & en être une source durable. On peut augmenter le domaine par une partie des terres conquises. On peut imiter Amurat & Mahomet qui prenoient une portion des terres des vaincus ; ils y établissoient des colonies chargées d'une rétribution fixe par arpent à peu près comme des fiefs. Cette méthode est encore bonne pour assurer la conquête. Les colonies tiennent lieu des forces qu'il y faudroit soudoyer , & dont le pillage exciteroit les peuples à la revolte. Charles Quint en usa à peu près de même au Pérou. Dans le fonds , les pays conquis & annexés à l'Etat sont d'une légère ressource pour soulager l'Etat conquérant. Ils exigent des dépenses , ils occasionnent des guerres , les finances qu'ils fournissent se consomment à peu près pour eux.

Les tributs que l'on impose aux Etats vaincus dont on ne s'empare point,

forment un revenu plus liquide & plus utile. Il est juste alors que les anciens sujets soient déchargés dans la proportion. On ôta à Rome tous les impôts après la conquête de la Macédoine.

3°. Les dons des amis paroîtront aujourd'hui un langage inconnu : il ne l'étoit pas dans l'antiquité. Lorsqu'Annibal étoit maître de la campagne en Italie, & menaçoit le plus la liberté de Rome, les rois d'Egypte, de Sicile & plusieurs cités offrirent des présents immenses aux Romains. Ils acceptèrent, comme le signe d'un heureux présage, une victoire d'or qui se trouvoit parmi ceux d'Hieron, & refusèrent tous les autres. Jamais peuple n'a eu son semblable dans l'adversité. Mais leur épargne s'accrut & s'enrichit dans le temps de leur prospérité par les testaments de Ptolomée, Allales, Eumenes, &c. ils instituerent le peuple Romain leur héritier. Auguste avoue dans son testament avoir hérité depuis 20 ans de 35 millions d'écus d'or. Dans les tyrannies, il étoit nécessaire de laisser un legs au tyran ; sans cette précaution, il cassoit le testament, & s'emparoit de toute la succession. Il a été un

temps auquel le clergé sembloit avoir pris ce modele.

Il nous reste bien des vestiges des dons des sujets; c'étoient, selon les apparences, dans les temps reculés les seuls tributs des peuples que leur bonne volonté ajoutoit au revenu du domaine fixé pour les souverains, & les nécessités de l'Etat. Les uns portoient ce présent en monnoie, les autres en fruits. Darius, roi de Perse, fut le premier qui refusa les denrées, & convertit les dons en charges nécessaires; il établit des receveurs & des trésoriers. Il en acquit le surnom de *marchand*. La mauvaise oeconomie, les dépenses superflues, & le domaine diverti ont dû peu à peu introduire ces mêmes usages dans tous les royaumes. Il en est même quelques-uns dans lesquels ce changement a eu un fondement solide. En France, par exemple, le clergé & la noblesse faisoient des dons à leurs Rois; mais l'un & l'autre étoient dans l'obligation, à raison de leurs fiefs, de faire le service militaire, de défendre l'Etat. Cet article n'étoit pas de libéralité. Aujourd'hui qu'une constitution de nécessité a établi des troupes réglées & permanentes à la

place de ces milices passageres , il est de toute justice que ceux auxquels le changement a profité contribuent à l'entretien de ces troupes qui leur sont subrogées. S'ils se trouvent dispensés d'un service auquel ils étoient tenus , s'ils ont acquis leur repos , leur liberté , ils doivent à juste titre des tributs qui tiennent lieu des charges dont on les a délivrés. La noblesse s'est soumise, envain le clergé & les pays d'Etat ont conservé le terme de *don gratuit*, ce don n'en est pas moins un devoir. L'Angleterre règle ses impositions à chaque parlement; la quantité dépend, à la vérité , de leur arbitrage , mais le fonds est une dette.

4°. Les pensions entretiennent les finances ; on les reçoit communément en temps de paix & de guerre. Il semble que les grands Etats devroient en recevoir de moindres pour accorder leur protection. Cependant on voit au contraire les royaumes puissants donner des pensions aux plus foibles. Leur objet est de se les attacher pour les occasions , de s'en servir pour des diversions utiles , de les engager à refuser leur secours à d'autres & s'assurer par-là une superiorité contre d'autres Etats

LIVRE IV. CHAP. X. 81

puissants. On disoit d'un ministre qu'il achetoit la paix plus cherement que n'auroit coûté la guerre qu'il ne put éviter à la fin. Il semble qu'il seroit plus sensé de ménager durant le calme pour être en état de répandre dans l'occasion. Celui qui laisse acheter son amitié oublie ce qu'il a reçu pour se tourner du côté de l'offre la plus forte, lorsqu'il faut agir.

Jamais aucun peuple n'a su tirer un meilleur parti de sa situation que les républiques des Suisses. Les pensions qu'ils reçoivent de toutes parts sont une partie considérable de leurs finances qui ne coûtent rien au peuple. Ils aguérissent leurs citoyens, ils purgent leur territoire de vagabonds & du peuple surabondant. On les paye pour qu'ils demeurent dans l'état qui leur est le plus avantageux.

Le cinquieme moyen est le commerce que peuvent faire un prince ou un Etat; le Portugal & la république de Hollande en donnent des exemples. En these générale toute souveraineté qui par une oeconomie louable remplit son épargne, doit du moins la faire circuler; c'est le seul commerce qui lui soit permis. Si elle en retire un intérêt,

82 DE LA REPUBLIQUE.

elle doit diminuer les taxes des sujets dans la proportion de l'émolument , ou l'employer à des établissemens utiles au public. Dans tout autre commerce, la supériorité est nuisible à celui de ses sujets , sur-tout il devient indigne & tyrannique s'il a pour objet les denrées de nécessité. Un roi de Naples achetoit les bleds en verd & toute l'huile de la Pouille pour les revendre au prix qu'il imposoit. C'est trafiquer du sang des peuples. Je ne parlerai point du profit sur les monnoies ; les altérer est un crime , les refondre sans nécessité est une injustice , rendre leur valeur de cours variable , est le comble de la mauvaise conduite.

CHAPITRE XI.

Des taxes sur les Marchandises.

L'IMPOSITION sur les marchandises qui entrent dans un Etat , ou qui en sortent est un des moyens des plus connus & qui paroît des plus permis. Il est naturel que l'étranger que le profit attire soit pour vendre , soit pour

acheter, soit taxé pour la liberté que l'on lui donne de commercer. Cependant il est vrai au fonds que cet impôt se prend uniquement sur les sujets. L'étranger qui porte des marchandises ajoute aux frais du transport les droits d'entrée, & règle son prix sur ce compte total. S'il prend des denrées de l'Etat, il compte sur les droits de sortie, & en donne un moindre prix aux citoyens. Ainsi tout concourt à laisser cet impôt modéré. Il pourroit être monté de manière à écarter l'étranger s'il étoit obligé d'en supporter une partie. L'extrême cherté, en rendant seulement le débit trop lent, feroit cesser le commerce de tout ce qui n'est pas de nécessité.

C'est par cette raison que la France ne débite pas, à beaucoup près, la quantité de sels qu'elle produit. Les propriétaires en perdent une grande partie qui se gâte & se fond sur les bords des marais, en attendant une occasion de les vendre. Les droits que l'on leve sont souvent huit & dix fois la valeur de la marchandise. Quelque bas que soit le prix auquel le sujet le donne, il est toujours cher pour l'étranger : aussi quoique ce soient les meilleurs sels de

l'Europe il ne vient les prendre que forcé ; il leur préfère des sels corrosifs & même du salpêtre ; & la France elle-même est obligée de prendre d'eux de mauvaises salaisons. On retrouveroit la diminution de l'impôt sur la plus grande quantité qui se chargeroit , & sur la meilleure qualité de ce que le Roi emploie pour sa marine & pour les colonies.

Les droits établis sur les marchandises & les denrées dans l'intérieur d'un royaume ne cesseront jamais de surprendre. On peut dire que c'est un de ces moyens qui sortent de l'honnête , qui ruinent le peuple & préjudicient aux finances. Le sujet qui marche toujours sur les terres de la domination de son souverain ne passe pas chez les étrangers , & ne le devient pas lui-même. Si on fait réflexion qu'un nombre prodigieux de doüanes répandues dans un royaume ne donnent pas aux finances la moitié de ce qu'elles coûtent au public ; qu'il faut que celui qui les régit , & encore plus celui qui les afferme , outre des profits exorbitants , y trouve de quoi entretenir la quantité de directeurs , contrôleurs , receveurs , commis & gardes que l'on

LIVRE IV. CHAP. XI. 81

y voit, on conviendra que les finances ne perdroyent rien, & que les peuples gagneroient beaucoup, si on trouvoit le moyen de convertir cet impôt en un autre plus simple à lever.

Il est connu de tout le monde que les denrées qui croissent ou qui se fabriquent dans un Etat, sont l'unique principe de sa richesse. Elles cessent de l'être si on n'en a pas la consommation, les doüanes y sont un obstacle continuel. J'entends par consommation le débit de ce que l'on ne consomme pas soi-même. Celui qui veut transporter ses fruits d'un lieu dans un autre, s'il doit trouver des doüanes dans son chemin, est retenu par des objets encore plus importants que les droits qu'on y exige. Un voiturier perd une demi-journée à la porte d'une doüane; on fait languir son expédition pour l'inviter à l'acheter; il faut qu'il prenne une déclaration dans un endroit, & qu'on la vérifie dans un autre; on le visite; on lui fait prendre des acquits à caution; il est perdu s'il perd un morceau de papier que l'on lui donne; on porte les difficultés jusques à l'obliger de trouver une caution dans des villes où il ne fait que passer. Le moins

36 DE LA REPUBLIQUE.

dre des inconvénients qu'on essuye est d'employer six jours dans le chemin que l'on pourroit faire en quatre , & que les frais du transport soient augmentés d'un tiers.

Ce n'est pas tout. Ces détours , ces peines , ces droits rigoureux invitent à la fraude , la marchandise est confiscée : c'est le but principal où tend l'avarice des commis. Leur cupidité leur a fait imaginer toutes sortes de formalités , ils les ont colorées de quelques prétextes spécieux ; leur véritable objet est que leur ignorance ou le défaut de leur observation exacte conduise à la confiscation , ou à une grosse amende. On peut voir un détail dans le Livre intitulé , *Testament politique de M. de Vauban*, des monopoles & de la servitude qu'entraînent les aydes & les douanes dans la France. On ne sauroit croire qu'un souverain ni ses ministres en soient instruits.

Ces pièges tendus , ces frais énormes , ces dangers rebutent pour l'envoi des denrées. La suite en est qu'une espèce surabonde dans une province , & qu'elle manque dans une autre ; que les sujets du même souverain sont privés entr'eux de la commodité de l'é-

change ; que deux provinces languissent, l'une pour avoir trop d'une espece de denrée, & l'autre pour n'en avoir pas.

C'est une fausse idée de penser que l'on doit mesurer la richesse d'un Etat à la quantité d'or & d'argent qu'il possède. Une montagne d'or monnoyé n'est qu'une masse inutile si elle demeure sans mouvement. Un million qui se reproduit vingt fois par la circulation fait le même effet, peut-être plus, que vingt millions employés une seule fois. On a dit très-bien que l'or étoit l'esclave de la consommation ; il n'agit que par elle, il la suit, il ne peut faire un pas qu'avec elle. Si les denrées demeurent sans débit, l'or & l'argent demeurent immobiles ; la pauvreté s'empare des lieux où l'on pourroit faire régner l'aisance. Il n'est pas possible au sujet de payer ses impôts, il n'a pas de revenus. On le saisit ; la quotité qu'il doit lui devient dix fois plus coûteuse que la taxe elle-même. C'est aller contre les regles d'une politique prudente, &, comme on l'a dit, contre l'interêt du gros des finances.

On répète sans cesse qu'il est essentiel de favoriser le commerce, & qu'il

38 DE LA REPUBLIQUE.

ne sauroit fleurir sans la liberté. Ce sont deux maximes unanimement convenues ; le nombre des doüanes intérieures est destructif de l'une & de l'autre. Ne cessera-t-on jamais de parler & d'agir inconséquemment. On croit avoir satisfait à ces deux principes, lorsque par quelque règlement on pourvoit à quelqu'une des branches du commerce extérieur. C'est quelque chose ; mais l'attention dans les loix du commerce doit se tourner plus entiere du côté des sujets, parce que c'est pour lui que chaque Etat veut faire profiter le commerce. L'Angleterre ne perd jamais ce point de vue : ses bills sur cette matiere tendent tous à l'avantage des naturels du pays. L'étranger n'envoie ni ne porte ses marchandises pour les détailler lui-même ; un sujet les achete pour les répandre dans tous les endroits du royaume auxquels elles peuvent convenir. Ce même sujet voudra (& c'est l'interêt de l'Etat) donner à l'étranger des marchandises en échange ; le port qu'il habite ne les lui fournit pas, il les fait venir de diverses provinces ; & dans ces deux opérations, soit qu'il veuille faire circuler dans le royaume la marchandise de

l'étranger, soit qu'il veuille tirer du dedans celles qu'il convient de lui rendre, il trouve également ces fatales doüanes qui le gênent, qui absorbent le plus clair du profit & le mettent au hazard de sa ruine.

Un auteur anonyme a très-bien dit, que si l'esprit de finance est en opposition avec l'esprit de commerce, l'Etat est ruiné. Les doüanes intérieures sont le profit du financier & la perte du commerce; celui-ci enrichit l'Etat, l'autre n'est occupé que d'appauvrir le citoyen.

Tout ramene au commerce intérieur d'un royaume; ses productions en sont l'origine, elles en sont la fin; c'est de celui-là que dépend le commerce du dehors: si le passage des marchandises éprouve des difficultés des fontieres aux manufactures & de tous les lieux du royaume aux frontieres; l'ardeur pour le commerce étranger se ralentit ou même s'éteint. Si au lieu des facilités qu'il doit attendre on le charge de droits, on l'embarrasse d'obstacles; si on ajoute à ceux qu'on a indiqués en gros, des différends entre les bureaux & le négociant, s'il n'y a pas de transport un peu considéra-

ble qui n'entraîne pour le moins un procès, quelle occupation, quel dégoût pour un commerçant ? Si au lieu de le protéger, ce procès est le plus souvent vuide en faveur du fermier toujours prêt à demander le rabais de sa ferme, on dira inutilement qu'il faut favoriser le commerce ; on le charge d'entraves au lieu de la liberté dont on convient qu'il devrait jouir. On enchérit nécessairement les denrées pour l'étranger, il cesse de les venir prendre, il donne la préférence au meilleur marché.

La France fournissoit autrefois de bleds au-dehors, elle n'en donne plus, elle est souvent obligée d'en recevoir. On a multiplié les douanes & le nombre des gardes & des commis ; il a fallu les prendre parmi les laboureurs. Ceux-ci ont mieux aimé être exacteurs qu'essuyer l'exaction ; plusieurs terres sont demeurées en friche. La diminution des bleds & le prétexte de sa nécessité absolue en ont fait défendre l'exportation. Il n'a plus même été permis de le faire passer d'une Province à une autre sans des permissions difficiles & coûteuses à obtenir. La gêne extrême & la difficulté de la consommation a

LIVRE IV. CHAP. XI. 91

fait négliger par-tout la culture des terres. Dans la crainte de manquer, on a employé des moyens qui ont augmenté la disette.

Il en résulte de tous côtés des préjudices bien considérables pour l'Etat, & par conséquent pour les finances. Chaque laboureur tiroit du sein de la terre une portion de richesses ; devenu commis, outre que cette partie est en pure perte, il faut que l'Etat prenne ailleurs pour enrichir celui qui servoit à l'enrichir auparavant.

Il est convenable de mettre des différences entre les sortes de marchandises pour en fixer les impositions. Si on considère le seul intérêt des finances, si on ne s'attache qu'à les grossir, les taxes les plus fortes devront se prendre sur les choses nécessaires à la vie, & sur les commodités qui approchent le plus de la nécessité, comme le sel & les boissons. Mais c'est encore sortir de l'honnête, & ce moyen doit être rejeté comme inhumain. Ce n'est pas toujours dans la proportion de la valeur de la marchandise que l'impôt doit être réglé, c'est sur les choses de luxe & de volupté que la main peut s'appesantir. On pourroit, sans injustice, n'y

mettre aucune borne , mais ce seroit les exclure & aller contre l'interêt des finances. L'impôt peut être fort , il ne doit pas être excessif. Le goût des superfluités , de l'agréable , des fantaisies se répandra , si d'ailleurs le Gouvernement laisse les peuples dans l'aisance, s'il pourvoit à la vente des denrées qui leur sont propres , s'il a le soin d'ouvrir des voyes faciles au commerce. Les taxes sur les choses de luxe réussiront alors ; c'est un moyen légitime & infaillible de tourner au profit de l'Etat l'opulence du particulier.

Cette maxime demande cependant une observation : si ces choses sont des productions de l'Etat , ou l'effet de l'industrie de ses habitants , les impôts doivent être légers. Il importe que le sujet en trouve la consommation , & que par conséquent le prix n'en rebute pas l'étranger.

Quelque pardonnable que soit un impôt sur une denrée , il devient une oppression si on force les sujets à la consommer dans une quantité fixée. Cette contrainte révolte l'esprit , elle nous inspire le désir de rejeter ce que l'on veut nous faire prendre par force , ou celui de l'acquérir par d'autres

voyes. Le meilleur moyen pour faire valoir un pareil impôt, sera, comme je viens de le dire, de rendre les fortunes aisées en général ; le débit passera les espérances. Si l'Angleterre consomme des vins de France malgré douze ou quinze cens livres imposées sur chaque tonneau ; c'est qu'on ne l'oblige pas à les prendre, & que l'Etat procure d'ailleurs aux particuliers les moyens de faire cette dépense.

CHAPITRE XII.

Des Impôts sur les Sujets.

SI LES moyens dont on a déjà parlé pouvoient suffire aux besoins d'un Etat, il seroit heureux qu'il pût se passer des impôts qui affectent les têtes & les terres. Il est juste cependant que lorsqu'il le faut, celui qui vit à l'abri des loix, qui cultive son champ dans la sécurité, contribue à ce bonheur, & fournisse à la subsistance du corps politique auquel il le doit, & dont il fait partie. Lorsqu'on a blâmé la capitation, on auroit dû distinguer les quali-

tés des personnes. La portion des sujets qui n'a que très-peu ou même point de terres, & qui, par son industrie & son travail manuel, jouit de la vie & du droit de famille, doit ces avantages à la protection du même corps, elle ne peut être taxée que par tête.

Autrefois le domaine destiné à la République, & les droits levés sur les marchandises aux frontieres étoient suffisants pour les besoins ordinaires : mais un nouveau besoin, une guerre à soutenir a fait établir un subside. Si ce subside n'a pas égalé les dépenses, on l'a continué pour acquitter les emprunts. Insensiblement on s'y est accoutumé, on en a oublié la cause. On a réglé la mise sur la recette ; une nouvelle guerre a été un nouveau besoin, on y a remédié par un nouvel impôt. C'est ainsi qu'ils se sont multipliés d'une maniere que nos premiers ancêtres n'auroient jamais pu l'imaginer.

Quelques personnes ont pensé qu'il eût été moins nuisible de subvenir aux nécessités par des emprunts : mais un impôt ne seroit pas moins nécessaire pour payer les dettes que l'on contracteroit ; & comme il seroit difficile de savoir jusques où elles auroient mon-

té, le temps où finiroient les payements & l'exactitude de l'emploi, le subside seroit de même perpétuel. Lorsqu'Annibal étoit aux portes de Rome, le sénat n'osa taxer le peuple, il savoit qu'il est dangereux d'imposer lorsque l'ennemi est proche & le plus fort. Il proposa de prêter à la République; les sénateurs donnerent l'exemple, le peuple suivit à l'envi; les receveurs étoient accablés. Les ressources des sujets contents de leur gouvernement sont inépuisables, lorsqu'on ne veut pas les forcer. On songea dans les suites à se libérer, & on fut obligé de donner aux créanciers les domaines de la République en engagement. C'est peut-être dans des occasions semblables que les domaines se sont éclipsés.

La méthode des emprunts sera bonne si on commence à supposer un fonds annuel de finances qui excède les dépenses ordinaires; que l'excédent sera réservé pour les cas imprévus; & qu'à la paix, les choses revenues dans leur première situation, l'excédent à venir sera employé à payer les emprunts, lorsque l'ancienne épargne n'aura pas suffi à la dépense. Ce moyen réussira

96 DE LA REPUBLIQUE.

lorsqu'on aura trouvé celui de mettre les finances dans des mains qui ne seront pas capables d'en abuser. Un pareil règlement sera toujours très-sage, on peut en faire la base d'un bon Gouvernement ; s'il ne remédie pas à tous les maux que l'on peut prévoir, il est assuré qu'il les rend moindres.

On doit encore supposer dans ce système pour conserver l'équilibre des finances & des besoins, qu'un Etat passera plus d'années dans la paix que dans la guerre. Si les troubles se succèdent, comme on le voit souvent, il n'y a plus ni règle ni mesure ; ainsi, comme malgré ces précautions désirables, on peut être contraint d'ajouter aux charges ordinaires, il est bon de chercher ici les moyens les plus convenables pour y procéder.

L'imposition doit être 1^o. la plus simple. 2^o. La moins sensible qu'il est possible. Elle sera simple, si on cherche le genre de subside dont la levée sera le moins onéreuse, la perception plus facile. Elle le sera encore si elle est établie par un seul impôt, au lieu d'en employer deux de différentes espèces. On sent assez que les frais de la levée & de la régie sont plus forts pour deux

deux natures d'impôts que pour une seule ; les finances n'y profitent pas , la charge du peuple en augmente. Par cette même raison , lorsqu'un subside n'est pas suffisant , il est mieux de surhausser l'impôt déjà établi , lorsqu'on le peut , que d'en inventer un autre.

Il semble d'abord que la méthode de renchérir un impôt plutôt que de diviser la même finance sur deux , soit contraire à ce que j'ai dit , qu'on devoit le rendre peu sensible. Mais c'est donner un sens différent à la chose & au principe. Tout autant que sans augmenter le fonds des finances on prendra réellement davantage sur le peuple ; de quelque manière que l'on s'y prenne , que la sensation soit plus ou moins forte , ce n'est plus une maxime de finance , c'est une ruse de financier. Je n'ai pas entendu que l'on doive user d'artifice pour empêcher que l'on n'aperçoive autant le poids du subside ; il est d'autres moyens de le rendre moins sensible. Si l'impôt est pris sur tous sans exception , si la répartition est exactement proportionnée aux forces de chacun , il en sera moins pesant , & par conséquent moins sensible.

98 DE LA REPUBLIQUE.

Il résulte de-là, que les exemptions que l'on attache à de nouvelles charges, les privilèges que l'on donne à la noblesse, aux villes, aux communautés pour ne point supporter leur portion de la taxe totale, sont injustes dans le fonds, & ne doivent pas s'accorder sans des motifs de conséquence. Si vous voulez faire voiturier un poids énorme à un nombre insuffisant de bêtes de charge, elles expirent sous le faix avant d'arriver au lieu de la destination. Si vous le divisez sur un nombre plus considérable, elles acheveront le voyage.

On rendra l'impôt moins sensible, si on en facilite le paiement. Il y a deux manières d'y parvenir. L'une sera de favoriser le débit des productions de l'Etat ; d'y faire trouver des débouchés soit par des traités, soit par la police intérieure, ou autrement. Le grand art du Gouvernement est de procurer aux sujets ce qu'il doit reprendre d'eux. Ils ne peuvent donner à l'Etat ce qu'ils n'ont point. Comment leur demander une portion de leurs revenus, lorsqu'ils demeurent chargés de leurs denrées. On pourroit enfin lever le subsidie sur les fruits de la terre ; ce seroit de tou-

tes les manieres la plus égale & la moins sensible, sans comparaison; j'en pourrai reparler dans la suite. Tels sont les moyens & le vrai sens de la maxime qu'on a voulu établir; ce n'est pas celle de tromper les peuples & d'aggraver leur condition.

On ne doit pas attérer le peuple par les impôts; je suis bien éloigné de le penser; mais il en est une grande portion que l'on doit toujours laisser dans une nécessité absolue de travailler pour vivre. Sans cette précaution, une partie des terres seroient sans culture, ou n'en recevroient qu'une mauvaise; plusieurs améliorations & réparations seroient impraticables. L'artisan devenu volontaire & paresseux, plus débauché que travailleur, ne fourniroit pas aux besoins du public. Personne ne quittera l'aisance pour être soldat, s'il n'est entraîné par le libertinage. Il est d'autant plus juste de charger cette partie de la nation autant qu'il le faut pour la rendre nécessairement utile, qu'elle ne supporte pas les taxes imposées sur les choses de luxe & de volupté que l'autre partie paye en entier. Il faut chercher avec attention le juste milieu; il est essentiel de le trouver. Si

on jette le bas peuple dans la misère, si ce qu'on ôte sur son travail le réduit à la faim, le désespoir le saisit. De-là viennent les brigandages & la dépopulation.

Mais d'un autre côté, l'abondance qu'Henri IV, vouloit répandre sur les laboureurs étoit un système mal conçu. Tous les auteurs oeconomiques ont écrit, d'après le maréchal de Vauban, que les laboureurs & les manoeuvriers étoient la partie la plus essentielle & la plus foulée ; celle qui supportoit seule le poids du travail & celui des impôts. On doit leur pardonner de s'être mépris dans leur cabinet. Ils ont avancé une vérité de spéculation ; mais une erreur dans le fait. Ce qu'ils ont dit du cultivateur des fonds, est véritable du propriétaire. Ceux qui voudront examiner les choses de plus près sauront, que le colon partiaire le plus fidele, commence par mettre à l'écart ce qui pourroit manquer à sa portion, pour le nécessaire de sa nourriture, de son vêtement & de sa taille ; il partage ensuite avec le maître. Si des accidents le mettent hors d'état de vivre, le propriétaire lui prête ; il s'acquitte si les récoltes suivantes réussissent ; si elles

LIVRE IV. CHAP. XII. 101

manquent il ne paye jamais ; de même, le fermier déduit sur la valeur des fruits dont il offre un prix, l'imposition à laquelle il fait qu'il doit être taxé. Ainsi toutes les charges des fonds retombent sur ceux auxquels les fonds appartiennent.

On a vu cependant une misère générale chez le cultivateur : plusieurs raisons y contribuent. La plupart possèdent eux-mêmes quelques morceaux de fonds ; c'est comme possesseurs qu'ils sont accablés par les impôts ; ils peuvent être encore ruinés comme collecteurs. S'ils sont simples manoeuvriers, leur aisance dépend de celle du propriétaire. Si celui-ci ne retire de son fonds que les taxes & son nécessaire absolu, ce qui souvent n'arrive pas, il ne peut fournir à l'autre le travail & le salaire qui font sa subsistance. On n'extirpe point, on ne plante point, les fossés se comblent, on ne donne qu'une demi-culture.

Il est contre l'équité d'établir des impôts dont les qualités seroient incertaines & variables, comme sont, par exemple, celles qui dépendent des différentes conventions des particuliers, & très-souvent de la seule ma-

niere dont elles sont exprimées. Il convient que celui duquel on exige, puisse connoître la raison pour laquelle on exige, & ce que l'on est en droit d'exiger. Les discussions sur ces matieres sont trop subtiles pour être à la portée de tous les esprits ; les loix sont trop multipliées pour être connues. Les choses ne sont pas égales entre le particulier & le traitant. L'Esprit des loix * où l'on trouve cette judicieuse réflexion, propose à la place *un impôt sur le papier sur lequel le contrat se doit écrire*. Cet expédient n'est pas juste : il me paroît hors de toute proportion. Un accord de peu de valeur, & entre des misérables, coûteroit autant que les grosses affaires entre les riches ; une simple procuration, autant que l'acquisition d'une terre ; les actes de pure forme de procédure , autant que le fonds du procès. Et pour rendre les actes plus courts , on laisseroit l'intention des contractants dans l'obscurité.

L'établissement du contrôle des actes est admirable, il seroit encore meilleur si on les transcrivoit en entier, ou si du moins, on en faisoit un extrait fidèle. L'extension successive des droits, les abus énormes qui se sont glissés

* Liv. 13.
chap. 9.

dans la perception l'ont rendu un fardeau pénible. Il faut qu'il gêne la liberté à un point bien excessif, puisque le citoyen étonné hazarde sa fortune pour éluder cet impôt. La contrainte en a diminué la recette ; si on le rendoit plus léger, si on le fixoit par une loi invariable, qui, en le simplifiant, écarteroit toute interprétation, s'il étoit mis en régie il rendroit autant ou plus à l'Etat qu'il ne fait aujourd'hui.

En général, tout impôt volontaire ne rapportera qu'autant qu'il sera modéré. Si on en outre le taux, fût-il sur une denrée de nécessité, on apprendra à s'en passer. Les Sauvages savent vivre sans bled. M. de Vauban a pensé que si on retranchoit considérablement les droits sur le sel, la consommation en seroit plus forte, le faussaunage moindre, & les profits pour le moins égaux ; le peuple seroit infiniment soulagé en ce qu'il deviendrait libre, & qu'il n'auroit plus à entretenir les gardes de la gabelle.

Une taxe qu'on ne peut lever avec égalité, ni suivant le taux qui est ordonné, ne devroit jamais être imposée. Je m'explique : on a destiné à l'Etat la centième partie des successions

qui se recueillent hors de la ligne directe. On évalue les immeubles & on n'a pas égard aux hypothèques dont ils peuvent être chargés ; c'est avec raison. On produiroit des dettes éteintes, d'autres incertaines, des comptes qui reçoivent des compensations ; le receveur n'est pas en état de faire ces vérifications, les droits seroient fraudés. Il arrive de-là que l'impôt est inégal & incertain. L'un ne paye que le centième denier, un autre paye le vingtième. Celui dont la succession est la plus liquide est celui qui paye le moins ; cette injustice est frappante : s'il faut ou s'exposer à voir frustrer les droits ou commettre une injustice, il faut chercher une autre nature d'impôt.

La pluralité des impôts foule les sujets & préjudicie aux finances. On peut remarquer qu'ils se nuisent entre eux. La rigueur des aydes empêche la consommation des boissons ; le haut prix du contrôle nuit à une infinité de traités & au droit du centième denier. La misere, qui d'un côté porteroit à vendre, ôte de l'autre les moyens d'acheter. Le dixième sur les fonds fait placer l'argent à simple prêt & par écriture privée. Un impôt sur une espece

de manufacture la transporte hors du royaume. On est obligé de lever la taille beaucoup moindre où l'on a établi les aydes & la gabelle, ainsi des autres.

On ne doit pas accuser l'avidité du Gouvernement des différentes especes d'impôts; c'est celle de ceux qui les imaginent pour y profiter personnellement; ce sont les maximes fausses qu'ils ont introduites, & qui ont pris faveur pour n'être pas assez cavées.

CHAPITRE XIII.

De la Ferme & de la Régie.

ON prétend que dans les Etats qui perçoivent les impositions par le moyen de la régie, les peuples n'éprouvent pas les mêmes calamités que dans ceux où l'on les afferme. Cela peut être : mais je doute que dans un royaume dans lequel les fermes sont en usage depuis long-temps, la régie fût capable de procurer un soulagement digne d'attention. Je demande pour soutenir cette proposition, que

E.v.

l'on m'accorde que le Gouvernement seroit trop peu sensé s'il n'intéressoit pas le régisseur dans sa régie. En effet, pourroit-on compter sur l'exacte vigilance de celui dont les profits seroient les mêmes lorsque sa recette seroit considérable, ou lorsqu'elle seroit médiocre ? Il se présente trop de raisons à l'appui de cette vérité ; il seroit fastidieux de les détailler. Je suppose encore que l'on employeroit à la régie les mêmes hommes qui servoient aux fermes ; on verra bien-tôt qu'il seroit difficile d'agir autrement.

« *Esprit
des Loix ,
liv. 19.
chap. 19.*

Cela posé ; *par la régie* * on n'épargneroit point à l'Etat les profits immenses des fermiers, les régisseurs chercheroient à faire les mêmes, & par une conséquence naturelle on n'épargneroit point au peuple le spectacle des fortunes subites qui l'affligent ; ce n'est pas le fermier qui profite de la cruelle augmentation que les contraintes ajoutent à l'impôt, elles n'enrichissent que le régisseur. *Par la régie, l'argent levé* ne passeroit pas par peu de mains, & n'iroit pas plus directement au prince, les mains des principaux régisseurs tiendroient lieu de celles des fermiers. *Par la régie, le prince* n'épargneroit pas une infinité

de loix qu'exige toujours de lui l'avarice des fermiers. Le régisseur intéressé à grossir les produits demanderoit ces mêmes loix; & si on les accorde au fermier, les refusera-t-on au régisseur, lorsque l'avantage en seroit plus considérable & plus immédiat pour le trésor du prince?

On se confirmera dans ce sentiment, si on veut faire attention que je parle d'un Etat accoutumé aux fermes; dans lequel les principes du traitant ont pris racine, dans lequel ces fortunes immenses ont répandu l'avidité des richesses dans tous les ordres, où cet esprit domine, où, jusques dans le militaire, les scrupules de prendre sur l'Etat, sont inconnus; dans lequel enfin les maux de la pauvreté ne laissent envisager d'autre bonheur que celui de l'opulence. Si, comme on l'a dit, cet Etat, qui voudroit changer la forme de la perception de ses finances, ne pouvoit la confier qu'à ceux qui les connoissent, qui les dirigent depuis long-temps; le même génie les conduiroit, on ne verroit d'autre changement que celui du titre de fermier en celui de régisseur.

On connoît des personnes qui ne

sont ni régisseurs ni fermiers, & dont la principale attention est de faire grossir les finances. C'est ce qu'on appelle faire sa cour. J'ai parlé de ce prêteur d'Egypte, qui, sous Tibere, leva pour l'Empereur un impôt plus fort qu'il ne l'avoit demandé. Que pourroit-on espérer d'un régisseur, lorsque la bonne économie veut que l'on l'intéresse dans le fort ou le foible de la recette ?

Le Gouvernement trouve dans la ferme des avantages qu'il ne trouveroit pas dans la régie. Sa position demande souvent que l'on fasse à l'Etat des avances, & très-fortes, & tout à la fois. Cette ressource se rencontre chez les fermiers. La facilité de la perception est encore un attrait bien engageant ; il évite au ministère mille embarras nécessaires qui suivent la régie. Ces deux objets, selon toutes les apparences, ont déterminé la préférence pour cette sorte d'administration.

Mais ces mêmes commodités ont eu des suites fâcheuses qui fournissent contre la ferme des arguments sérieux & supérieurs à ceux que l'on a vus plus haut. La méthode de lever les impositions & de les faire valoir, n'est pas

une opération simple, c'est un art qui a ses mystères. Les gens de finances ont un soin particulier de les tenir cachés; la multitude des impôts qu'ils suggerent jette encore par le nombre une grande confusion. Cette partie devient une science profonde. Le souverain & ses ministres, satisfaits de savoir la somme totale des revenus, perdent de vue dans la suite des temps la manière de les rassembler. Les Fermiers & ceux qu'ils employent sont les seuls qui possèdent la clef des ressorts qu'il faut mettre en œuvre; de là vient la nécessité dont j'ai parlé qui forceroit le ministère de les employer, si l'on vouloit entreprendre un changement & une direction. De quel ordre de l'Etat pourroit-on tirer le nombre considérable de personnes entendues dans ce genre dont on ne pourroit se passer?

Cette situation & la ressource pour les avances, mettent en quelque manière le Gouvernement dans la dépendance de ce que l'on appelle les gens d'affaires. Ils ont fasciné les yeux jusques à se faire nommer les colonnes de l'Etat. Tout ascendant d'un côté suppose de l'autre un assujettissement con-

VIO DE LA REPUBLIQUE.

traire à la dignité. Il impose la nécessité de ménager, de favoriser celui qui l'a su prendre. Il en résulte, en faveur des fermiers, une autorité dans ce genre qui pose une barrière entre la bonté du Souverain & les plus justes plaintes de ses peuples.

On peut ajouter contre la ferme, que la condition commune de tout fermier est d'obtenir sa ferme au plus bas prix, & d'en porter l'émolument au plus haut qu'il lui est possible. Ainsi l'état naturel du fermier d'un impôt, est de cacher les moyens qu'il a de le faire valoir, de tromper le Souverain, & d'exiger beaucoup de ses peuples.

Cependant si on y réfléchit attentivement, on sera convaincu que les maux que l'on attribue à l'administration par ferme ne sont pas une suite de sa nature, & que l'on peut éprouver les mêmes par la régie. Si dans quelques Etats, la régie n'est pas si onéreuse aux peuples que l'est la ferme dans d'autres, c'est qu'on n'y souffre pas les vexations des régisseurs: que l'on ne souffre pas celles des fermiers, alors les choses seront égales. Si celui qui a traité d'un impôt, impose par ses taxes particulieres une somme trois fois

LIVRE IV. CHAP. XIII. 111

aussi forte que celle pour laquelle il a traité; le mal n'est point que cet impôt soit mis en ferme, il vient de ce que l'on souffre une exaction aussi criante, de ce que l'on n'en fait pas un exemple qui étonne ceux qui suivroient ce même chemin.

On se contente de faire la ferme d'un impôt, & de savoir ce qu'il rend aux finances; on ignore ce qu'il vaut au fermier. Si on le suivoit dans ses opérations, si on le réduisoit à des profits raisonnables & légitimes, si on écoutoit les cris du peuple sur ses vexations, si on le rendoit responsable de sa conduite dans le goût de celui qui force les productions de la terre; en un mot, si on s'en faisoit craindre, au lieu de le ménager, les finances ne dépendroient pas de lui, le secret n'en seroit pas entre ses mains, il seroit contenu dans un état convenable à sa condition, le public pourroit respirer.

Si, d'un autre côté, on suppose un Gouvernement avide, insatiable, il tirera par les mains des régisseurs, tout ce que retire le fermier; les concussions de l'un tiendront lieu des exactions de l'autre; elles seront approuvées, la régie sera préférée; elles ren-

312 DE LA REPUBLIQUE.

dra aux finances une partie de ce que gagne le fermier, la condition du peuple ne sera point changée.

Si au contraire le Gouvernement se conduit par des règles modérées & conformes à la saine politique, s'il regarde comme une maxime fondamentale qu'il faut faire contribuer les peuples & ne les point épuiser, sur-tout s'il veille sur le fermier avec une attention sévère, la ferme sera aussi douce que la régie.

Toutes ces considérations balancées, on doit convenir néanmoins que la régie a quelque chose de plus favorable aux peuples: en voici les seules raisons. 1°. Ce seroit être insensé de présupposer dans un souverain ni ses ministres l'injustice, la dureté, l'avarice naturelles au fermier; ce seroit ces caractères qui pourroient rendre la régie aussi rude que la ferme. 2°. La ferme peut laisser le Gouvernement dormir sur bien des objets, la régie l'oblige d'avoir toujours les yeux ouverts, c'est l'avantage des peuples.

Si les choses étoient entières, ce parti seroit le meilleur. Dans les lieux où l'usage est au contraire, où le mal est invétéré, il est à craindre que l'on

ne puisse que gémir sur les abus, ou tout au plus y faire quelque réforme légère. On auroit besoin pour y remédier entièrement d'une résolution bien fixe, & long-temps soutenue, d'une fermeté inébranlable, de beaucoup d'habileté & d'une application sans relâche.

CHAPITRE XIV.

D'une autre maniere d'établir & lever les Impôts.

LA FERME & la régie peuvent être employées, comme on vient de le voir, assez indifféremment, si la République veille à les régler. L'une & l'autre ont des inconvénients intolérables, si elle s'endort sur la conduite des fermiers, ou si elle lâche la bride aux régisseurs. Pourroit-on se passer de toutes les deux, épargner au peuple les profits du fermier, les appointements du régisseur, ceux d'une infinité de personnes nécessaires à la levée, & leurs vexations plus désolantes que les impôts. Il faudroit; pour y parve-

II14 DE LA REPUBLIQUE.

nir, rendre le peuple lui-même régisseur & fermier. Alors l'Etat dans lequel les fermes auroient introduit la misere à la place de l'abondance, pourroient changer de forme & de face sans aucun inconvénient. Il est étonnant que le systême du maréchal de Vauban n'ait pas ouvert les yeux sur cette possibilité. Il y a peu de choses à y changer & à y ajouter pour lui donner une plus grande perfection, & peu de mérite à donner un projet recevable, lorsque l'on suit les chemins frayés par ce grand homme.

Personne n'ignore que les provinces que l'on appelle en France pays d'Etats, sont moins foulées que les autres, malgré quelques abus qui s'y sont introduits. La seule bonne raison que l'on puisse en donner, est qu'elles régissent & levent leurs impôts par elles-mêmes. En voyant les peuples jouir d'un peu d'aisance, on a dit que l'on pourroit les faire contribuer au-delà de ce qu'ils fournissent. Le traitant qui a fait cette remarque a dit bien vrai; il en pouvoit dire autant des autres provinces, parce qu'autant qu'il reste quelque chose, on peut ôter toujours, jusqu'à ce qu'il ne reste plus

LIVRE IV. CHAP. XIV. 115

rien. Si on livroit les pays d'Etats aux traitants, les finances y gagneroient peu, mais les fermiers & leur cohorte dévoreroient le peuple. Ce seroit la seule différence.

Leurs profits regalés sur tout un peuple y sont très-sensibles; par conséquent il est clair que si on ordonnoit que chaque province se chargeât de ses impôts, comme les pays d'Etats, les peuples conserveroient sur les biens qui leur sont propres, ce qui suffit pour enrichir un nombre de personnes dont on peut se passer. Convendra-t'il mieux que cette qualité passe à ceux qui n'y ont aucune espece de droit, ou qu'elle demeure à ceux dont les biens font le patrimoine, à ceux qui les font naître par leur travail & leur industrie?

Je conviendrai que les grandes assemblées dans lesquelles un corps de noblesse nombreux, & un peuple considérable peuvent prendre des résolutions uniformes, doivent donner quelque jalousie à un Gouvernement. Je sai qu'il faut passer à la politique jusqu'à ses ombrages; qu'elle doit prendre des précautions même superflues, & que la prévoyance doit s'éten-

dre jusqu'au moralement possible. On peut dire encore que la dignité Royale en est quelque façon rabaisée, lorsqu'elle négocie avec ses sujets. Je conviens de la valeur de ces objections.

Mais si l'on divise ces provinces en des districts de peu d'étendue, comme sont en France un bailliage, une sénéchaussée qui s'assembleront séparément, la crainte des projets dangereux est dissipée, le danger d'une intelligence capable de nuire n'a plus lieu, & si on fixe la somme que chacune de ces parties doit donner, l'autorité Royale conserve sa majesté.

On fait ce qui est imposé sur chaque bailliage, on peut en rassembler tous les états & comparer leur somme totale avec celle que les fermes rapportent aux finances; si on ôte l'excédent & qu'on le diminue sur chacun au sol la livre, on aura ce que chacun fournit aux coffres de l'épargne; on n'aura ôté que les profits des fermiers, & les frais de la levée; il restera une imposition égale à ce que les finances ont accoutumé de recevoir. Chaque sénéchaussée sera solidaire pour son contingent, elle le répartira sur chacune de ses paroisses dans une assemblée,

LIVRE IV. CHAP. XIV. 117

après avoir taxé par tête l'industrie & les arts dans les villes qui y sont comprises.

Le maréchal de Vauban vouloit pour ôter jusques aux moindres frais de levée, que l'impôt fût pris sur les fruits, comme une dixme ecclésiastique, & que cette dixme fût affermée au profit du souverain. L'usage n'étoit peut-être pas de son temps de ne donner à l'Etat que la moitié de la valeur de ce qui lui appartient, & de porter au double le prix de ses dépenses. Les fermes dans ce goût produiroient peu: mais si chaque paroisse afferme une portion de ses fruits pour son compte, & qu'elle soit tenue de parfourrir à la recette ce qui se trouveroit manquer à la somme qui lui sera imposée, on verra monter ces fermes aussi haut que l'on peut les porter. Cette légère différence en fait une totale dans ce système.

Cette ferme seroit d'un rapport bien plus considérable que la dixme ordinaire; elle comprendroit outre les grains & les boissons, les bois taillis, les prés, même les pâturages & les vacants, en réglant, selon les besoins & le local de chaque paroisse, une lé-

gere taxe par tête de bétail suivant son espece. Un des moindres avantages de cette méthode de lever la plus grande partie des tributs , est qu'ils seroient répartis avec l'exactitude la plus géométrique. Il est impossible qu'il ne se commette autrement mille injustices. Chaque bailliage demeureroit chargé de ses ponts, chaussées, chemins, &c. & après les premiers temps nécessaires pour donner une consistance à cet établissement, il suffiroit de s'assembler tous les trois ans.

On suppose que dans l'état général de ce que fournit chaque district, on y aura inseré ce que rapportent les aides & les doüanes intérieures, & que par conséquent les servitudes seront abolies. Le produit sera le même pour l'Etat, l'impôt sera simple, & la facilité de donner des fruits le rendra peu sensible. Avec ces commodités on verra le peuple payer avec joye le même subside qu'il faut lui arracher. Sa situation l'expose à la violence, parce que le défaut du débit de ses denrées ne lui permet pas de l'acquitter, & parce que la dureté des contraintes portent l'impôt au-delà des forces naturelles des sujets, & prennent sur le nécessaire.

LIVRE IV. CHAP. XIV. 119

On entend laisser subsister plusieurs droits qui se levent au profit de l'Etat, parmi ceux qui ne gêneront point une liberté décente au citoyen, ni celle du commerce ; on laissera même le contrôle des actes & la gabelle ; il suffiroit d'y apporter les tempéraments que dicte l'équité, & d'en ôter la subtilité & la rigueur que l'esprit du traitant y ont ajoutées. On a vu que le maréchal de Vauban a donné d'excellents moyens pour que les droits sur le sel donnent le même produit sans être à charge : qu'il seroit flateur pour un souverain de réconcilier les sujets avec les impôts ! La chose est très-possible ; son nom seroit immortel.

Il est aisé de comprendre qu'en laissant aux peuples l'excédent de ce qu'on prend sur eux & qui ne profite pas aux finances, on laisse un fonds tout préparé pour les nécessités de l'Etat. On peut voir aussi que ce système renferme les deux avantages qui ont fait donner à la ferme la préférence sur la régie. La recette est aussi commode ; & le ministère encore plus débarrassé que dans l'administration par ferme, peut donner aux autres affaires importantes toute l'attention qu'elles méritent. Il

reste de montrer que l'on y trouve les mêmes ressources pour les cas imprévus & pressants.

Lorsqu'on s'adresse aux principaux fermiers pour des avances, ils les font quelquefois, mais elles ne sont pas gratuites : ou l'Etat en paye un intérêt que l'on doit appeller usure ; ou l'on exige de lui des loix onéreuses aux peuples, c'est-à-dire, contre le corps de l'Etat. La volonté ou le pouvoir des fermiers ne sont pas toujours les mêmes ; on est encore obligé de recourir aux emprunts, & de laisser courir des dettes forcées qui décréditent le Gouvernement dans la nation & chez l'étranger. J'ose dire que cette nouvelle maniere de distribuer les impôts évite les abus. On peut laisser les fermiers à l'écart & n'user que des emprunts. Ce système les facilite à un point qui ne peut se comprendre, & diminue les intérêts exorbitants qu'exigent les prêteurs. Je suppose l'intérêt ordinaire à cinq pour cent : si l'Etat le veut donner à six, & déléguer telle ou telle paroisse pour le payer, sans que celui qui aura prêté ait besoin de passer par d'autres mains, on peut ouvrir les bureaux, l'argent s'y versera avec profusion.

Je

P
qu
Si
dé
fan
fer
pau
nus
mer
tu ;
n'en
doit
elles
gina
dans
finan
partie
de la
hausse
se lev
de qu
suite
que re
On
partisan
ve des
simple
entend
la famin
Tom

Je ne saurois dissimuler que cet expédient rendra les emprunts si faciles qu'il en peut naître des inconvénients. Si l'on suppose une cour entierement déréglée, un gouffre qui engloutit sans cesse & où tout disparoît, on abusera de la libéralité du prince pour l'appauvrir en lui faisant aliéner ses revenus. Je l'ai déjà dit, tout Gouvernement sera bon s'il est dirigé par la vertu ; le meilleur sera très-mauvais, si on n'en conserve aucune. Mais on ne doit pas rejeter les choses bonnes en elles-mêmes sur la présupposition imaginaire d'une extrême dépravation. Si dans les cas de guerre on augmente les finances en grossissant chaque ferme particuliere par quelque augmentation de la redevance des fruits, & un surhaussement proportionné de ce qui se levera par capitation, on trouvera de quoi payer les intérêts, & dans la suite les capitaux, s'il subsiste quelque regle & quelque sagesse.

On ne sera point étonné que l'esprit partisan oppose des objections & trouve des difficultés dans un systême aussi simple & si contraire à ses intérêts. On entend déjà dire que l'on réduiroit à la famine une multitude de sujets que

la finance fait subsister. Si cette raison étoit solide, du moins les maux que cette multitude a faits ne la rendroient pas touchante pour le public. Mais elle n'a pas une ombre de réalité. Veut-on parler pour l'avenir, ou seulement pour le présent? Si on regarde cette occupation en thèse générale comme nécessaire pour employer une partie de la nation qui sans elle seroit oisive, on a grand tort. On a déjà remarqué que cet emploi ôtoit à la terre ses cultivateurs, & qu'elle absorboit les richesses au lieu de les produire. Il n'y a pas de pays dans l'Europe qui bien loin d'être surchargé d'habitants n'en désire un plus grand nombre. Les guerres trop fréquentes, la transmigration dans les colonies de l'Amérique font sentir par tout la rareté de l'espece.

Si l'on a en vue ceux qui sont occupés aujourd'hui, si on prétend qu'un changement les rendroit à charge à eux-mêmes & inutiles à l'Etat, c'est encore une erreur. On abuse de la bonté de ceux auxquels on le fait entendre. Il faut distinguer deux classes dans cette profession : ceux qui ont manié les affaires & les subalternes. Les premiers n'ont aucun besoin que l'on pense à

LIVRE IV. CHAP. XIV. 123

eux, ils ne se sont point oubliés du plus au moins. La seconde classe peut encore se subdiviser. Ceux qui sont nés de quelque famille honnête seront dans la même situation dans laquelle ils étoient avant d'avoir obtenu un emploi ; ils ne sont pas sans ressource ; du moins le nombre de ceux qui en feroient privés se trouveroit bien médiocre. Le danger ne regarde donc que les bas commis & les gardes. Parmi ceux-là plusieurs reprendroient des métiers qu'ils ont quittés, au grand préjudice du public. Il est vrai que l'on ne peut guere espérer que les autres iront reprendre leur charrue, ni même leur livrée ; mais par où méritent-ils que leur considération engage à continuer la ruine d'un Etat ? Leur intérêt particulier peut-il balancer celui de tout un peuple auquel ils font éprouver la faim que l'on affecte de craindre pour eux ? Doivent-ils attirer cette attention plutôt que le grand nombre d'officiers & de soldats que l'on licentie à la paix, tandis que les uns ont consommé leurs foibles ressources pour se mettre en situation de servir l'Etat, & que tous ont versé leur sang pour la

224 DE LA RÉPUBLIQUE.

patrie ? Je demande que l'on veuille réfléchir à ce parallèle.

Cependant si la pitié parle pour eux, on ne fera pas ce changement tout à coup. Si on ne commence que dans une ou deux provinces , & à la fin d'une année de guerre , leur place est trouvée bien utilement pour l'Etat ; ils remplaceront ceux qui auront péri dans le service de terre ou de mer ; & continuant successivement à chaque campagne, on ne doit pas être embarrassé de leur sort. Le changement tournera à l'utilité commune de deux manières.

On a imaginé dans ce siècle une ressource sans prix pour les besoins extraordinaires de l'Etat , si on ne l'emploie que pour les vrais besoins ; ce sont les lotteries Royales. Le prêt est volontaire, chacun est assuré de son capital, il reçoit un bénéfice pendant le temps qu'il en est privé. Il est dédommagé de la modicité de ce bénéfice par l'espérance d'un profit considérable dont il est bien aise de courir le hazard. L'Etat ne souffre pas d'un intérêt exorbitant. Le besoin est satisfait, l'impôt, si c'en est un, n'est pas sensible, il ne subsiste pas , & la dette est étein-

De
L
pliqu
cens
chez
Moy
prunt
nom
Servi

te en peu d'années. On est redevable de cet expédient à la connoissance parfaite du calcul qui a suivi l'accroissement des autres sciences ; si elles eussent été portées à ce point de perfection sous François I, peut-être la France n'auroit jamais connu les traitants.

La nature d'un Ouvrage comme celui-ci est d'établir des principes & de donner des maximes ; elle n'est point de traiter les matieres. Celle-ci auroit trop d'étendue, si on écrivoit tout ce qu'elle présente.

CHAPITRE XV.

Des Censeurs ; du dénombrement des Sujets, & de la déclaration de leurs biens.

LA CENSURE, ou, pour m'expliquer plus précisément, l'usage du cens a été connu de tous les temps chez les anciens. Il fut pratiqué par Moïse ; & les Romains l'avoient emprunté des Grecs. Romulus fit un dénombrement, lorsqu'il fonda Rome ; Servius en fit une regle pour l'avenir,

& y ajouta, que chaque citoyen don-
 neroit ses biens par déclaration. Le
 cens se faisoit tous les trois, ou tous
 les cinq ans, quelquefois plus fré-
 quemment. Il comprenoit le nombre
 des personnes, leurs qualités ou pro-
 fessions, & l'estimation de leurs biens.
 Lorsqu'après avoir chassé les Rois, on
 abolit leurs loix, on conserva la cen-
 sure, comme le fondement des finan-
 ces, & la mesure des charges publi-
 ques. Les consuls l'exercerent d'abord ;
 mais lorsqu'ils se trouverent occupés au
 loin par les guerres, on érigea des offices
 de censeurs. L. Sempronius, & L. Pa-
 pirius furent les premiers. Leur com-
 mission dans l'origine duroit cinq ans :
 bien-tôt après elle fut réduite à dix-
 huit mois. Cette coutume fut suivie
 par les colonies Romaines, & encore
 par toutes les villes associées d'Italie.
 Les registres de leur cens se portoient
 à Rome. César exerça la censure étant
 dictateur. Auguste reçut du sénat le
 titre de censeur perpétuel, sous le
 nom de *Præfectus morum*. Il fit trois fois
 le dénombrement des citoyens & de
 leurs facultés ; non-seulement de ceux
 qui habitoient Rome, mais encore
 de tous ceux qui étoient répandus dans

le vaste contour de l'empire ; il y ajouta celui des sujets de chaque province : aucun Empereur ne laissa l'Etat aussi florissant. Le roi Servius , dans un temps où l'écriture étoit un travail , avoit ordonné que l'on mettroit un denier dans un tronc placé au temple de Juno Lucina , à la naissance de chaque enfant ; un au temple de la déesse Juventa pour chaque adolescent qui atteignoit l'âge de dix-sept ans , temps auquel on prenoit la robe virile ; & un autre au temple de Venus Libitina pour chaque personne qui mouroit. Cet usage remplissoit deux objets : c'étoit une offrande pour les dieux , & une instruction dans les intervalles du dénombrement général.

Il ne faut pas beaucoup de réflexion pour faire sentir toute l'utilité du cens : si la population est essentielle à une République , le dénombrement des sujets devient nécessaire à la conduite du Gouvernement. Ce moyen apprendra par leur nombre , si l'espece multiplie , ou si elle décroît : on connoîtra si les loix pechent : on apportera les remedes au commencement de la maladie. On saura par le nombre de chaque profession , si le vice est égal dans

tous les ordres , ou s'il n'affecte que l'un d'eux : on connoîtra par - là les causes les plus prochaines , & la meilleure espece des arrangements bons à prendre. On sera encore instruit du nombre des vagabonds , des gens sans aveu que l'aumône entretient dans une oisiveté préjudiciable à la République.

On n'a considéré jusques ici la population que sous un point de vue général ; elle mérite d'être observée dans le détail. Il ne suffit pas d'avoir des hommes ; leur nombre ira jusques à être nuisible , s'ils ne sont pas distribués dans les proportions qui doivent être entre leurs différentes classes. La monarchie demande une proportion de nombre entre la noblesse, la bourgeoisie & le peuple qui fournit le cultivateur , l'artisan & le soldat ; là, comme ailleurs, la classe de l'artisan ne doit pas se grossir aux dépens de celle du cultivateur ; & le dénombrement seul peut instruire de ce que l'Etat peut prendre de soldats sur l'un ou sur l'autre. Les proportions sont encore relatives , non à la grandeur , mais à la qualité des territoires. Les pays de pâturages veulent

moins d'hommes que ceux de labou-
rage, & ceux-ci beaucoup moins que
les pays de vignobles. Toutes ces pro-
portions peuvent se former & se main-
tenir par de bonnes loix. De cette dis-
pensation dépendent la force & l'éclat
de la République. Les avantages que
le Gouvernement peut retirer du cens
sont infinis. Il est également malheu-
reux que cette partie soit négligée,
ou que si elle est mise en œuvre, elle
n'opère pas les réglemens que l'on
en doit attendre.

On a vu que le cens des anciens
comprenoit deux choses, le nombre
des sujets & l'estimation de leurs biens.
Ces monuments nous apprennent la
prodigieuse richesse de ce temps-là, &
l'énorme disproportion des fortunes
des particuliers d'alors, & de ceux
d'aujourd'hui. Nous trouvons dans
Démosthène que le revenu de l'Attique
étoit de trente six millions d'écus d'or.
Le nombre des personnes libres ne
passoit pas trente mille. Ces trente mil-
le ne donnoient pas peut-être dix mille
chefs de famille, entre lesquels ces
revenus n'étoient pas partagés égale-
ment, à beaucoup près. Cette diffé-
rence frappante des fortunes devient

bien naturelle par une simple observation. Les hommes étoient alors divisés en deux especes, les libres & les esclaves. Cette dernière portion étoit infiniment supérieure par le nombre dans l'Attique. On y comptoit environ treize esclaves pour un homme libre, de sorte que dix mille familles possédoient ce qui est divisé entre cent quarante mille. Je n'ai pas prétendu faire un calcul exact, mais un à peu près.

L'appréciation des biens paroît au premier coup d'œil, aussi utile, aussi nécessaire, que le dénombrement des personnes. Elle peut être considérée sous deux rapports. On peut concevoir une estimation particulière des biens de chacun, d'où résultera la connoissance du total, ou une estimation totale sans division particulière. L'occasion se présente sans cesse de répéter que sous un Gouvernement dirigé par la justice, tout est bon : mais s'il est avide, s'il livre les peuples aux traitants, le cens particulier est une source d'oppressions & d'injustices. Ainsi ce qui n'a pas d'inconvénients dans la République populaire, peut en entraîner de con-

fidérables dans la Monarchie & l'Aristocratie.

Le cens particulier ne peut avoir d'objet légitime qu'une répartition proportionnée des charges ; les déclarations , les recherches sont insuffisantes pour le remplir. On en peut donner bien de raisons. On ne découvre que l'existence des immeubles : mais ce ne sont pas les seuls immeubles qui doivent être taxés. Chaque sujet doit contribuer suivant la totalité de ses richesses. Peut-on espérer de connoître par des déclarations les dettes actives , les effets du commerce , en un mot , la valeur du mobilier actif ? Les hommes ont plus de moyens pour la cacher, que l'on n'en peut avoir pour la découvrir. Je ne parlerai point du préjudice général qu'occasionne la révélation de la fortune de chacun dans le commerce , ou ailleurs. Je suppose que les déclarations ne peuvent pas y mener ; mais la seule recherche seroit un mal.

Le cens particulier considéré uniquement par rapport au fonds de terre est incertain & souvent injuste. La division des qualités du terrain , en bon , médiocre & mauvais ne suffit pas. On apperçoit des degrés infinis entre le

bon & le meilleur, le plus ou le moins médiocre, le mauvais & le pire. Cette opération, fautive de sa nature, l'est encore par l'inattention, l'ignorance, la prévarication de ceux, ou qui opèrent, ou qui conduisent l'opération. La taille tarifée établie en France sur cette théorie, a produit les inégalités les plus sensibles. Elle a servi à fouler les peuples au-delà de leurs forces, & n'a pas introduit les justes proportions. Les informations que l'on a prises pour régler le vingtième, ont produit les effets les plus criants par l'infidélité de ceux que l'on a consultés, auxquels on laissoit croire que cet impôt augmenté diminueroit ceux qu'ils supportent.

Quand on supposeroit une appréciation exacte dont l'impossibilité pratique est démontrée, le cens n'en seroit pas plus fixé. Les mutations journalières y sont un inconvénient inévitable. Les contrats, les actions, les charges se vendent, comme les fonds. Il ne suffit pas d'écrire le nom de l'acquéreur à la place de celui du vendeur; les corps de bien se démembrent, les successions se partagent, il faut chaque jour écrire, chaque jour effacer ce

qu'on aura écrit la veille : ce sont des tableaux mouvants , des changements d'idées qui se succèdent à chaque instant , sur aucune desquelles on ne peut se reposer. Les premiers frais seroient immenses ; les variations en entraînent de continuels.

Le cens particulier est inutile , même désavantageux si on peut imposer avec plus d'égalité sans ce secours. L'expédient de lever les impôts des terres sur les fruits renferme une égalité géométrique : il ôte tout embarras , toute confusion , toute injustice : si d'ailleurs on permet au débiteur de retenir sur les intérêts qu'il paye une quotité proportionnelle avec la quotité des fruits qu'on leve sur lui, le poids des charges assises sur les immeubles & les contrats sera réparti avec la proportion la plus exacte à laquelle les hommes peuvent atteindre.

Mais autant que le détail du cens peut être nuisible , & qu'il est superflu , autant la connoissance du général des fonds de l'Etat est nécessaire à la conduite du Gouvernement. La meilleure maniere de les connoître est d'en examiner les productions. On peut poser pour maxime , que toute espece d'im-

pôts quels que l'on puisse les imaginer, se paye du produit des fonds. La taxe imposée sur l'artisan, sur l'homme de journée, sur les marchandises, se paye par celui qui consomme. Si on suppose que sa fortune ne consiste qu'en dettes actives, elles sont assises sur des propriétaires de fonds; si l'on veut que ce soit sur des commerçants, les productions de la terre sont la base primitive du commerce; il faut toujours y revenir: ce sont les seules facultés réelles, toutes les autres sont idéales. Il est vrai que la valeur des fonds de la Hollande en Europe ne répond pas à ses richesses; mais si on tourne les yeux sur les fruits de ses possessions étrangères, on y trouvera leur véritable fondement. Les profits de l'échange & de l'industrie sont casuels, on y peut souffrir des pertes, comme y faire des profits. Un Etat ne peut fonder ses finances sur l'indéterminé, sur l'incertain.

Si la production des fonds est la mesure de la richesse d'un Etat, on doit sentir combien il est utile à une République quelconque, de connoître en gros, non-seulement la quantité de ses fonds, mais encore la nature, à peu près, de ses différents terroirs. Cette

dépense n'approchera pas de celle du mesurage en détail des biens de chaque possesseur. Si les fruits de la terre sont les seules richesses solides, il est intéressant que l'on cultive chaque espèce dans le terrain qui lui est propre. Après avoir calculé ce qu'il faut pour l'abondance des fruits de premiers besoins, le Gouvernement ne doit pas souffrir que l'on emploie les terres qui y seront destinées à produire ceux de commodité, & moins encore ceux qui servent au luxe. Ce n'est pas encore assez que l'on ne plante pas des vignes, des oliviers, des mûriers, au détriment des bleds & des bois; les vins, les huiles, la soye doivent être dans des proportions convenables des uns aux autres. Une de ces denrées ne doit pas être sans prix par sa surabondance, tandis que l'autre ne sera pas dans une quantité suffisante, & qu'il faudra la tirer de l'étranger. Cette partie la plus essentielle est la plus négligée.

On dit que chaque propriétaire doit être libre d'économiser ses fonds, selon sa volonté; que l'on peut se reposer sur la connoissance que chacun a de son intérêt, & sur son expérience: ce sont de fausses maximes, c'est une

fausse liberté. C'est supposer que le général se conduit par la saine raison ; c'est donner au commun des hommes un jugement solide, un discernement éclairé, plutôt que des fantaisies & des connoissances bornées. C'est ne les pas connoître.

CHAPITRE XVI.

De la Censure qui concerne les mœurs.

LE REGLEMENT des mœurs offre une matiere bien séparée de celle qui vient d'être traitée ; mais il n'est pas possible de laisser à l'écart cette branche la plus importante de la censure. La censure chez les Romains ne se bornoit pas à la direction des finances ; son devoir étoit encore de corriger les mœurs. Cette partie ne fut pas exercée, tandis que la censure fut attachée au consulat ; mais lorsque l'on en eût fait une espece de magistrature séparée, les Romains, gens sensés, n'ayant confié leurs finances qu'aux hommes les plus integres, la vertu austere de ceux-ci les porta à examiner,

& peu à peu à blâmer les actions des citoyens. Cette discipline parut avantageuse , elle fut goûtée , & le consentement commun changea en pouvoir ce qui n'étoit d'abord que l'effet d'un zele officieux.

Tous les auteurs , Grecs & Latins se sont accordés pour parler de la censure , comme d'une méthode divine , qui avoit le plus contribué à l'accroissement & à l'éclat de la République Romaine. Ils remarquent que lorsque des guerres longues & périlleuses firent négliger la censure , on vit dégénérer les mœurs , de même qu'un régime abandonné laisse l'accès à des infirmités de chaque jour , qui se convertissent en maladies sérieuses. Que l'on rassemble tout ce qui a été écrit par plusieurs sur les causes de la grandeur & de la chute de Rome , on en fera un extrait fidele en disant que , tandis que les Romains pratiquerent les vertus humaines , leur puissance augmenta ; que lorsque l'excès des richesses les eût bannies , la République tendit vers sa ruine : elle perdit la forme de son Gouvernement & sa liberté. En effet, lorsque, l'incontinence, à tous égards, est poussée à l'excès, que

le luxe a fait de l'œconomie prudente un ridicule ; lorsque l'on voit la candeur dans la bouche , & la mauvaise foi dans le cœur ; la duplicité , même la trahison se cacher à l'ombre d'une politesse de principe ; les dignités obtenues par ceux qui savent le mieux corrompre ; tout Etat est sur son déclin. On peut dire que la censure avoit cessé au moment qu'elle s'étoit relâchée : le peuple corrompu nomma des censeurs qui méritoient d'être censurés. Caius Geta rayé de l'ordre des sénateurs par les censeurs , fut dans la suite censeur lui-même.

Ce ministère , qui ne regardoit que les abus & les vices que la justice ne punit point , étoit plus essentiel , comme je l'ai déjà remarqué , que celui qui châtoit les crimes. Sénèque pensoit que c'est peu d'être innocent selon les loix ; la regle des devoirs & de la probité est bien autrement étendue que ce que les loix prescrivent. L'ingratitude , la perfidie , la prodigalité insensée , les excès de la table & du jeu , le libertinage le plus outré qui ne causera pas un scandale d'éclat , ne tombent point dans la correction de la justice. Cette corruption étoit

l'objet de la censure. Cicéron disoit que le tribun, qui le premier avoit ébreché la puissance des censeurs, avoit ruiné la République.

Il est difficile d'imaginer comment deux censeurs uniques étoient capables de contenir les mœurs dans la ville de Rome. Que l'on se représente deux censeurs dans Paris ; que l'on compare la force de deux hommes avec l'immensité du travail, on aura encore plus de peine à le comprendre. Cependant on le conçoit aisément avec un peu de réflexion. La constitution Romaine avoit répandu par-tout des censeurs qui n'en avoient pas le titre. Les esclaves, qui faisoient le grand nombre, avoient leurs maîtres, dont le pouvoir absolu les contenoit, & dont l'intérêt étoit de les contenir. La puissance paternelle & la maritale dont l'autorité n'avoit, pour ainsi dire, point de bornes, arrêtoit la fougue de la jeunesse, & la légèreté des femmes. Le pere de famille étoit un censeur né, dont la correction étoit du plus grand poids. L'attention des censeurs magistrats ne devoit porter que sur ces chefs. Parmi ceux-là, un corps distingué sur lequel tous les regards

140 DE LA REPUBLIQUE.

étoient attachés, donnoit l'exemple & servoit de modele. Il est de regle par-tout que les petits se moulent sur les grands ; de sorte qu'il suffisoit de régler les mœurs du sénat pour que tout fût réglé. Aussi les sénateurs & les chevaliers faisoient toute l'occupation des censeurs, & c'étoit assez. On voit par-là que la censure forte & puissante dans une République, seroit foible dans une Monarchie, où ce qui donne le ton n'y est pas soumis.

De meth.
hisor.

La république de Venise a des censeurs : on y créa en 1566 trois Magistrats, qui furent appellés *i signori sopra il ben vivere della citta*. L'année auparavant, Bodin avoit mis au jour un Livre* dans lequel en parlant de cet Etat, il disoit, que parmi le grand nombre de ses officiers, on avoit oublié les plus nécessaires, qui étoient les censeurs. Peut-être cette remarque donna lieu à leur institution. Ce seroit une chose bien louable à ceux qui sont préposés au Gouvernement, de profiter des avis, des réflexions que des gens d'étude & sensés produisent souvent dans le public.

Les politiques sévères ont regardé la coutume des spectacles, comme un

objet digne de la censure. Solon ayant vu une tragédie de Thespis, la désapprouva. Thespis s'excusa sur ce que ce n'étoit qu'un jeu : « Ce jeu, dit Solon, » a des conséquences sérieuses. » Aristote défend les jeux des comiques : Sénèque les blâme aussi : Bodin est de leur avis. Ces graves auteurs auroient raison sans doute, si on ne pouvoit pas séparer la licence, du spectacle. Il ne faut être ni dévot ni misantrope pour convenir que les paroles dont l'équivoque présente une obscénité, les sentiments d'une passion tendre, les maximes de la volupté accompagnées d'une musique efféminée, les gestes, les mouvements dissolus, les danses lascives, n'amollissent les cœurs & ne nuisent aux mœurs. Mais la représentation des actions de la vie humaine choisies pour y voir briller la vertu, pour exciter les sentiments contre les vices, pour jeter un ridicule sur les défauts des hommes, seroit elle-même une censure. Nos tragédies & nos grandes comédies sont la plûpart aussi châtiées que l'on peut souhaiter : si on y voit régner l'amour, c'est un amour légitime. On peut en bannir les danses, elles sont étrangères à l'action ; si on

veut y mêler leur variété, on peut rendre les danses modestes, elles en sont plus nobles.

Ce n'est pas autant le spectacle qui a corrompu les mœurs, que les mœurs qui ont dégradé la scène. C'est pour se conformer à leur mollesse, c'est pour plaire, pour donner dans le goût décidé du temps, que l'on gâte par la licence la pureté de la comédie, & qu'on est descendu jusques aux pièces des bouffons & des baladins. Que l'on fasse encore une attention; ce n'est pas le théâtre qui corrompt les mœurs, ce sont les coulisses. Que l'on établisse un censeur; (le plus rigide ne sauroit l'être assez) qu'il ne permette de monter au théâtre qu'à ceux & celles dont les mœurs sont réglées par la bienséance, cette profession ne sera plus regardée que comme celle des talents; elle sera honnête; elle méritera de la considération; les inconvénients des spectacles seront retranchés, du moins quant au système politique, & l'indécence que l'on blâme dans les jeux publics ne pourra plus balancer leur nécessité.

La censure ne doit avoir aucune juridiction proprement dite: tel étoit

l'usage à Rome. Mais un regard, un reproche du censeur touchoit plus vivement que l'arrêt du magistrat. Quand on faisoit le lustre, les sénateurs, l'ordre équestre, le peuple, trembloient devant les censeurs. Le sénateur craignoit d'être exclus du sénat, le chevalier d'être rangé parmi le peuple, le simple citoyen de perdre sa voix, & d'être mis au nombre des *cerites* & tributaires.

Les censeurs déclaroient que ceux dont la conduite étoit répréhensible, méritoient ces peines ; mais ils ne les ordonnoient pas. Le sénateur rayé de la liste pouvoit présenter sa requête au peuple ; si sur l'offre de prouver son innocence, le censeur ne se rendoit pas accusateur comme particulier, ou si, à son défaut, quelque autre n'entreprenoit pas de soutenir la justice de la censure, on n'alloit pas plus loin ; le blâmé étoit absous & restitué. Il en étoit de même des autres ordres. Si l'autorité des censeurs eût été armée de juridiction, elle auroit bientôt dégénéré en tyrannie. Les grands pouvoirs ôtés aux grands corps & portés sur une tête, entraînent par une fatalité absolue les abus & l'oppression. On ne sau-

roit faire trop d'attention à la vérité de cette maxime. Son observation est la seule chose capable de maintenir la liberté dans le degré que tout bon Gouvernement doit procurer à des sujets.

Cicéron dit que l'effet du jugement des censeurs étoit seulement de faire rougir ; leur suite étoit l'ignominie, & non l'infamie : différence que la plûpart des jurisconsultes n'ont point apperçue. Celui qui se soumettoit à la censure, & qui dans la suite obtenoit du peuple quelque commission proportionnée à son état précédent, ou qui étoit rétabli par les censeurs suivants, étoit lavé de l'ignominie. Mais si sur sa requête il étoit condamné, & la censure confirmée, il étoit infâme, & incapable à jamais d'aucun emploi. La règle vouloit encore que les censeurs ne pussent être appelés en jugement pour rendre compte de cette partie de l'exercice de leur charge, ce qu'il étoit permis de faire contre tout magistrat, & contre eux-mêmes, comme préposés aux finances. Si on veut réfléchir à l'esprit de tous ces milieux, de ces tempéraments qui rendoient la censure libre, redoutable & utile, sans néanmoins

néanmoins lui donner un pouvoir abusif, on sentira combien ils étoient admirables ; on y trouvera le modèle des plus excellentes constitutions.

C'est dans ce goût que l'on pourroit établir la censure dans les monarchies. On pourroit la confier à ces commissaires, préfets de provinces, dont j'ai parlé. * Chargés de veiller sur la conduite des officiers dans les devoirs de leurs charges, ils pourroient l'être de veiller sur les mœurs publiques. Cette autorité de correction, sans juridiction, bien ménagée, seroit d'une utilité infinie dans les provinces, où tout seroit sujet à l'animadversion. La vertu s'y retrouveroit si elle se perdoit dans la capitale.

* Liv. 3^e
chap. 5.

Nous avons parmi nous une espèce de censure inconnue aux anciens, & dont les mœurs en général ne profitent pas autant que l'on devroit l'attendre. Ce sont les leçons fréquentes & les exhortations des ministres de la Religion. Le zèle ne manque pas aux pasteurs ; d'où vient qu'on en recueille si peu de fruit ? Pourquoi la pureté des premiers siècles du christianisme va-t-elle toujours en dégénéralant sous cette perpétuelle censure ? Je n'en parle.

146 DE LA REPUBLIQUE.

rai que comme politique, les autres considérations sont hors de mon sujet. A mesure que l'homme sent qu'il mérite la censure, il la craint, il s'en éloigne, lorsqu'elle est d'une nature qui lui laisse la liberté de l'éviter. Celle-ci n'est donc censure que pour ceux qui veulent l'entendre; & ceux qui le veulent sont communément ceux qui en ont un moindre besoin. La censure vague qui ne désigne personne, & qui ne fait rougir qu'en dedans, n'est rien; celle qui publie la honte peut tout. La crainte d'une peine prochaine, quoique légère, est capable d'arrêter. L'idée de la plus terrible, mais que l'on n'apperçoit que dans l'éloignement, sur-tout si elle est douteuse, je veux dire, si on peut espérer de s'y soustraire par le repentir, n'arrête pas le torrent des passions. On se flatte inutilement de contenir les hommes en parlant à la raison, si on ne joint au discours une autorité palpable.

Sera-t-il convenable au Gouvernement politique de mettre en œuvre son autorité pour corriger les mœurs? Non-seulement il le peut, mais il le doit. Il est impossible qu'il la confie à ce genre de censeurs. La juris-

di
da
ma
les
mé
ava
ne.
per
n'o
tier
pas
les
rité
temp
touc
nent
tion
se mé
de de
un m
la div
Com
ressen
l'Etat
leur pu
& des
porelle
tre, &
lui son
exercer

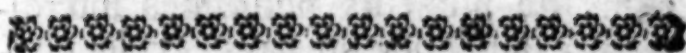
dition seroit sans comparaison plus dangereuse, plus funeste entre leurs mains, qu'elle ne l'eût été dans celles des censeurs Romains. On doit même craindre de leur donner les avantages qu'avoit la censure Romaine. Il n'y a point de parité entre les personnes. Les magistrats séculiers n'ont d'autre autorité que celle qu'ils tiennent de la République, il ne peut pas y avoir lieu à la confusion. Mais les ministres des Autels ont une autorité indépendante de la souveraineté temporelle : ces deux puissances se touchent ; les nuances qui les terminent sont si légères, que leur séparation est comme imperceptible. Si elles se mêlent, il en sera comme des eaux de deux rivières qui se joignent dans un même lit, dont la distinction & la division deviennent impraticables. Comme les vices choquent & intéressent la Religion, autant ou plus que l'Etat, il est trop facile de colorer leur punition du prétexte des intérêts & des droits du Ciel. La puissance temporelle viendroît à ne plus reconnoître, & même à douter des droits qui sont propres, si elle les avoit laissés exercer par les ministres de la spiri-

tuelle. Il seroit trop tard , & trop difficile de retirer ce pouvoir quand on en verroit l'abus ; il est aisé de le reprendre des mains d'un sujet , d'un citoyen ; il faut l'arracher des mains d'une autre puissance dont on augmente les forces , en lui prêtant les siennes. Mille & mille expériences viennent à l'appui de cette vérité.

On devroit graver dans les conseils de chaque prince , que n'y ayant que deux autorités qui remplissent tout l'espace , l'une ne peut s'étendre qu'en occupant la place qui appartient à l'autre. La politique regarde les vices sous un point de vue tout différent que ne fait la Religion ; chacune a ses armes différentes pour en arrêter le cours. Elles se doivent l'une à l'autre un secours mutuel , pour les déraciner , s'il étoit possible , mais sans se confondre , & de même que des troupes alliées campent & combattent , séparées des troupes nationales.

Les Gouvernements ont cru réprimer le désordre des mœurs par l'établissement des magistrats de police : institution foible , mal conçue , & plus mal conduite à cet égard ,

P
pure
sieurs
du m
me j
jet l'
ordre
là son
On
qui n'
mais c



LIVRE CINQUIEME.

De plusieurs maximes générales & politiques, concernant le gouvernement des Républiques, quant à l'intérieur, & à l'extérieur.

CHAPITRE PREMIER.

Des Corps, Colléges, & Communautés, dans leurs rapports avec les différentes especes de Républiques.

PLUSIEURS corps & colléges sont purement de haute magistrature; plusieurs autres participent au caractère du magistrat. Leur institution, comme je l'ai dit ailleurs, a eu pour objet l'établissement plus facile du bon ordre de toute nature de police; ceux-là sont nécessaires par tout.

On en connoît une autre espece qui n'est pas absolument de nécessité, mais d'utilité; telles sont les associa-

150 DE LA REPUBLIQUE.

tions de plusieurs personnes intéressées à dessécher un pays, & le conserver à l'abri des inondations ; d'autres qui se forment pour l'entreprise & l'entretien de quelques ouvrages publics ; comme des manufactures ; en un mot, tout ce qui demande une union pour parvenir à l'exécution d'un projet qui doit être dirigé sur un même plan, & que des facultés séparées ne sauroient entreprendre. Ces deux especes conviennent aussi à tous les genres de Républiques. On doit néanmoins excepter de la dernière, les communautés connues sous le nom de pays d'Etats, qui n'appartiennent qu'à la monarchie.

On peut ranger sous une troisième classe les associations dont l'utilité n'est pas aussi immédiate. Ce sont les sociétés, les assemblées formées dans la vue d'un plus grand bien & d'une plus grande perfection, pour les choses que chacun pourroit faire séparément. Elles ont deux objets ; la Religion & les arts, libéraux ou mécaniques. On appelle régulières celles qui ont des statuts autorisés par le souverain ou par la police ; les irrégulières n'ont aucune consistance, & sont de pure faculté.

Les communautés, en général, considérées comme formant & entretenant des liaisons plus étroites entre les citoyens, sont à désirer dans tous les Etats où le pouvoir est légitime ; elles en augmentent la force & la durée. Elles sont encore plus propres à l'Etat populaire qu'à tout autre. Si la division seule est capable de hâter la ruine des Démocraties, l'union & la conformité de sentiments leur donnent une solidité qui peut les maintenir malgré les revers. On apperçoit de même qu'elles ne conviennent point au despotisme, ni à la tyrannie. Numa, prince équitable, établit dans Rome les corps de métiers ; Tarquin le Superbe les abolit, & il rendit les assemblées du peuple les plus rares qu'il lui fut possible. Il forma le projet d'anéantir le sénat, en refusant de remplir les places qui devenoient vacantes. Lorsque dans les temps de liberté, le sénat parvenu au nombre de cinq cents, eut attiré à lui la plus grande portion de l'autorité, & qu'il chercha à la conserver au préjudice du peuple, il supprima les confrairies. Claudius, opposé au sénat, & adopté dans une famille plebeïenne pour être tri-

bun , les réablit & les augmenta. César, devenu dictateur les détruisit ; Auguste, affermi dans un pouvoir qu'il ne désira que modéré , les fit revivre ; Tibere & Neron les éteignirent. Ce détail prouve assez que l'autorité équitable souhaite la liaison entre les sujets , & que le pouvoir injuste travaille à les désunir.

La monarchie royale n'a pas de fondement plus assuré que l'accord des peuples entre eux. Lorsque le monarque veut être le centre de leur réunion , cet Etat est en quelque maniere inébranlable. Celui qui ne seroit composé que de provinces qui s'assemblent chacune en corps d'Etats , comme on en voit dans la France , paroîtroit devoir jouir de cet avantage. Un grand inconvénient du Gouvernement monarchique , sur-tout lorsqu'il est étendu , est que le prince ne peut pourvoir à tout, parce qu'il ne peut pas tout savoir , & parce qu'il n'est pas donné à un seul homme & à son conseil d'avoir une attention assez détaillée. Ils ne peuvent voir qu'un petit nombre de choses par leurs propres yeux ; la vérité de la situation & des faits , leur est souvent dérobée , ils ne sont point

frappés des besoins, en comparaison de ceux qui les ressentent. Dans les Etats des provinces tout est connu, tout est représenté. Les personnes qui connoissent & qui sont intéressées, y délibèrent ; on pourvoit à tout. L'entretien des chemins, des ponts & des digues, les rivières qu'il est utile de rendre navigables, l'instruction de la jeunesse, la répartition égale des impôts, la sûreté particulière de la province, & sa police, sont autant d'objets débattus par ceux qu'ils touchent le plus immédiatement ; on n'en juge pas sur des rapports que l'intérêt, ou d'autres considérations falsifient, c'est par les propres connoissances de ceux qui les débattent.

Les Etats sont très-utiles au monarque ; il y trouve des ressources : le crédit des provinces assure des emprunts, que des occasions pressantes rendent nécessaires. Après avoir pourvu aux demandes du prince, on destine des fonds aux usages convenus ; on connoît les mains auxquelles on les confie ; on en rend compte aux Etats suivans ; l'ordre s'observe, tout est bien, le monarque & son conseil sont débarrassés.

Je ne parlerai point des communautés ecclésiastiques & religieuses, autorisées par le Gouvernement : si elles étoient sujettes à quelques inconvénients, comme sont toutes les choses considérées comme humaines, ces inconvénients sont trop avantageusement réparés par les bons exemples & la sanctification qu'elles procurent. Les services qu'elles rendent sont réels & précieux. On me permettra de dire cependant, qu'il seroit dans les règles de la politique la plus prudente, qu'elles ne fussent sujettes à aucune autorité étrangère au Gouvernement, en toute autre qualité que celle de membres de l'Eglise.

Les Colléges des arts libéraux, connus sous le nom d'Universités, n'ont pas besoin d'éloges. Leur institution a rendu les peuples policés. Les élèves qui s'y forment en répandent l'utilité par-tout. Les Universités sont comme des sources d'où coulent des ruisseaux qui arrosent les campagnes, ils méritent la protection du Gouvernement dans toutes les Républiques.

Les corps des gens de lettres érigés en Académies, sont aussi de tous les Etats. Ils ont pris naissance dans les

sociétés irrégulières que l'amour de l'étude rassembloit. La forme qu'on leur a donnée les a mises dans un plus grand jour. L'espérance d'avoir part à cette distinction a excité l'émulation ; elle est toujours suivie des progrès. Si les sciences sont utiles aux hommes, l'avantage de faire des corps de ceux qui les cultivent est inestimable. Ce n'est point de ces sociétés connues que partent les écrits satyriques & licentieux, c'est le plus souvent de ceux qui ne peuvent espérer d'y être admis. Si les écarts de l'esprit y sont des raisons d'exclusion, il n'est pas douteux que les académies sont propres à contenir les écrivains dans une retenue conforme au bon ordre.

Il y a des compagnies de commerce qui ont leurs statuts autorisés par le souverain. Il est très à propos de les favoriser de toutes les manières, si on excepte celle des privilèges exclusifs. Ils sont contraires à la liberté du commerce. Envain dira-t-on qu'il est libre à tous les négociants de s'y intéresser ; un commerçant veut agir selon ses propres spéculations & son industrie ; il n'aime point à dépendre d'autrui pour les opérations, ni pour les

comptes. Ces privilèges vont aussi contre la liberté des peuples ; une compagnie s'empare de toute l'espece d'une marchandise que le public est obligé de prendre, non à des prix raisonnables, mais à ceux que les privilégiés veulent imposer. Les privilèges exclusifs sont l'origine d'une infinité de monopoles ; je n'y comprends pas ceux que l'on donne à l'artisan inventeur, pour le temps de sa vie.

Les corps de métiers composent un peuple considérable ; le prétexte d'y entretenir l'ordre avec plus de facilité, d'y établir des syndics qui y sont chargés d'une espece de police, les a fait ranger en corps de communautés : cet avantage bien médiocre aujourd'hui, doit-il prévaloir au préjudice que le public en reçoit ? On peut les diviser en deux classes principales ; celle des débitants & celle des ouvriers : que ceux qui détaillent les marchandises à l'usage commun soient enrôlés dans une confrérie, il n'en résulte aucun bien pour le citoyen, & il est la victime de l'intelligence qu'elle facilite entre eux. On y convient du prix des denrées les plus nécessaires ; on établit des peines secret :

tes contre ceux qui débiteroient à meilleur marché, c'est une taxe imposée sur le public.

Il en est de même des ouvriers. L'examen ne donne pas de meilleurs maîtres : le véritable chef-d'œuvre que l'on exige est une somme pour un festin, & pour la bourse commune ; c'est un privilège exclusif au préjudice de ceux qui ne sont point en état d'acheter le droit de maîtrise. Comme les marchandises des débitants, les ouvrages y sont taxés, le monopole regne par-tout. Les débitants & les ouvriers dominant le public par les moyens que l'on a prétendu employer pour les assujettir à des regles. Ces choses sont une branche du commerce ; les maîtrises, suite des confrairies, en ôtent la liberté.

L'Etat lui-même seroit intéressé à les détruire : si on attaque un membre d'une de ces basses communautés, le corps entier se souleve ; c'est ainsi que se forment les émeutes, & que les séditions commencent. Il est rare qu'elles ne soient la suite d'un intérêt de quelque communauté du même peuple, & que l'on n'y voye leurs confrairies entieres. Celles de cette espe-

ce sont aussi pernicieuses, que celles des honnêtes gens sont désirables. Un intérêt bursal bien médiocre ne peut entrer en comparaison avec l'utilité & la tranquillité publique.

CHAPITRE II.

Des Communautés irrégulières.

LES communautés irrégulières qui regardent les effets civils, peuvent être sans nombre ; on peut s'associer pour toutes les choses imaginables. Les plus connues & les plus ordinaires, sont les sociétés particulières dans le commerce, & pour des entreprises d'ouvrages passagères ; elles ont leurs règles générales, les conventions entre ceux qui les forment ne regardent pas le public.

Quoique le motif de se perfectionner dans les exercices de piété soit le plus saint & le plus respectable que les hommes connoissent ; on ne devroit permettre d'assemblées pour cette cause, qu'autant qu'elles seroient publiques, & cette règle doit s'étendre à

celles de la religion dominante dans un Etat. Je ne présumerai pas que ce qui s'y passe ne soit orthodoxe ; mais il est dans la possibilité des choses qu'il ne le soit pas. Dès lors, il est permis aux Gouvernements d'en prendre des ombres. Si on n'y débite que des maximes pures & approuvées, si tous les exercices en sont saints, on ne doit pas les cacher. Que des ames plus pieuses se rassemblent dans des jours & à des heures qui ne sont pas marquées pour le service public, cela est très-bien ; mais ne doit-on admettre que celles qui seront inscrites sur un catalogue ? Pourquoi fermer la porte à ceux qui voudroient profiter des leçons que l'on y donne, & joindre leurs prieres à celles qui s'y font ? Si tout y est régulier & édifiant, on ne doit pas craindre les yeux du public. Tous les prétextes que l'on donne pour s'y dérober, sont frivoles ; le zèle pur ne fait pas une acception des personnes. On s'expose à faire penser que ces prétextes couvrent quelque intérêt différent de celui du Ciel.

Les conséquences des assemblées particulières ont été trop souvent funestes, pour qu'on doive les tolérer.

C'est dans le sein de la Religion que les sectes prennent leur naissance. On a vu malheureusement sous son ombre sacrée, des associations couvrir des desseins exécrables. La France n'oubliera jamais cette fameuse association par laquelle le duc de Guise préparoit la perte d'Henry III, dès lors, & sous Henry IV: ces sociétés grotesques, qu'on appelle les pénitents de toutes les couleurs, étoient les plus obstinés parmi les ligueurs. Le voile de la religion doit être celui de tous le plus suspect, parce qu'il est de tous le plus imposant; parce que de toutes les affections de l'esprit c'est celle qui conduit le plus facilement au fanatisme. Je m'explique: je ne blâme pas les assemblées extraordinaires hors les temps marqués; je dis même qu'elles sont louables; les prières ne peuvent être trop fréquentes lorsqu'elles ne prennent point sur les heures des devoirs; les exhortations, les enseignements, ne sauroient être trop réitérés; mais la regle politique, en s'accordant avec celle du véritable zèle, demande que personne n'en soit exclus, & que ces choses soient aussi publiques que si elles se faisoient sur les toits.

A plus forte raison, les assemblées clandestines des religions, simplement tolérées dans un Etat, n'y doivent pas être permises, & celles des religions qui y sont défendues, de quelque nature qu'elles soient, y doivent être prohibées. La religion avoit mis un bandeau bien épais sur les yeux de Puffendorf, lorsqu'il a dit : *Dans un Etat, où le culte public de la religion est corrompu, l'assemblée de quelques personnes pour faire leurs exercices de dévotion ne peut être traitée d'illégitime.* Suivant cette maxime, les assemblées de toute espece de religion seroient permises. Il est sensible que chaque religion croit voir évidemment que dans la religion contraire, *le culte est corrompu*; que dans chacune on croit être les personnes qui connoissent la vérité. Ce ne sont pas des raisons à alléguer devant les hommes. Il suppose encore que ces assemblées se fassent sans causer aucun trouble, & sans rien machiner contre l'Etat; un souverain ne doit pas s'endormir sur une pareille supposition. Barbeyrac commentateur de Puffendorf, convient que les raisons sur lesquelles il appuie ce sentiment, ne sont pas bonnes; il prétend y suppléer, en di-

sant : *Les Souverains . . . n'ont aucun droit d'empêcher que chacun ne serve Dieu paisiblement selon les lumieres & les mouvements de sa conscience.* Cette raison est inutile à la question , & ne fonde pas le principe. Il est tout différent de servir Dieu paisiblement ou de s'assembler pour le servir , malgré les défenses de l'Etat.

Un homme , tel que Puffendorf , auroit-il voulu en imposer sous l'équivoque de la légitimité réelle ou relative ? Tout est relatif dans les maximes des Gouvernements. Il suffit , selon les loix civiles , qu'une assemblée soit défendue sous une domination , pour qu'elle doive y être traitée d'illicite. Tout sujet doit se soumettre aux loix de l'Etat dont il est sujet. Si on alléguoit la légitimité réelle , un souverain avant que de punir une assemblée qu'il auroit prohibée , devroit attendre en Europe que la querelle de l'église Romaine & celle des églises protestantes fût vidée. Le culte sera , si l'on veut , le plus pur , le seul véritable ; l'assemblée sera toujours illicite extérieurement & dans l'ordre politique , comme assemblée. Celle des protestants doit être appelée illégitime par le Gouvernement

François, comme celle des catholiques par celui d'Angleterre.

L'expérience prouve assez que ces assemblées de religion ont souvent de fâcheuses suites, & que la souveraineté agiroit avec imprudence, si elle se reposoit sur le motif apparent. Les Anabaptistes pensoient & pensent encore, que leur secte suit le seul culte approuvé par la Divinité; leurs assemblées étoient, selon eux, des plus légitimes; le fruit prodigieux de leurs prédications achevoit de les en convaincre. Ces assemblées les conduisirent à s'emparer tout à coup de la plus grande partie de la Westphalie.

L'antiquité nous fournit de pareils exemples. La secte de Pythagore attira en peu de temps un grand nombre de sectateurs dans l'Italie. Parmi ceux-là se trouvoient les plus puissants citoyens des Républiques. L'amour de la philosophie les rassembloit, c'est une des assemblées approuvées par Puffendorf; mais elle ne fut pas toujours l'objet de leurs entretiens. Ils délibéroient de s'emparer par tout du Gouvernement, & de changer la nature des Républiques populaires en Aristocratie, lorsque le

peuple, instruit de leur dessein, en brûla le plus grand nombre, en mettant le feu au lieu où ils étoient assemblés. Des traits moins frappants suffiroient pour réveiller la politique; aussi a-t-on vu les princes & les papes restituer aux Juifs les droits des corps & collèges, sous la condition de faire leurs prières en public.

Les sectes & les associations sont devenues quelquefois si puissantes, que les Rois n'auroient pu entreprendre de les détruire sans mettre leurs Etats en péril. Les princes les plus sages cèdent au temps, & ne hazardent pas le naufrage dans de pareilles occasions. Henri III, entra dans l'association fondée pour sa ruine, & s'en déclara le chef. Il auroit perdu sa couronne s'il avoit entrepris de la disperser par la force. Constans & Theodose le Grand tolérèrent les Ariens; n'osant les attaquer.

En général, la contrainte & la violence ne sont pas des moyens qui puissent réussir contre un parti que la religion a formé: il est plus assuré d'user des voyes indirectes que la politique peut fournir dans les occasions. Il seroit heureux de pouvoir le faire

tomber dans le mépris , il est bientôt suivi de l'oubli. L'esprit des hommes frappé par la religion , se roidit contre les obstacles qu'on lui oppose ; il se relâche lorsqu'on paroît ne pas y faire attention. Lorsque Louis XIV. forma le dessein de ne souffrir qu'une religion dans ses Etats , il eut besoin d'une puissance aussi affermie qu'étoit la sienne ; il eut besoin de frapper un coup imprévu & d'accabler dans le même moment ceux dont il vouloit se défaire. Il expatria un grand nombre de ses sujets, & ne vint cependant point à bout d'extirper dans la France une religion qu'il avoit proscrire. Une politique plus lente, une conduite plus sourde , auroit peut-être été plus salutaire pour ceux qu'il vouloit ramener à la Religion , & à ses Etats.

Les sentiments qui vont à adopter ou à rejeter les corps & communautés sont extrêmes. Il y a des milieux à prendre. Si vous les supprimez entièrement, vous établissez le despotisme ; si vous les souffrez sans distinction , vous ouvrez la porte au monopole & au désordre. Un législateur appercevra facilement ceux qu'il est nécessaire de favoriser , ceux qu'on peut tolérer , & ceux qu'il faut abolir.

CHAPITRE III.

De l'égalité des biens dans les Républiques.

ON A ÉCRIT, on a pensé que l'égalité des biens étoit louable, même nécessaire. On a regardé le contraste de la richesse & de la pauvreté comme une source de discussions dans les Républiques. Lycurgue établit l'égalité au péril de sa vie. Platon, choisi pour donner des loix à une colonie de Thébains, les abandonna, ne pouvant faire consentir les riches à partager leur fortune. Il semble en effet que rien ne soit aussi naturel que le partage égal des dons de la nature entre ceux que la nature a créés égaux, & pour lesquels elle les produit & les offre également.

Cependant on apperçoit avec très-peu de réflexion que l'égalité ne peut se proposer. Si elle est impraticable, en faire une règle c'est établir le principe d'une discorde nécessaire ; or, son impossibilité dans la pratique

est frappante. Lycurgue avoit donné une égale portion de terre à chaque citoyen ; il fut lui même témoin du dérangement de son système économique : les enfants partagerent cette portion, l'inégalité s'introduisit plus ou moins, dans la proportion de l'accroissement de chaque famille. Lorsqu'on a voulu éviter cet inconvénient, on s'est jetté dans des absurdités affreuses. On fit une loi à Lacédémone qui déféroit l'entière hérédité à un seul des enfants ; cette loi subsista peu de temps : d'autres ont pensé que l'on devoit fixer le nombre des habitants ; il falloit donc, ou comme le vouloit Platon, étouffer les enfants qui naissoient au-delà du nombre marqué, ou expatrier l'excédent de la jeunesse au moment qu'elle devenoit capable de rendre quelque service à l'Etat.

Ces moyens n'étoient pas suffisants ; il falloit bannir l'industrie, les arts, le commerce ; ce sont des voyes d'acquérir, inégales selon les talents : le sauvage Lycurgue l'avoit fait. Aujourd'hui, que nous disons que la raison a pris des forces, quelle idée aurions-nous d'une République sans in-

dustrie, & sans arts ? Nous dirions que c'est une association de bêtes farouches, qui n'ont d'autre sentiment que celui de se conserver, se perpétuer, & de dévorer la proie nécessaire à leur subsistance. On apperçoit facilement que les loix de Sparte n'avoient d'autre but ; elles n'étoient point propres à un peuple conquérant ; elles n'entretenoient le courage que pour la conservation ; elles avoient pourvu uniquement à maintenir la République, à rassasier la faim, & à favoriser l'incontinence : un Spartiate, dans l'origine, ne différoit de l'ours qu'autant qu'il vivoit en société avec ses semblables.

L'homme a-t-il acquis un plus grand degré de bonheur en polissant un genre de vie aussi brut ? Il a dédaigné l'usage simple, & borné des facultés de son ame pour lui donner l'effort : est-il plus heureux pour avoir donné un cours libre à son imagination, & à ses désirs, qu'il ne le seroit, uniquement occupé de son existence, & des besoins auxquels la nature l'a livré, & le supposant d'ailleurs vivant sous les loix d'une bonne police ? Je laisse aux philosophes ce problème à décider.

Quoi qu'il

q
le
su
qu
es
va
do
leu
mê
bie
Elle
cito
me
titut
à Ro
rent
une
quart
pour
lents
l'espr
ferme
Ces
posés
flots d
deux C
blique
dre qu
ment ;
Ton

Quoi qu'il en soit , il est sensible qu'en laissant les choses aller suivant leur cours ordinaire , l'égalité ne sauroit subsister long-temps , & par conséquent l'espece de république dont elle est la base , est appuyée sur un mauvais fondement. Les Démocraties , dont les loix ont établi l'égalité dans leur origine , qui n'ont pas voulu en même temps enfouir les talents , ont bien-tôt vu leur principe disparaître. Elles ont cherché à y ramener les citoyens , & n'ont pu trouver de remède qui ne fût plus mauvais que l'institution. Ceux que l'on mit en usage à Rome , à Athenes , & ailleurs , furent un nouveau partage des terres , & une abolition des dettes , pour un quart , pour une moitié , quelquefois pour le tout. Ces remèdes sont violents & dangereux ; ils vont contre l'esprit des peuples civilisés ; ils renferment une injustice intolérable.

Ces moyens n'ont jamais été proposés à Rome sans faire répandre des flots de sang : il en coûta la vie aux deux Gracques , ornements de la République. En effet , on ne doit pas s'attendre que l'on se dépouille volontairement ; ce n'est que par la sédition &

la supériorité des forces que le peuple peut parvenir à changer sa situation ; ce remede par sa nature favorise les vices , il exhorte à la prodigalité , & à la dissipation. L'espérance de l'abolition des dettes invite à les contracter , sans attention aux poids des usures : les citoyens obérés se joignent aux pauvres , aux scélérats , & cherchent leur libération dans la confusion d'un soulèvement populaire.

Une suite nécessaire du nouveau partage sera d'éteindre l'industrie , les arts , & le commerce. Quel homme voudra les cultiver , si d'autres lui doivent enlever le fruit de ses soins & de ses travaux ? Ces moyens enfin , sont contraires à la bonne foi , le seul appui de la justice. Si les sommes légitimement prêtées sont perdues , les successions enlevées , les acquisitions annullées , aucune espece de convention n'est en sûreté. C'est introduire le vol sous le prétexte de l'égalité. Si la foi publique est détruite , il n'y a plus de société.

La crainte seule de voir employer ces remedes , donne naissance à mille abus. Ou la ressource de la vente des fonds sera interdite , ou celui qui les achete se prévendra de l'incertitude de

sa propriété, pour en donner le prix le plus modique. Bien loin de chercher à les décorer, à les améliorer, il les dégradera. Celui qui prête voudra regagner en peu de temps par les usures, un capital qui n'est plus assuré. Chez les Hébreux, la septième année étoit une année de relâche pour les débiteurs : les usures en étoient plus fortes, & les vexations pour recouvrer les capitaux la sixième année, étoient atroces.

Dans quelques Républiques on a tenté des voies plus douces pour entretenir l'égalité. Chez les mêmes Hébreux les ventes des terres ne subsistoient que cinquante années ; au bout de ce terme, les fonds rentroient entre les mains du vendeur ; il n'étoit pas, pour ainsi dire, dépouillé de la propriété, il n'avoit vendu que les fruits. Il pouvoit supporter une situation resserrée pendant quelque temps ; l'espérance soutient, elle est la mere de la patience ; & par rapport à l'Etat, les inégalités n'étoient que momentanées. Cette loi paroît d'abord excellente. Mais quelle est la situation de l'acquéreur qui ne peut pas jouir de son acquisition comme de sa chose

propre ? Il ne s'affectionne pas à la terre, il ne cherche pas à la mettre dans le meilleur rapport dont elle seroit susceptible ; l'Etat y perd. On ne défriche ni on ne desseche. Auquel des deux appartiennent les différends pour les limites des possessions, pour les servitudes, pour les droits ? L'acquereur affritera la terre un peu avant son terme, il la négligera, il coupera des bois, sources intarissables de querelles.

Cet expédient ne regardoit que le partage des terres : on a cru obvier à l'inconvénient d'abolir les dettes, en fixant les intérêts à un prix très-médiocre ; on l'a même entièrement retranché ; mais de deux choses l'une, ou l'on ne prête point ou on viole les réglemens. Toutes les regles qui bornent les richesses des particuliers, gênent si cruellement l'avidité naturelle aux hommes, que l'on ne peut en opérer l'exécution : La cupidité sera toujours plus ingénieuse que la loi. L'usage des intérêts étoit défendu sous de grosses peines dans l'isle de Crète ; on se faisoit voler avec des témoins apostés ; si l'emprunteur ne payoit pas l'usure convenue verbalement, on l'accusoit

la
me
ég
po
alie
ou
test
par
téra
prin
cou
tie à
temp
mett
nent
nobl
elles
traire

comme voleur. Jamais l'usure n'est aussi forte que lorsqu'on défend les intérêts, ou qu'on les rabaisse inconsiderement. L'argent est à cet égard une marchandise, la difficulté d'en recouvrer en augmente le prix. On comptera toujours inutilement sur la charité, on ne prêtera point, ou celui qui prêtera à profit, se fera payer pour le risque qu'il court en violant la loi.

J'ignore comment on a pu regarder la prohibition de tester comme une méthode de rendre les fortunes plus égales : je n'apperçois point ces rapports. Cette loi n'empêche pas les aliénations : une succession se divise, ou demeure entiere également par le testament & par l'intestat ; elle échoit par l'un comme par l'autre à un collatéral qui a déjà une portion du partage primitif, & l'égalité est rompue. Les coutumes qui réservent la majeure partie à l'ainé, peuvent soutenir plus longtemps les maisons : on peut les admettre pour les familles qui gouvernent dans l'Aristocratie, & pour la noblesse, inséparable des monarchies ; elles introduiroient une inégalité contraire au principe de la Démocratie.

Les coutumes qui ordonnent un partage égal entre les enfants, sont conformes à l'esprit de l'état populaire; pernicieuses pour les deux autres.

Les défenses de tester ne sont d'aucun avantage pour l'Etat. Elles rompent le lien de l'amitié dans les familles, elles dispensent des devoirs, même des bienéances. Ces défenses ne sont supportables que pour exclure l'étranger, elles ne sont bonnes que pour les cas où les dons feroient la récompense du vice : on les peut borner à ces cas particuliers. Si un testament contient une disposition singulière, un autre ramène les choses à un meilleur ordre que ne feroit souvent l'intestat. Les circonstances, plutôt que la chose elle-même, rendent les dispositions testamentaires bonnes ou mauvaises, aucune loi ne les peut prévoir : il vaut mieux s'attacher à cette loi naturelle : *Unusquisque rei suæ moderator & arbiter*, avec un petit nombre d'exceptions. Pour suivre l'idée de maintenir en quelque manière l'égalité, on devroit ajouter à la prohibition de tester, celle d'aliéner & d'hypotéquer les fonds; mais ce seroit une véritable

servitude ; l'Etat seroit dans une inaction léthargique.

L'égalité absolue est un être de raison ; & si l'inégalité est indispensable, comment pourra-t-on en marquer les degrés, si on défend à un citoyen de posséder des biens au-delà d'une quantité déterminée ? Ou l'on fixera cette quantité à un taux auquel les fortunes des particuliers parviennent rarement, ou on ne leur permettra qu'un accroissement ordinaire : la première règle n'empêchera point des disproportions très-grandes ; la seconde qui mettra des bornes aux richesses de chacun, bornera en même temps celles de l'Etat.

Aussi je regarde comme une erreur de penser que la nature a voulu que les hommes fussent égaux : on ne peut pas prêter de dessein à une nature aveugle ; si on entend par ce terme une providence divine, elle auroit distribué à tous également la force, les qualités, & les talents, dont les différents degrés doivent mettre infailliblement de l'inégalité dans l'acquisition des richesses.

CHAPITRE IV.

*De l'égalité considérée relativement
aux différents ordres de la Ré-
publique.*

S'IL EST impossible de faire observer l'égalité précise, & s'il est nuisible d'arrêter le cours des fortunes particulières, on peut se proposer une égalité proportionnelle entre les différents ordres de la République : cette règle est avantageuse à toutes les natures d'Etats.

De même que les ressorts & les roues qui font tout le jeu d'une machine doivent avoir leur force & leur grandeur réglées, les différents corps doivent être dans une proportion convenable à leur position relative au maintien de l'Etat : si l'un d'eux passe sa mesure, les rapports sont interrompus. Si la noblesse, par exemple, acquiert une trop grande supériorité, les loix perdent leur force, le peuple est tyrannisé. Si le peuple jouit d'une abondance à l'excès, il méprise la

noblesse, il n'y a plus de subordination.

La monarchie & l'Aristocratie connoissent quatre distributions des richesses. Il en faut une portion pour l'Etat, une pour l'Eglise, une pour la noblesse, une pour le peuple : la Démocratie n'en admet que trois. Ce qui en appartient au Gouvernement, ou, si l'on veut, au trésor public, ne peut être réglé que sur les besoins de l'Etat & les facultés des sujets. Ce sont les deux points de vue qui doivent diriger, & les grandeurs qui doivent être balancées. Les prêtres de la Religion doivent avoir plus que la noblesse, ils n'ont d'autres ressources que ce qui leur appartient. La noblesse a, outre ses biens, les récompenses qu'elle peut mériter de l'Etat ; mais elle doit être plus avantagée que le peuple ; elle est bornée pour l'industrie, elle n'a point le secours que les arts fournissent à ce dernier, & elle a un rang à soutenir.

Mais quelles seront les proportions ? On en trouve peu de modèles dans l'histoire : les Hébreux nous fournissent le plus approchant. Les terres furent partagées entre les tri-

178 DE LA REPUBLIQUE.

bus. Celle de Levi fut préférée pour vacquer au service divin ; elle n'eut que des maisons pour se loger ; on lui donna la dixme sur tout le peuple, & dans cette tribu le droit d'aînesse appartint à la famille d'Aaron ; elle dimoit sur la dixme des Levites & profitoit des oblations. On ignore comment le partage fut fait dans chaque tribu ; la noblesse n'y étoit pas connue ; les apparences sont qu'il fut égal, on fait seulement que l'on assigna à l'aîné de chaque maison une portion double de celle de chacun des cadets. On trouve dans ce partage bien des choses essentielles à observer. Si on regarde Moïse simplement comme un législateur, il doit être considéré comme le plus excellent qui ait paru ; si on le regarde comme un législateur inspiré de Dieu, quel respect ne doit-on pas à ses loix !

La portion de la tribu destinée à servir le temple est de beaucoup supérieure à celle de chacune des autres ; on peut en appercevoir deux raisons ; il étoit juste de pourvoir abondamment à ses besoins, il seroit honteux de voir un prêtre mendier. D'ailleurs, comme la dignité du caractère

ne permet pas à celui qui en est revêtu d'acquérir par l'industrie & le commerce, encore moins par le travail de ses mains ; il étoit dans l'ordre de la dédommager de cet avantage, dont le peuple jouissoit outre son partage.

Mais on doit remarquer en même tems, qu'il ne fut donné aucun fonds de terre à cette Tribu : les motifs de cet arrangement frappent tous les yeux. La sainteté qu'exige un ministère sacré peut s'altérer dans le tourbillon des occupations temporelles ; elles absorbent souvent des tems destinés aux devoirs. Les sollicitudes, les animosités, suite des procès, peuvent entrer dans ces ames pures ; ce sont autant de dangers inséparables de la propriété & des genres de perceptions trop multipliés.

On a perdu de vûe cette première institution : les Serviteurs de l'Autel ont conservé les dixmes qui sont conformes à sa lettre & à son esprit ; ils y ont ajouté les possessions qui y sont contraires. L'égalité proportionnelle établie par Moïse s'est évanouie, la preuve en est facile.

Je n'entends pas par égalité proportionnelle, simplement un partage de

180 DE LA REPUBLIQUE.

la masse commune, inégal suivant la supériorité des ordres, mais encore relatif au nombre qui compose chacun d'eux. On comprend qu'un ordre composé de mille personnes sera aussi riche, avec une quantité de biens déterminée, qu'un corps qui en comprendra deux mille le sera avec cette quantité doublée. Je n'entends aussi par richesses que les seules véritables & solides, je veux dire les productions de la terre, les autres sont idéales & d'accident.

Ces principes posés. Je présuppose un Ecclésiastique contre quarante séculiers : si chacun de ceux-ci retire une valeur de mille livres des fruits de la terre, la dixme sera de quatre mille livres pour un seul Ecclésiastique : il restera neuf cents livres à chaque séculier, de sorte que le décimateur sera plus riche que quatre des autres. Ce que l'on peut dire de quarante personnes, se doit dire de vingt millions ; & la dixme seule établira une disproportion plus ou moins grande à raison du nombre de ceux qui la reçoivent, & du nombre du reste des sujets composés ensemble.

On a voulu retrancher les frais de culture & d'exploitation auxquels le

propriétaire est assujetti. Ce retranchement ne me paroît pas juste : ces frais demeurent dans le peuple , & font une partie des facultés de ceux dont on compare le nombre avec celui du Clergé.

Je sçai que la dixme , telle qu'elle se leve , n'emporte pas la dixième partie de la récolte , & qu'elle ne se prend pas sur toutes les productions de la terre. Malgré ces déductions légitimes , si on ajoûte aux biens de l'Eglise les logemens , les rétributions permises & les offrandes journalieres des fideles , articles exempts des impositions , la proportion demeurera la même. Tel seroit l'état de cinq cents mille Ecclésiastiques sur vingt millions d'ames.

Je sçai encore que la dixme , telle qu'elle est , n'est pas également distribuée , à beaucoup près ; ce fait ne change rien à la thèse , ce n'est qu'une seconde disproportion dans une première.

Mais si on réduit le Clergé , tant le séculier que le régulier , à un nombre suffisant pour les besoins & au-delà. Si , par exemple , on suppose deux cents mille Ministres , sur quarante ou quarante-cinq mille Cures ; alors la dixme

seule & prise selon nos usages , donnera à chaque tête autant à peu près que ce que la terre fournira à douze laïques.

On ne voit dans l'une ni dans l'autre de ces hypothèses la position de la Tribu de *Levi* : elle formoit une douzième partie de la Nation. On estime qu'en déduisant les frais d'usage , chaque tête de la Tribu avoit une portion double. Si on ne les déduit pas , le Lévite n'avoit qu'un quart au-dessus de chacune des autres & sa maison.

Telle étoit la proportion établie par Moïse ; je ne prétends pas y rappeler. Que l'on laisse jouir des biens destinés à l'Autel, dans le principe , ceux qui desservent l'Autel : que l'on s'en rapporte à leur charité pour disposer de leur superflu : qu'ils profitent pour l'utilité de l'Eglise & des pauvres de la disproportion introduite par la réduction de leur nombre comparé à celui des peuples : que ceux qui servent la Religion soient logés ; qu'ils jouissent de leur dixme, & les Prélats & leur Chapitre de la dixme de la dixme , comme Aaron & sa famille : que l'on supprime les dixmes inféodées, la distinction des dixmes anciennes & des novales com-

me des sujets de discorde. Ces regles sont excellentes ; mais pourquoi s'écarter par des possessions de l'institution du divin Législateur ?

Autrefois un zele mal entendu , appuyé par l'ignorance du siècle , faisoit interpréter au temporel la maxime de cultiver & aggrandir la vigne du Seigneur : on refusoit la sépulture en terre sainte à celui qui avoit testé sans rien laisser à l'Eglise. L'Official adressoit une commission à un Prêtre sur les lieux , qui s'informoit des facultés de l'homme mort *ab intestat* : on laissoit à l'Eglise ce qu'on jugeoit à propos au nom du défunt. Le Clergé d'aujourd'hui est bien revenu de ces erreurs.

Les richesses seroient préjudiciables à l'Eglise elle-même , elles lui ont fait la plupart de ses ennemis : elles exciteront toujours l'envie , & l'envie se cache sous toutes sortes de prétextes. La fureur ne craint pas d'attaquer la Religion. L'état d'opulence y produira deux effets , tous les deux opposés , & tous les deux nuisibles. D'un côté , comme je l'ai dit , il aliène les esprits ; d'un autre , il attirera des sujets dans le Ministère : mais si le desir des commodités humaines fait desti-

ner à l'Eglise plus d'ames que la vocation , quelles peuvent en être les suites ?

J'ai dit que la Noblesse devoit être plus avantagée dans la distribution des terres que le peuple , en observant toujours la proportion des nombres. On ne trouve point cette distinction chez les Hébreux. La Nation ne formoit qu'un seul ordre ; tout étoit noble , tout étoit peuple : c'est la véritable Démocratie. Mais comme dans les deux autres Républiques , un corps de noblesse est destiné , dans l'une à gouverner l'Etat ; & dans l'autre à le soutenir. Il faut qu'il y trouve les moyens de conserver sa dignité & de remplir ses charges.

Ce n'est pas encore assez , il est nécessaire que chacune de ces familles , comme colonne de l'Etat , réunisse dans un seul point une force amassée. Quelques piliers soutiendront un édifice , ils plieront ou rompront sous le fardeau si on les divise en baguettes. On doit éviter , autant qu'il est possible , que ces soutiens ne se divisent en parties foibles , & ne deviennent peuple en s'appauvrissant.

Il n'est pas facile de proposer des

LIVRE V. CHAP. IV. 182 (3)

moyens pour maintenir la première situation ; ils doivent nécessairement gêner la liberté : le droit d'aînesse & les substitutions paroissent plus doux qu'aucun autre.

Le droit d'aînesse chez les Hebreux étoit une portion double ; mais comme ici les colonnes ne sont pas en aussi grand nombre, il les faut plus fortes. Le moindre droit d'aînesse dans l'Empire Romain fut un préciput égal à la portion de tous les cadets ensemble. On peut suivre ce modèle : & pour ne point perdre de vue deux objets intéressants , la liberté du pere de famille , & l'entretien du respect filial , on peut laisser au pere le choix d'avantager de ce droit celui de ses mâles qu'il jugera le plus à propos.

Au lieu de réduire les degrés de la substitution , il conviendrait mieux de les prolonger & de la restreindre à une certaine portion des biens : l'inégalité vis-à-vis des cadets ne seroit pas dans l'excès , & le commerce du fonds ne seroit pas si gêné. On pourroit , pour favoriser la liberté , permettre qu'un fonds acquis prît la place d'un fonds substitué.

Ces dispositions permises à la seule Noblesse lui conserveroient une distinction sur le reste des citoyens, auxquels on permettroit seulement de disposer d'un préciput léger entre leurs enfants, pour les rendre plus soumis.

Il se peut faire que ces loix n'opèrent pas constamment l'effet que l'on en désire, mais elles seront toujours la base d'une proportion; c'est au Gouvernement à rabbaïsser celui des deux corps qui la romproit. Les manières doivent varier comme les circonstances, elles peuvent même être opposées, s'il faut favoriser tantôt la Noblesse, tantôt le peuple: les expédients sont sans nombre; on les choisira selon les occasions, elles les font naître.

Il est des Etats qui connoissent un cinquième ordre bien distingué pour avoir part aux richesses, ce sont ceux où l'on met les revenus publics en parti. Les profits énormes sur les fermes, & les malversations des Employés au recouvrement de tous genres, sont un surhaussement prodigieux des impôts: il enleve à la nation, avec injustice, plus de biens que la dixme ecclésiastique n'en procure à un corps

auquel ils sont si légitimement dûs ; & l'opulence est accumulée sur beaucoup moins de têtes que celles qui composent le Clergé. La disproportion est ici monstrueuse. Si les biens doivent être répartis à raison de la dignité & de l'utilité des ordres , quel est le titre des traitans ? Mille & mille inconvénients naissent de cette disproportion : qui pourroit les détailler ? Je dirai seulement qu'elle est l'origine du luxe qui perd les Etats.

La dépense & le faste sont nécessaires à la classe des publicains. La magnificence est la seule chose capable de leur attirer une considération extérieure ; ils se livrent à l'une pour jouir de l'autre. La Noblesse ne peut souffrir de se voir éclipsée ; elle s'efforce d'atteindre à ce brillant. Le tiers état veut s'élever dans la même proportion : le ton se donne à tout un Royaume : la volupté devient un besoin ; le païsan s'accoutume au tabac , au lit de plume & se prive de pain : le superflu domine , le nécessaire manque.

Lorsque l'Auteur de l'Esprit des Loix a approuvé le luxe dans la Monarchie ; il n'a pas distingué l'intérêt du Monar-

182 (6) DE LA RÉPUBLIQUE
que & celui des peuples : il est avantageux à l'un s'il n'excede pas une certaine mesure, il est nuisible aux autres dans tous ses degrés.

Le grand Cardinal de Richelieu pensoit que le luxe conduisoit à la ruine des Républiques de toute espèce.

Il naît de tout ceci une réflexion bien simple. Les frais de culture & la dixme du Clergé laissent à peu près les sept dixièmes du produit des terres aux propriétaires & agriculteurs : on suppose que les subsides imposés sur les fruits, sur les têtes ou sur les marchandises (que les fonds payent en effet), s'élevent à trois dixièmes, les profits des fermiers & des régisseurs avec les maltotes des Employés, à deux dixièmes, il n'en reste que deux au reste de la nation : cependant le nombre de ceux qui ne sont ni Ecclésiastiques ni Financiers est en France, par exemple, vis-à-vis d'eux, à peu près comme trente est à un : il n'est pas possible que les fruits de la terre suffisent pour former leurs facultés.

Il en résulte que l'on doit laisser produire des fruits à des fonds factices, & qu'outre le commerce il est essentiel-

ient nécessaire que l'argent produise un intérêt. Il est signe lorsqu'on le donne pour des denrées ; il est denrée lorsqu'on le donne pour le travail. Le taux doit en être fixé, de manière qu'il en procure la circulation ; si les loix en sont équitables, on verra peu d'usures.

Ces calculs ne sont pas dans une exactitude algébrique, mais quelque petite différence du plus au moins laissent toujours subsister un degré de certitude suffisant pour autoriser les gros des propositions.

CHAPITRE V.

Des Alliances.

IL est problématique de sçavoir si un continent d'une certaine étendue & fertile, ne peut point suffire à ses habitans, si les habitans ne peuvent pas se suffire à eux-mêmes, & si le luxe ne détruit pas ceux que le commerce enrichit. Mais il n'est pas douteux que les alliances sont nécessaires à toutes les Républiques. Il faudroit suppo-

182 (8) DE LA REPUBLIQUE

fer un peuple situé dans une terre inconnue , pour supposer qu'il n'eût besoin d'aucune alliance. Ce ne seroit pas assez qu'il fût éloigné du reste des hommes de plusieurs journées de chemin ; de vastes déserts ne rebuterent point Alexandre ; il conduisit son armée au temple de Jupiter Ammon par le seul motif d'une vanité infructueuse : que ne pourroit pas faire entreprendre l'ambition & la soif de conquérir ?

Les voisins sont nécessairement amis , ennemis , ou neutres. On fait des traités avec ces trois sortes de personnes : avec les amis , pour lier une amitié plus ou moins étroite ; avec les ennemis , pour conclure la paix , ou consentir une trêve ; avec les neutres , pour qu'ils s'engagent à ne nous porter aucun dommage & ne point aider nos ennemis.

Les alliances admettent beaucoup de divisions. On les appelle égales lorsqu'elles se forment entre des Puissances égales en dignité ; on ne considère pas l'égalité des forces ni des secours stipulés ; on les nomme toujours alliances *æquo fædere*. Elles sont inégales quand

quand l'une des parties y reconnoît dans l'autre une supériorité d'honneur, ou en se mettant sous sa protection, ou lorsque le prince vassal, ou le prince né sujet, traitent avec leur souverain. Les alliances se distinguent encore ; elles sont simplement défensives, où elles sont offensives & défensives. L'une & l'autre encore peuvent être générales envers & contre tous, ou n'avoir qu'une puissance pour objet, ou excepter certains alliés : il en est de même des traités de neutralité, & de pure amitié.

Lorsque des monarchies traitent ensemble, l'alliance peut être de deux sortes : on en a vu stipuler entre les princes seulement ; pour l'ordinaire, les stipulations sont pour les princes & leurs Etats. Lorsque Edouard IV fut chassé d'Angleterre, on lui déclara que la France ne le pouvoit aider, parce que l'alliance étoit entre les Rois & les royaumes. Si l'intérêt politique du roi de France eût demandé qu'il secourût Edouard, on n'auroit pas manqué de raisons qui auroient éludé celle qui fonda le refus de le secourir. Mais lorsque le Gouvernement de la chose publique est entre les mains

de plusieurs, comme ils n'agissent pas en leur nom particulier, l'Etat est toujours engagé dans les alliances ; la loi ne seroit point égale alors, si traitant avec un prince, il ne s'engageoit pas pour les Etats de sa domination. Lorsque par la constitution politique il a le droit de faire la guerre & la paix, un engagement particulier de ses Etats est superflu ; il est ordinairement exprimé, il est sousentendu s'il n'est rien dit au contraire.

On a agité cette question : le Prince régnant est-il lié par les traités de son prédécesseur ? On a pu soutenir le pour & le contre avec raison, il ne faut que distinguer les hypothèses. Un roi prisonnier ne peut payer sa rançon par le don des domaines de la couronne, ni d'une province annexée au royaume, 1°. Parce qu'il agit alors pour son intérêt personnel, & que l'usufruitier ne peut disposer d'une partie du fonds de sa seule autorité que pour le salut de l'autre, & non par l'utilité ni la nécessité de sa personne. 2°. Parce qu'il peut payer sa rançon en argent, par des engagements, des emprunts, des taxes, ou demeurer prisonnier, comme fit le roi Jean. Dans

tous les autres cas, à la vérité le successeur est lié, parce que le prince n'a pas traité autant pour lui que pour l'Etat qu'il gouverne. Ainsi le sentiment de Bodin, qui doit être pris dans ce sens, peut s'accorder avec celui de l'abbé de Mably qui l'a blâmé pour n'avoir pas fait cette attention.

Il est facile d'appercevoir que les traités de ligue offensive & défensive, envers & contre tous, sont les plus étroits & les plus composés; les plus simples sont ceux qui regardent le commerce; ils sont purement d'intérêt, ils ne sont pas d'amitié, de sorte qu'ils pourroient absolument subsister entre des ennemis.

On connoît une autre espece de traité qui appartient, à la vérité, à l'alliance, mais qui a un objet plus déterminé, & qui ne tend qu'à attaquer; on l'appelle plus régulièrement ligue ou confédération, qu'alliance; c'est lorsque plusieurs Etats s'unissent pour détruire un Etat, ou s'opposer à son aggrandissement. Cette association finit avec la guerre & ne doit finir qu'avec elle. Aucun des associés ne doit faire sa paix particuliere sans inviter & avertir ses coalliés. Je parle des regles & non de ce qui s'observe.

Toutes alliances peuvent être stipulées pour un temps, ou qualifiées perpétuelles. Rien ne me paroît si puerile que cette dernière expression dans les traités des princes. On sait bien que l'on contracte une promesse que l'on n'exécutera point, & que les intérêts, les situations ne se trouvant plus les mêmes, l'alliance se rompra. Je suppose que l'on soit dans le dessein de la rendre, en effet, perpétuelle, s'il est possible, il est encore plus sage de fixer un temps pour sa durée; on peut la renouveler au terme, ou peu avant qu'il n'expire, si les circonstances sont les mêmes. Ce moyen donne l'avantage de pouvoir faire quelques changements dont l'expérience du passé, ou de nouvelles combinaisons auront fait sentir l'utilité. L'amitié se relâche par la longueur du temps; ses noeuds se resserrent quand on a l'occasion de les renouer; ce sont autant d'actes géminés. Si les conjonctures déterminent à changer la nature de l'alliance, ou même à une rupture, on peut temporiser jusqu'à ce que l'obligation s'éteigne; on évite la faute & le reproche d'avoir manqué à des engagements.

La perpétuité ne convient qu'aux Républiques qui en forment une fédérative, ou entre des corps qui se soumettent à une même domination. Il en est de même de l'alliance offensive & défensive : deux puissances qui s'obligent par un pareil traité se lient les mains pour traiter avec tout autre, elles ne peuvent même promettre la neutralité à d'autres Etats. Si des circonstances de nécessité entraînent à une alliance offensive & défensive, ce ne doit être que pour un temps limité & très-court.

Il est devenu si commun de s'allier avec plusieurs Etats, qu'il est difficile de connoître laquelle des alliances doit prévaloir. On ne s'allie pas seulement avec ses voisins, mais encore avec les princes les plus éloignés. Il suffit qu'ils ayent quelque rapport avec une puissance qui peut devenir notre ennemie. La confusion qui naît de cette multitude d'alliances est peut-être un raffinement de politique. Dans l'embarras de démêler celle qui doit être préférée, on se livre à celle qui est plus conforme aux intérêts présents. Un traité est un prétexte spécieux pour se dégager d'un autre dans l'occasion,

Il est cependant des regles certaines dans cette matiere.

Il n'est pas douteux que l'on ne doit pas secourir celui qui n'est pas allié, quoiqu'injustement opprimé, lorsqu'il l'est par ceux avec lesquels on est en alliance; il n'est qu'un étranger. Les Romains en donnerent un exemple, lorsqu'ils refuserent leur secours à ceux de Capoue, poursuivis par les Samnites. Mais lorsque de trois princes alliés, deux se font la guerre & demandent le secours du troisième, on doit faire plusieurs distinctions. Si les alliances ne sont pas de même nature, on doit son secours à la plus étendue; si elles sont de même espece, on le doit au plus ancien allié; si les dattes & l'espece sont les mêmes, on doit observer la neutralité. Si les alliances sont purement défensives, on doit sans autre examen secourir celui qui est attaqué, mais se renfermer dans sa défense sans pénétrer dans le territoire de l'agresseur allié.

On demande si c'est la déclaration de guerre, ou le premier acte d'hostilité qui caractérisent l'agresseur. Ce n'est pas l'un plutôt que l'autre, si on veut penser avec justesse. Si le premier

LIVRE V. CHAP. V. 189

acte d'hostilité précède la déclaration de guerre, la chose n'est pas douteuse : mais si celui auquel on a déclaré la guerre, agit hostilement le premier, celui qui a déclaré la guerre n'en est pas moins l'agresseur, sa déclaration est un acte d'hostilité.

Les traités doivent être clairs, étendus pour tout prévoir, & précis dans l'expression. Une politique condamnable met en usage la confusion & l'équivoque ; souvent elle renvoie à un autre temps la décision des différends de peu de conséquence. Les traités sont faits pour prévenir ou terminer les guerres, & pour assurer le repos des nations. Est-il rien de plus contraire à ces objets & à la raison, que d'y laisser des semences de division, & d'y réserver un droit de chicanne que la seule vanité des politiques regarde comme un avantage réel ? Ce faux avantage est, dans le fond, funeste à la véritable gloire du prince, à ses peuples, & à l'humanité. Le politique judicieux & honnête homme fera une loi claire ; il saura qu'il vaut mieux trancher des différends légers qui ne sont pas assez éclaircis, perdre de chaque côté, & asseoir une paix durable.

290 DE LA REPUBLIQUE.

Les plénipotentiaires, les ambassadeurs sont les ministres de la conciliation & de la paix : leur personne est sacrée ; cette sûreté est nécessaire pour que les princes, les Etats puissent communiquer entr'eux, & s'entendre. Mais ils ne doivent pas abuser de ce privilege, & employer dans leurs discours l'audace au lieu de la fermeté. On doit, lorsqu'ils s'égarent, les renvoyer à leurs souverains, & leur en demander la punition.

CHAPITRE VI.

Des Traités d'Alliances qui conviennent aux petits Etats.

LES PETITS Etats sont entre Scylla & Caribde. Environnés de toutes parts de dangers, il leur est bien difficile de ne pas devenir la proie de l'ambition, ou la victime des querelles des potentats. On ne connoît point de grandeur, proprement dite, dans les souverainetés. Elle est plus considérable, à proportion que celle des voisins est moindre : la force des princes

n'est que la foiblesse d'autrui. Flaminius disoit au consul Attilius qui proposoit de détruire les forteresses des Etoliens, que ces ruines donneroient trop de force au roi de Macédoine.

La position des Etats qui n'apperçoivent autour d'eux que des grandeurs auxquelles ils ne peuvent se comparer, rend leur existence difficile à soutenir : il semble d'abord que le parti les plus prudent qu'ils puissent embrasser, est celui d'entrer sous la protection de l'Etat puissant, le plus à leur bienséance ; c'est, comme on l'a dit, traiter par alliance inégale, ce n'est pas là l'inconvénient. L'usage des protections a été fréquent tandis que l'on a pensé que la politique & la bonne foi pouvoient sympathiser. Mais l'expérience a appris que cette conduite a été funeste le plus souvent. Rome acquit une autorité infinie à l'ombre de ces traités ; c'est par eux qu'elle se rendit maîtresse de la plus grande partie de la Grece. Ses Républiques étoient considérables autrefois ; mais à mesure que des puissances supérieures les environnerent de plus près, leur grandeur s'éclipsa. Pressées par les rois de Macédoine, de Pont & d'Egypte,

elles regarderent les Romains comme les protecteurs de la liberté ; elles leur livrerent leurs citadelles comme à des amis pour les défendre. La Grece introduisit chez elle son plus dangereux ennemi. Plus la distance est grande du protecteur au protégé , plus la liberté diminue ; celui qui ose à peine lever la tête pour envisager son protecteur , est dans la même condition que le sujet du despote.

Plusieurs Etats dans l'Europe se sont accrus par la protection. La mauvaise foi de part ou d'autre , & quelquefois des deux côtés, y a donné lieu. Un Etat foible s'est jetté dans les bras d'un Etat plus puissant ; le péril passé, il a oublié le protecteur, il a même pris les armes contre lui sous un autre protection ; il s'est fait un ennemi qui a demandé des sûretés lorsqu'on a eu besoin de lui une seconde fois , & qui a faisi l'occasion de se venger. La situation du protégé est périlleuse le plus souvent ; à tous moments elle est humiliante. Il est plus dur à celui qui prétend être libre de recevoir des ordres, qu'à celui qui a volontairement soumis sa liberté.

S'il faut absolument rechercher une protection ;

protection, celle d'un peuple paisible & commerçant est préférable à celle d'un peuple guerrier; celle d'un Etat médiocre à celle d'un Etat trop puissant; celle d'une République à celle d'une monarchie; celle d'un prince éloigné à celle d'un voisin. Si l'on est au midi d'un ennemi que l'on doit craindre, il faut se mettre sous la protection de la puissance qui le touche du côté du nord; on est utile au protecteur par les diversions que l'on peut faire en sa faveur; son intérêt l'engage à protéger, & sa grandeur n'est pas à craindre: c'est entre les situations d'un petit Etat, une des plus désirables. C'est dans ces vues que le Portugal, dans l'intérêt de son continent en Europe, devroit être étroitement lié avec la France.

La neutralité est le parti le plus convenable aux petits Etats, parce que leur véritable intérêt est d'être uniquement occupés de leur conservation, & d'éloigner toute idée d'agrandissement. Je parle toujours des grandeurs relatives. Un Etat foible doit être l'ami de tous pendant la paix; ni l'ami ni l'ennemi de personne pendant la guerre. L'observation bien exacte de

ce principe est ce qui peut le maintenir le plus long-temps. Si cette maxime n'a pas paru réussir quelquefois, c'est que l'on ne l'a pas parfaitement suivie. Un penchant de fantaisie, une insinuation séduisante, un intérêt léger, ont empêché de tenir la balance parfaitement égale : quelquefois les petits Etats en conservant les dehors de la neutralité, ont allumé le feu entre les grands pour s'élever de leur abaissement. C'est une politique fatale à celui qui l'emploie, elle s'écarte du principe qui lui défend l'ambition ; la trame se découvre, les puissances se réunissent & démembrant l'Etat qui les a mis en guerre.

Je n'entends pas par neutralité une inaction passive. Les petits Etats doivent passer avec tous ceux qu'ils peuvent craindre de ces traités d'alliance & d'amitié qui n'engagent à agir pour aucun n'y contre aucun. Il est différent de n'être que neutre sans traité d'amitié avec personne, ou d'être neutre allié avec les deux parties. Ce n'est pas même assez pour eux d'être compris dans les traités des grands Etats sous le nom général d'alliés ou neutres, ils doivent s'y faire nommer spéciale-

ment : c'est à cet avantage qu'ils doivent borner la demangeaison donnée à tous les souverains de faire parler d'eux, & de jouer un rôle sur le théâtre politique. Si la fidélité aux engagements, & la droiture conviennent à tous, c'est encore plus particulièrement aux Etats trop foibles pour se défendre par eux-mêmes. Des fautes légères d'attention peuvent leur être aussi préjudiciables que des manquemens essentiels ; elles fournissent des prétextes que l'on souhaite. S'ils se renferment dans une exactitude scrupuleuse, cette conduite doit reculer leur anéantissement.

Mais comment donner des regles certaines de politique ? On ne sauroit se fixer dans la bizarrerie des événements que l'ambition & la cupidité des hommes font naître, & dont une fortune aveugle décide. La neutralité, dans quelque cas, peut devenir un mauvais parti. Les Etoliens conclurent dans leur conseil qu'il falloit se déclarer pour ou contre les Romains : ils pensoient très-judicieusement dans les conjonctures. Lorsqu'un petit Etat s'apperçoit qu'une puissance a déterminé de l'envahir, soit pour étendre

ses frontieres, soit pour se faciliter de plus grandes conquêtes, la neutralité ne peut plus le sauver; il doit mettre en œuvre d'autres ressources. C'est alors qu'il peut suivre la maxime d'Etat, qu'il faut être le plus fort, ou se ranger du parti des plus forts. La neutralité ne donne pas des amis, elle n'arrête pas les ennemis qui le veulent être de dessein prémédité. La nécessité oblige de s'en départir; mais si on le fait sur de simples ombrages, on précipite sa perte.

Les petits Etats ont encore un autre genre de ressources dans l'extrémité. Il leur reste de devenir partie d'un Etat considérable, & de s'incorporer avec lui. Ils ont à choisir entre leurs voisins ce qu'ils estimeront de plus avantageux & de plus durable. Quelque fâcheux que soit le choix du meilleur maître, il est préférable à la ruine qui suit une résistance téméraire. C'est ainsi que les Capouïans se déclarerent sujets des Romains pour éviter le joug que leur auroit imposé la victoire des Samnites. L'amour-propre fait que l'on aime mieux exister par soi-même que sous le nom d'autrui; dans le fond, il doit être bien indifférent au sujet de

vivre sous les loix d'un Etat, ou sous celles d'un autre, à choses égales. Nous abhorrons notre propre destruction ; de même, nous répugnons à celle de la société politique dont nous faisons partie. Une façon de sentir nous conduit à une manière de penser, sans réflexion. L'une est un sentiment naturel, l'autre est un préjugé. Ce seroit un bonheur réel pour une petite République de perdre son nom, pour prendre celui d'une République fédérative ; pour les sujets d'une petite monarchie, de faire partie d'une plus grande.

Les circonstances varient à l'infini. La situation d'un petit Etat peut être telle, qu'il pourra se conduire par d'autres principes que ceux que l'on a établis en général. La position des Etats de la maison de Savoye, a fait sa sûreté, & lui a même permis de suivre une politique qui ne convient pas à la nature des petits Etats, elle a pu travailler à s'agrandir. Les Alpes placées au couchant, l'éloignement du siège de la puissance qui la borne au levant ; à l'un de ses côtés, l'indifférence d'une nation qui ne s'intéresse à aucun des démêlés des princes, & de l'autre

198 DE LA REPUBLIQUE.
la foiblesse des Républiques qui l'avoisinent, ont donné à ces Etats une force relative qui les approche de la grandeur absolue.

CHAPITRE VII.

De la sûreté des Alliances & des Traités.

DANS les temps les plus reculés on promettoit d'exécuter les traités; on prenoit la Divinité à témoin des paroles; les conventions s'accomplissoient: ces temps heureux ont bientôt passé. Il y a long-temps qu'un intérêt de peu de conséquence, que le desir de satisfaire un sentiment de vengeance, ou quelque autre passion, l'ont emporté sur les serments. Les histoires les plus anciennes, & surtout celles de l'Asie, sont remplies d'exemples de trahisons les plus noires, & de cruautés les plus odieuses, commises après la foi donnée. Si les engagements ne sont pas aujourd'hui plus respectés, du moins le mépris qu'on en fait, n'est pas suivi de ces

horreurs qui révoltent l'humanité. On convient que les hommes sont devenus meilleurs dans ce sens ; mais le genre humain y trouve-t-il quelque avantage ? Les guerres , pour ainsi dire , continuelles , les armées beaucoup plus nombreuses en Europe depuis près d'un siècle , qu'elles ne l'avoient été depuis les invasions des peuples du nord , ont fait couler autant ou plus de sang que jamais. On a poli l'extérieur ; au-dedans la cruauté est la même ; on fait aussi peu de cas de la vie des hommes.

On eut beau redoubler les serments , se dévouer aux dieux infernaux , jurer sur ce que la religion a de plus sacré , on ne fit que la profaner davantage. Il fallut chercher des moyens de sûreté plus efficaces ; on imagina les otages. Cet expédient paroissoit mettre à l'abri de toute crainte ; on ne devoit pas croire qu'un monarque voulût , en dévouant les principaux de ses sujets à la mort , s'attirer la haine des familles les plus puissantes , & hazarder une révolte de ses Etats ; qu'une République fût capable de sacrifier ses premiers citoyens , ni qu'elle pût en être la maîtresse ; cependant les ex-

emples en furent familiers. On remarque que depuis que l'on se fût fait une habitude de rompre la foi, malgré cette précaution, on se fit un scrupule d'envoyer les ôtages au supplice. On comprit qu'il étoit utile par cette indulgence, de préparer la sûreté de ceux que l'on pourroit donner soi-même. Je loue l'humanité qui pardonne aux ôtages, & j'en conclus qu'il est inutile d'en recevoir.

D'ailleurs les ôtages ne servoient qu'à garantir l'exécution actuelle de quelque clause du traité, comme la remise d'une ville, d'un territoire, des prisonniers: mais ce n'étoit pas un moyen d'assurer la durée de l'alliance, d'empêcher dans la suite une nouvelle prise d'armes, une incursion. Les ôtages devoient revenir, on ne pouvoit pas expatrier deux ou trois cents chefs de famille. Les plus ingénieux demandèrent pour ôtages des villes, ou des forteresses, ce que l'on appelle places de sûreté; mais comme on trouva trop de difficultés de les retirer de leurs mains, on n'écouta plus de pareilles propositions.

Les Romains aimèrent mieux faire de longues trêves que des traités de

paix ; on en voit de trente & de soixante ans : ils en firent pendant cent ans avec les Veïens. Les croyoient-ils, comme on l'a dit , plus sacrées que les traités définitifs ? Je n'en vois pas de raison , si elle n'est prise dans la morale d'alors. La religion toléroît apparemment que l'on sortît d'une situation que l'on traitoit d'injuste , lorsqu'elle devoit être perpétuelle , & vouloit qu'on la souffrît lorsqu'elle avoit un terme.

Je croirois que la véritable raison de la préférence que les Romains donnoient à la trêve , doit se tirer de ce qu'ils ne vouloient pas de paix avec les peuples qui entroient dans leur plan de conquête nécessaire. Jamais aucun peuple n'a été aussi religieux observateur du serment : lorsque les occasions ne leur étoient pas favorables , on les entraînoit à d'autres desseins , ils ne faisoient pas une paix que leurs scrupules ne leur permettoient pas de rompre ; pendant la trêve ils préparoient les moyens de faciliter la ruine de celui que sa position faisoit leur ennemi de principe ; leur politique châtioit avec une sévérité effrayante ceux qui manquoient à la foi d'une trêve ou d'une paix ; c'étoit avoir

rompu leurs mesures. Mais , à leur honte , ils réserverent pour eux le privilege d'éluder les traités. Ils furent souvent trompés par les Etoliens & les autres peuples de la Grèce ; mais après avoir fait chez eux leur apprentissage de perfidie , ils la mirent en usage dans leur politique ; la trêve ou la paix leur devinrent indifférentes.

Dans la suite , on nomma des conservateurs de la paix. On en varia l'espece, jusques à choisir les plus puissants d'entre les sujets que le prince délioit , conditionnellement , de leur serment de fidélité ; ils promettoient de servir son ennemi contre lui s'il contrevenoit au traité : on se soumit encore aux censures ecclésiastiques. Ces deux moyens , quoique de genre différent , sont également sans force , & dégradent , l'un & l'autre , l'autorité souveraine ; ils doivent être rejettés. Enfin , depuis deux siècles ou environ on a introduit la garantie ; on n'a pas mieux réussi.

La garantie est de deux especes. Deux princes jurent entre les mains d'un troisieme qui se rend garant de leur foi : il s'engage par conséquent à répondre pour celui qui la violera ;

ou du moins il promet son assistance pour le contraindre à remplir ses promesses. Ce troisieme s'expose gratuitement aux plus grands dangers. S'il ne regarde pas cet engagement comme sérieux, s'il pense qu'il ne l'oblige qu'autant que l'occasion & ses intérêts le voudront, il perd la confiance des deux; il se fait un ennemi secret de celui auquel il refuse son secours; celui contre lequel il n'en donne pas, cesse de le craindre, & la garantie n'est plus qu'une dérision. Si on veut qu'elle soit obligatoire entre les princes, comme elle l'est de sa nature entre les particuliers, elle est funeste aux peuples du garant. On les mene à la guerre, on épuise leurs finances pour des querelles qui leur sont étrangères; & si, comme il peut arriver, cette guerre en entraîne d'autres, si elle devient générale, les malheurs, les pertes de leur Etat seront la suite du manquement de foi d'un prince auquel ils ne doivent rien & qu'ils ne connoissent pas. L'obligation naturelle d'un prince, est de réserver le sang & les richesses de ses sujets, pour le seul intérêt de leur corps politique; lorsqu'on multiplie les occasions de la guerre pour vou-

loir se mêler des affaires d'autrui, on peut bien dire : *Quidquid dilirant reges plectuntur achiivi.*

La seconde espece de garantie est lorsque les parties contractantes se garantissent mutuellement leurs possessions. Cette expression qui, si l'on veut, engage plus précisément, ne donne pas une plus grande certitude de la solidité de la promesse: lorsque trois puissances se sont garanties réciproquement, & que la guerre s'allume entre deux de ces trois, le tiers également lié avec tous les deux, ne doit plus rien ni à l'un ni à l'autre. Il n'est point aujourd'hui de puissance en Europe qui n'ait garantit plusieurs Etats; il n'est point d'Etat qui ne soit garanti par plusieurs puissances. Plus ces traités se multiplient, plus ils se détruisent. Si tous les potentats de l'Europe chrétienne se sont garantis leurs villes, leurs provinces, il ne peut y avoir de guerre entr'eux: si les guerres sont fréquentes malgré ces garanties, la garantie est un mot vuide de sens, un traité de paroles duquel on ne doit point attendre d'effets.

L'assurance la plus forte de l'exécution des traités est d'en faire les con-

ditions équitables & convenables à l'intérêt de chacun , sans égard aux avantages de la guerre : on doit peu compter sur les loix qui sont dures , & qu'impose la supériorité présente. Les Privernates vaincus par les Romains envoyèrent un ambassadeur pour demander la paix : *Sera-t'elle assurée si on vous pardonne*, lui dit le consul ? L'envoyé répondit : *Elle sera perpétuelle & fidelle si elle est bonne , & telle qu'elle convient à des peuples qui veulent être libres ; si vous la donnez autrement , elle ne durera peut-être pas plus d'un jour.* Cette réponse leur valut le droit de bourgeoisie Romaine. On ne doit pas compter qu'un peuple , qu'un Etat demeure dans une situation qui le gêne ou l'humilie ; il attendra l'occasion.

Peut-être la plus excellente politique que le prince d'un grand Etat pourroit mettre en œuvre aujourd'hui, seroit de convaincre ses voisins par les effets, que sa principale regle pour fonder & exécuter ses traités, seroit la bonne foi. De même que cette méthode & la neutralité conservent les petits Etats , ceux qui sont déjà puissants y trouveroient leur affermissement, & leur gloire. Si le prince est

fidele dans ses alliances , neutre autant qu'il lui sera permis de l'être ; si ces procédés prouvent son désintéressement , il n'est gueres possible qu'il ne soit le médiateur , même l'arbitre des autres puissances. Un prince dont l'Etat sera peuplé & enrichi par la paix , qui aura formé sa réputation par sa justice , sans étendre ses frontieres , étendra sa domination.

On doit observer cependant que la morale qui peut s'allier avec la politique , n'est pas absolument la même que celle qui doit régler la conduite du commun des hommes. Le sort des Rois est plus malheureux , dans un sens , que celui des sujets. Une transaction sur procès termine les différends de ceux-ci ; si l'une des parties refuse d'entretenir ce traité de paix , ils ont des juges ; un arrêt oblige l'infracteur au silence , & donne à l'autre du repos. Mais les querelles des Etats ne finissent point , parce qu'ils ne connoissent pas de supérieurs. Il est clair que les mesures à prendre , les regles pour agir , ne sauroient être les mêmes lorsque la justice a un tribunal , ou lorsque la seule force décide du droit. De-là , la nécessité de se fortifier par soi-même

ou par autrui ; d'abandonner un parti foible pour assurer sa condition ; de s'opposer aux progrès de celui qui pourroit devenir trop fort. De-là, la nécessité de varier les alliances suivant la variation des circonstances & des événements.

Une autre raison prépondérante, oblige les souverains à suivre d'autres principes. Les démêlés des Etats menacent directement ou indirectement leur existence ; les différends entre les sujets ne regardent que leurs fortunes. La situation des Etats est la même que celle de l'homme dont on mettroit la vie en danger ; on ne plaide pas, on attaque. On fait assez que cette position autorise à relâcher quelque chose du rigide exact, non-seulement à considérer les vertus humaines, mais encore les maximes de religion. Il est convenu qu'il est permis de défendre sa vie au hazard de la faire perdre à l'agresseur. On doit donc permettre à la politique de se relâcher des regles communes de la morale ; mais on abuse de cette maxime : je le répéterai souvent, les hommes ne savent pas s'arrêter dans les milieux.

Quelques exemples expliqueront ma pensée.

Il n'étoit pas naturel aux Etats qui s'étoient ligüés après la journée de Marignan , pour empêcher François I d'assujettir l'Italie , de demeurer dans la même ligue avec Charles-Quint après la bataille de Pavie. L'aigle étendoit ses ailes & obscurcissoit déjà de son ombre une partie de l'Europe : les mêmes se liguerent pour la délivrance du roi de France , contre leur premier allié ; ils ne sauroient être blâmés ; il s'agissoit de leur conservation , de leur être ; la morale n'étoit pas choquée.

Mais lorsque Guillaume , roi d'Angleterre , auparavant prince d'Orange , imagina le fameux système de l'équilibre de l'Europe , ou ce fut un prétexte dicté par sa haine contre la France , ou par l'intérêt unique de conserver à sa personne sa domination sur les Provinces-unies , & le royaume dont il avoit chassé son beau-pere : il craignoit les forces de Louis XIV, qui lui donnoit un asile. Ni l'Angleterre , ni la Hollande ne couroient aucun danger. Ce système fatal a forcé la France

de demeurer depuis , dans un état de défense & d'attaque , parce qu'il lui a suscité des ennemis de principe. L'augmentation nécessaire de ses troupes en temps de paix , a obligé les autres princes à l'imiter ; il n'y a plus d'intervalle , l'Europe est en un état de guerres continuelles. C'est la suite de l'intérêt personnel de Guillaume.

Lorsqu'on a combattu pour disputer l'Espagne à la maison de Bourbon , on a combattu pour un phantôme. Cette succession dévolue à un prince de France ne dérangeoit pas réellement le projet de l'équilibre. Ce qui s'est passé dans la suite , & ce que l'on voit encore , en sont une preuve bien sensible. Les princes n'ont d'autre famille que leurs Etats : si on n'eût demandé que les assurances les plus fortes contre la réunion des deux couronnes sur la même tête , Louis XIV ne les auroit pas refusées. On pouvoit même se reposer sur l'Espagne de l'exécution de cette convention. On vit alors que son seul objet étoit d'éviter le démembrement de ses provinces ; elle auroit reçu pour Roi l'Archiduc comme le duc d'Anjou pour n'être pas ébréchée ; il eut été temps , lorsque

L'occasion de la réunion se seroit présentée, de faire la guerre que l'on fit alors pour un être de raison. La façon de penser des Espagnols, étoit un sûr garant aux Etats qui s'allierent, qu'ils pouvoient compter sur tous les efforts de l'Espagne pour se conserver ou se donner un Roi, & ne pas devenir province.

Quelle étoit l'imprudence de l'Angleterre, de la Hollande, & de l'Empire ? Les deux premières travaillèrent pour la grandeur énorme & présente d'un même prince, dans la crainte de la grandeur incertaine d'un autre, dont on envisageoit seulement la possibilité dans un avenir douteux ; & l'empire élevoit sur sa tête une puissance qui auroit été employée sur le champ à le subjuguier. Les passions agissoient, on choquoit ouvertement la politique & la morale.



CHAPITRE VIII.

Des alliances de Commerce.

ON a vû que l'alliance qui n'a pour objet que le commerce est indépendante d'aucune alliance d'amitié : regarderoit-on comme une proposition trop singulière celle de la laisser subsister malgré la guerre , & d'introduire cet usage parmi nous ? Notre droit des gens plus humain que l'ancien , paroît le dicter. Les guerres qui s'élevent dans l'Europe chrétienne ne partent pas de ces animosités outrées , de ces intérêts de nécessité qu'inspire l'esprit destructeur ; elles ne tendent point au renversement entier des Etats ; elles paroissent n'avoir d'autre objet que l'équilibre , c'est-à-dire , la manutention de l'Etat présent , sauf quelque légère différence. Cette situation permet les sentiments modérés.

Le droit de la guerre autorise , à la vérité , que l'on fasse à l'ennemi tout le mal que l'on peut lui faire , & que

l'on mette en œuvre tous les moyens de lui nuire & de l'affoiblir : mais une maxime encore plus reçue , est que lorsque le préjudice que nous portons à l'ennemi est égal à celui que nous en souffrons nous-mêmes , les choses n'étant que relatives , celui que nous causons doit être évalué à zero. Or il est bien rare que l'intérêt des parties belligérantes se trouve dans l'interdiction d'un commerce réciproque ; elles n'en ont aucun, si le dommage est à peu près égal des deux côtés. L'Etat qui ne reçoit pas les denrées de l'autre Etat, ne peut y envoyer les siennes , & se prive par-là d'un débouché des productions de son terroir & de son industrie. Si on retranche aux sujets du pais ennemi les besoins , les commodités qu'il retire de celui qui interdit le commerce , celui-ci prive les siens des mêmes avantages. Tel est l'objet du commerce considéré comme échange ; si les choses sont égales à peu près , la proposition doit passer pour vraie.

On peut encore aller plus loin. On supposera que la puissance ennemie ne subsiste que par son commerce ; qu'elle n'ait pas d'autres richesses : si on pou-

voit lui porter un préjudice décisif, il est sans difficulté que l'on devroit le faire ; mais il faudroit pour y parvenir retrancher son commerce avec tout l'univers. L'interdiction du commerce avec l'Etat auquel on déclare la guerre ne produit pas cet effet : non-seulement on jouit des deux côtés de l'avantage du commerce avec les nations neutres ; mais encore par leur moyen chaque Etat reçoit les marchandises de l'Etat avec lequel il est en guerre. L'interdiction ne fait que les enchérir réciproquement , & donner aux vaisseaux neutres un profit auquel les parties belligérantes contribuent toutes les deux. On peut bien empêcher que l'Etat ennemi ne fasse son commerce étranger avec ses propres vaisseaux, cela est dans l'ordre ; mais on ne peut empêcher les nations neutres d'aller dans les ports, d'y porter des denrées , & d'acheter celles du païs.

Le peuple qui voudroit mettre obstacle à cette liberté violeroit le droit des gens , qui ne lui permet pas de supprimer le commerce de ceux avec lesquels il n'est point en guerre : il abuseroit de ses forces maritimes ; il

ouvreroit les yeux de toute l'Europe qui s'appercevroit à la fin que s'il faut un équilibre sur la terre, il est encore plus nécessaire de l'établir sur la mer. L'empire que l'on voudroit s'arroger sur cet élément seroit plus odieux, plus tyrannique que celui dont la vaine appréhension sert de prétexte pour armer sur la terre. La mer appartient à tout le monde, & n'appartient à personne; qui pourroit y fixer ses possessions? Cet élément mobile ne permet point que l'on y place des limites certaines; nulle puissance n'y peut prétendre de propriété, si on excepte quelque espace le long des côtes que l'on possède, & dont la navigation trop libre pourroit faciliter une insulte. Le droit des gens ne permet de troubler les vaisseaux neutres qui entrent & qui sortent des ports ennemis, qu'autant qu'ils seroient bloqués, ou que l'on y porteroit les munitions que la guerre prohibe, ou qu'ils seroient frétés pour le compte de la nation ennemie, ce qui se peut découvrir aisément. Celui qui en agit autrement, attente à la liberté commune; il introduit une tyrannie, un despotisme, non sur les sujets, mais sur tous les souverains.

On ne fait donc en interdisant le commerce de nation à nation , que s'inquiéter mutuellement sans utilité réelle de part ni d'autre. Les armateurs qui de chaque côté courent sur les vaisseaux marchands ne font , si j'ose le dire , qu'une tracasserie. Ils troublent la liberté du commerce ; ils n'empêchent pas le commerce. C'est une guerre de particuliers qui ne donne aucun profit , qui ne cause aucune perte au corps de l'Etat.

Ce n'est pas que l'on doive prétendre qu'il convienne de laisser à la nation ennemie une entière liberté de commerce ; ce n'est pas la proposition. Ce seroit demander que la supériorité des forces maritimes devînt comme inutile. On n'entend pas qu'il fût permis de faire aborder chez soi les richesses du nouveau monde. La proposition se réduit à permettre réciproquement le transport des denrées du país ennemi dans le sien , sous les conditions accoutumées, que d'ailleurs les vaisseaux de guerre s'insultent , qu'ils troublent le commerce destiné à d'autres usages ; mais sur-tout que l'on bannisse de tous côtés les corsaires , qui , comme des frélons importuns

216 DE LA REPUBLIQUE;

ne savent faire que le mal : ils peuvent ruiner quelques fortunes particulieres, mais jamais appauvrir un Etat. C'est sur de moindres considérations qu'il fut convenu entre la cour de Vienne, & le Grand Seigneur que l'on ne se serviroit plus, dans le cas de guerre, de ces troupes irrégulieres & vagabondes qui ne peuvent jamais décider. Il semble que l'on ne fasse la guerre que pour enrichir des pirates de part & d'autre. On doit encore à ces réflexions en ajouter une qui n'est pas à mépriser : les hommes qu'occupent les corsaires sont autant de larcins faits à la République ; leur nombre qui n'est jamais assez grand dans la guerre, se trouve employé à un service particulier, d'un rapport imperceptible pour l'Etat, & les flottes manquent de matelots & de soldats.

Il y a cependant des circonstances dans lesquelles cette tolérance de commerce ne seroit pas proposable ; lorsque le commerce réciproque est beaucoup plus avantageux pour l'une des deux puissances ennemies, lorsque l'une reçoit plus d'especes, & fournit plus de marchandises ; alors celle qui a le désavantage peut & doit défendre le

le
se
tu
de
Pa
l'u
de
cab
pai
mo
pas
plus
de
cote
plus

Des
de

L
E
fâcher
leur d
qu'elle
ner en
est mo
Tome

le commerce : mais cette différence se doit-elle calculer avec une exactitude algébrique ? Ce seroit mêler avec de grands intérêts bien de la petitesse : *Parum pro nihilo reputatur*. Si encore l'un des deux Etats a un besoin absolu de l'autre ; si la cessation doit l'accabler , & l'obliger à demander la paix , il est naturel d'employer ce moyen ; mais nous ne connoissons pas ces exemples dans l'Europe depuis plus d'un siècle. Je crois que l'opinion de la tolérance ne perdrait rien du coté de la vérité dans un examen plus détaillé.

CHAPITRE IX.

Des Factions dans la Monarchie, & de la part que le Prince y doit prendre.

LES PARTIALITÉS & les Factions, fâcheuses dans toutes les Républiques leur deviennent pernicieuses , lorsqu'elles croissent au point de se tourner en guerres intestines. Ce danger est moins grand dans la monarchie ;

218 DE LA REPUBLIQUE.

parce que l'autorité du prince en impose. Dans les autres Républiques elles s'échauffent entre des particuliers, en quelque maniere souverains. On ne doit comprendre sous le nom de factions que les discussions entre des citoyens. Les émotions contre la souveraineté s'appellent ou des séditions, ou des soulèvements, suivant leur importance & leur durée.

Les querelles de quelques sujets, de quelques familles, dans la monarchie ne doivent pas s'appeller factions. Ce nom ne leur convient que lorsqu'un grand nombre se réunit contre un grand nombre: les Guelphes, & les Gibelins; les Wights & les Torris. Les démêlés de la maison de Guise, avec celle de Montmorenci, n'étoient dans l'origine qu'une querelle particuliere; elle devint faction lorsque chacune y eût associé plusieurs partisans; elle dégénéra en guerre civile, lorsque, pour s'entredétruire, l'une se mit à la tête des Catholiques, & que l'autre embrassa le parti des Huguenots.

Toute la science du monarque consiste à éteindre le feu naissant. Il est aussi facile d'en arrêter le cours dans

le principe , que mal-aisé de l'étouffer lorsqu'il s'est fortifié par les progrès. Les orages commencent par des vapeurs , par des exhalaisons légères ; on ne doit rien mépriser. Sous l'empire de Justinien , les villes se diviserent entre la couleur verte & la bleue que l'on portoit dans les tournois : cette division servoit d'amusement à l'Empereur & à sa cour. Ce jeu devint sérieux : les magistrats de Constantinople voulurent punir quelques-uns des plus échauffés à la querelle ; ceux de leur parti brisèrent les prisons , brûlerent l'église de sainte Sophie ; & pour se soustraire à la punition , ils placèrent un des leurs sur le trône : on combattit pour lui ; les batailles furent sanglantes ; la mort du chef fut le salut de Justinien.

Une seconde raison exige que l'on s'oppose aux commencements. Cette maladie de l'Etat demande d'être adoucie plutôt que brusquée ; ce sentiment est humain , il faut y renoncer lorsque le mal est aigri , & que la contagion s'est répandue ; la même méthode n'est plus de saison. Le Souverain donne des juges , des arbitres aux grands de son royaume lorsqu'ils le sont assez

pour que leurs divisions soient à craindre ; son ordre les reconcilie ou les oblige au silence. Il est bien rare que son autorité ne puisse arrêter les méintelligences dans le temps qu'elles se forment entre des principaux de l'Etat, ou entre des corps qui exercent de différentes autorités. Mais si par sa négligence, ou celle de ses prédécesseurs, les partis sont fortifiés & formés en factions, la douceur sera peu capable d'étouffer l'incendie ; il faut employer la force, & elle peut trouver de la résistance.

Un prince peche contre la politique s'il se contente de favoriser l'un ou l'autre parti : il n'appaise point, & se fait des ennemis. Henri VI d'Angleterre favorisa la maison de Lancastre contre celle d'Yorck ; il lui en coûta la couronne, & la vie. Le Souverain doit se déterminer & accabler l'un des deux, s'il est trop tard pour pacifier. Lorsqu'il ne fait que protéger, il prend parti ; s'il est neutre, l'Etat se déchire ; lorsqu'il commande & exécute, c'est un Roi qui exerce la justice.

Autrefois les différends des particuliers n'avoient point de suites funestes au public. Après que les peuples

d
P
c
Sa
un
co
tai
tes
des
am
cor
litiq
les j
rega
de ju
men
respe
te de
plicit
On m
damna
buero
rage, a
comba
torts,
de ses
Je ne
ce prop
combat
gnoient

du Nord eurent inondé toute l'Europe, on ordonnoit le combat en champ clos, & la querelle étoit terminée. Saint Louis le premier, les défendit par un sentiment de piété; son Edit est conçu en ces termes: *Nous défendons batailles par-tout en notre demaine en toutes querelles.* C'étoit encore le temps des loix courtes, précises, & sans préambule. Ce sentiment de religion s'accordoit merveilleusement avec la politique; les combats devenoient tous les jours moins décisifs. Nos ancêtres regardoient le combat comme un acte de justice, son issue comme un jugement auquel Dieu avoit présidé; on la respectoit comme une suite immédiate de sa volonté. Cette heureuse simplicité s'évanouissoit insensiblement. On ne prendroit pas aujourd'hui condamnation pour un effet que l'on attribuerait à la force, à l'adresse, au courage, au hazard. La mort d'un des deux combattans convaincroit peu de ses torts, elle envenimeroit l'animosité de ses partisans.

Je ne saurois m'empêcher de faire à ce propos une réflexion. Lorsque les combats étoient une décision, ils étoient les procès; il résulloit du

moins, d'un mal véritable, un genre de bien. Par quel aveuglement a-t-on conservé le mauvais usage après en avoir détaché le bien qui y étoit lié? Le duel, dira quelqu'un, vuide les procès d'honneur. Quelle chimere l'a fait dépendre d'un geste, d'un mot, quelquefois prononcé au hazard? Achille, Thémistocles, César, ont passé pour braves; je les vois injuriés sans équivoque, & sans qu'ils imaginent que leur honneur en puisse souffrir. Quel temps mettra fin à cette manie!

De tous les troubles qui peuvent déchirer un Etat, ceux que la religion excite sont les plus difficiles à appaiser; on ne reconnoît pas de Souverain temporel dans cette partie. Cependant le désir de l'aisance & des dignités maîtrise assez les hommes, pour qu'on se puisse assurer que le prince qui saura les employer à propos, empêchera les sectes de s'accréditer au point de se faire craindre. Ce ne sera pas en privant les sectaires de leurs richesses, de leurs honneurs, de leur liberté; la persécution a toujours produit un effet contraire à celui qu'on s'est proposé. Il est bien d'anathéma-

tiser
fave
chés
tout
nouv
rien
mépr
l'opi
avoit
la pro
Théo
veme
édits
faute,
tégea
ques;
princi
dispar
Lor
punir
reur de
bre de
politiq
bite un
trouble
après l
paré co
peut, q
objet p
la maxim

tifier le dogme, de répandre toutes les faveurs sur ceux qui demeurent attachés à l'ancienne croyance: on gâte tout si on persécute les partisans de la nouvelle opinion; toutes les expériences s'accordent là-dessus. Si on les méprise au point de ne les pas punir, l'opinion finira avec eux. L'Arianisme avoit fait des progrès prodigieux sous la protection de quelques Empereurs; Théodose le Grand qui, par un mouvement de ferveur, avoit donné des édits contre les Ariens, reconnut sa faute, il en arrêta l'exécution. Il protégea la religion & méprisa les hérétiques; il éleva ses enfants dans ses principes, l'Arianisme s'affoiblit & disparut dans leurs Etats.

Lorsque je dis que l'on ne doit point punir les novateurs, je parle d'une erreur déjà accréditée, & lorsque le nombre de ses sectateurs fait un poids. La politique demande que celui qui débite un sentiment capable de porter le trouble dans le public, s'il persévère après la première correction, soit séparé comme l'ivroye, avant, s'il se peut, qu'il ait fait des disciples; cet objet plus qu'aucun autre est soumis à la maxime: *Principiis obsta.*

La persécution est encore suivie d'un inconvénient terrible en matière politique (dans laquelle j'entends toujours me renfermer). Si on veut que son effet n'aille pas jusques à tourner le sentiment des sectaires en opiniâtreté, il se bornera à leur interdire l'exercice d'une mauvaise religion, sans les faire revenir à la première: *Nemo cogitur ut credat invitus*. Cette troupe privée de son culte & ne voulant pas en embrasser un autre, les oubliera tous les deux. Demandez au plus grand nombre des Huguenots répandus dans la France, quels sont les principes de leur religion; ils savent qu'elle n'est pas la même que celle qui est autorisée, & qu'ils ne doivent pas aller à la messe; ne les interrogez pas plus avant. De-là naissent l'athéisme, & le déisme, poisons plus mortels pour les mœurs & le bon ordre de la République, qu'une foule de fausses religions.

On remarque encore que le grand nombre des sectes trouble moins la tranquillité d'un Etat que lorsqu'on n'en connoît que deux. L'inconvénient politique de la diversité des religions dans une même souveraineté,

est
peu
que
fou
ture
qu'e
hain
lorsq
Le
serve
est d
lors
tions
révoc
rités,
dém
est po
curcis
le n'es
ses vra
ce n'es
approu
enseig
tables.
fait na
autant
dre de
sonnem
dessus d
Le d

est l'antipathie qu'elle cause parmi les peuples, d'où naissent les insultes, les querelles, plus animées lorsque leur source est dans la religion. Il est naturel que la haine soit plus vive. Lorsqu'elle n'a qu'un objet, elle n'est plus haine; elle n'est que simple aversion lorsqu'elle en a plusieurs.

Le meilleur des moyens pour conserver une religion dans son intégrité est de défendre qu'on en dispute. Dès lors on n'aura plus à craindre les factions. Disputer d'une doctrine c'est la révoquer en doute. De toutes les vérités, qui ne peuvent être réduites en démonstration géométrique, il n'en est point de si évidentes que l'on n'obscurcisse & n'ébranle par la dispute. Elle n'est utile que pour éclaircir les choses vraisemblables & problématiques; ce n'est plus la religion. Les dogmes approuvés & convenus doivent être enseignés comme des vérités indubitables. Les subtilités de l'école ont fait naître mille doutes, & ces doutes autant d'erreurs. Comment entreprendre de convaincre l'esprit par le raisonnement des choses qui sont au-dessus de l'entendement?

Le désir de faire des prosélytes, a

autorisé les disputes dans les écoles. On a voulu préparer des réponses à toutes les objections possibles. Mais si les articles de la croyance passent la portée de l'esprit humain, de quelle utilité seront les arguments. Si, comme il ne nous est pas permis d'en douter, une religion véritable peut être rendue sensible par les faits ; c'est à ce genre de preuves qu'il faut s'attacher. Ce seront les prophéties, leur accomplissement, la tradition, les miracles, qu'il faudra enseigner dans les écoles. Les maux que les disputes sur la religion ont causés, ont passé de beaucoup le bien qu'on espéroit d'en retirer. On leur doit presque toutes les hérésies, & peu de conversions.

Des Souverains ont eu pour maxime, d'entretenir des factions de toute espece & de soutenir alternativement l'un ou l'autre parti. Les Florentins attisoient le feu qui dévorait les habitans de Pistoie. Catherine de Medicis s'arrêtoit lorsque le parti des Huguenots alloit succomber. Cette conduite a pour objet de conserver une autorité décidée, en affoiblissant la moitié du royaume par l'autre. Cette politique pourroit être permise à l'égard

des voisins dont l'union seroit capable de donner de l'ombrage ; elle est détestable vis-à-vis des sujets. On prive l'Etat de ses meilleurs citoyens , on l'énervé , on le donne en proie à des ennemis étrangers. Rien ne prouve autant la petitesse de l'esprit , que d'être touché d'un intérêt personnel & présent , & de lui sacrifier les objets de plus grande importance. Cette politique est indigne du sceptre , elle laisse penser aux sujets que celui qui ne se sent pas la force de le soutenir mérite peu de le porter. Si on divise les esprits , si on les occupe de leurs propres querelles pour détourner leur attention d'une autorité qui s'étend au-delà de ce qu'elle doit , ce dessein est encore plus blâmable.

Les amateurs des paradoxes ont dit que les factions , les séditions , les guerres civiles , peuvent être un bien. Il est vrai que ces agitations manifestent les esprits turbulents , & qu'ils causent souvent leur perte ou leur banissement. L'Etat purgé de ses mauvaises humeurs en devient plus paisible , la tranquillité peut sortir du sein du désordre. Ces prétendus avantages seroient tout au plus des biens d'acci-

dent dont le principe est toujours à craindre. Mais si les troubles intestins font périr les bons citoyens avec les mauvais, on peut espérer les mêmes biens d'une peste & d'une famine.

S'il étoit vrai que ces fléaux publics fussent jamais un bien, ce seroit dans ce que j'ai appelé la monarchie tyrannique. Les séditions peuvent arracher de bons réglemens, elles jetteront la crainte dans l'ame du tyran, son Gouvernement en deviendra plus modéré. Si le propre de la tyrannie, est d'être cruelle & inexorable, si elle fait sentir aux peuples les mêmes calamités que les troubles intestins, ils aimeront mieux que le sang coule pour recouvrer leur liberté, que par les mains & pour la sûreté du tyran. Il vaut mieux que la République s'épuise pour se délivrer de l'oppression que pour rassasier l'oppresseur.

La conjuration est une espece entre la faction & la sédition, elle en a toutes les fureurs sans être aussi nombreuse; elle croît dans les ténèbres & se manifeste avec éclat. Dans les Républiques, elle menace le Gouvernement; dans la monarchie, la vie du prince; elle a quelquefois en vue l'un

& l'autre. La compassion ne sera jamais écoutée dans la punition de ce crime, s'il entreprend de changer la forme de la République. Il est inutile de donner des maximes lorsqu'il attaque la personne du monarque ; il ne prendra de conseil que de lui-même dans une occasion qui le touche de si près. Je rapporterai cependant un trait politique de Fernand Cortès conquérant du Mexique. Un soldat ayant conspiré contre sa vie, avoit séduit plusieurs de ses compagnons qui tous s'étoient engagés par leur signature. Le soldat découvert, fut saisi en présence de Cortès. Instruit auparavant de la liste qui contenoit les seings des conjurés, il s'en empara ; il ne punit que le premier coupable, & fit courir le bruit qu'au moment qu'il avoit été pris, il avoit déchiré & avalé un papier. Aucun des conjurés ne crut être découvert ; tous s'efforcèrent par leur zèle & par leurs services à écarter l'ombre du soupçon qui pouvoit tomber sur eux. De pareils traits réussiront toujours à un bon prince, jamais à un vrai tyran.

Ceux qui ont cru le parti de la clémence plus propre à étouffer les conf-

pirations, ont cru qu'il étoit de la sagesse de ne point chercher à découvrir les complices par la torture. Je préférerois la clémence assurément ; mais je penserois que le prince qui auroit la réputation de ne vouloir point connoître les conspirateurs, rendroit ses sujets plus hardis à entreprendre, & les conjurations plus familières. Il doit chercher à les connoître, & s'il veut leur pardonner, il peut feindre comme Cortès de les ignorer. Mais il faut que l'ignorance ne puisse être présumée volontaire : si elle étoit la suite d'une négligence réelle, elle seroit stupidité.

Les soulèvements tiennent quelque chose de la conspiration, en ce qu'ils s'élèvent contre le Gouvernement, mais ils n'en ont point la noirceur & ne s'appuyent pas, comme elle, sur la trahison. C'est une partie d'une nation sujette, qui manifeste son mécontentement. Dans la Monarchie, on ne cherche point ordinairement à changer la constitution, mais la manière de gouverner. Dans l'Aristocratie, le soulèvement du peuple attaque le plus souvent la nature de la République ; dans la Démocratie, comme il n'y a

LIVRE V. CHAP. X. 231
point de sujets, les émotions ne s'appellent pas des soulèvements, elles ne portent ce nom que lorsqu'elles se déclarent contre les supérieurs.

CHAPITRE X.

*Des Factions dans les Républiques;
de leurs remedes, & des Séditions.*

ON DOIT distinguer les Factions des Séditions: les premières appartiennent aux principaux d'une ville, d'une république; les secondes sont particulières à la populace. Les unes sont long-temps à se former, leurs vues & leurs projets croissent avec elles; nées pour des intérêts particuliers, elles finissent par partager & intéresser le public. Les autres plus promptes & plus vives, sans conduite, sans dessein, naissent & éclatent tout à la fois, & s'éteignent comme les feux follets. De quelque nature que soient les troubles intérieurs, ils sont plus difficiles à calmer dans les Républiques où l'autorité n'est pas réunie, où la liberté plus grande se rapproche de l'indépendan-

ce absolue. Les factions ne peuvent, pour ainsi dire, s'y réprimer, parce que toute l'autorité réside dans les loix ; celle des magistrats n'est qu'empruntée & passagere ; les chefs de la faction n'y reconnoissent point de supérieur, ils partagent eux-mêmes l'autorité ; elle manque entierement dans ces occasions.

Un effet de l'autorité divisée est que le ressort de la crainte est foible, & qu'on ne peut employer celui de la faveur. Que ce soit des haines, ou des sentiments opposés qui divisent deux familles puissantes ; que ce soit l'ambition de parvenir à une dignité à laquelle il leur est permis de prétendre ; les loix n'arrêtent ni ne punissent ces sources de dissensions. Aucune autorité n'impose dans le principe, elles arrivent sans trouver d'obstacles, au point où elles sont sans remedes ; c'est un inconvénient des constitutions républicaines.

Si la haine s'empare de deux rivaux dans une République, ils ont l'un & l'autre leurs partisans ; le sénat, les magistrats eux-mêmes se partagent ; ils forment des partis sans s'en appercevoir ; on ouvre les yeux trop tard.

Une partie de l'autorité se trouve armée contre l'autre, elle est nulle. Si un cerveau fanatique enfante un nouveau système de religion, il séduit quelques-uns des principaux, cette cause produit les mêmes effets. Si la mésintelligence est entre les nobles & le peuple, quelle est l'autorité qui peut se faire entendre? Aussi les remèdes auxquels on a été forcé de recourir sont remplis de maux & d'inconvénients.

La guerre fut long-temps la ressource des Romains : il la fallut continuelle : le temple de Janus ne fut fermé que deux fois en sept cens ans. On voyoit cesser aux approches du printemps, les troubles qui avoient agité Rome pendant l'hyver. La paix du dedans n'étoit dûe qu'à la guerre du dehors. Rome hazarda cent fois d'être ruinée par des mains étrangères pour n'être pas renversée par les siennes. Les Romains portoient contre l'ennemi la chaleur que laissoit dans les esprits les querelles domestiques; après la campagne, la vûe des blessures que le citoyen avoit reçues pour la patrie, servoit à exoiter le peuple à une nouvelle émotion. La guerre n'étoit pas

un remede, c'étoit un palliatif cruel & sanglant.

Solon avoit fait une loi qui obligeoit chaque citoyen de prendre un parti dans les troubles intérieurs, elle ne permettoit à personne d'être neutre. Cette loi paroît dure & injuste. Il n'étoit pas libre de vivre en paix; l'homme de bien étoit obligé de choisir entre deux partis, souvent fondés l'un & l'autre sur la passion, au mépris de l'équité; celui qui se rangeoit du côté où il croyoit voir le plus de justice, ne pensoit pas comme son pere, ses freres; il se trouvoit en guerre avec eux.

Cependant il seroit difficile d'imaginer une loi plus sage & plus sensée dans des conjonctures de cette nature. Elle est autorisée par la nécessité d'en donner une. Le premier sentiment des personnes prudentes & pacifiques, est de ne point prendre part à des querelles qui leur sont étrangères; néanmoins les y contraindre, c'est les servir. Si le feu s'embrâse ils seront tôt ou tard les victimes des deux partis, par la suite infaillible des grands désordres. On peut au contraire espérer de se sauver dans le naufrage si on se range de

L'un ou l'autre des côtés. L'inconvénient de se trouver en opposition avec ses proches n'est pas si grand qu'on le pense. Dans les guerres de religion qui ont désolé la France, les familles bien conseillées, se partageoient par bon accord, entre les deux partis. La politique étoit bonne, le frere trouvoit la protection d'un frere dans la faction ennemie; la neutralité ne donne pas ces avantages.

Cette loi qui pouvoit être utile au particulier, étoit d'une importance plus essentielle pour le bien public. Si les gens de bien ne se mêlent pas des affaires de la République lorsqu'il y aura quelque danger, la République demeure abandonnée aux esprits factieux; elle est perdue. Rester dans l'inaction c'est manquer au devoir de citoyen. S'ils sont obligés de se déclarer pour ou contre, cette nécessité formera dans les premiers commencements un tiers parti, dont l'objet sera d'appaïser les différends; il y employera toute sa puissance & toute sa sagesse. Il est difficile que la persuasion ne réussisse pas lorsqu'elle est accompagnée d'une force prête à accabler le parti qui s'y refusera en se joir.

Une République pourroit absolument suppléer à l'autorité réunie par des loix sur cette matiere dont elle confieroit l'exécution à un très-petit nombre ; mais il seroit à craindre que leur pouvoir ne devînt trop grand sur le particulier ; & si la division trouvoit chez eux-mêmes des chefs de parti , quel seroit le remede ?

Quoique tous les Gouvernements aient une autorité contre les séditions, il est vrai cependant qu'elle est moindre dans l'Etat populaire par la nature de la constitution , & souvent les factions les excitent & leur prêtent ce qu'elles ont d'autorité. Les séditions

.
 n
 u
 se
 O
 le
 L
 fe
 de
 dis
 pe
 d'u
 mo
 que
 con
 jama
 desc
 peu.
 der
 tourn
 objet
 son f
 le ran
 sans
 Celui
 semble

naissent de la rigueur du Gouvernement ; des injustices faites à des corps ou à des grands qui ont la faveur du peuple ; du poids des impôts ; des nouvelles entraves dont on veut gêner un reste de liberté. Ce sont-là les causes principales & les plus prochaines. On trouve les causes éloignées dans le contraste de la plûpart de celles-là. La foiblesse des loix, la liberté soufferte jusques à la licence, l'impunité des crimes, & l'oisiveté des sujets disposent le peuple aux émotions, pour peu que l'on l'y excite.

La constance à refuser les demandes d'un peuple mutiné est un mauvais moyen de faire taire la sédition, lorsque l'autorité n'est pas suffisante. Les conseils inflexibles d'Appius ne furent jamais goûtés du sénat Romain; la condescendance précipitée vaudroit aussi peu. Il faut adoucir le peuple ; accorder quelque partie de ce qu'il désire ; tourner son imagination vers quelque objet capable de la frapper ; connoître son foible, le repaître d'espérance ; le ramener insensiblement à la raison, sans paroître désapprouver sa manie. Celui qui cherche à la combattre, ressemble à celui qui s'opiniâtre vis-à-vis

d'un homme dont le sens est égaré.

La sévérité à priver le peuple de l'usage des armes n'est pas un remède certain contre les séditions. On ne sauroit lui ôter la flamme. Cependant en général, elles seroient moins cruelles & plus faciles à réprimer: le peuple brûlera quelques maisons qui lui seront odieuses, il s'arrêtera, & si l'incendie va plus loin, il travaillera peut-être le premier à l'éteindre. Les autres armes que la fureur lui fournira ne lui donneront pas le courage de se défendre contre celles avec lesquelles on l'attaquera. Du moins, lorsque le peuple est désarmé, les meurtres dans le cours ordinaire de la vie, ne sont pas si familiers. En Turquie, on ne donne les armes au soldat que dans les moments où il a besoin de s'en servir.

Des choses que l'on pourroit regarder comme de peu de conséquence, animent les séditions. Le son des cloches les précipite & en augmente le feu. Tout ce qui porte l'alarme avec rapidité, & sans en apprendre le sujet, trouble les esprits, & les échauffe. Les rues se remplissent d'un peuple qui ne sortoit pas de chez lui s'il savoit la raison pour laquelle on l'ap-

pelle. On ôta les cloches à la ville de Bordeaux en 1552 ; & celui qui avoit sonné le tocsin à celle de l'hôtel de ville fut pendu au battant ; elles furent restituées contre le gré des plus notables qui en avoient vû les mauvais effets.

On doit mettre au rang des causes de sédition les harangues adressées au peuple. Les exemples sans nombre suffisent à peine pour faire comprendre combien l'éloquence est puissante sur la multitude. Les Gaulois nos ancêtres , représentoient Hercule le Celtique sous la figure d'un vieillard qui traînoit après lui les peuples enchaînés. Les chaînes paroissoient sortir de sa bouche , & attachées aux oreilles de ceux qu'il contraignoit à le suivre. Mais si l'éloquence est une des causes des émotions populaires , elle est aussi un de ses remèdes. On a vû les peuples se rendre à la douce persuasion ; elle tempere la férocité , elle polit les mœurs , ramene à l'humanité. Esope avoit raison de servir des langues comme la meilleure & la plus pernicieuse de toutes les choses.

L'utile ou le vicieux de l'éloquence dépend de la probité de l'orateur. On

la compare au miel dans la bouche de l'homme de bien, elle est un glaive dans celle du mauvais citoyen. Celle qu'anime la véritable piété est la source des plus grands biens ; la plus dangereuse est celle qui se décore du vernis de la religion. L'hérésiarque Nestorius dans sa chaire, disoit à l'Empereur: « Donnes-moi la terre vuide d'hérétiques, je te donnerai le ciel. Abîmes avec moi les hérétiques & je ruinerai avec toi la puissance des Perses. » Le fameux Savonarole n'étoit qu'un émissaire de Soderin de Florence. La France n'oubliera jamais les maux que lui ont fait souffrir les prédicateurs attachés aux Guises ; cette partie mérite l'attention particuliere du Gouvernement.

L'éloquence prise en elle-même est plus nuisible qu'avantageuse, elle peut répandre un faux jour sur les objets ; elle les grossit ou les diminue à son choix, elle fait frapper par les moindres & déguiser les plus importants. Le juste, le vrai, le raisonnable, n'ont besoin d'aucun art pour se faire goûter. La vérité éclaire, la raison persuade sans secours emprunté. Ce que je dis de l'éloquence se doit entendre de
l'art

LIVRE V. CHAP. XI. * 241
l'art de la rhétorique, & non du choix
dans l'expression,

CHAPITRE XI,

S'il est bon de fortifier les Villes;

UN ETAT doit-il fortifier ses villes? Lui convient-il d'avoir ses sujets aguerris? La guerre a-t-elle ses utilités? Ce sont autant de questions importantes & controversées que je vais traiter en autant de Chapitres.

Lycurgue ne voulut point que Sparte fût entourée de murailles; il croyoit que les citoyens compteroient plus sur cette défense que sur leur courage, & ne penseroient pas autant à s'exercer aux armes. Cleomenes, roi de cette ville, voyant une place bien fortifiée, disoit: *O la belle retraite pour des femmes!* Lorsque Epaminondas vainqueur s'approcha de Sparte pour s'en saisir, un citoyen nommé Izades se dépouilla tout nud; il prit une épée d'une main, & de l'autre un javelot; il se mêla dans cet état parmi les enne-

Tome II.

L

mis ; il y fit des actions de valeur ; pour lesquelles on lui décerna une couronne ; il fut en même tems condamné à une amende , pour avoir trop abandonné le soin de sa vie , en quittant ses armes défensives. Les Lacédémoniens ne faisoient pas attention que par ce jugement judicieux, ils prononçoient la peine qu'auroient méritée Lycurgue & eux-mêmes. Les murailles sont pour une ville , ce que le bouclier est pour le corps.

Les Scythes , estimés la plus belliqueuse des nations du nord , les Ethiopiens & les Arabes jouissans de la même réputation dans le midi , n'avoient que des bourgades sans murailles ni fossés. C'étoit dans l'opinion de ces peuples un point d'honneur. Nous traitons cette coutume d'insensée , nous qui faisons consister l'honneur à ôter la vie pour une injure. Connoissons-nous la véritable gloire pour en juger ? Nous regardons comme un opprobre de prendre des armes plus avantageuses , de nous munir contre les blessures dans un combat singulier , pourquoi nous étonner de cette délicatesse dans un combat de nation à nation ?

Laissons à l'écart ce qui peut être traité

traité de préjugé. Des savants dans
 l'art militaire ont tenu pour maxime
 que le maître de la campagne est le
 maître des places. Après la bataille
 d'Arbelles, la victoire de Paul Emile,
 la journée de Pharsale & celle d'Ac-
 tium, les places les plus fortes ouvri-
 rent leurs portes aux vainqueurs. Les
 batailles gagnées ou perdues par les
 François, ont toujours décidé de la
 conquête ou de la perte de l'Italie. Si
 l'ennemi s'empare d'une ville forti-
 fiée, il s'établit dans l'Etat; il y possè-
 de une retraite, des magasins, des ar-
 céniaux : ce qui a été édifié pour la dé-
 fense est employé pour la ruine; il
 semble qu'on a construit pour l'enne-
 mi : s'il ne trouve aucun lieu de sûreté,
 il ne pourra que ravager & passer ou-
 tre.

Il n'est pas douteux que l'avantage
 d'une journée peut intimider les dé-
 fenseurs des lieux fortifiés. Mais lors-
 que les villes en état de défense se
 rendent à la seule terreur, ou elles
 ont été confiées à de mauvais gou-
 verneurs, ou c'est une preuve que le
 peuple n'est point attaché au prince,
 & peut être mécontent du Gouverne-
 ment. Du moins alors les fortifications

n'ont point contribué à la perte de l'Etat. Pour décider si sa situation seroit moins désavantageuse, s'il n'eût pas été fortifié, parce que l'ennemi n'y auroit pas trouvé les mêmes facilités pour s'y maintenir, il faut examiner quelle eût été sa condition dans cette autre circonstance, & balancer les inconvénients. Lorsque les villes fortes ouvrent leurs portes, elles composent avec le vainqueur. La vie, l'honneur, une partie des richesses demeurent aux vaincus. Mais le défaut de fortifications livre les villes aux flammes, les habitants à la cruauté du soldat; il vaut mieux que l'ennemi s'établisse que s'il détruisoit. Une ville sans défense attire l'ennemi: le connétable de Bourbon ne pouvant payer son armée, la contenta en lui donnant Rome à saccager.

Si les forteresses sont inutiles à l'Etat, elles sont inutiles au conquérant; si elles servent à celui-ci pour se maintenir dans sa conquête, elles ont pu servir à l'autre pour l'empêcher de conquérir. En effet, on a vu une place forte arrêter le victorieux & donner au vaincu le loisir de réparer sa défaite, & de reparôître dans la campagne; les

un
m
pe
me
s'o
den
tre
pris
raill
le fa
ne c
se co
quel
gle le
de su
fera t
Barce
L'espr
ne fav
siance
tions.
Mar

exemples en sont innombrables , & ceux d'une seule ville fortifiée qui a sauvé tout l'Etat ne sont pas rares. Il est assuré que la perte d'une bataille détermine le sort d'un Etat démunie de fortifications. Une place forte à opposer y laisse du doute.

Il est vrai qu'on a vu quelquefois une ville fortifiée causer la perte de ses maîtres. La confiance qu'elle donne peut porter le courage jusques à la témérité. On insulte , on est assiégé ; on s'opiniâtre , la ville & le peuple se perdent. Ces exemples se voyoient autrefois, mais aujourd'hui le canon a appris à apprécier la juste valeur des murailles. On soutient un siège autant qu'il le faut pour l'honneur des assiégés. On ne compte plus ruiner l'assiégeant , on se contente de l'avantage de l'arrêter quelque temps. J'excepte de cette règle les rebelles auxquels le sentiment de sûreté qu'inspirent les fortifications sera toujours préjudiciable. La ville de Barcelonne l'a fait voir à notre siècle. L'esprit d'obstination & le désespoir ne savent pas mesurer le degré de confiance que peuvent donner des bastions.

Marie de la Roëre, duc d'Urbain, se

conduisit avec une grande prudence lorsqu'il regarda la force de ses places comme insuffisante pour les garder, & comme un obstacle pour les recouvrer. Il ne se sentit pas en état de les défendre contre le duc de Valentinois, fils du Pape régnant : il fit raser les fortifications & se retira avec ses richesses à Venise. Après la mort du pape Alexandre, il fut rappelé par ses sujets, dont il s'étoit fait aimer. Les autres feudataires du S. Siège avoient été forcés dans leurs citadelles, & mis à mort. En toute matiere où il y a des raisons plausibles pour se conduire de deux façons opposées, il y a des occasions où la bonne maxime est l'opposé du principe général ; il n'appartient qu'au vrai politique de les connoître.

La question des fortifications qui ne devoit se traiter que vis-à-vis des ennemis, intéresse la politique pour le Gouvernement intérieur. C'est une suite de cette situation malheureuse & inévitable qui donne au peuple & au Gouvernement des intérêts séparés. Les forteresses servent aux tyrans pour assujettir leur patrie, & aux mauvais princes pour aggraver le joug de leurs

br
la
ref
vai
po
tre
mo
cett
tiqu
L
vais
ne d
bus
bont
de la
verain
quelq
les mé
ayent

sujets. D'un autre côté, elles sont un objet de colere aux yeux des peuples, elles font haïr le prince, elles excitent les murmures, & bientôt après la révolte. Griser lieutenant de l'empereur d'Allemagne, fit bâtir un fort dans la vallée d'Uri en Suisse, il l'appella *Zuing-Uri*, *joug-d'Uri*. Il fut le signal du soulèvement des Suisses & de leur liberté.

On trouve dans l'histoire un nombre de citadelles élevées pour brider la liberté des peuples, pour tenir en respect leurs volontés bonnes ou mauvaises. On en trouve autant d'abattues pour les empêcher de s'en servir contre la souveraineté. On s'est servi des moyens opposés pour les mêmes fins, cette question devient très-problématique.

L'usage que les tyrans & les mauvais princes ont fait des fortifications ne décide rien contre leur utilité. L'abus d'une chose n'en détruit pas la bonté : combien de fois a-t-on abusé de la religion ? Si quelquefois les souverains ont bâti des forteresses, si quelquefois ils les ont détruites dans les mêmes vues, ce n'est pas qu'ils aient douté qu'elles ne fussent néces-

faïres en elles-mêmes ; ils n'ont jamais renversé celles qu'ils ont pû faire garder par des gens fideles : le nombre des troupes qu'ils ont pû employer à cet usage a déterminé leur conduite.

La connoissance des avantages que donnent les places fortifiées, a fait prendre un milieu ; on a fortifié les frontieres, on a démoli les forteresses de l'intérieur. On a cru concilier par ce systême, les précautions bonnes à prendre contre l'ennemi du dehors, & celles que l'on a jugé prudentes contre le danger des factions & des révoltes auxquelles on a voulu ôter un appui. La monarchie devoit-elle avoir ces craintes ? Elles sont justes dans une conquête, vaines avec d'anciens sujets. Un Gouvernement ferme, équitable, qui ne voudra rien innover, est à l'abri des troubles intérieurs, c'est le meilleur des systêmes.

Cependant celui de mettre l'intérieur hors de défense a prévalu, & il est assuré que l'on diminue la force de l'Etat pour une guerre étrangere. On le fait en pure perte, si le Gouvernement veut se promettre de régir avec justice. On a poussé les choses au point de combler les fossés, d'en faire des

promenades, & de donner aux villes des portes de jardins. C'est le triomphe de l'esprit de frivolité sur l'esprit de réflexion. Les villes ne sont plus un azile contre une émotion de la campagne que la crainte d'une famine, ou quelque autre cause de cette nature peut exciter. Quelque éloignés que paroissent les inconvénients, il est sage de les prévoir. Une ville qui renferme les grandes fortunes, où se déposent les richesses, doit, tout au moins, être à l'abri d'une insulte, d'un coup de main.

Les Romains fortifioient un camp dans lequel ils ne devoient passer qu'une nuit : le soldat y étoit contenu comme dans une citadelle : c'étoit une forteresse après un échec ; il favorisoit une retraite après une défaite.

Il est bon à la vérité, que les lieux de défense n'appartiennent point à des particuliers. Leurs maisons à la campagne ne doivent point être des châteaux forts. Ils doivent se reposer pour leur sûreté sur les mesures qui assurent la sûreté publique. Celle qu'un citoyen voudroit se procurer pourroit troubler celle de ses voisins. Il suffit que ce qui n'est qu'un domicile, ne soit point ouvert aux passants.

On a voulu donner des maximes différentes suivant la différence des Républiques. Dans l'Aristocratie & la Démocratie les factions sont plus communes & plus fatales que dans la Monarchie; c'est là que l'ambition qui remplit un génie supérieur le porte à changer la face de l'État. Le danger est encore double dans l'Aristocratie, le peuple peut entreprendre contre les seigneurs. La voye la plus courte d'être maître, est de s'emparer des places fortes; c'est celle qui a été la plus usitée par ceux qui ont conspiré contre la patrie. C'est alors que l'on peut dire avec raison que ce qui a été construit pour la conservation, devient la cause de la perte.

J'aimerois mieux distinguer l'espece de fortifications que celle des Républiques. Les forts isolés, les citadelles qui dominant une ville, peuvent être surprises par la force, la ruse, ou l'intelligence. Il n'est pas de même du circuit fortifié d'une ville. S'il a peu de communications avec la ville, si elles sont difficiles à forcer, s'il est coupé en plusieurs parties qui pourront dans un besoin, se défendre l'une contre l'autre, si chacune est donnée à un commandant séparé & indépendant, si ces commandants sont

souvent changés, le projet de s'en rendre maître rencontrera des obstacles presque insurmontables. Je ne connois qu'une différence à observer entre la Monarchie & les autres Républiques. Si on ne veut pas tout fortifier, l'une doit fortifier ses frontieres, les autres la capitale.

Je distinguerois encore entre les Etats étendus & peuplés, & ceux dont le territoire seroit ou resserré, ou dénué d'habitants. Celui qui est vaste & dont le peuple est nombreux, n'a pas besoin d'autant de fortifications. Si la frontiere d'un petit Etat est percée, l'ennemi qui ne trouvera plus d'obstacles sera d'abord dans le cœur. Ce ne fut que par de nombreuses armées, par des marches rapides & ruineuses que la France répara en 1746, le défaut d'une place forte dans le voisinage du War. Un Etat aussi grand, mais dépeuplé, n'auroit pas eu les mêmes ressources. Il faut donc que plusieurs places fortifiées protègent successivement le petit nombre de ses soldats, c'est le seul moyen d'en arrêter un plus grand, & de miner insensiblement les forces de l'ennemi.

Après la bataille de Poitiers, Char-

les, régent de France, ne crut pas devoir opposer un reste de troupes battues à une armée victorieuse. Chacun se renferma dans les places avec ses effets. Les Anglois-gaïcons ne purent que courir la campagne & retourner dans leurs provinces avec le peu de monde que les courses n'avoient point dissipé ; les villes étoient fortes pour le temps.

On compte qu'un siège coute aux assiégeants trois hommes contre un aux assiégés ; il est donc vrai que les fortifications donnent à dix mille hommes la force de trente mille ; ce n'est pas assez , il faudra soixante mille hommes pour faire le siège d'une place qui aura besoin de dix mille pour se défendre. Un royaume comme la France dont toutes les villes seroient fortifiées seroit indestructible.

Les trois royaumes d'Angleterre le seroient autant , à raison de la difficulté d'y transporter des troupes , des vivres , des munitions. Mais les Anglois qui prennent les apparences de la liberté pour la liberté même , ont craint que les places fortes ne servissent à leurs Rois pour les asservir. L'Esprit des Loix remarque très-bien que cet

LIVRE V. CHAP. XII. 253
état de foiblesse, sera peut-être une
raison de leur plus grande servitude.

CHAPITRE XII.

S'il est bon d'aguerrir les Peuples.

ON NE doit jamais perdre de vue que ce qui tend à émouvoir les esprits, à réveiller & à fortifier les idées turbulentes, est moins dangereux dans la monarchie que dans les autres Républiques. On trouve dans la première une autorité réprimante, plus réunie, plus active, plus prompte, qui ramène facilement à l'équilibre. Cette différence ne fait pas que l'on y doive admettre généralement les principes contraires. Il en résulte seulement que le mal dans les unes est quelquefois dans l'autre un moindre mal.

Aguerrir les sujets, c'est leur apprendre quelle est leur force particulière, c'est leur donner un sentiment de confiance en eux-mêmes, c'est répandre un esprit destructeur de la tranquillité, & qui accorde tout aux armes. Moins cet esprit sera contraint par la

nature de la constitution, plus il est à craindre; il causera des séditions & des bouleversements dans l'Etat populaire; chacun voudra que sa voix y décide. Dans l'Aristocratie il aspirera au Gouvernement: il exigera plus d'attention & de sévérité dans le monarque. Mais des sujets sans connoissance de l'art militaire laissent l'Etat en proie à l'ennemi; le mépris qui suit la mollesse les attire. On doit donc penser que le Gouvernement intérieur ne veut point de sujets aguerris, & que celui de l'extérieur demande des peuples qui ne craignent point la guerre. Il n'est point étonnant que dans cette contradiction, il se soit formé deux opinions parmi les politiques.

Si la guerre ne se faisoit que lorsque le droit naturel la permet, pour la conservation à prévoir, ou pour la défense présente, il est clair qu'il n'y auroit jamais de guerre. Celui qui attaque viole le droit naturel; on n'a pas besoin de conserver ni de défendre si personne ne menace. Mais l'expérience ne laisse pas douter de la foiblesse de la barrière qui est appuyée sur le juste; il faut donc se prémunir contre la malice de ses voisins; les préjugés

l'ont érigée en gloire. Celui qui sauroit s'agrandir aux dépens d'autrui, qui sauroit saisir l'occasion de son impuissance pour l'accabler, seroit puni par les loix s'il étoit un citoyen; c'est un grand homme s'il est à la tête d'un Gouvernement.

Il semble que ce faux esprit se soit un peu dissipé parmi les nations policées; mais, ce qui doit surprendre, les guerres n'en sont pas moins fréquentes. Ce sont de petits intérêts, de petites querelles, je peux le dire, de petites passions, qui causent aujourd'hui des guerres aussi générales, aussi sanglantes, que le projet de fonder un nouvel empire; & la défense de la liberté, les causoit autrefois. Il faut suivre le torrent & se mettre en situation de n'être pas la victime de la querelle que le loup fit à l'agneau.

Ne pourroit-on point trouver un milieu entre abandonner les précautions, ou s'exposer au danger des sujets aguerris. On en a cherché, il ne s'agit que de les choisir. La révolution naturelle des temps en a fait naître un que l'on a embrassé par-tout; on a partagé les citoyens entre deux Etats; lorsque les guerres des Répu-

bliques étoient fondées sur un intérêt commun , entreprises d'un commun accord , que leurs événements nuisoient ou profitoient à tous ; ou lorsqu'un peuple , sous la conduite d'un chef, cherchoit un établissement , chacun étoit guerrier & le devoit être. Les sages politiques cependant , séparoient, autant qu'ils pouvoient le faire, la profession militaire des autres vacations : la république de Crète en fournit le plus ancien exemple. Peu à peu les Athéniens distinguèrent les citoyens qu'ils occupoient aux fonctions de la police & de la justice , de ceux qui devoient combattre. Auguste retrancha les armes aux sénateurs, gouverneurs & proconsuls ; successivement toutes les nations ont séparé l'art militaire & la profession des lettres. Il en a résulté, je le dirai en passant , une ignorance profonde des premiers éléments de la littérature parmi les gens de guerre. Tout a ses inconvénients : les lettres ne leur sont point inutiles , quelques-uns d'entr'eux qui les cultivent ne l'ignorent pas. Le Polybe du chevalier Folard , les Mémoires de Feuquiere , de Puisegur & quelques autres, ont depuis peu donné le goût

de la lecture à nos officiers ; c'est avoir rendu un service important à la nation dans l'état actuel.

On doit sentir l'utilité de la distinction des deux ordres. L'une & l'autre fonction sont mieux remplies , & l'Etat doit être moins troublé. Lorsqu'une partie de la nation ne connoît point les armes , l'esprit guerrier n'agite pas tous les cerveaux. Les citoyens occupés des professions pacifiques , temperent la vivacité aveugle par les loix , les conseils & l'exemple. Je penserois que cet usage est avantageux à toutes les especes de Républiques & qu'il est inutile de les distinguer comme a fait l'Esprit des Loix. * Il seroit trop long de discuter ses raisons délicates. Je dirai seulement que si dans les Monarchies il y auroit du péril à donner les deux fonctions à la même personne , ce péril seroit encore plus grand dans les Républiques. Il y est plus dangereux , que les mêmes gens aient en même temps la confiance du peuple & la force pour en abuser. Ils ont un supérieur dans la monarchie , ailleurs ils n'en auroient point.

Mais ces destinations séparées ne suffiroient pas. La guerre n'occupe pas

* Liv. 52
chap. 19.

toujours ; l'homme accoutumé aux armes s'est accoutumé au libertinage. On ne doit pas attendre qu'il reprenne aisément l'état du citoyen paisible & son ancienne profession. Il a appris à ne pas craindre le danger, les succès l'ont enorgueilli ; que ne doit-on pas craindre d'une foule de sujets de ce caractère rendus à l'oïveté ? C'est toujours un inconvénient, qu'une portion des citoyens doive être en garde contre l'autre. Les chemins & les villes infectées de brigands, sont le mal le plus apparent, mais non le plus essentiel du licentialement d'une armée. On a trouvé deux expédients, l'un de ne point aguerrir les sujets & de se servir de troupes étrangères ; l'autre de conserver pendant la paix des troupes réglées & nationales.

Il ne faut pas beaucoup de raisonnements pour faire appercevoir quel est le vice des troupes étrangères, & à quelle extrémité il faut être réduit pour y avoir recours. On ne doit espérer ni le même attachement, ni par conséquent la même valeur du soldat mercenaire. C'est un domestique peu soigneux de l'intérêt de son maître ; sensible à sa propre conservation, dont aucune autre

passion ne détourne son attention ; attaché à la récompense promise , il songe qu'il n'en profitera point s'il ne ménage sa vie ; incapable des grandes actions dont l'honneur & l'amour de la patrie sont les sources ; aussi dissipateur des biens du citoyen que de ceux de l'ennemi , qui ne lui est plus étranger.

On doit joindre à ces défauts les dangers auxquels un Etat s'expose. L'histoire nous en montre plusieurs dont les secours mercenaires ont causé la ruine. Charles Quint auroit changé l'empire d'Allemagne en pays héréditaires , la confédération en monarchie , au moyen des Espagnols , Italiens & Flamands appelés pour secourir les princes catholiques contre les protestants , si Henri II, n'eût délivré les uns & les autres avec les forces de la France. Il fut nommé protecteur de l'Empire , libérateur des princes , dans les livres publics , & par les monuments érigés en Allemagne. Les Anglo-Saxons venus au secours de quelques peuples de la grande Bretagne , les subjuguèrent autrefois : la décadence d'un regne sur ses fins , l'indécision attachée aux regnes qui com-

mentent , pourront sauver l'Angleterre des Hanoveriens & des Hessois.

L'établissement des troupes toujours entretenues a achevé de distinguer les ordres. Cet expédient concilie, autant qu'il est possible, l'inconvénient & la nécessité d'aguerrir ; son utilité est inappréciable. Un corps permanent dans le même exercice acquiert une grande supériorité sur ceux qui le quittent & le reprennent. Il manie les armes, il pratique sans cesse les évolutions militaires , il campe, il garde une place, il peut s'aguerrir sans guerre, l'image le ramene toujours à la réalité ; le nouveau soldat se forme par ces fictions & par son habitude avec le vétéran. Non seulement ce corps occupe une infinité de gens oisifs , il est propre à purger l'Etat des vagabonds , des gens sans aveu qui le désolent. On propose souvent de rendre les mendiants & les coureurs, utiles à la République ; s'ils sont exactement saisis & enrollés, le nombre en sera bien-tôt diminué.

Par l'arrangement des troupes toujours entretenues , le militaire n'est point livré après la guerre, à lui-même & à l'inaction. Toujours soumis à une

discipline sévère, il ne prend point cet esprit d'indépendance si dangereux. Ce corps fait respecter le Gouvernement, & protège la justice. Si ses membres étoient dispersés pendant la paix, ils formeroient autant de volontés confuses & desordonnées ; délivrés du joug de la subordination, ils troubleroient l'Etat : réunis dans un corps, n'exerçant qu'une seule volonté subordonnée, ils y entretiennent le calme.

Mais par une fatalité attachée aux choses humaines, l'inconvénient touche l'utilité. Aussi-tôt que les légions furent stables chez les Romains, elles servirent à élever une autorité sur le citoyen : elles furent l'instrument qui coupa la liberté des sujets jusques dans ses racines. Peu de tems après elles firent trembler l'autorité. Lequel est le plus aveugle, ou le soldat qui en détruisant la liberté commune détruit la sienne propre & celle des siens, ou le Prince, qui, en lui faisant sentir ce qu'il peut dans un Etat, rend tôt ou tard le Gouvernement militaire ?

Il faut encore admirer ici la sagesse & le bonheur des Ligues Suisses. Ces Républicains remplis de bon sens,

mettent à profit les folies de l'Europe: Leurs citoyens vont apprendre le métier de la guerre chez l'étranger. Ils y trouvent leur subsistance, & les finances de la République grossissent: ils ne reviennent dans leur patrie que lorsque l'esprit de repos les y ramene. Si elle a besoin de soldats pour elle-même, elle les rappelle, & trouve des troupes qui se sont aguerries pendant que l'État a joui de la paix.

Si on a douté s'il est bon d'aguerrir les sujets, on peut bien demander, s'il convient que le Souverain soit lui-même guerrier. On a dit que le Souverain ne doit point hazarder sa personne dans une bataille: *Cela est bien vrai*, dit Bodin, *si le Prince est couïard & lâche de sa nature*. Henri IV, de France, Edouard III, d'Angleterre, doubloient le courage, & la force de leur armée. Cependant je crois que la manière de penser du politique doit être différente du discours qui sied dans la bouche du soldat. Si la couronne étoit disputée entre deux prétendants, c'est une querelle personnelle, ils doivent y être en personne & combattre dans les rangs; il seroit peut-être encore

mieux

mieux de la vuidér seul à seul : il est encore d'autres cas de nécessité dans lesquels le prince ne doit point se ménager ; mais en général, sa conservation est trop importante pour la mettre au hazard.

Un général d'armée ne doit point mener les troupes au combat, il doit les y envoyer ; il doit être occupé de leurs démarches, de celle de l'ennemi & des événements momentanés ; il ne peut point avoir un oeil attentif à toutes ces choses, réparer l'échec d'une colonne, donner des ordres qui dépendent d'une circonstance que le moment produit, & combattre ; deux bras de plus ne font rien, cent mille bras n'exécutent rien s'ils perdent leur unique tête. Que doit-on dire à plus forte raison d'un Roi, s'il s'expose au hazard ? le hazard le peut atteindre. La mort, la prise d'un Roi, considérées indépendamment de la défaite qu'elles entraînent, sont plus funestes à un Etat que la perte de la bataille : si l'intérieur est alors agité de quelque trouble, l'Etat n'est pas éloigné de sa perte.

Je pense que si le Roi ne doit point combattre, ni même s'exposer, il est mieux dans sa capitale que dans ses

264 DE LA REPUBLIQUE.
armées. Ce n'est pas que j'entende désapprouver celui qui voudra s'instruire par ses propres yeux , du détail des marches , des campements, d'un siège, d'une bataille , & de la police d'une armée ; cette curiosité est non-seulement digne d'un prince , elle est louable, elle est utile , on peut encore dire nécessaire ; mais lorsqu'il a pris une fois ces connoissances, le bonheur de son Etat exige qu'il dirige de loin les opérations de la campagne.

CHAPITRE XIII.

De la guerre & de ses causes.

SI UNE société civile est heureuse , lorsque dans une République le prince obéit aux loix de la justice & de l'Etat , le magistrat aux loix du prince , le citoyen au commandement du magistrat, le fils au pere , le domestique à son maître ; & lorsque l'humanité & la concorde lient entre-eux les sujets , on doit dire que la guerre , généralement destructive de cet ordre , est le fléau du bonheur. Rien ne contraste
autant

Autant l'homme paisible que le guerrier;
le philosophe que le capitaine ; le
laboureur que le soldat ; les sages que
les fous.

Si la guerre est un mal si pernicieux,
on ne doit donc l'entreprendre que
pour éviter un mal plus grand que la
guerre. C'est la mesure que le prince
doit toujours avoir devant les yeux.
Ceux qui aiment la guerre ressemblent
à ces insectes qui ne peuvent se tenir sur
le poli d'une glace , & qui cherchent
une surface plus raboteuse. Ils sont dans
un tourment continuel, parce qu'ils
ne mettent point de bornes au désir
des biens ou d'une gloire de préjugé :
c'est-là le cœur de l'homme. L'esclave
enchaîné croit ne désirer que d'être
déchargé de ses fers ; s'il en est dégagé,
il désire la liberté ; libre, il demande
d'être citoyen ; citoyen, il veut être
magistrat ; il n'est pas content de l'être,
il aspire aux premières dignités ;
s'il y parvient, il veut être souverain.
Pompée disoit au roi des Parthes que la
frontière d'une République sage étoit
la justice, Agésilas disoit, *la pointe de la*
lance. L'un parloit suivant le sentiment
qui devroit animer les hommes, l'autre
suivant celui qui les fait agir.

266 DE LA REPUBLIQUE:

C'est sur ce dernier que le politique est obligé de régler sa conduite; de même qu'on se précautionne pour être en état de saisir & punir les citoyens perturbateurs de la société, on doit se mettre en situation de repousser l'étranger qui chercheroit à s'emparer des frontières; quelquefois même l'esprit seul de défense veut que l'on attaque celui que l'on craint.

Des philosophes spéculatifs ont demandé, si lorsque celui qui menace ne cherche qu'à mettre sous sa domination une partie d'un Etat qu'il prétend lui appartenir; s'il ne veut pas molester les habitants, changer leurs loix, ni aggraver leur joug; ils ont, dis-je, demandé si c'étoit un sujet légitime pour faire essuyer à ces habitants les malheurs de la guerre, & pour la faire soutenir aux autres peuples de l'Etat. Ils ont dit, que la situation des uns & des autres demeureroit la même, qu'il étoit bien indifférent aux premiers, auquel de deux princes appartint l'autorité pour les faire vivre selon leurs loix, & leurs coutumes; que ce retranchement n'altéroit pas la condition des seconds, & que si dans le fond il en résulteroit quelque mal, il

étoit bien léger en comparaison des calamités de la guerre, & préférable, par conséquent.

Si on a pû faire une pareille demande, les souverains ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. S'ils n'avoient point distingué leur intérêt de celui des peuples, s'ils n'avoient pas appris à voir deux intérêts où l'on ne doit en connoître qu'un indivisible, on n'auroit jamais soulevé cette question; il faut revenir aux principes. Toutes les forces des sujets doivent s'opposer à ce que leur prince essuye une injustice, comme le prince doit employer toutes les siennes pour qu'il n'en soit fait aucune à aucun d'eux. Si une des extrémités refusoit ses secours lorsqu'une autre est attaquée, celle-ci lui refuseroit les siens à son tour. Les secours mutuels, sont les obligations indispensables de toute société civile; comme telle, elle ne forme qu'un individu moral. L'union ne subsiste que par la réciprocité; si on la viole, la société cesse.

On doit donc regarder comme une cause légitime de guerre toute injustice qui regarde l'Etat, que ce soit dans la personne du prince, ou de toute

autre maniere. Les peuples seroient heureux si on n'en connoissoit pas d'autre ; mais outre qu'on ne mesure pas la qualité de l'injustice & ses conséquences , à ce qu'en doit coûter la réparation , plusieurs autres causes attirent ce fléau.

Un peuple est étonné d'apprendre qu'il est devenu l'ennemi d'un autre peuple qui ne lui a rien enlevé, & qui ne forme sur lui aucune prétention ; il ignore que l'on médite une certaine alliance pour la famille du prince , & qu'il faut faire la guerre pour que cette alliance soit un des articles de la paix. Il ignore que l'un des Gouvernements a conçu un sentiment de jalousie ou de vengeance contre l'autre ; qu'un favori veut se charger de dignités , peut-être changer le ministère ; qu'un ministre a besoin de brouiller pour se faire valoir & se maintenir ; & qu'il doit verser son sang , épuiser sa fortune pour ces raisons , comme pour ce qui lui est le plus essentiel.

Une des choses qui contribue le plus à fournir & à faire prévaloir les causes legeres qui , au mépris de l'humanité , font périr des milliers d'hommes , &

à
be
fo
pl
de
qu
la p
les
bon
de
pro
foli
guer
ganc
guer
Si
sa ple
soum
de s'
fréqu
qui v
partic
justice
des E

rendent les autres malheureux, est la profession séparée de l'art militaire : ceux qui l'exercent ont dit qu'ils étoient la portion la plus noble de l'Etat. Personne n'a osé le leur disputer; & la profession de galanterie, jointe à celle-là, leur a acquis les suffrages du beau sexe. Ce point décidé, ils ont formé la cour des Rois. Ils ont rempli l'imagination des princes d'idées de gloire & de point d'honneur, telles qu'ils les ont; ils l'ont détourné de la pensée des maux affreux qui en sont les suites, & de ce qu'ils doivent au bonheur des hommes. Etrange effet de la nature des préjugés & de l'amour-propre; un grand Roi qui a connu la folie des duels, n'a pas senti que la guerre étoit le comble de l'extravagance des duels. Une déclaration de guerre, n'est qu'un cartel de défi.

Si on considère que l'homme dans sa pleine liberté, est un être qui n'est soumis qu'à ses passions, on cessera de s'étonner de voir les guerres aussi fréquentes. Le peuple bon & simple, qui voit terminer les différends des particuliers par la justice, croit que la justice devrait décider les querelles des Etats. Mais l'homme n'obéit à la

justice que forcé. Dégagez ceux qui raisonnent ainsi, de toute obéissance, ils se soumettront rarement à un arrêt qui les aura condamnés : les Gouvernements représentent des hommes qui ne reconnoïtroient ni la loi, ni la supériorité d'autrui, qu'autant que la force la leur fait sentir. C'est l'état de nature ; c'est un état de guerre.

La fausse gloire qui a causé bien des guerres, en prolonge encore la durée. Je ne mets point de différence entre la fausse gloire & la fausse honte ; c'est le même sentiment. Il s'oppose aux démarches que la raison engageroit à faire pour proposer la paix. On cherche un tiers, on temporise, on attend que les sujets soient dans le plus grand accablement. Le pape Jules fut forcé de demander la paix à Henri II, roi de France ; mais toujours séduit par cet amour-propre qui nous défend de convenir que nous avons tort, il écrivit au Roi, qu'il l'appelloit devant Dieu pour juger de l'injustice qu'il lui avoit faite. Henri lui accorda la paix, & lui répondit, qu'il comparoïtroit devant Dieu, mais qu'il doutoit que le Pape s'y trouvât.

On a prétendu que les troubles in-

testins pourroient être utiles ; on a voulu aussi que la guerre pût être un bien. La raison est la même. Quelques bonnes que soient les loix, elles ne peuvent empêcher que de mauvais naturels n'infectent la République : la guerre la purge de cette corruption. Charles V, envoya le connétable Duguesclin au secours du Bâtard de Castille, plus pour nettoyer la France que pour détrôner Pierre le cruel. Si je recherche les causes de cette quantité de mauvais sujets qui dans des époques marquées ont fait des ravages au milieu de la paix, je n'en peux trouver d'autres que les guerres. Je vois que la guerre accoutume l'homme à la licence, à la rapine & au sang : & que le licenciement des troupes est la source de la désolation du citoyen & du voyageur. La guerre est donc un mal bien terrible, s'il en faut une seconde pour guérir les maux qu'une première a laissés. L'usage des troupes toujours entretenues a enlevé cet inconvénient. Une bonne police arrête les désordres d'un petit nombre de licenciés, & dans peu de temps on peut les faire rentrer dans les corps

qui les ont congédiés : on a toujours besoin de recrues.

Mais on a dit d'ailleurs que deux puissances ennemies se soutiennent, par émulation, dans la pratique de la vertu. Scipion le jeune s'opposoit à la ruine de Carthage; il prévint que Rome n'ayant plus de rivale se détruiroit elle-même; il ne se trompa pas. L'exemple de Rome encore, a fait établir en maxime qu'une guerre étrangère étoit souvent nécessaire, surtout aux Républiques populaires, pour les sauver des troubles intérieurs; & que la guerre au-dehors faisoit la tranquillité du citoyen au-dedans. A-t-on réfléchi que c'est la guerre qui introduit l'esprit de sédition, & qu'elle est l'origine de tout le mal? Le peuple Romain commença par être guerrier avant d'être séditieux. Son premier sentiment fut l'ambition. Il prit les armes pour faire des conquêtes; il s'accoutuma au mouvement, au tumulte; ce goût le suivit dans ses murailles. A-t-on réfléchi qu'il n'y trouvoit aucune occupation, ni arts, ni commerce, ni plaisirs? Il falloit une pâture à ces esprits que les succès rendoient altiers; les sénateurs guerriers

eux-mêmes, ne trouverent de remede que dans la cause même du mal. Mais la guerre ne devint nécessaire que parce qu'on avoit commencé par la guerre. Les moyens plus doux n'étoient ni du goût de ceux qui les cherchoient, ni de ceux auxquels il étoit nécessaire de les faire recevoir. Le désir immodéré des Romains de conquérir, les prophéties des livres des Sibyles dont ils étoient infatués, rendoient tous les autres moyens impossibles. Une source assez ordinaire d'erreur est de faire une maxime générale d'une pratique qui a réussi dans un cas particulier. La guerre, il est vrai, sauva quelque temps Rome de ses propres fureurs; tous les ressorts sont bons s'il s'agit de maintenir une République: la guerre est le dernier de tous ceux qui doivent être mis en usage.

La république de Venise n'a pas suivi l'exemple des Romains; lorsqu'elle faisoit la guerre avec ses troupes nationales, les conjurations, les séditions ne cessoient de la troubler, & les guerres civiles de la déchirer. Dans ces extrémités on y résolut de se servir de troupes mercenaires, & d'un général étranger auquel on donnoit un sur-

veillant, maître dans le besoin. Les inconvénients de cette maniere de faire la guerre sont extrêmes, ils parurent moindres que celui d'aguerrir les sujets. Mais ces sages Républicains ont su se mettre à l'abri des uns & des autres ; ils ont réfléchi que la gloire des armes ne rend pas une République heureuse, qu'elle pouvoit le devenir en renonçant à l'esprit de conquête & à la stérile vanité d'influer dans les affaires de l'Europe. Avec ces maximes, & une capitale que sa seule situation rendroit imprenable, cette République jouit de la plus grande tranquillité au milieu des troubles qui ont agité l'Italie avec violence durant la majeure partie de ce siècle. Le Gouvernement y déteste la guerre au point de ne pas souffrir que sa noblesse en apprenne le métier chez les princes étrangers. Inspirez ce même esprit au reste des puissances de l'Europe, elle est en paix pour toujours.

J'aime à penser que nos arrieres neveux ne seront pas autant affligés par les guerres que l'ont été nos peres & nous. Les états de l'Europe prennent peu à peu une assiete déterminée. Les bornes de chacun deviennent chaque

S
dou
ven
imp
pec
min
fer.
ple
poir

jour plus certaines par la longue possession. Le système d'équilibre de Guillaume, né pour le malheur de son siècle & du nôtre, commence à se dissiper comme une illusion. Il reste à fixer la liberté & l'étendue de quelques parties du commerce de chaque nation, relativement à l'autre. Si on peut parvenir à ce point, les grandes raisons de guerre disparaissent, on viendra peut-être à avoir honte de s'entredétruire pour des riens.

CHAPITRE XIV.

Observations pour accommoder la forme des Républiques avec le naturel des peuples.

S'IL EST vrai, comme il est hors de doute, que les loix humaines se doivent accorder aux loix que la nature imprime; il est sage de conformer l'espece de la République, au génie dominant du peuple qui doit la composer. Le politique ne trouve pas le peuple disposé selon ses souhaits, ce n'est point une matière molle qui reçoit la

forme que l'on veut lui donner ; il faut que le législateur s'arrange aux humeurs du peuple qu'il trouve , & qu'il accommode les loix aux lieux , aux personnes & aux temps. On convient assez que chaque nation se distingue par un caractère particulier , & on l'a attribué au climat. Polybe , & Galien l'ont écrit ; on a donné cette même façon de penser au fameux auteur de l'Esprit des Loix.

On a divisé la terre avec méthode pour distinguer les climats. Les trente premiers degrés, en allant de l'équateur vers l'un ou l'autre des poles, sont habités par les peuples que l'on doit appeller méridionaux ; les trente degrés suivans, par les peuples mitoyens ; & les trente autres par les peuples septentrionaux ou austraux, qui participent , à peu près , également à la froidure. On a encore subdivisé : les quinze degrés qui partent de l'équateur, sont moins ardens que les quinze sous les tropiques ; les quinze de la région tempérée, les plus approchans des tropiques, tiennent plus du naturel du midi que ceux qui s'étendent vers le septentrion arctique ; on prend ensuite quinze degrés pour le nord ; on laisse

les quinze derniers degrés comme méritant peu d'attention, n'étant point habités, ou l'étant du moins par un très-petit nombre d'hommes qui vivent, comme des bêtes sauvages, dans le cavernes.

On a encore remarqué une différence de climat dans la même latitude, suivant le côté oriental ou occidental; & de plus, sous le même degré de latitude & de longitude, on a distingué l'habitant de la montagne, de celui de la plaine. On a porté les observations jusques à dire que les séditions étoient plus communes dans une ville située sur un terrain inégal, à cause de la discordance des humeurs qui doit être entre le peuple de la haute ville & celui de la basse. On a cité les exemples de Rome & d'Athènes.

Ces divisions posées, on remarque que les peuples du nord ont en partage la force, la grandeur & la beauté du corps, & peu de vivacité dans l'esprit: que ceux du midi sont foibles, petits, avec l'imagination la plus vive; & que les peuples mitoyens partagent ces différentes qualités selon qu'ils approchent plus ou moins du midi ou du septentrion. On ne se contente pas

d'avancer ces faits, on en donne les raisons. La force & la grandeur proviennent de la chaleur intérieure plus concentrée, & des extrémités des fibres resserrées & raccourcies, & par conséquent plus fortes. Cette chaleur s'évapore, ces fibres s'allongent par la dilatation & le relâchement dans les régions chaudes. Que si dans les quinze degrés que l'on a laissés à l'écart, la nature y produit des hommes d'une petite stature, c'est que l'excès du froid va jusques à éteindre, ou du moins diminuer considérablement la chaleur naturelle.

On convient avec une grande franchise, que lorsque la chaleur est vive, elle est plus ardente dans les pays septentrionaux & moyens, au point que l'on a vu brûler la ville de Moncornet près de Laon, & quelques autres, par la seule chaleur des exhalaisons. On dit que les provinces du nord étant remplies de rivières, de lacs, de fontaines, & arrosées par des pluies fréquentes, les vapeurs rendent l'air plus crasse; & sa densité rendant les réflexions plus multipliées, le mouvement plus vif, la chaleur y peut être dans un plus haut degré. Mais la saison des cha-

leurs est si courte, ces jours remarquables si rares, qu'ils ne peuvent opérer d'effet en comparaison du climat dominant.

La même raison de la chaleur concentrée, doit rendre les peuples vers le nord plus voraces, & ceux du midi plus sobres; la tempérance chez eux ne doit pas être comptée pour une vertu. De même dans les climats où les esprits animaux se portent plus rapidement aux extrémités, où l'imagination est la plus vive, les peuples doivent être plus sensibles à l'union des deux sexes, ces effets s'accordent avec l'expérience. On a observé que les armées qui passent du midi au septentrion, y deviennent plus vigoureuses, si on ne les porte pas d'une extrémité dans une autre; au contraire, celles du nord s'affoiblissent & languissent dans le midi. Il en est de même des animaux; c'est une démonstration.

Le degré du génie dérive de ce même principe. L'esprit dans le nord est affaibli par la matiere: il doit être plus délié dans un corps où la chaleur du climat excite le mouvement & met tout l'intérieur en action. Par des rai-

sons physiques le suc nerveux y est plus subtil, les houpes des nerfs épanouies sont plus sensibles, ils rapportent l'action des plus foibles objets au cerveau. Ainsi ce que le peuple septentrional a de supériorité par la force, est récompensé par la finesse chez le méridional; l'un est soldat, l'autre est philosophe.

On assortit ces raisons de mille exemples. Les armées nombreuses sont toujours venues du nord, c'est de-là que partirent ces nuées de guerriers qui détruisirent l'empire Romain, & dans la suite celui des Arabes. Le midi nous a donné les sciences occultes, abstraites, les religions contemplatives : celles que les hommes ont forgées & qui ont pris naissance sous ces climats, sont accompagnées d'un culte plus exact, de plus de superstitions, & de pratiques plus fréquentes que celles du nord. L'esprit est plus tourné au mystique; la religion ou ses apparences, y sont plus révérees, plus cultivées; c'est une suite de la délicatesse & de la promptitude de l'imagination. On compte sept cents temples dans la ville de Fés dont l'un à quinze cents pas de circuit & trente & une

portes. La dévotion extérieure & les jeûnes, étonnent dans l'Ethiopie. Les régions tempérées en participant des deux climats, ont donné les sciences politiques, l'art militaire, les loix, la jurisprudence & l'éloquence raisonnée.

De toutes ces choses se forment les caracteres distinctifs. La force imprime à chacun l'opinion de sa sûreté par lui-même ; ce sentiment doit produire le courage & la franchise ; la foiblesse inspire la défiance & la ruse. On trouve la raison de tout dans les degrés du chaud & du froid. C'est par la force du climat que le peuple du nord court aux armes comme à sa seule raison ; que le peuple du midi a recours aux subterfuges & aux stratagèmes ; & que les peuples mitoyens discutent par des raisons, & se livrent aux procès. Il en résulte encore que ceux-ci, comme éloignés des deux extrêmes, sont plus prudents & par conséquent plus habiles dans le Gouvernement : ils sont faits pour commander ; ceux du nord pour exécuter. S'ils sont plus sages dans la conduite du bien & du mal, les méridionaux spéculatifs ouvrent les chemins qui conduisent à

distinguer mieux les vérités réelles de leurs apparences. La Providence, par sa sagesse, a destiné le midi à la découverte des hautes sciences, le nord aux travaux mécaniques, le climat tempéré, à régler l'usage de l'un & de l'autre.

On parvient par cette méthode à découvrir l'esprit des loix de plusieurs nations. Les loix du peuple du nord étoient toutes guerrières ; le brigandage y étoit permis comme un apprentissage de la guerre ; les procès s'y décidoient ; la justice s'y manifestoit par l'événement du combat. Ces loix sont naturelles dans des régions où l'esprit a peu de pénétration & le corps beaucoup de vigueur. Si la polygamie a toujours été en usage parmi les peuples méridionaux, les raisons physiques qu'on en a données prouvent qu'elle est conforme au tempérament, & dérive du climat. Ce fut en vain que les loix romaines défendirent la pluralité des femmes dans l'étendue de leur empire, on ne put parvenir à les faire observer en Afrique. Et lorsque Jules-César, pour légitimer Cæsarion qu'il avoit eu de Cléopâtre, fit proposer dans Rome la loi de la polygamie par

Helvidius Cinna, elle fut rejetée par un peuple moins intempérant. Cette même loi donnée par Jean de Leyden prince de Westphalie troubla plus ses Etats que tous les autres changements qu'il entreprit.

J'ai dit que dans le même éloignement de l'équateur, on remarque des différences entre les régions orientales & les occidentales. Les orientaux sont plus doux, plus polis, plus ingénieux, & moins guerriers que les occidentaux : il faut avouer qu'ici, les raisons physiques nous manquent. Mais on les retrouve pour expliquer l'effet de la position des lieux, de leur situation, des montagnes ou des plaines. Il est sensible que de hautes montagnes qui régneront du levant au couchant, donneront une chaleur plus forte au pays qu'elles garantiront du nord, & plus de froid à celui qu'elles couvriront du midi ; c'est ainsi que l'on apperçoit deux caractères opposés des peuples, & deux climats dans le même degré. Il doit suivre de cette remarque, que les provinces de l'Espagne situées au pied des Pyrénées, doivent se rapprocher des inclinations des peuples des degrés méridionaux,

& que les habitants des plaines du côté du nord, les Gascons, seront le plus fort peuple de la France. Heureusement les rivières, les eaux qui baignent ce pays en abondance, & qui l'ont fait nommer Aquitaine, rendant par leurs vapeurs l'air plus épais, y excitent & y entretiennent une chaleur qui corrige cette froide influence.

On ne sauroit nier que les hauteurs des montagnes ne tiennent du climat septentrional ; la raréfaction de l'air le rend plus froid & y raccourcit les fibres ; les habitants des montagnes, robustes & par conséquent guerriers comme ceux du nord, doivent être impatients de la domination ; ils sont faits pour le Gouvernement populaire ou Aristocratique, ou tout au plus pour le Royaume électif. On peut jeter les yeux sur la Suisse & sur les pays qui s'étendent depuis le Rhin jusques à la mer. Ceux de la plaine & des marécages, dans les degrés moyens, foibles, comme ceux du midi, portés comme eux à l'inaction, sont plus dociles à la soumission ; ils sont nés pour le despotisme. La monarchie Royale convient aux climats tempérés,

L'empire absolu dans la Moscovie ;

& d'un autre côté le caractère indomptable de quelques sauvages des régions méridionales, paroissent démentir cette destination ; mais la contradiction n'est qu'apparente. On a dû remarquer que l'on a distrait les quinze derniers degrés au nord, où le froid excessif cause les mêmes effets que la grande chaleur. Il s'oppose à la coction des aliments dans l'estomach ; les habitants y ressemblent plus à des bêtes qu'à des hommes ; les esprits y sont engourdis ; si le chaud les dissipe, le froid en arrête l'action. On a remarqué que les Lapons sont lâches, craintifs, qu'ils fuient aussi-tôt qu'ils apperçoivent les traces du pied d'un étranger ; ils sont paresseux, ne cultivent pas leurs terres, & ne vont à la pêche & à la chasse que lorsque la nécessité les y contraint. La plupart des sujets de la Moscovie approchent de ce climat ; la violence du froid conduit à l'inaction, comme la chaleur immodérée, & la stupidité mene à la peur : il est tout naturel que des hommes timides, stupides, & paresseux, reconnoissent un despote.

A l'égard des sauvages de l'Amérique, on doit observer que quelques-

uns habitent des régions froides ou tempérées ; que ceux du pays chaud qui ne sont pas assujettis , sont des insulaires , ou vivent sur des côtes maritimes. On a remarqué que les pays battus par les vents , ne sont pas sujets à l'influence du degré ; l'agitation violente de l'air , l'abondance du nitre & des parties salines qui y nagent , en changent les qualités : c'est le propre des isles & des rivages de la mer.

CHAPITRE XV.

Réflexions sur la force du Climat, & des autres causes qui contribuent à former les caractères des peuples.

JE REGARDE comme également improposable d'attribuer tout au climat , & de lui tout refuser. On ne sauroit disconvenir que les qualités de l'air ne soient infiniment puissantes sur les corps. Les causes physiques , dont j'ai parlé , doivent opérer les effets physiques qui en résultent. Le froid resserre

& raccourcit, la chaleur relâche & allonge, même les métaux. Or les âmes de tous les hommes étant formées d'une substance en tout semblable, leur nature étant la même, elles devroient avoir la même pénétration, la même sensibilité pour les mêmes objets. Si on y remarque les différences les plus frappantes, il faut que des causes qui sont hors d'elles-mêmes les operent; on ne peut les trouver que dans la différence des organes qui leur rapportent les objets avec plus ou moins de netteté, plus ou moins de vitesse. Il est donc vrai que le caractère de l'air autant qu'il fait une impression sur les organes, influe indirectement sur le caractère des esprits.

Tout nous démontre la force des liens qui attachent l'âme avec le corps & leur dépendance mutuelle: ils semblent se disputer l'empire; ils passent successivement de l'un à l'autre. Lorsque la raison domine, le physique du corps subit la loi; mais s'il arrive souvent que les sens prennent le dessus, il faut avouer que les organes déterminent en plusieurs occasions la manière d'appercevoir & de penser.

Mais en connoissons-nous parfaite-

ment le mode ? Ou plutôt savons-nous quels organes , quelles qualités dans leur structure affectent l'ame de telle ou telle maniere ? La même famille, le même roît ont vu naître deux enfans ; l'un a logé une ame douce dans un corps robuste , & l'autre une ame mutine dans un corps débile. On a vu de même le courage & la timidité dans deux corps tout à fait semblables : avouons notre ignorance. On conviendra que la même fibre raccourcie en devient plus forte , mais il paroît suivre de cette vérité , que la fibre de pareille contexture doit être plus vigoureuse dans l'homme de petite stature que dans le plus grand : & je crois entrevoir que , physiquement parlant , & suivant ce principe , un petit homme devroit être plus fort , plus courageux que le géant. Si , en général , la taille avantageuse est douée de plus de force , comme on le voit dans les peuples du nord , on doit en chercher la cause dans d'autres ressorts que la longueur de la fibre. Mais cette connoissance précise n'est pas absolument nécessaire à la question. Il suffit d'examiner si le climat décide , quelle qu'en soit la maniere.

Il y a une constitution d'origine que l'enfant apporte du sein de sa mere, elle paroît la dominante ; & il est vrai que telle ou telle constitution régne plus ou moins généralement dans telle ou telle contrée. Je crois que le climat y peut contribuer ; mais on doit à cette cause en joindre une autre , qui, sur les mêmes principes, doit opérer beaucoup plus d'effet ; c'est la qualité des aliments usités. L'Angleterre & la Hollande sont sous le même climat, & la différence est sensible entre les humeurs de ces deux peuples. Aussi l'un se nourrit de laitage & de poisson ; l'autre de grosse viande à demi-cuite. Les mêmes aliments encore ont plus ou moins de substance & de suc dans un pays que dans un autre ; les qualités des eaux ne sont pas les mêmes, le climat n'a pas autant de part à ces différences que la nature des terroirs qui fournissent, font croître, ou nourrissent les aliments, & la qualité du terroir, outre le climat, dépend de mille circonstances particulieres.

La nourriture est la matiere des fluides, elle fait croître les solides, elle compose leur augmentation. Ce n'est pas, il est vrai, d'une maniere indé-

pendante de la constitution d'origine ; celle-ci contribue aux qualités par les triturations & par la disposition des canaux des filtrations. Mais la construction primitive du foetus doit être rapportée en grande partie à la nourriture ordinaire & principale du pere , de la mere & des ayeux. Si la nourriture contribue à la formation des organes plus que le chaud & le froid, elle est plus puissante que le climat. Si on joint l'un & l'autre ensemble, les qualités qui en résultent s'appelleront les qualités du pays.

Si on transporte une nation d'un climat dans un autre , il est certain que son génie changera, comme les fruits des graines & des plantes que l'on transplante dans un terrain de différente nature. Les exemples en sont familiers. Les peuples du nord sortis d'un même climat, ont perdu leurs mœurs & leur caractère dans les Gaules, l'Espagne & l'Italie, & n'ont pas pris les mêmes. L'Italie & l'Espagne plus méridionales, ont entre elles plus de conformité que ni l'une ni l'autre avec le peuple François. Mais en trouveroit-on la cause dans le climat ? Les provinces limitrophes different entre-elles

essentiellement. La Provence & le Languedoc sont dans la même latitude que la Lombardie, & les caractères ne s'y ressembleront point ; les Asturies , la Galice sont distantes de plusieurs degrés de l'Andalousie & du royaume de Grenade , & les mœurs y sont les mêmes.

On peut absolument distinguer le naturel, les mœurs, & les manières ; mais ces trois choses concourent à former les caractères distinctifs des nations. On peut diviser de même les qualités qui paroissent appartenir plus particulièrement à la machine, & celles où l'ame paroît influer plus immédiatement. Parmi les premières, seront la force, la paresse, même la pénétration & l'engourdissement de l'esprit, où l'organisation opère comme obstacle : ces qualités & quelques autres dérivent du naturel & se pourroient rapporter au pays. On trouvera parmi les secondes, la fierté, la droiture, la douceur : celles-là ont leurs sources dans les mœurs & les manières.

Mais il n'est point douteux que le mode dont l'imagination est affectée ne l'emporte sur toutes les autres causes pour imprimer un caractère. L'ima-

gination agit sur les organes & les fait plier. On convient que les peuples qui sont naturellement sans courage & sans force , se portent à des *actions atroces* , qu'ils sont capables d'une fermeté incroyable ; on doit donc convenir que la maniere de frapper l'imagination est le plus puissant de tous les mobiles : l'habitude , l'éducation & les loix , sont capables de déterminer l'imagination.

L'habitude seule corrige, même le naturel ou le machinal. Personne n'ignore que l'exercice rend les corps robustes & agiles. Un sauvage des climats brulants , accoutumé à la chasse & à une vie dure , renversera à la lutte l'habitant du nord qui aura vécu dans les délices. Lycurgue fit nourrir deux chiens d'une même portée , l'un dans l'habitude de la chasse , l'autre dans l'oisiveté domestique ; il les fit combattre devant le peuple de Lacédémone , le dernier ne soutint pas le combat. Les peuples qui habitent les frontieres de deux Etats qui sont souvent en guerre , sont plus aguerris que ceux qui vivent dans le cœur de la République : une longue paix , au contraire , l'habitude du repos & des plai-

g
n
R
d
lo
pa
m
m
l'in
cô
per
ge
tinu
mén
ne
préj
mise
qu'il
les p
ces
des
faire

firs fussent pour énerver le courage. On a observé que les peuples de la Bugie reconnus pour les plus braves de la côte septentrionale de l'Afrique, devinrent efféminés par une longue oisiveté & l'usage de la musique.

Le climat de l'Italie n'a point changé ; on n'y retrouve ni les mêmes mœurs, ni les mêmes inclinations des Romains, des Samnites, des Sabins & des Volsques ; on y voit régner la jalousie que ces peuples ne connoissoient pas. Cette maladie n'est point du climat, elle est inconnue dans des pays plus méridionaux que l'Italie. On a tourné l'imagination de ce peuple d'un autre côté.

L'éducation forme la maniere de penser, & la maniere de penser dirige les actions, d'où résulte une continuité des mêmes usages chez les mêmes peuples. L'éducation se donne conforme à la raison, ou à des préjugés reçus. La raison n'est pas soumise au climat ; quand on accorderoit qu'il influe sur la faculté de raison ne, les préjugés ont une infinité de sources qui lui sont étrangères. La fureur des duels n'est pas en France une affaire de climat. Si on dit qu'elle nous

vient des peuples du nord d'où nous descendons , pourquoi s'est-elle conservée sous un climat plus tempéré ? & pourquoi a-t-elle perdu sous celui où l'on veut en trouver la cause ? Pourquoi ne s'empare-t-elle que d'une portion distinguée de la nation , & s'embrasse-t-elle par ceux qui aspirent à composer cette portion ? L'honneur exige des devoirs réels ; l'hommage que l'on lui rend par le duel est comme l'encens que des idolâtres offrent aux faux dieux , pensant l'adresser à la divinité. Que l'on remplisse l'esprit des enfants de cette vérité , que l'on leur laisse ignorer que leurs peres ont pensé autrement , le climat ne fera pas renaître la fausse opinion que l'éducation aura fait disparaître.

Les peuples qui vivent sous un même Gouvernement doivent avoir plusieurs conformités dans les mœurs & les façons de penser ; c'est une suite de l'uniformité des loix & de la communication plus fréquente. Le citoyen des provinces méridionales de la France , habite & converse plus avec ceux qui sont au nord du même Royaume , qu'avec les citoyens qui sont sous la même latitude & plus voisins ; mille

occasions les rassemblent. La fréquentation, la société, font que les idées se rapprochent. C'est par cette raison que le Provençal differe du Milanois, & que l'Asturic a la maniere de vivre de l'Andaloux.

Il paroît que l'on peut recueillir de ces réflexions abrégées, que l'effet du climat ne peut être d'une conséquence bien sensible, que lorsque sa différence est considérable; & que l'impression en est legere, peut-être nulle, dans les regions les plus tempérées: que, joint à la nourriture, il n'est capable d'opérer que sur les corps & sur les fonctions de l'ame qui y sont inséparablement attachées; & que ce que l'on appelle le naturel des peuples, peut être corrigé dans les lieux où le climat paroît être dominant, & entierement changé dans ceux, où sa qualité n'est pas extrême: c'est l'ouvrage de l'habitude, de l'éducation & des loix.

On dira sans doute que ce sont toutes ces choses qui en palliant ou détruisant la force du climat, empêchent que l'on n'en apperçoive l'influence, de même que nous ne voyons pas les animaux vivre entre-eux en société, parce que nous nous y opposons sans

cesse. Mais dès-lors que la nature du pays n'agit que par la disposition qu'elle donne aux organes, ou par le plus ou le moins de fermentation qu'en reçoivent les fluides, on doit dire que les aliments sont une cause plus féconde de diversités, que le climat. Les caractères dans la même région sont les mêmes dans l'hyver ou dans l'été. Il appartient à la physique d'examiner jusqu'où ces deux causes réunies pourroient s'étendre, si on n'y opposoit aucun obstacle. Le propre de la politique est de connoître les moyens de profiter de la bonté du naturel des hommes, & de gêner leur malice pour diriger le Gouvernement & conduire au bonheur la société, sans s'attacher à pénétrer les causes de cette variété.

Je ne peux m'empêcher de rendre justice sur cette matiere à l'Auteur de l'Esprit des Loix; une critique peu réfléchie, l'a accusé de regarder le climat comme la cause absolue des génies, des coutumes, & des loix. Il est vrai que quelques expressions données au brillant, ont pu le faire penser au premier coup d'œil; mais si on l'a suivi avec attention, on a dû connoître leur véritable sens : *Dans les pays tem-*

perès, dit-il *, le climat n'y a pas une qualité assez déterminée pour les fixer eux-mêmes. Il n'a donc entendu parler ailleurs que des climats violents. Ce que l'on trouve encore ne peut laisser de doute * : Il n'y a peut-être pas de climat sur la terre où l'on ne pût engager au travail des hommes libres ; parce que les loix étoient mauvaises on a trouvé des hommes paresseux. Il a donc pensé que sous les climats les plus décidés, on pouvoit corriger ce qu'ils ont de mauvais par de bonnes loix.

* Esprit
des Loix,
liv. 14.
chap. 2.

* Liv. 15.
chap. 8.

Lorsque cet Auteur a recherché les raisons des coutumes & des loix, il en a trouvé quelques-unes dans la nature du climat ; cette opinion ne sauroit être contredite. Les loix ont été faites par le consentement unanime des nations, ou elles leur ont été données par des législateurs. Pourra-t'on croire qu'un peuple qui se trouve accablé par le poids de la chaleur, fasse des loix qui l'obligent au travail ? Elles favoriseront la paresse lorsqu'il regardera l'inaction comme le plus heureux des Etats. Si le législateur ne se rencontre pas un de ces génies rares qui apperçoivent le bien & le vrai au travers des voiles les plus épais, il ne pensera pas,

en sentant sa foiblesse & sa lassitude, qu'elles peuvent être vaincues par des efforts dont il se croit incapable & qui lui répugnent. Les loix se ressentent par-tout du caractère, des caprices, du préjugé de celui qui les a faites. Ainsi c'est avoir donné le climat pour cause efficiente dans quelques occasions, & jamais comme cause nécessaire. Si on vouloit séparer cette distinction de quelques termes répandus dans l'Esprit des Loix, il faudroit encore l'accuser d'être tombé en contradiction avec lui-même.

Si la force de l'imagination est au-dessus de tout; tout peut être changé. Mais on doit s'attendre à des fatigues incroyables, à des obstacles sans fin, si on entreprend de résoudre ce que l'on appelle le naturel des peuples, à quelque cause que l'on veuille l'attribuer. Ce que l'on a voulu donner au climat n'a pas plus d'empire que les préjuges enracinés. Il seroit aussi facile d'accoutumer le François au froid de la Sibérie que le deshabituer des duels. Les caractères déterminés ne doivent point être heurtés de front: pour peu que les loix ou l'autorité se relâchent, le peuple retournera à ses anciennes coutumes, jusques à ce que la plus

longue habitude ait formé une seconde nature ; mais comme il faut une autorité de durée & qu'elle soit continuée un très-long-temps sur les mêmes principes , & conduite avec la même dextérité & la même vigueur , la vie d'un fondateur n'est pas suffisante. On s'expose à des révolutions fâcheuses , lorsque l'on veut contrarier les coutumes & les préjugés qui ont vieilli.

Il est des habitudes qui sont liées si étroitement avec le physique de la région , que le bon sens tout seul doit défendre d'y toucher. On ordonneroit envain une frugalité réglée & la même abstinence dans les climats qui exigent beaucoup de nourriture , & où l'air provoque la faim , que dans les lieux où l'homme est rassasié avec la quantité qui laisseroit languir ailleurs les corps dans l'inaction : ce sont alors des besoins.

Mais quelque pouvoir que puisse avoir le physique pour porter à l'incontinence , jamais il n'a pu être une raison pour permettre la polygamie ; elle sera toujours un abus & une injustice. La nature parle également aux deux sexes , & par conséquent les besoins sont égaux. Ce n'est pas la dif-

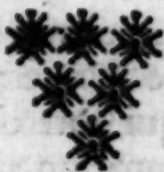
* Esprit
des Loix,
liv. 16.
chap. 2.

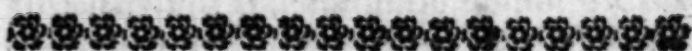
férence du climat qui fera que l'individu d'une espece ne pourra suffire à l'autre. On a dit *: *Il est très-simple qu'un homme, lorsque la Religion ne s'y oppose pas, quitte sa femme, vieille à vingt ans, pour en prendre une autre, & que la polygamie s'introduise.* Qu'un homme quitte sa femme, c'est très-probable ; mais que la polygamie s'introduise, l'induction n'est pas juste. Quitter sa femme pour en prendre une autre c'est faire divorce, ce n'est point polygamie. Ces exemples peuvent faire sentir qu'il est des manieres de vivre qui ne doivent pas être changées ; que d'autres n'ont besoin que d'être tempérées, & que d'autres ne doivent point être souffertes.

On peut établir pour regle générale qu'il faut faire les loix, je ne dis pas conformes, mais relatives au génie des peuples, que l'on ne doit pas câbrer. Lorsque la maniere de les conduire prendra une teinte de leur naturel, l'obéissance sera une suite de leur goût. Les penchants les plus caractérisés sont ceux que l'on doit combattre le moins directement ; des détours éloignés doivent conduire au but que l'on se propose d'atteindre. Les récompenses &

les honneurs attachés aux inclinations opposées à celles que l'on veut détruire, attirent l'imagination du côté opposé. Le peuple ne doit pas sentir que l'on veut l'arracher à une coutume dont il est entêté.

Celui qui voudra fixer un peuple changeant & léger, doit réduire en loix les mœurs & les manieres; ces loix, de même que les plus essentielles, doivent donner dans le goût du génie dominant. Les unes & les autres doivent se conformer à l'esprit de la religion. Il se formera un tout qui se réduira à un seul principe, à une seule maniere de penser.





LIVRE SIXIEME.

Des changements dans les Républiques, de leur chute, & de la meilleure espece de constitution.

CHAPITRE PREMIER.

De la naissance des Républiques, & des changements qui y surviennent.

LA REPUBLIQUE prend son origine ou de la famille qui augmente peu à peu; ou elle est formée tout d'un coup par une multitude ramassée, telle que fut celle de Rome; ou enfin, par une colonie qui sort d'une autre République, comme un nouvel essain tiré d'une ancienne ruche. Les formes des Etats s'établissent par la violence des plus forts, ou par le consentement de ceux qui soumettent, par leur choix, la plénitude de liberté qu'ils ont reçue de la nature. Lorsque cette

forme est dictée par la violence, il est évident que le principe en est mauvais. Si elle est la suite d'une soumission volontaire, elle se fait sans traité, ou elle est accompagnée de loix & de conditions. De quelque maniere que se fasse cet accord, son but est de s'assurer contre la force extérieure, & contre les désordres intérieurs, qui troubleroient une liberté conforme à la raison, dont la jouissance paisible est l'unique point de vue des sociétés. Lorsque la République n'y pourvoit pas en posant elle-même ses fondements, elle en laisse le soin à ceux auxquels elle confie l'autorité; la convention de satisfaire à cet objet est toujours sous-entendue: l'homme ne se soumet pas pour obéir seulement.

La République une fois fondée, s'affermir & s'éleve, jusques à ce qu'elle ait atteint sa perfection: c'est ce qu'on appelle l'Etat florissant. Cet Etat n'est point déterminé, il est relatif à la constitution & à la position de la République: elle fleurit plus ou moins, suivant que ses loix sont plus ou moins judicieuses; son aggrandissement dépend de ces mêmes loix, de sa situation, & de mille circonstances.

On peut considérer l'Etat florissant sous deux points de vue très-différents. Sera-ce l'époque de la plus grande puissance à laquelle la République sera parvenue, & des plus grandes richesses dont elle aura joui ; ou de la plus grande réputation acquise par la meilleure conduite du Gouvernement, & le plus de vertus ? On pensoit du temps de Tite-Live que la République Romaine avoit été au plus haut point de sa perfection, dans l'âge auquel vivoit Papirius Cursor : *Illâ ætate, quâ nulla virtutum feracior fuit.* Les Romains n'étoient pas encore sortis de l'Italie ; mais jamais la discipline militaire ni la domestique ne furent mieux observées, les loix autant respectées, la Religion si saintement gardée, & les vices plus sévèrement punis. L'étendue de l'Empire ne fut jamais aussi grande que sous Trajan, mais ce ne fut pas le temps du plus haut degré de sa considération.

On a remarqué que l'Etat florissant n'est jamais de longue durée ; il semble qu'il peut être comparé à un sentier sur la cime d'une montagne dont la pente glissante entraîne de l'un ou de l'autre côté.

Le sort des Républiques est semblable à celui de tous les êtres matériels ; tout ce qui a commencé doit finir. Les Etats, comme les hommes, peuvent périr au berceau & à tous les âges. Comme eux, ils sont détruits par des causes violentes extérieures, par des maladies vives dont le foyer est dans leur intérieur, par la langueur qu'amènent de longues infirmités, ou par la caducité qui suit la vieillesse. Mais ils diffèrent des corps organisés & animés, qui ne forment qu'un individu qui périt tout entier : le corps moral peut disparoître, les êtres physiques qui le composoient subsistent encore ; comme on peut démolir un bâtiment, & conserver les pierres dont le seul arrangement formoit l'édifice ; ainsi la fin naturelle, celle qui arrive le plus insensiblement, est préférable à une chute violente du corps, dont le coup endommage toutes ses parties.

Une République peut encore finir volontairement, & par un consentement général, c'est pour un être de cette nature, la mort la plus douce, si on ne considère que le moment de sa fin. Mais il seroit rare que cette résolu-

306 DE LA REPUBLIQUE.
tion ne fût pas la suite des désordres précédents.

Ainsi les causes sont extérieures ou intérieures. Les extérieures sont, ou une conquête qui détruit la souveraineté, ou un partage dont des forces supérieures & étrangères, disposent sans le consentement des sujets, lorsque la souveraineté devient vacante; ou comme on a fait à l'égard de la Lorraine qui est devenue province sans extinction de ses Souverains. Ces causes sont mises au rang des violentes, on les appelle surnaturelles. Celles qui proviennent du vice de l'intérieur sont naturelles comme les maladies du corps; elles sont plus ou moins violentes, quelquefois elles sont douces.

Les changements des Républiques sont ou absolus ou imparfaits: d'autres ne sont que des altérations. Lorsqu'un prince détrône un roi, qu'il occupe sa place, & laisse subsister l'ancienne constitution; la domination change, l'Etat ne change pas. La République ne cesse d'exister que lorsqu'on change sa nature; que de populaire, elle devient Aristocratique ou monarchique, ou de monarchique populaire,

ainsi des autres manieres de n'être plus ce qu'on étoit autrefois. Si un Etat est démembré, si de plusieurs provinces qui composoient un royaume, il se forme plusieurs Républiques ou plusieurs monarchies, l'ancien royaume ne subsiste plus; c'est un changement absolu. Aussi la durée d'un Etat ne doit pas se compter par la durée de la capitale dont il porte le nom, mais par celle de chaque constitution qui a dominé. Paul Manuce n'auroit pas dû dire que la république de Venise duroit depuis douze cents ans.

Lorsque la forme de la République demeure, & que l'on change seulement la maniere de gouverner, c'est un changement imparfait. C'est ce qui arrive lorsque la monarchie royale se convertit en despotisme; l'Aristocratie en Oligarchie; & quand le peuple accoutumé à gouverner lui-même, abandonne le Gouvernement à ses représentants. On en peut dire autant, lorsqu'on introduit dans une monarchie ordinaire un gouvernement mixte, en laissant subsister les noms de royaume & de roi.

Le changement de quelques loix, des coutumes, de la religion sont de

simples altérations. Les changements imparfaits sont la plûpart, & le plus souvent, les avant-coureurs d'un changement absolu; on ne doit pas juger de même des altérations. Il ne reste plus aucune des loix civiles qui existoient dans l'origine de la monarchie Françoisse; la Religion chrétienne s'est établie dans l'Empire & dans les Gaules sans ébranler les Etats; un grand nombre des provinces de l'Europe a abandonné la Religion catholique, les Etats n'ont point changé.

On doit encore distinguer entre le changement absolu des Etats & leur ruine. Dans le changement absolu, l'instant qui voit changer une République est aussi le moment de la naissance d'une autre; lorsqu'une portion se sépare (ce qui doit être mis au nombre des simples altérations) l'ancien Etat subsiste, la partie séparée en fait naître un autre; mais lorsque l'Etat entier ou démembré, passe sous d'autres souverainetés déjà existantes, l'Etat est ruiné, il ne lui reste aucune sorte de souveraineté, il ne s'en forme pas de nouvelle. L'Etat change & ne périt pas lorsqu'il lui reste une souveraineté quelconque.

Les causes extérieures des changements sont plus à craindre dans l'enfance des Républiques que dans tout autre âge, & les causes intérieures sont plus communes dans leur vieillesse. La monarchie, par la constitution, pourroit être exempte de ces dernières. Si l'Etat périt par un vice interne, c'est toujours par la faute du monarque ou de ceux qui le gouvernent. Une longue succession de princes assure une race sur le trône, elle est comme un arbre qui est affermi par de profondes racines. L'amour des peuples pour un bon Roi se perpétue en faveur de ses successeurs. Les Perses souffrirent la dureté & la hauteur de Cambyse en se ressouvénant du grand Cyrus son pere. Les Romains supporterent les cruautés de Commode par respect pour la mémoire de Marc-Aurele. Une monarchie pourroit ne jamais vieillir; l'équilibre des forces agissantes peut toujours subsister le même, elle ne devroit par conséquent être sujette à aucune infirmité considérable. Si on suppose qu'elle en soit attaquée, il suffit de la ramener à sa premiere institution, elle reprendra sa premiere fleur.

Il faut abandonner ici la comparai-

fon du corps humain & des végétaux ; les ressorts ne s'usent point dans la monarchie , parce que l'unique ressort est le prince. Un ressort tout nouveau succède à celui qui commençoit à s'affoiblir , il pourroit être toujours bon. Le défaut de sa qualité est la seule origine des maux qui se glissent. Reprenons la comparaison : un royaume peut se rajeunir ; l'ame , les fibres , le sang , tout se peut renouveler avec un nouveau monarque , & la première manière de gouverner.

Les changements absolus dans les Etats peuvent faire succéder toutes les natures de République. Mais lorsque les causes en sont intérieures , les plus ordinaires sont de l'Etat populaire en monarchie , & de la monarchie en République populaire. Comme les corps puissants ne peuvent être abattus sans les secousses les plus fortes , les changements n'arrivent presque jamais que par une fermentation violente. On s'arrête rarement à l'Aristocratie , elle est un milieu : la rapidité du mouvement fait courir à l'un des extrêmes.



CHAPITRE II.

*Des causes générales des changements
de République.*

JE NE parlerai ici que des causes intérieures des changements absolus. Elles sont encore trop infinies pour entreprendre de les exposer toutes. Il seroit nécessaire d'entrer dans le détail de tous les événements que peut produire le hazard ; de ceux qui sont amenés par les causes les plus éloignées , & de tout ce qui peut porter les passions humaines à entreprendre & exécuter. Souvent les plus petites choses ont été l'occasion des plus grandes révolutions.

Il y a des causes de changement communes à toutes les Républiques ; il y en a de plus particulieres à une espece & sur-tout à la monarchie. Les générales sont , la pauvreté des peuples , & les richesses versées d'un seul côté ; les honneurs & les dignités mal distribuées ; l'ambition ; le ressentiment des affronts ; les bons ou mau-

312 DE LA REPUBLIQUE.

vais succès des guerres ; les divisions intestines ; l'oppression sans mesure ; la corruption générale des mœurs. Il y en a d'autres qui sont plus particulieres à la Monarchie, j'en parlerai séparément.

On ne doit pas penser qu'une seule de ces causes fût capable de renverser une République, mais il ne se peut guere que plusieurs ne se réunissent.

Si la pauvreté étoit generale, bien loin qu'elle fût une maladie dans un Etat, elle est le germe des vertus : c'est l'ancienne Rome, c'est Lacédémone. Mais lorsque le peuple est dans la misere, & qu'il a devant les yeux le spectacle affligeant de l'opulence, il compare ses besoins & la profusion des riches, son humiliation & leur orgueil ; cette inégalité l'aigrit ; il désire un changement, il en saisit l'occasion. Cette situation n'est pas commune dans la Démocratie, elle doit l'être dans l'Aristocratie, & peut se trouver dans la Monarchie lorsqu'elle est en proye aux traitants. Les richesses du sénat & de l'ordre des chevaliers étoient, à Rome, de beaucoup supérieures à celles du peuple ; mais le peuple n'étoit pas dans la pauvreté.

Après

Après la guerre de Macédoine il cessa de payer toute espece d'impôt. Il profitoit même des richesses des sénateurs, non comme récompense de son travail & de la sueur de son front, mais par les spectacles & les fêtes que l'on lui donnoit. Le luxe fait vivre le peuple de sa peine ; à Rome, on l'amusoit, on l'entretenoit dans les plaisirs.

On dira cependant que le partage des terres & l'abolition des dettes ne cessèrent d'être demandés avec fureur : c'étoient des prétextes mis en œuvre par des tribuns entreprenants, riches eux-mêmes. Le fond du projet étoit d'abattre le sénat ; d'éteindre les distinctions & les prééminences de la noblesse, toujours odieuses & injustes dans un Etat populaire ; l'envie & la jalousie agissoient plus que la cupidité. Ces tribuns trouvoient assez de gens que leurs vices avoient rendus misérables, qui souffloient le feu qu'ils vouloient répandre parmi le peuple.

Il est sensible que l'on détruit le bon ordre, & la République par conséquent, lorsque l'on donne les charges à des sujets incapables ou mé-

314 DE LA REPUBLIQUE.

chants, quelquefois l'un & l'autre ensemble, ou lorsque l'on commet des injustices dans leur distribution. On choque en même-temps l'ambition : un cœur élevé regarde comme une injure la préférence donnée à un autre citoyen ; ces trois causes se réunissent souvent, on les trouve rassemblées dans l'exemple que fournit Sylla : il étoit ambitieux : on donna à Marius le consulat sous lequel se devoit terminer la guerre de Mithridate, & Sylla l'avoit mérité.

Quoique l'ambition paroisse le mobile le plus universel de la destruction des républiques aristocratiques & populaires, elle ne pourroit rien si elle n'étoit aidée par d'autres causes ; la corruption des mœurs, l'oubli des bonnes institutions, s'y joignent aussi. Si le peuple est soumis à la loi & par conséquent vertueux ; si la subordination est observée ; si une saine politique donne moins de pouvoirs que d'honneurs aux charges éminentes, & divise autant qu'il sera possible les pouvoirs effectifs ; si on en laisse l'exercice pour un temps très-court, les efforts du citoyen ambitieux seront inutiles. César au-

roit échoué au temps de Manlius ; Manlius auroit réussi dans celui de César. Le relâchement dans les devoirs , la corruption , seront toujours des circonstances nécessaires au succès des projets de l'ambition ; c'est une matiere préparée qu'une étincelle embrâse.

On transgressa en faveur de César la loi Sempronia qui défendoit de laisser les provinces au même général au-delà de cinq ans ; on lui sou-doya pendant toute la guerre dix légions qui s'accoutumerent à obéir aveuglément à ses ordres. Ces dérogeances aux loix accordées à un citoyen sans ambition, n'auroient point produit de changement ; l'ambition d'un citoyen sans ces dérogeances , se seroit éteinte sans causer des troubles importants. Ces causes se réunirent parce que César avide de grandeurs & dont le cœur étoit corrompu , répandit des richesses dans un sénat & sur un peuple que le relâchement des mœurs avoient rendus faciles à corrompre.

Par-tout où il y a une barrière qui met une distance infinie entre les ordres de la République , comme dans

316 DE LA REPUBLIQUE.

L'Aristocratie, les bons ou les mauvais succès peuvent changer l'Etat de populaire en aristocratique, ou au contraire. Les malheurs consternent le peuple & l'étourdissent; il laisse le gouvernement entre les mains de ceux qui le veulent prendre: si la noblesse alors a de l'ambition, il lui est facile de s'en saisir pour ne le plus rendre. L'abattement du peuple Romain après les victoires de Pirrhus & celles d'Annibal, prouve la vérité de cette maxime. Le sénat fut maître absolu: s'il eût jeté pour lors les fondemens d'une Aristocratie, s'il eût conservé l'armée victorieuse de Scipion où les Romains naturels étoient en petit nombre, le peuple n'auroit jamais repris son autorité. Mais les prospérités l'enorgueillissent: après la ruine de Carthage & la conquête de la Macédoine, le crédit du sénat tomba pour ne plus se relever.

On voit l'opposé dans les monarchies; les victoires remportées par le monarque sur les ennemis étrangers affermissent & étendent son autorité sur les peuples qui l'ont aidé à vaincre; & ses défaites favorisent le peu-

ple qui veut secouer le joug. Les heureux succès sont tous pour la souveraineté, jamais la situation des sujets n'en est devenue meilleure : mais une tyrannie est facilement abattue par le peuple, si le tyran éprouve de l'adversité au-dehors.

Les changements de l'Aristocratie, arrivent le plus souvent de la division qui se glisse entre les nobles ; leur autorité s'affoiblit, le peuple prend le dessus. Il seroit ennuyeux de raconter les minuties qui ont donné lieu aux dissensions les plus funestes : la propriété d'un brigantin, une hure de sanglier, ont commencé la chute de quelques Républiques de cette espèce ; une dispute y est de conséquence. La constitution y peut remédier en donnant des supérieurs dont le devoir sera d'appaiser les querelles des grands, & arrêter les prises d'armes dans le principe.

L'Aristocratie peut encore se changer en Etat populaire, par une destruction de la noblesse dans une bataille. Un pareil événement ne doit pas passer pour imaginaire. La plus grande partie de la noblesse Françoisé périt à la bataille de Fontenay, donnée en

tre Lothaire d'un côté, & Louis & Charles ses freres , de l'autre : la Champagne sur-tout en fut si épuisée, que l'on donna pour quelque temps aux demoiselles de cette province le privilège d'ennoblir leurs maris.

On a vu encore les Républiques se perdre par le soin d'attirer les étrangers, & l'attention de les écarter à jamais des charges ; ils forment alors une République séparée, dans une autre République ; c'est introduire un ennemi dans son sein. C'est ainsi qu'ont péri les Etats des Samiens, des Sybarites, des Gnidiens & plusieurs autres. Ces événements sont arrivés plus récemment à Sienne, à Gennes, à Zurich, à Cologne. On doit donner peu à peu le rang de citoyens aux étrangers ; lorsque l'heureuse situation les attire en foule, il faut faire en sorte qu'ils se confondent, qu'ils deviennent naturels par les alliances. La politique de Venise est trop dure & trop pénible.

L'oppression extrême des sujets ne peut guere se rencontrer que dans l'aristocratie & la monarchie : lorsqu'elle prive des biens, elle entraîne la pauvreté du plus grand nombre

avec les inconvénients dont j'ai déjà parlé. Si elle y ajoute une gêne rigoureuse de la liberté, le changement devient plus prochain. La misère & l'esclavage, sont des aiguillons qui font courir avec effort vers les biens & la liberté.

CHAPITRE III.

Des causes de changement, particulières aux Monarchies.

ON PEUT compter parmi les causes intérieures les plus ordinaires, qui concourent à renverser les monarchies, l'inexécution & le mépris des loix fondamentales ; la cruauté du prince, la dissolution de ses mœurs, les affronts dont il accable quelqu'un de ses sujets, l'extinction de la famille du souverain.

Les changements absolus sont plus communs, plus faciles à exécuter dans les petits Etats que dans ceux de quelque étendue ; il n'est personne qui n'en sente les raisons. La monarchie est encore moins sujette à ces revers que les Républiques d'un autre genre. Tous les rayons de l'autorité y sont

réunis dans un même centre, elle a une toute autre force que dans les Etats républicains. Ainsi il faut encore plus, que les causes s'y réunissent, & que celles qui sont particulières à cet Etat se joignent à quelque une de celles que l'on a vues précédemment.

Il est naturel que si on secoue les fondements d'un édifice, il perde de son équilibre, & que du moins il penche vers sa ruine, si l'ébranlement n'a pas causé sa chute. Tel est l'effet du mépris des loix constitutives dans un Etat. Il n'y a que l'autorité réunie capable de cet effort. Lorsque les parties en sont divisées, chacune est trop foible; & si on abroge quelque une de ces loix fondamentales dans les Etats où plusieurs ont part au gouvernement, ce ne peut être que du consentement de tous & avec réflexion. Ce n'est plus leur mépris, leur inexécution, c'est au contraire un pere de famille qui répare les fondements de sa maison avec les précautions convenables. Mais lorsque le monarque heurte ces loix sans le concours de la volonté des peuples, il fait tomber des fondements la liaison qui fait toute leur solidité.

LIVRE VI. CHAP. III. 321

Les vices personnels des princes, séparés des autres causes, sont plutôt capables de causer les changements imparfaits que les absolus; la cruauté révolte les esprits, la vie dissolue du monarque le fait mépriser, l'opprobre dont il aura couvert un de ses sujets excite sa vengeance contre sa personne; mais si le général est d'ailleurs satisfait de la constitution, on ne détrônera le prince que pour lui donner un successeur; l'Etat ne perdra rien de sa stabilité. Justin III fut tué par Atelius dont il avoit tué le fils & livré la femme à la prostitution; Childeric fut assassiné par Bodile qu'il avoit fait frapper de verges; des princes efféminés sont jettés dans des cloîtres: la révolution ne va pas plus loin. Si l'incontinence du jeune Tarquin décida le changement de la constitution dans Rome, c'est parce que les cruautés & les injustices du pere l'avoient déjà ébranlée, & que l'affront fut ajouté à l'incontinence.

Mais il est rare que l'un de ces vices se rencontre seul, & n'entraîne d'autres causes. Il est vrai que l'on a vu des princes portés par le tempé-

rament aux foiblesses de l'amour, & n'avoir que ce défaut ; ce n'est pas aussi ce que l'on entend par la dissolution des mœurs. Ce terme exprime beaucoup au-delà ; il comprend plusieurs autres indignités, & les comprend dans leur excès. Un monarque dissolu ne respecte ni les bienséances, ni les rangs, ni les loix ; si la forme de l'Etat ne change pas, des circonstances particulieres s'y opposent. Tibere, Néron, Heliogabale périrent, & la forme de l'Etat se conserva ; la raison en est simple, le gouvernement étoit militaire ; jamais une armée n'a su que nommer un général. La passion de Roderic réduisit à rien le trône des Espagnes, il fit changer la face du gouvernement ; il détruisit la religion, parce que le comte Julien & sa fille, offensés, furent des esprits vindicatifs & encore ambitieux.

Comme l'Aristocratie se rapproche de la royauté, ces mêmes inconvénients peuvent absolument s'y rencontrer. On y peut mépriser les loix constitutives au préjudice du peuple. La portion dominante peut être plongée dans les vices, alors la constitution sera plus facilement détruite ; il

ne peut y avoir de changement imparfait ; il faut qu'il soit absolu.

Je n'ai pas entendu parler des royaumes électifs , ceux-ci ont leurs causes de changement particulieres ; les divisions, & la foiblesse de l'interregne. Mais ils ne sont pas aussi susceptibles des autres. On n'a pas communément recours aux remedes violents lorsqu'on en a de doux & de naturels. La mort de chaque Roi donne à chaque citoyen l'espérance de choisir un prince exempt des défauts de celui qui regne ; on supporte les désordres avec plus de patience. La fermentation s'appaise dans les commencements d'un nouveau regne , qui , pour l'ordinaire , donne d'heureuses espérances.

Ces Etats sont , pour la plûpart , plus modérés. Chaque élection fournit l'occasion d'une nouvelle convention. L'Etat peut faire des loix qui arrêtent le cours des maux que l'on a ressentis. Il n'est pas douteux que les concurrents ne se soumettent à en promettre l'observation. Il est naturel que si l'élection est entre les mains de la noblesse , la constitution devienne approchante de l'A-

ristocratie : si le peuple partage le droit d'élire , il en doit résulter une République composée des trois.

C'est ainsi que les royaumes héréditaires peuvent modifier ou changer leur constitution , lorsque la maison qui regne s'éteint. Cette circonstance se rencontre plus aisément dans ceux où la ligne masculine a seule le droit de succéder. Lorsqu'elle finit , le droit d'élection est incontestablement dévolu à la nation.

L'Empire d'Allemagne étoit autrefois héréditaire , il étoit alors purement monarchique. Cette autorité tomba lorsqu'il fut électif ; il devint aristocratique & foédératif. La constitution n'a pas changé depuis , mais le gouvernement s'est rapproché du royal , pour avoir été continué longtemps dans la même maison. Il semble qu'elle y ait acquis un droit par la longue possession ; elle a disputé indirectement aux électeurs la liberté de leur suffrage par la force des armes , lorsque son parti n'a pas été le supérieur. Si les électeurs avoient choisi leur chef tantôt dans une maison , tantôt dans une autre , son autorité seroit à présent aussi limitée que celle du

LIVRE VI. CHAP. III. 323

Doge de Venise ; on l'auroit retranchée à chaque capitulation.

Les Electeurs ont agi comme autrefois les Cardinaux qui avoient résolu dans le Conclave tenu , après la mort de Jules II , de borner la puissance temporelle des Papes. Mais ayant réfléchi que chacun d'eux pouvoit être élu , ils abandonnerent ce projet.

Les Electeurs ne s'y sont point attachés , quoique leurs élections ne soient tombées que sur une même maison pendant une suite de siècles : cette détermination constante ne leur a pas permis l'idée de parvenir à la dignité Impériale ; des objets qui leur ont paru plus importants les ont sans doute déterminés. Ils ont considéré qu'ils ont besoin d'un Prince puissant , & intéressé personnellement à veiller sur la puissance Ottomane ; peut-être ils ont été séduits par le spécieux prétexte de l'équilibre en Europe , & qu'ils comptent sur des moyens suffisants pour assurer leur indépendance.

Des membres souverains la peuvent conserver , vis-à-vis d'un chef qui se perpétue , par leur liaison & leur attention ; leur intérêt principal est que la constitution ne reçoive ni altération ,

ni changement ; tous les autres objets doivent leur être moins précieux que leur confédération.

Le Roi de Prusse régissant s'est contenté dans la guerre de 1742, de remplir ses prétentions personnelles, la suite fera voir s'il a affermi la grandeur de sa Maison. S'il fût demeuré attaché à la cause alors commune ; si sans s'arrêter à la pragmatique, chacun des héritiers naturels avoit retranché de sa succession de Charles VI, ce qui lui eût donné le droit de partage, la grandeur relative de la Prusse en augmentoit assez pour ne plus craindre les forces Autrichiennes.

CHAPITRE IV.

S'il y a moyen de sçavoir les changements & ruines des Républiques à l'avenir.

JUSQUES à ce que l'on soit convenu ce qu'est, ce qu'on appelle *Hasard*, & que l'on puisse s'en former une idée, il sera permis de dire que les révolutions de toute espèce ont des causes déterminées. On peut en indiquer

indiquer trois sources : la volonté expresse d'un Etre suprême ; les suites nécessaires du mouvement imprimé au corps qui composent ce que nous connoissons de la nature ; & la volonté libre des hommes.

Les decrets de Dieu sont impénétrables, les hommes les ignoreront toujours, s'il ne daigne les révéler par l'inspiration. Les Prophetes ont parlé des chûtes des Empires plusieurs siècles avant leur ruine. Leurs expressions étoient à la vérité énigmatiques ; mais la postérité a vu les événements justifier les prophéties.

L'orgueilleuse vanité des hommes, les a portés à rechercher, & à ne devoir qu'à eux-mêmes, les connoissances des choses principales de l'avenir : ils ont cru que s'approchant du lieu, où, l'erreur la plus grossiere, a placé le siège de la Divinité, ils verroient les causes de plus près : ils les ont cherchées dans le mouvement des corps célestes. Si on pouvoit asseoir quelque jugement solide sur cette science, on seroit aujourd'hui dans une situation plus favorable qu'autrefois : les Ephémérides remplies d'erreurs & de contrariétés

en ont été purgées. Mais ce seroit perdre du temps de l'employer à relever les absurdités & les faussetés débitées par ceux qui se sont fait une réputation dans ce genre de spéculation. Il est vraisemblable que plus pénétrés qu'aucun des autres hommes, du faux de l'astrologie judiciaire, ils n'ont prétendu que se faire un nom, & en imposer par le merveilleux, en flattant la foiblesse naturelle à l'homme de vouloir tout connoître & tout savoir.

La grande conjonction de Saturne, Jupiter & Mars arrivoit au signe des Poissons en 1524; les Astrologues d'Europe, d'Asie & d'Afrique; prédisoient un second déluge. La crédulité imbécile alla jusques à faire construire des arches; Auriol président au parlement de Toulouse fut du nombre de ces insensés. On raconte qu'en effet cette année fut orageuse, & que les inondations furent fréquentes dans quelques contrées. Les Astrologues y assurèrent que Dieu par sa toute-puissance avoit retenu les effets des causes célestes, pour remplir les promesses qu'il avoit faites aux hommes.

Peut-on assurer que les mouvements rapides & prodigieux, & les différentes positions de ces corps immenses, n'influent point sur la terre? Peut-on se flatter d'en connoître tous les rapports? Les découvertes qui se sont faites depuis trente ou quarante siècles, nous doivent persuader que l'on en fera encore de considérables dans une pareille révolution des temps. Notre vanité ne nous fera pas croire sans doute, que nos connoissances sont à leur dernier période. Mais nous sommes certains que les principes de la science astrologique, connus jusques à notre temps, & l'application que l'on en fait à la durée des Etats, relativement au temps de leur formation, ne méritent que du mépris. La République, comme on l'a dit ailleurs, est indépendante de la ville; l'horoscope de l'une ne détermine donc pas celle de l'autre, leur naissance n'est pas une affaire d'un moment, comme celle de l'homme qui paroît dans un instant avec toutes les parties qui le doivent former. Comment appuyer le sort d'une ville sur le regard des astres, qui cessent d'être les mêmes

avant que la moindre portion en soit construite. Cet aspect ne peut influer sur des fondements & des murailles qui ne commencent d'exister que long-temps après.

Ceux dont l'amour-propre plus modeste, se contente de connoître les causes sans les prédire, ont attribué les grandes révolutions au mouvement excentrique de la terre, suivant le système de Copernic. Cet effort toujours agissant & toujours comprimé, s'arrête à la superficie qu'il doit ébranler dans toutes ses parties. Les relations de ce mouvement avec ce qui paroît n'être que la suite des différentes actions des hommes, ne sont pas encore assez développées pour mériter quelque foi.

D'autres ont placé les causes des grands événements dans les nombres. Ces nombres mystérieux sont principalement sept & neuf; leurs quarrés & les produits de leurs multiplications par tout autre, sont les années climatériques. Pour appuyer cette opinion, on fait remarquer les événements arrivés dans ces années. Il est aisé de les faire revenir souvent, en multipliant ces deux nombres par

eux-mêmes, l'un par l'autre, & par celui des autres nombres que l'on voudra choisir, c'est la méthode que l'on a suivie. On fait valoir les faits remarquables qui se sont passés alors ; une guerre déclarée, une bataille mémorable, une famine, un tremblement de terre, &c. & l'on se tait sur les époques semblables des intervalles, dont le nombre seroit infiniment supérieur, & dont on ne peut assigner la même cause.

Platon a dit que les Républiques périssent lorsque l'harmonie des nombres est rompue, & lorsqu'on s'éloigne de la quarte & de la quinte au nombre nuptial, lequel commence par l'unité, qui demeure vierge inviolable. On convient assez que l'on ne comprend rien aux nombres de Platon. Mais si on prend ce langage au figuré, il est aisé de concevoir que l'accord parfait des loix & du bon ordre, & celui des citoyens avec les loix, doivent prolonger la durée d'une République ; si on y ajoutoit l'harmonie des Républiques entre-elles, on ne les verroit jamais finir.

On a pris aussi l'harmonie dans son sens naturel, & on a écrit que la mu-

sique en général & ses différents genres en particulier, caufoient des changements dans les nations. Une République dans l'Arcadie ayant abandonné la musique, se perdit dans les séditions & les guerres civiles : je ne fais si les observations ont été assez exactes pour déterminer si l'oubli de la musique donna lieu aux séditions, ou si leur tumulte fit oublier la musique. Il est assuré cependant que cette occupation étoit en honneur en Arcadie, plus encore qu'elle ne l'est aujourd'hui dans l'Italie. Les ordonnances du pays obligeoient, sous des peines, de s'y exercer jusques à l'âge de trente ans. Polybe remarque que les législateurs de ces peuples ne trouverent que ce moyen pour adoucir leur férocité. On pourroit observer, qu'en abandonnant la musique, ils abandonnoient leurs loix ; & que leur mépris, quelle que soit leur nature, est toujours suivi du désordre.

L'Empereur Julien dit que les Gaulois étoient féroces, impatients de la servitude. (Seroit-ce à la musique que l'on doit, la politesse, la dou-

ceur, la légèreté qui forment aujourd'hui leur caractère. Leurs chansons ont été long-temps dans la modulation Ionienne ou Lydienne du cinquième au septième ton. Ce sont ceux que l'on dit les plus propres à amollir les cœurs. Aristote & Platon les défendoient à la jeunesse ; ils conseilloient la modulation Dorienne, qui allie la douceur & la gravité ; c'est celle du plain-chant de l'Eglise.

Les événements de conséquence frappent l'imagination ; on ne voit la chute d'une puissance qu'avec étonnement ; on ne l'attribue point à des causes simples. Cependant on est d'accord qu'il n'est pas aussi difficile de détruire que de former. La formation des Républiques n'est autre chose, qu'une action résultante du concours des volontés humaines ; pourquoi n'y trouveroit-on pas les causes de leur destruction ? La durée d'un corps organisé dépend de la solidité ou des vices de sa construction. Je ne parle pas des causes violentes & étrangères qui peuvent le faire périr. Les loix, les usages, le génie dominant, tiennent lieu dans le corps moral, des nerfs, des mus-

334 DE LA REPUBLIQUE.

cles & du sang dans le corps physique. La qualité de la constitution décide dans l'un & dans l'autre du temps de leur durée. Mais comme il n'y a pas de constitution assez parfaite, pour que toutes les parties, ou leurs liaisons, soient exemptes de toute imperfection, il n'en est point dont quelque côté ne soit plus ou moins foible. Toutes doivent périr infailliblement.

Ainsi s'il n'est pas possible de prédire, on peut du moins présager la chute des Etats. Lorsqu'on connoît parfaitement leur constitution, lorsqu'on a assez de lumieres pour pénétrer le vice qui doit déranger l'équilibre nécessaire à la conservation, on doit prévoir les décadences. Le développement des causes de la ruine de la république Romaine, & de l'empire qui lui a succédé, à fondé la réputation d'un auteur de ce siècle; quelle gloire n'est pas due à Polybe qui a connu ces causes, qui a conjecturé cette ruine, dans le temps où cette puissance étoit dans sa plus grande force, & avant qu'elle eût achevé son accroissement? Tacite venu long-temps après a prévu au-

delà, il connut ce qui devoit arriver entre les peuples destructeurs de cette domination.

Mais de toutes nos connoissances, la science des conjectures est la plus imparfaite; c'est un enfant dans les langues, qui, à peine, balbutie. Tout le monde hazarde des conjectures, personne n'a songé à donner des principes de cet art, & le réduire en préceptes. Ce n'est point cependant une chose impossible; pourquoi l'homme n'oseroit-il la tenter? Les premiers essais seroient foibles, incertains: les réflexions, les observations, l'expérience, ajouteroient dans les suites, quelque degré de perfection à ces essais. On parviendroit à des points de certitude, comme on trouve des endroits à poser un pied ferme dans les terrains mouvants. Cette étude seroit d'autant plus avantageuse, que l'on ne pourroit avancer dans cette science sans découvrir en même-temps la premiere origine des défauts qui tendent à la destruction. Les principes du mal étant connus, les remedes se présentent. La médecine sera toujours conjecturale, parce que le jeu

336 DE LA REPUBLIQUE.

des ressorts, & le cours des liqueurs dans le corps humain, sont impénétrables à la vue pendant leur action. Dans les Républiques tout est à découvert.

CHAPITRE V.

*Que le changement des Républiques
& des Loix ne se doit point
faire tout à coup.*

QUELQUE connoissance que l'on puisse acquérir des défauts les moins sensibles qui peuvent vicier une constitution ; quelques progrès que l'on fasse dans cette science , l'application des hommes ne parviendra jamais à les former parfaites. Pour qu'un tout soit parfait, chacune de ses parties le doit être, & c'est encore peu si l'assemblage ne l'est pas. Les passions du cœur humain , le germe de corruption que la nature y dépose, présenteront toujours un côté foible, qui causera tôt ou tard la ruine de l'Etat. Aucun ne peut se flatter d'une existence perpétuelle. Mais on doit

de
ce

qu
mi
dro
me
tou
pub
con
écar
tanc
dans
natu
voir
prévi
un bo
fâche
bons
me o
ne Ré
obéira
fera so
ra se fl
vivre c
Mai
oblige
ments,
rer. Ce
de la n
Tome

doit chercher à la prolonger comme celle de la vie.

Le Gouvernement doit par conséquent être sans cesse attentif à raffermir ce qui chancelle, & réparer l'endroit qui menace de se détruire. La meilleure de toutes les regles est de tout tenter pour conserver une République dans un état conforme à sa constitution. Il n'est permis de s'en écarter que lorsque, par des circonstances, le changement d'une forme dans l'autre, devient facile, & comme naturel. Le sage politique qui fait prévoir les altérations dangereuses, les prévient; & comme le médecin tire un bon augure des maladies les plus fâcheuses, lorsque les symptômes sont bons dans les jours critiques, de même on ne doit point désespérer d'une République, tandis que le peuple obéira au magistrat & que le magistrat sera soumis aux loix, ou que l'on pourra se flatter probablement de faire revivre cette obéissance.

Mais lorsqu'une nécessité absolue oblige à recourir aux grands changements, il faut, du moins, les préparer. Ces regles certaines pour le fond de la nature des Etats, doivent être

338 DE LA REPUBLIQUE.

appliquées aussi dans le détail aux loix & aux mœurs. Les secousses ébranlent d'autant plus vivement, qu'elles sont moins attendues. Et la chute subite n'est jamais sans danger. Une loi mauvaise, un usage pernicieux doivent être affoiblis peu à peu; il faut les laisser tomber insensiblement.

On n'est pas encore d'accord s'il ne vaut pas mieux laisser subsister une loi parce qu'elle est ancienne, lorsqu'elle a quelque bonté, que de l'abolir & de lui en substituer une meilleure. Les loix observées, sont respectées par leur seule ancienneté; on leur obéit par habitude; toute l'autorité du magistrat ne parvient qu'avec beaucoup de vigilance & de difficultés, à accoutumer à une loi nouvelle. La République n'est jamais plus solide que lorsque, comme une machine bien montée, tout marche de soi-même par le mouvement imprimé dans le principe. Mais aussi doit-on négliger le mieux, & se reposer sur le médiocre? Je ne suis point surpris que l'on agite toujours cette question: sa décision dépend du degré de bonté de la loi que l'on veut introduire, du degré de médiocrité de celle que l'on veut

al
ne
co
do
le
me

ce
dan
loi
& c
pou
ne c
conv
narch
ra pe
On n
quoiq
public
tion d
peuple
tort d'
Nou
gnés,
pas du
ordonn
toient
une loi
ment fut
observé

abroger, & des circonstances. En général, il n'est rien de plus difficile à conduire dans le gouvernement, & dont le succès soit plus douteux, que le changement des loix & des coutumes dont l'usage a une fois prévalu.

Un des grands inconvénients de ce que l'on doit appeller changement dans un Etat, est que l'on prend une loi excellente chez d'autres peuples, & qui fait fleurir leur République, pour la subroger à l'ancienne que l'on ne croit pas aussi bonne. Mais ce qui convient à l'Aristocratie, gâte la Monarchie : une loi de la Démocratie sera pernicieuse dans toutes les deux. On ne fera pas mieux, très-souvent, quoique l'on choisisse dans une République de même nature : la situation des provinces, le caractère des peuples n'étant plus les mêmes, on a tort d'introduire les mêmes loix.

Nous voyons dans les temps éloignés, que les changements n'étoient pas du goût des sages politiques : les ordonnances d'Athènes, ne permettoient pas qu'on proposât au peuple une loi sans l'avis du sénat. Ce règlement fut reçu dans Rome & y fut mal observé : il l'est mieux à Venise, où

l'on ne peut proposer au sénat sans l'avis des sages. La règle étoit bien plus sévère chez les Locriens ; celui qui proposoit au peuple une nouveauté , devoit se présenter la corde au col ; il en étoit étranglé si la loi étoit rejetée. On écrit que cette République n'avoit rien ôté ni ajouté à ses premières coutumes , jusques à ce qu'un citoyen borgne se présenta pour demander que ceux qui aveugleroient un borgne de dessein prémédité , seroient privés des deux yeux , au lieu qu'il n'en devoit perdre qu'un , selon la lettre du tallion qui étoit en usage.

Si la règle de ne point toucher aux loix essentielles , doit être adoptée dans tous les Etats , elle doit être plus étroitement gardée dans l'Aristocratie , & encore davantage dans la Monarchie. Le consentement général d'une nation évite une grande partie des inconvénients ; le changement n'étonne point , il n'est pas imprévu ; il est agréé , c'est l'acte de la volonté de la multitude. Ces circonstances sont particulières à l'Etat populaire. Je ne prétends point cependant que tout changement doive être défendu : la République ne doit point servir aux

g
P
m
a
fi
d'
les
C
di
ou
les
aux
si
cho
Mais
don
ticul
néral
du bo
les bo
dans c
Répub
séparée
Monar
On
dre, p
ment,

loix ; il n'est point de regle sans exception.

Mais la nécessité des changements , grands & imprévus , arrive rarement , peut-être jamais , pour les loix fondamentales. On n'a guere vu de loi mal assortie au principe constitutif, ou nuisible à la société , qui ne soit tombée d'elle-même en non-usage ; tandis que les utiles se soutiennent & se fortifient. C'est un moyen , à peu près assuré , de distinguer quelles étoient les bonnes ou les mauvaises loix d'origine dans les Démocraties. On les connoîtroit aux mêmes signes dans les Monarchies , si les Gouvernements laissoient aux choses un cours libre à cet égard. Mais comme un intérêt particulier y donne le mouvement , des causes particulières interrompent cette regle générale. Deux raisons indépendantes du bon ou du mauvais , laissent périr les bonnes loix ; la corruption seule dans ce qu'on nomme communément Républiques ; la corruption & les vues séparées de l'intérêt public , dans les Monarchies.

On ne doit pas cependant confondre , pour l'importance du changement , les loix civiles avec les loix po-

litiques. Il n'est pas, à beaucoup près, de la même conséquence dans les premières. Mais celui des loix qui forment l'essence, ou le caractère de l'Etat est toujours dangereux : je place dans le même rang, plusieurs usages que l'ancienneté a consacrés, que la longue approbation a affermis. Ils doivent attirer la même considération que les institutions primitives. Les unes & les autres sont les fondemens & les pierres angulaires de l'édifice. La main la plus habile ne peut guere y toucher, sans causer l'ébranlement de toute la masse. Il est bien rare que l'innovation par elle-même, ne cause plus de préjudice que la loi nouvelle ne porte d'utilité.

On a pu remarquer que les Etats ne dégènerent, qu'autant qu'ils s'éloignent de leur première constitution ; la raison en est bien simple. Le génie propre à chaque peuple, & la réflexion, ont dirigé les premières loix de la fondation ; le dégoût, la licence, ou des motifs personnels en écartent. C'est l'écueil de toutes les Républiques qui dépérissent par des maladies intérieures ; elles ne surviennent jamais que par le changement & l'ou-

bli des loix originaires. On doit donc y rappeler l'Etat comme au principe de sa vigueur & de sa santé.

Ramener une République à sa constitution, quelque défigurée qu'elle soit, n'est pas changer, c'est rétablir; cependant on ne doit pas le faire tout à coup. Agis Roi de Sparte, entreprit de faire revivre en un jour la discipline de Lycurgue. Il fit apporter les obligations des particuliers & les brula publiquement; il voulut de suite procéder à un nouveau partage des terres; la sédition s'alluma, il y périt. S'il avoit sondé les esprits, attiré les principaux; s'il avoit commencé par défendre les meubles précieux, & quelque temps après ramené l'usage de la monnoye de fer, ou plutôt, décrié l'or & l'argent par quelque voie indirecte; s'il n'avoit marché qu'à pas comptés, il auroit vraisemblablement réussi. Il convient d'imiter la nature, elle produit ses ouvrages lentement, ils languissent & périssent insensiblement; c'est ainsi que l'on doit en user pour extirper les mauvaises coutumes qui ont prévalu.

On doit mettre dans ce même rang les religions qui ont été tolérées: la

précipitation trouble un Etat, & ne réussit point. Les persécutions font des profélytes, les voies lentes & détournées, assurent mieux le succès & sont exemptes de dangers. Il s'agit encore ici de ramener, & non de détruire.

Tout changement subit est dangereux, même celui des corps ou d'une grande partie de leurs membres. Ceux qui demeurent attirent l'envie, & ceux qu'on destitue, la pitié. On ne doit jamais offrir au peuple des spectacles capables de le passionner; il ne faut pas frapper l'imagination, elle s'échauffe. Charles V, encore régent en France, supprima la plûpart des magistrats, & leur substitua des commissaires; le feu se répandit dans le Royaume. Ce prince sage se conduisit, comme on doit le faire, à l'égard de toute nouveauté dont le vice paroît dans l'exécution; il déclara que cette suppression avoit été obtenue par *mauvaise impression*, à son grand déplaisir; il cassa & annulla icelles suppressions à *perpétuité*. Bien différent en cela de ceux qui pensent, que tout ce qui a porté l'empreinte du sceau de l'autorité royale ne doit jamais être révoqué. Ce sen-

timent n'appartient qu'à de petits gé-
nies, j'en ai déjà parlé.

On voit par cet exemple que les
loix nouvelles, à la différence des an-
ciennes, peuvent être abrogées sans
péril. On doit même les abroger aussitôt
qu'on en apperçoit l'inconvénient:
il est double à les laisser enraciner.
Bien des Gouvernements suivent le
contraire de ces maximes: il semble
qu'ils comparent la vétusté des loix
à la caducité des hommes. L'homme
perd ses forces par le temps, les loix
acquierent de l'autorité par leur du-
rée: c'est un arbre qui approfondit ses
racines. On ne doit pas cependant
se jouer des regles qu'on établit nou-
vellement; créer & anéantir chaque
jour, ce seroit donner du mépris pour
des réglemens nécessaires: ce seroit
un autre extrême. On trouve un mi-
lieu; c'est de ne donner des loix nou-
velles qu'avec sagesse, après de gran-
des réflexions, & rarement.



CHAPITRE VI.

Laquelle des trois Républiques simples doit être regardée comme la meilleure. Considérations préliminaires.

SI TOUT ce qui mérite d'être discuté en matière politique, peut être regardé comme problématique, non-seulement cette question porte ce caractère, mais elle doit renfermer une infinité de problèmes. Toutes les autres questions s'y rapportent; & le sens dans lequel chacune sera prise, peut faire changer la décision de la principale. Aucune ne présente autant de côtés, & chacun de ces côtés a plusieurs faces. Ce qui paroît une utilité sous un point de vue, cesse d'en être une sous un autre, & sera peut-être un mal à d'autres égards.

On n'est pas même d'accord sur le but que doivent se proposer les Républiques. Sidney, savant politique & souvent philosophe, loue ou blâme les gouvernements, suivant qu'ils sont

bien ou mal constitués pour la guerre : il pense que leur gloire doit consister à conquérir. S'il est permis au contraire de penser, que les sociétés civiles fondées sur la justice & la raison, l'ont été pour se défendre contre ceux qui faisoient la guerre, & pour jouir de la paix ; si on peut dire qu'une association qui a pour but d'enlever à ses voisins ce qui leur appartient, est une société de brigands ; il sera difficile de convenir de la meilleure forme de la République.

Aussi n'ai-je pas prétendu traiter cette matiere pour attirer à un sentiment, mais simplement comme une question de curiosité, & comme un pur amusement de l'esprit.

Si je ne prétends pas fixer les opinions ; à plus forte raison je ne prétends pas inspirer la pensée de changer une constitution, pour une autre que l'on croiroit meilleure, peut-être mal-à-propos. Je suis au contraire intimement persuadé que la forme sous laquelle une République se conserve depuis long-temps, est de toutes, la meilleure pour elle, supposant même qu'elle ne seroit pas bonne en soi. C'est une conséquence de ce que j'ai

dit sur les changements. Lorsque la nouvelle forme n'est pas unanimement approuvée, elle entraîne des malheurs plus grands que ceux dont on cherche à se délivrer.

S'il est rare que le consentement soit uniforme pour embrasser une nouvelle constitution dans toutes les Républiques ; il est assuré qu'il ne le fera jamais dans l'Etat monarchique ; il faudroit supposer l'extinction de la famille royale dans toute l'étendue de ses branches. Jamais sentiment ne sera plus général que le fut celui des Romains pour l'expulsion de leurs rois ; jamais rois n'avoient mieux mérité d'être chassés que les Tarquins, cependant il fallut des prodiges, que l'on appellera, si l'on veut, prodiges de vertu, pour sauver Rome. Un pere inhumain étouffa par le supplice de ses propres enfants, le parti que les excès des Tarquins leur avoit encore laissé parmi leurs sujets. L'intrépidité féroce de Mutius Scævola, son dessein, que l'on qualifia d'héroïque, & qui n'étoit dans le fonds qu'un assassinat, jetterent Pétonnement & la crainte dans l'ame de Porfenna, lorsqu'il touchoit au moment de rétablir ces mauvais princes.

Un roi, ou ceux qui auront succédé à ses droits, trouveront toujours un parti prêt à se soulever dans l'Etat dont on les aura dépouillés, & un appui dans les autres monarques dont la cause est commune avec la leur. L'Angleterre a encore aujourd'hui ses Jacobites; Jacques auroit trouvé des Borfenna, si ses Royaumes avoient été dans le continent.

Tout changement, dès-lors qu'il est absolu, fait éprouver des malheurs infinis, & ces malheurs ne sont pas passagers. L'état de nouveauté est un état chancelant & indéterminé; ce n'est jamais qu'après des convulsions dangereuses que les esprits agités reprennent le calme. La République de Florence flotta pendant quarante ans, entre l'Etat populaire, l'aristocratique & le monarchique. On ne sauroit dépeindre ce qu'elle souffrit de cette incertitude, & de la commotion que le désir du changement avoit excitée dans les esprits. Rome même n'eut les apparences d'un gouvernement fixe qu'après l'érection du Tribunal.

On peut encore avancer comme une maxime certaine dans la politique, qu'on ne doit jamais attaquer

L'autorité dominante dans un Etat, que lorsqu'on est assuré de la renverser. Si elle résiste aux atteintes ; si elle surmonte l'effort que l'on a fait contre elle, elle en devient plus redoutable, & acquiert un nouveau degré de force. On a vu que les suites de ces projets avortés, ont été de porter en moins de temps la monarchie royale au despotisme. Il est vrai que comme il est un période où tout finit, les coups que l'on porte à l'autorité qui veut excéder ses bornes, quoiqu'inutiles d'abord, précipitent ce moment où les choses portées à leur comble, tombent sous le plus léger effort. Mais c'est se sacrifier avec certitude par un motif de spéculation bien incertain.

Je ne parle que des raisons prises de la politique ; il n'est personne qui ne supplée celles des devoirs qui lient les sujets à la souveraineté sous laquelle ils sont nés, & j'avance qu'il est plus sage de supporter les inconvénients d'un Gouvernement, s'ils ne sont extrêmes, que d'entreprendre de le changer.

Je considérerai séparément & en gros, les avantages & les inconvénients de chaque forme de républi-

que ; on pourra peser les uns avec les autres. Cette méthode donnera à chacun la facilité de se déterminer suivant son goût & ses réflexions. Comme dans un traité de la République, tout ramene à l'utilité & au désavantage de chacune des especes , j'ai été obligé d'en parler souvent ; je ne pourrai guere éviter de me répéter , ce sera le plus rarement qu'il me sera possible.

CHAPITRE VII.

Des avantages & des désavantages de la Démocratie.

L'ÉTAT populaire paroît le plus conforme à la nature ; c'est celui qui conserve le mieux l'égalité dans laquelle elle a fait naître les hommes. Les loix de police par conséquent y ont plus de rapport avec les loix naturelles. Si les biens & les honneurs n'y appartiennent à aucun ordre par préférence, c'est à peu près comme s'ils étoient communs.

On n'a pas encore expliqué jusques

à présent, ce que c'est que l'égalité que la nature a voulu mettre entre les hommes. Si on entend un partage égal de ses biens, ce n'est pas se conformer à ses opérations; on doit mettre les honneurs au nombre des biens de la nature, c'est elle qui y a mis un prix en nous donnant l'amour-propre, d'où naissent l'émulation & le plaisir flatteur d'une distinction honorable. Elle a offert ses richesses à tous & ne les a données à personne; mais c'est de sa main que l'on tient les qualités & les talents, par lesquels on peut acquérir ses biens. C'est elle qui les a distribués à chacun, & il est sensible qu'en les diversifiant, elle s'est éloignée de l'égalité prise dans le sens que l'on lui donne communément. L'égalité véritable, conforme aux vues de la nature, consiste à ce que chacun soit placé dans le rang auquel elle l'a rendu propre. Chacun aura un sort égal à ses talents, & des talents égaux à sa fortune.

Si les talents paroissent départis avec inégalité, c'est qu'on ne les examine pas d'assez près. Ils peuvent être à peu près égaux sans être semblables. Une attention bien exacte feroit ap-

percevoir plus de jugement dans celui qui a moins d'imagination ; plus de solide, avec moins de brillant ; plus de candeur, avec moins de finesse ; plus de force de corps ou d'esprit ; plus d'aptitude pour une espece de science, pour un certain art, un certain exercice ; plus ou moins de santé, avec plus ou moins d'autres qualités : un plus long détail entraineroit trop loin. En général, chacun est dédommagé par quelque avantage de ceux que d'autres ont dans un degré plus éminent.

Ce n'est pas tout. Il est sensible que la Providence en diversifiant les talents a voulu marquer différents étages nécessaires à l'entretien de la société. En faisant les uns plus ingénieux, elle les a faits pour instruire & montrer le bien dans chaque occasion ; elle a donné la force de l'esprit pour commander, celle du corps pour exécuter. Elle a donné plus de discernement, & des passions moins vives pour établir la justice & la probité. Tout marque qu'elle a voulu distinguer des rangs ; on ne doit pas en conclure qu'elle ait voulu détruire l'égalité. Les qualités d'un consul ne

font pas celles d'un artisan. Cependant l'architecte qui fait parfaitement conduire toutes les parties d'un édifice, confere proportionnellement autant d'esprit dans la société, que le consul en dirigeant les délibérations du sénat; il remplit également la sphere dans laquelle il est placé. Il en est de même de tous les ordres: si chacun étoit mis dans la place assortie aux qualités qu'il a reçues de la nature, chacun rempliroit la sienne avec une égalité relative de talents. La fortune, les honneurs de chacun seroient égaux à ce que la nature lui en a destiné. On ne doit donc pas comprendre l'égalité qui devrait faire le fondement de la Démocratie, comme une égalité absolue, mais comme relative au degré des qualités, & ces qualités ont dû être différenciées pour s'accorder avec la diversité des besoins de la société.

La Démocratie est de tous les Etats celui où les places & les talents peuvent le mieux s'assortir; où la naissance ne distingue personne; le mérite seul a droit aux dignités; où l'élection remplit les charges, on les donne au plus digne dans chaque genre. Nos

discours, nos actions, tout jusques à nos gestes nous découvrent. Il en résulte une réputation qui se forme par le sentiment public ; il s'égare rarement. De-là doivent dériver les choix les plus convenables à l'espèce de capacité. Si chacun occupe le poste dont il est capable, le bon ordre ne peut pas être mal observé : si la société des hommes ne se peut entretenir que par l'amitié, l'amitié par l'égalité qui supprime l'envie, & si l'envie se peut facilement bannir dans la Démocratie, ce sera la constitution la plus à désirer.

On ne disputera point que ce ne soit l'Etat qui laisse au citoyen la plus grande liberté. La liberté développe les talents. C'est dans les Républiques que l'on a vu les plus grands législateurs, les plus célèbres légistes. Les Républiques nous fournissent des exemples des plus grands effets de l'éloquence ; il est permis d'y penser, & d'y publier ses pensées. Ailleurs, la crainte du Gouvernement resserre les talents, ceux même qui les possèdent les ignorent souvent, & l'histoire n'ose être la bouche de la vérité. La liberté est le don le plus précieux de la nature. L'homme, sans aucune réflexion, court à la

liberté; on peut les comparer à ces portions séparées de l'insecte, qui ne cessent de se mouvoir, que l'attraction semble porter l'une vers l'autre, & qui font des efforts jusques à ce qu'elles soient rejointes ou que leurs forces soient épuisées.

C'est cette liberté qui forme les héros en donnant un amour invincible pour une patrie qui laisse jouir de la liberté. Aucun Etat n'est aussi bien constitué pour la guerre que la Démocratie, à cause du grand attachement du citoyen pour conserver un bien si précieux. Chaque petite République de l'Italie couta plus à dompter aux Romains, que les plus puissants royaumes; tant qu'il restoit un homme, il disputoit sa liberté. Sidney dit, que les vieillards, les femmes & les enfants, ouvroient les portes lorsqu'il ne restoit plus un citoyen pour les fermer. Les grands Capitaines y sont plus communs, parce que les talents y percent toujours, & que l'on y reçoit les honneurs conformes aux talents. Enfin, on ne connoît d'autre souverain que la loi, & la loi est formée sur l'opinion que le général a de la justice. Ces raisons sont apparentes; mais

semblables aux toiles d'araignées elles n'ont pas plus de force.

La nature en partageant entre les hommes les qualités différentes, & les mêmes dans différents degrés, auroit rendu un service bien précieux à l'humanité, si elle avoit donné à chacun assez de lumière pour connoître celles dont elle l'a pourvu & celles qu'elle lui a déniées : cet avantage seroit inappréciable, elle n'a pas voulu nous en favoriser. Bien loin de-là, elle nous a donné à tous un amour-propre qui nous aveugle à cet égard. Comment nous laisseroit-il appercevoir les bornes de nos talents s'il nous trompe pour les choses soumises à nos sens ? Cette ignorance de nous-mêmes doit nécessairement faire naître la confusion & le désordre dans un Etat libre. On ne reconnoît pas sa place, on veut occuper celle où l'on ne peut s'ajuster. Celui qui est né pour être simple soldat croit que l'on lui fait injustice, s'il n'est élu général. Cette égalité prétendue devient une source inépuisable d'envie, de jalousies, & de dissensions. C'est le sort de la Démocratie.

On n'a pas besoin de chercher des défauts à la constitution populaire,

dans des pratiques particulieres à quelques Etats. A Athènes & à Rome on devoit assembler le peuple trois fois, on demandoit trois fois son approbation pour qu'une loi fût reçue : que faisoit-on lorsqu'il n'étoit pas trois fois de suite du même sentiment ? Le vol d'un oiseau, le cri d'un rat, l'opposition d'un augure rompoient une assemblée ; l'élection des magistrats se différoit par ce contre-temps, souvent l'ouvrage des compétiteurs. Ces défauts & mille autres semblables, ne sont pas les défauts de la Démocratie, mais d'une constitution singuliere ; ils ne concluent rien pour le général.

Mais l'inconstance attachée au peuple, la facilité de le séduire, son ignorance, ses caprices qui lui font embrasser les mauvais partis comme les bons ; l'impossibilité de conserver un secret nécessaire à toute occasion, suffisent pour rendre l'Etat populaire improposable. Phocion ayant donné un conseil qui fut d'abord adopté par le peuple, se tourna vers ceux qui étoient à ses côtés, & leur dit : *Mes amis, ne me seroit-il point échappé quelque mauvais avis ? Quel peuple que l'on veuille choisir, il sera toujours insolent dans*

la prospérité ; troublé & déconcerté dans l'infortune ; cruel dans sa colere ; prodigue & aveugle dans sa faveur ; incapable de prendre promptement une bonne résolution. Tout peuple souverain doit nécessairement tomber dans la plus abominable corruption ; elle est la suite de la liberté trop excessive , & trop vantée dans la Démocratie.

La république de Rome se corrompit au point que Marius osa faire porter publiquement les sacs d'argent pour acheter les voix du peuple. On ne se cachoit ni des concussions , ni de vendre les jugements : on frémit lorsque l'on lit les accusations & les preuves contre Verrès , & qu'on apprend la peine legere qui lui fut imposée. Tout étoit vénal, maladie commune, dit Plutarque, à tout Etat populaire. Platon l'appelle un marché où tout se vend ; aussi n'a-t-il point fait sa République idéale, Démocratique. On a vu à Rome un magistrat, un tribun, se faire suivre d'une troupe ramassée d'artisans & d'esclaves armés de bâtons, chasser la plus saine partie du peuple & tuer le consul que l'on venoit de nommer ; ces attentats demeu-

roient impunis. Le peuple de Mégare ayant chassé son prince, établit pour première loi de l'Etat populaire, que les pauvres vivoient à discrétion chez les riches.

Le peuple d'Athènes écoutoit, & donnoit sa confiance aux plus méchants hommes qui savoient flatter ses vices. Il rebutoit les gens sages & vertueux & les chassoit, on y vit Miltiades & Phocion mourir dans la prison, Thémistocles & Alcibiade dans l'exil. On colore ces injustices de la crainte de les voir s'emparer de la souveraineté. C'est par-là que, pour avancer quelque chose de singulier, on loue le mauvais usage de l'Ostracisme. Mais ce ne fut pas cette crainte qui fit chasser Aristide le juste, & condamner Socrate à la ciguë. Si ces mêmes soupçons avoient fait bannir à Rome, Coriolan, Metellus, les deux Scipions & Cicéron, le peuple n'auroit pas dû souffrir Pompée, encore moins favoriser Marius & César.

Xenophon grand capitaine, homme d'état & philosophe, blâmoit Athènes d'avoir choisi la constitution la plus vicieuse, mais il l'estimoit de se conduire par le conseil des gens dépravés ;

vé
de
Jan
par
bon
riss
gra
ce
crat
Péri
fut
les
tres
& le
O
doux
ont
Les
éliso
march
merc
dans
gnars
du R
passan
surven
forme
ractere
vent av
besoin
Ton

LIVRE VI. CHAP. VII. 361

vés ; c'étoit le seul moyen, disoit-il , de se conserver dans l'État populaire. Jamais aucune République gouvernée par la voix du peuple n'a joui d'un bonheur paisible ; elles n'ont été florissantes que lorsqu'un sénat ou de grands hommes les ont gouvernées , ce n'est plus le gouvernement Démocratique. L'Aréopage étant aboli & Périclès mort, Athènes, dit Polybe, fut comme un vaisseau sans gouvernail : les uns vouloient faire voile , & les autres regagner le port, l'orage survint & le vaisseau fut submergé.

On parle de quelques peuples si doux, si portés vers la justice, qu'ils ont pu vivre sans autorité dominante. Les habitants de Guzula en Afrique, éliisoient un magistrat chaque jour de marché pour assurer la légalité du commerce du jour ; ils n'en avoient aucun dans les autres temps. Les Montagnars de Magnan, vers les frontieres du Royaume de Fez, arrêtoient les passants pour décider les différends qu'ils survenoient entre eux ; c'étoit toute la forme de leur Gouvernement. Des caracteres si modérés, si heureux ne peuvent avoir trop de liberté ; ils auroient besoin d'être séquestrés du reste des

hommes pour n'être pas gâtés, ou assujettis.

Mais doit-on juger des Républiques populaires par les exemples de l'antiquité? On en voit s'élever depuis quelque temps, dans lesquelles les grands inconvénients sont retranchés. Le peuple élit son Gouvernement: ce ne sont plus l'absurdité, les caprices turbulents, la légèreté, l'incapacité qui font les loix, ni qui décident du parti que doit prendre l'Etat; le peuple l'ignore, il ne le divulgue pas. Ce n'est plus alors, comme je viens de le dire, une Démocratie simple, elle est gouvernée aristocratiquement. Ce sont des Etats mixtes dont je parlerai dans la suite. Cette forme est meilleure sans doute, cependant elle conserve un levain vicieux dans sa source; le peuple a le droit de renverser ce qu'elle tient de l'Aristocratie. C'est ce qui arriva à Rome, dont on ne doit jamais citer les exemples en faveur de l'Etat populaire. Le mélange de l'autorité du sénat la soutint; lorsque le peuple eût entièrement pris le dessus, la République fut perdue.

On voit encore parmi les Suisses des Républiques à peu-près populai-

re
ric
co
fo
gu
la
cli
che
gra
gue
quie
S
celui
ple. C
un f
corr
du t
venu
juge
profe
res,
les be
mais
patrie
mes d
avanta
dans
Etats.

res : leur esprit est bon & simple , les richesses n'y sont pas emmenées par le commerce ; mais la plus grande raison de leur tranquillité est , qu'aucune guerre n'y agite les esprits. Ceux que la nature y a fait naître avec des inclinations qui y tendent , vont la chercher chez les étrangers. Il y a une grande liaison des esprits nés pour la guerre , avec ceux qu'on appelle inquiets & brouillons.

Séneque disoit : *Il est impossible que celui à qui la vertu plaît , plaise au peuple.* Cette maxime peut être vraie dans un sens , & si l'on suppose un peuple corrompu à l'excès , comme il l'étoit du temps de Séneque. Mais il est convenu en général que le public est bon juge , & admirateur de la vertu qu'il ne professe point. Dans les Etats populaires , les choix sont merveilleux dans les besoins , le vrai mérite n'y est jamais inconnu ; la liberté attache à la patrie , elle forme de grands hommes dans tous les genres. Ce sont des avantages dont la Démocratie jouit dans un degré supérieur aux autres Etats.

CHAPITRE VIII.

*Des avantages & des désavantages
de l'Aristocratie.*

SI LA République dont la nature est d'avoir autant de souverains que de citoyens est un extrême, on doit compter pour un autre extrême la monarchie qui n'en a qu'un : & comme il est ordinaire que le bien se trouve dans le milieu des deux extrémités, il semble que l'Aristocratie doive être la meilleure forme de république. Il est conforme aux lumieres naturelles les plus simples, que le Gouvernement soit donné aux plus dignes de les conduire. Que ce soit aux plus vertueux, aux plus habiles, ce sera toujours une Aristocratie, parce que ceux qui posséderont ces qualités seront toujours en moindre nombre que les autres. Que les membres de ce conseil souverain que j'appellerai sénateurs, soient héréditaires ou électifs, pourvu qu'ils ne puissent être pris que dans une portion marquée

de la nation, on trouvera toujours l'Aristocratie.

Peut-on proposer à l'homme rien de plus sensé que de soumettre la portion de sa liberté, qui lui seroit à charge, à ceux qui sont les plus capables de le commander : & n'est-il pas plus vraisemblable d'en rencontrer dans le nombre, qu'il n'est à craindre de se méprendre lorsque l'on se soumet à un seul. Le poids de l'autorité est toujours plus supportable lorsqu'elle est divisée : ce Gouvernement est si conforme à la nature, si propre aux besoins des hommes, que tous s'y réduisent, quelque forme apparente que l'on pense leur donner.

L'Etat populaire est obligé de livrer son administration à un sénat, la monarchie a besoin d'un conseil. Si le peuple régit par lui-même, il tombe dans le délire : si le Roi veut gouverner sans conseil, il sera accablé du fardeau de l'Etat. Tout ramene donc à l'Aristocratie, & tout se gouverne aristocratiquement. Dès - lors pourquoi déguiser le nom ? Pourquoi ceux qui gouvernent en effet, & sans lesquels tout seroit mal gouverné, ne seroient-ils pas reconnus pour être les

souverains ? L'avantage en est palpable. Si les pouvoirs que le sénat exerce au nom du peuple lui appartenoient en propre, le peuple ne seroit pas le maître de les reprendre, & de plonger l'Etat dans le désordre de la Démocratie.

Lorsque le conseil du prince gouverne, il exerce une autorité plus pesante que la seigneurie aristocratique, parce qu'il emploie la force du pouvoir réuni dans une main. Les membres de ce conseil, souverains eux-mêmes, seroient plus particulièrement intéressés au maintien du bon ordre, ils y veilleroient avec plus d'attention. Il est hors de doute qu'il se trouvera des défauts, même, si l'on veut, des vices parmi le nombre de ces souverains ; mais les vertus opposées dans ce même nombre les doivent balancer. Les vices du prince n'ont point de contrepoids ; ou son conseil s'y prête, ou, s'il ne le fait pas, la barrière qu'il oppose est trop foible pour arrêter.

La nature de l'Aristocratie, est de toutes, la plus paisible ; l'ambition personnelle n'est point flattée par les conquêtes dont la gloire & l'utilité se par-

tagent, jusques à devenir insensibles sur la tête de chacun, & la passion agit moins sur des personnes sensées & capables de réflexion que sur un peuple capricieux. Les alliances sont plus solides, plus durables qu'elles ne le sont avec les monarchies: un sénat n'a pas l'inconstance, & ne connoît pas plusieurs des motifs qui déterminent les princes à une rupture. Cet avantage se rencontre le même dans la Démocratie.

Cet Etat est plus affermi que le populaire; un plus grand nombre d'intéressés veillent à sa conservation. La conduite d'un esprit ambitieux y est éclairée de plus près; il y a plus de forces pour la réprimer, le peuple ne porte pas dans son aveuglement, un tyran sur le trône: plus soumis, il n'a pas le pouvoir de se perdre lui-même.

Mais d'un autre côté le gouvernement Aristocratique est injuste & oppresseur. Tout un peuple, égal dans le moment que la constitution se forme, cède à un petit nombre, non-seulement la souveraineté, mais encore les charges, les prééminences, les honneurs. La monarchie n'approche pas de cette dureté. Le sacrifice de la

liberté est si entier, qu'il ne laisse aucune distinction à espérer dans la foule des sujets ; le mérite , les talents ne peuvent se déployer. La partie souveraine , voit de loin sous ses pieds la partie sujette : celle-ci ne voit aucun degré , ni pour monter au faite , ni pour en approcher. C'est un Etat toujours dans l'humiliation. Comment l'Aristocratie seroit-elle un bien entre deux extrémités , elle-même n'a pas de milieu entre la souveraineté & l'Etat rampant.

L'union & la division dans le corps souverain sont également à craindre pour les sujets. Si les volontés sont uniformes , elles peuvent se réunir pour la dureté du Gouvernement ; il vaudroit mieux alors n'avoir qu'un tyran que d'en avoir plusieurs. Comme il est ordinaire que la possession de la souveraineté ouvre le cœur aux passions , il est naturel que le plus grand nombre des nobles s'éloignera de la vertu ; il se rendra supérieur à ceux qu'un sentiment de justice porteroit à favoriser les sujets , lorsqu'aucun intérêt ne parle pour eux.

Si les principaux se divisent , ou l'on ne prendra aucune résolution , ou

celles qui passeront seront les productions de la plus forte cabale : le peuple assujetti sera toujours la victime. Il est difficile, plutôt impossible, que les assemblées nombreuses, où l'autorité est égale, ne se partagent en factions : à Gênes les Fregoses & les Adornes, les Doria & les Fiesque, l'ancienne noblesse & la nouvelle ont rempli la République d'intrigues, & lui ont attiré des guerres sanglantes.

Il est vrai que les conspirations ont rarement réussi dans les Aristocraties ; mais elles n'en sont pas exemptes ; leur succès n'intéresse que la partie souveraine ; il est pour le moins indifférent pour les sujets qui pourroient avoir part aux honneurs sous un Roi. La distance trop coupée qui se trouve entre le corps souverain & le corps assujetti, est un état de mépris d'un côté, & de l'autre d'envie ; ces sentiments doivent dégénérer en haine ; on ne doit compter en aucune manière sur les sujets. On les a vu cependant attaquer à Gênes des troupes aguerries & victorieuses ; mais ces vainqueurs les traitoient avec tant de barbarie, que le désir de se délivrer d'un mal présent étoit leur seule réflexion. Peut-

être encore que sans les troupes Françaises qui soutinrent l'Etat, ce brave peuple auroit vaincu pour lui, plus que pour la seigneurie.

Le gouvernement de Genève est excellent, mais ce n'est point une Aristocratie simple. On fait monter par élection, au conseil des vingt-cinq, un de celui des soixante; celui-ci est remplacé par un des deux cents, & on élit pour tenir lieu de ce dernier, un citoyen que l'on peut prendre dans toutes les bonnes familles. Le mérite élève aux dignités; les deux conseils sont des écoles pour apprendre à gouverner dans celui des vingt-cinq. On sent qu'il y a bien du populaire.

L'Aristocratie est composée d'un corps d'hommes libres & d'un corps d'esclaves. Si vous considérez la noblesse Vénitienne dans le principal de sa constitution, & en séparant les mœurs & les manières, vous y verrez Lacédémone. Le Doge vaut bien un des rois de Sparte; le reste de la nation sont les Ilotes mitigés. Mais du moins l'Aristocratie ôte la plus grande portion de la liberté à ceux qui sont les plus capables d'en abuser, & la répand parmi ceux que l'éducation, la

LIVRE VI. CHAP. IX. * 371
raison & l'honneur mettent en état
d'en modérer les excès : c'est-là son
véritable avantage.

CHAPITRE IX.

*Des avantages & des désavantages
de la Monarchie.*

LA MONARCHIE Despotique n'a pas
tous les avantages de la Royale , &
elle offre mille fois plus d'inconvé-
nients. Plusieurs réflexions convien-
nent à toutes les deux ; d'autres s'ap-
pliquent à l'une , & seroient fausses
pour l'autre ; il sera facile au Lecteur
de faire ces distinctions.

La souveraineté est dans les Répu-
bliques ; on ne l'apperçoit que dans la
monarchie. Dans les unes , elle flotte
sans point d'appui : il faut la chercher ,
rassembler ses parties éparées : elle n'a-
git qu'avec quelque lenteur : elle est
assujettie à des formes ; le tems se
perd à les remplir. Dans l'autre , elle
est réunie , elle est active , elle est
sensible, tout est bientôt fixe & décidé
dans la monarchie ; souvent & dans les
plus grandes occasions , tout est indé-
cis dans les Républiques,

Tome II. *

Un Magistrat propose une loi , son collègue la refuse , ou veut proposer la sienne. Le sénat souhaite l'alliance d'un prince, le peuple veut s'allier avec un autre. Les uns demandent la paix, les autres veulent la guerre ; tout est matiere d'indétermination, même de division. La brigue, les cabales ne seront jamais dans le cabinet du Souverain qui ne voudra pas les y souffrir ; elles entrent par force dans les délibérations des Républiques.

Il doit résulter de ces différences, moins de troubles domestiques dans la Monarchie. Quoique les séditions & les factions y soient connues, elles y sont rares, elles ne sont pas accompagnées des mêmes dangers, les catastrophes n'y sont pas si cruelles. Si elles y dégénèrent en guerres civiles, elles sont une marque de la foiblesse du monarque, & point du défaut de la constitution. C'est ce que n'a pas voulu remarquer Sidney lorsqu'il a soutenu une opinion contraire ; il ne l'appuye point sur des raisons prises des principes constitutifs ; il les laisse à l'écart, & se sert d'exemples. Il confond les guerres étrangères avec les guerres civiles ; il compare une République vertueuse avec une Monarchie

chle corrompue ; les choses ne sont pas égales. Moins d'autorité & plus de licence, c'est la source des dérèglements domestiques ; ils dérivent naturellement des Gouvernements républicains.

Une seule volonté fait promptement une règle, il est vrai qu'elle peut n'être pas la meilleure ; mais on ne doit pas supposer, dans le cours ordinaire, qu'elle sera évidemment mauvaise ; plusieurs volontés souveraines forment les contradictions & le cahos. Il vaut mieux, le plus souvent, avoir une règle médiocrement bonne, que de n'en avoir point. La Monarchie, comme une machine montée, marche par le mouvement uniforme une fois imprimé ; dans les Républiques, autant de sentiments sont autant de roues qui ne peuvent aller ensemble, & qu'il est difficile d'ajuster.

Les Romains, grands politiques, connoissoient les avantages de la Monarchie. Dans les extrémités, ils métamorphosoient leur République en Gouvernement monarchique ; ils nommoient un dictateur. C'étoit le seul moyen de rendre à la souveraineté languissante toute sa force, de la faire

374 DE LA REPUBLIQUE:

respecter, & de faire cesser l'inconvénient de plusieurs volontés. Ce moyen est si puissant qu'il n'a jamais trompé leur attente. Le consul, à la tête d'une armée, étoit encore un monarque absolu. Si les ennemis déclarés de la monarchie ont reconnu que l'autorité sur une tête étoit capable de sauver la République dans les plus grands dangers; d'étouffer les dissensions, & dissiper les orages les plus menaçants; s'ils ont senti que ce pouvoir absolu pouvoit seul entretenir la discipline militaire, former & executer les projets contre l'ennemi avec la promptitude & le secret nécessaires; on doit conclure qu'il peut, mieux que tout autre, maintenir l'ordre dans l'intérieur, & procurer la plus grande gloire au dehors.

Plusieurs têtes pourront fournir plus d'expédients qu'une seule; mais une seule résoudra mieux après avoir entendu les avis, & sur-tout elle fera mieux executer. Le conseil n'est rien sans l'exécution; dans la Monarchie elle suit le commandement avec la même promptitude que la flèche suit la volonté de celui qui la fait partir.

Les loix & la magistrature sont plus

révérées dans la Monarchie. Outre que le magistrat s'y fait respecter, comme il peut le faire dans les Républiques, il y a encore une autorité sensible qui appuye le magistrat.

La nature paroît guider à la Monarchie. Comme plusieurs enfants, plusieurs serviteurs composent une famille, plusieurs familles composent une république; j'ai déjà dit ailleurs que ces deux Gouvernements se devoient ressembler: quel seroit l'ordre d'une famille sans un chef? Si les enfants, les domestiques, vouloient s'associer à la direction, ce ne seroit qu'une confusion. Que l'on jette les yeux sur toutes les entreprises des hommes, on les verra nommer un chef, un commandant supérieur aux autres. Il semble que ce soit un sentiment qui n'attend pas la réflexion. Soliman, monarque des Turcs, choqué des acclamations de son armée à la vue de Mustapha son fils qui revenoit de Perse, le fit étrangler & jetter devant ses soldats, & fit proclamer: « Que comme » il n'y avoit qu'un Dieu dans le ciel, » un Soleil dans le firmament, il n'y » avoit qu'un Sultan sur la terre. »

Si on considère d'un autre côté le

Monarchie sous les points de vue qui la rendent désavantageuse, on y découvre quelques inconvénients légers, on en trouve d'autres qui sont terribles. Je ne parlerai à présent que de la Monarchie héréditaire. On y craint avec raison les minorités : ces temps sont fertiles en troubles. Quoiqu'un prince occupe la régence, il n'a pas ce caractère de souverain qui impose par la seule habitude. Si c'est un conseil, le Gouvernement devient une Olygarchie ; de quelque manière qu'il en soit, l'autorité se relâche ; c'est un combat des peuples qui cherchent à respirer, & des régents qui veulent maintenir le joug. Dieu menace les peuples de leur donner pour les punir, des enfants & des femmes pour rois. Les tuteurs peuvent abuser de leur autorité pour augmenter leurs fortunes aux dépens des sujets, comme pour s'emparer du trône de leur pupile ; on a vu même des Reines vendre l'Etat & leurs propres enfants.

Ces dangers ont fait hâter la majorité des Rois ; l'Etat ne s'en trouve pas mieux. A l'âge où le prince sort de la tutelle, il n'a ni la maturité, ni la fermeté, ni le développement d'esprit

que demande le Gouvernement, ni même la pénétration qu'exige le choix d'un bon conseil. Lorsque la puissance souveraine se rencontre avec l'âge de la dissipation & des plaisirs, la situation de l'Etat est bien critique.

Les guerres doivent être plus fréquentes dans la Monarchie ; outre les occasions qui lui sont communes avec les autres genres de République, les passions personnelles en fournissent de nouvelles causes. Plusieurs prétendants à la même couronne, sont encore un sujet de guerre, particulier à la monarchie. Ce fléau funeste n'a cessé d'accabler la plus grande partie de l'Europe depuis Pepin jusques à Hugues Capet ; ces guerres continuelles entre les freres, les oncles & les neveux qui ont duré autant que la race des Carlovingiens, ne doivent pas être mises au rang des guerres civiles, comme le fait Sidney ; chaque frere ayant eu son partage, c'étoient autant d'Etats séparés ; c'étoient des guerres de royaume à royaume, dont l'ambition & la cupidité des princes étoient les sources.

Ces guerres n'étoient pas plus guerres civiles que celle qui fut commen-

378 DE LA REPUBLIQUE.

cée par Edouard d'Angleterre contre Philippe de Valois pour la succession de la couronne de France, & que celle d'Henri VI contre Charles VII, pour les mêmes raisons. Les divisions qui surviennent dans la famille royale comme celle de ce même Charles avec son fils Louis, sont encore des malheurs que les Etats qui ne sont pas monarchiques ne connoissent point. Si on retranche ces sortes de guerres de l'Histoire de France, on en retranchera plus de trois cents ans de calamités.

On prétend que la constitution monarchique est contraire à la population. Sidney, qui fait cette remarque, ne la prend que dans des faits. Lorsque Sienné passa avec son territoire sous la domination des ducs de Florence, elle contenoit six cents cinquante mille ames; elle n'en a pas plus de vingt mille aujourd'hui. Florence tourmentée chaque jour par des séditions & des meurtres, étoit dix fois plus peuplée lorsque Medicis s'en empara, qu'elle ne l'est à présent. Cependant cet Etat a toujours joui depuis d'une profonde paix.

Si cela est, la Monarchie est enne;

mie de ce qu'il y a de plus précieux dans une République: la population ne doit pas être seulement regardée comme donnant à l'Etat toute sa force par le nombre de ses cultivateurs & de ses défenseurs; elle est encore une des sources de la vertu: un Etat peuplé est mieux cultivé, mais on ne doit pas croire qu'il doive augmenter en culture dans la même proportion qu'il peut augmenter en habitants. La France, par exemple, pourroit entretenir vingt-cinq & trente millions de sujets, elle n'a pas, à beaucoup près, un tiers de ses terres à mettre en valeur. Mais si elle parvenoit à ce comble de puissance, les mêmes richesses seroient nécessairement plus divisées, & nécessairement l'économie prendroit la place de la profusion, la frugalité celle du luxe affreux qui peut la conduire à sa ruine.

Mais les plus grands maux qui suivent la Monarchie arbitraire, se peuvent réduire en peu de mots; elle est le cercueil de la liberté. Il est évident que plus une liberté qui domine a de forces pour agir, plus elle peut contraindre celle des autres. Si ce seroit un malheur que chaque homme pût

380 DE LA REPUBLIQUE:

exercer son entière liberté avec le pouvoir physique qu'il a reçu de la nature, que n'a-t-on pas à craindre d'une liberté sans bornes, & qui réunit à son avantage le pouvoir physique de tous les individus ?

Lorsque rien ne s'oppose à l'excès de la liberté, rien ne peut s'opposer à l'excès des passions. De-là peuvent éclore dans le Souverain les vices les plus effrénés, les plus honteux & les plus barbares. Un Monarque a souhaité que tous ses sujets n'eussent qu'une tête pour les exterminer d'un seul coup. Un autre a fait mettre le feu aux quatre coins de sa ville capitale, pour jouir du spectacle d'un incendie. Je ne doute pas que la terre ne porte des monstres semblables à Caligula & à Neron; mais quand ils naissent sujets, l'autorité les arrête. Si par malheur ils naissent sur le trône, la fougue peut prendre tout son essor : que l'on réfléchisse à toutes les horreurs répandues dans les vies des Sultans.

La Monarchie, quoiqu'absolue, pourroit offrir une image tout opposée. Le Despote qui gouverneroit selon les loix de la morale & de la justice, seulement naturelle, feroit le bonheur de ses sujets ; dégagés des inconvéniens des autres Républiques,

ils profiteroient des avantages attachés à cette constitution. La conséquence qui suit de ce contraste, est, que le bonheur ou le malheur de la Monarchie dépendent uniquement des bonnes ou des mauvaises qualités du Prince.

Ce principe posé, on peut calculer les degrés de possibilité du bonheur des peuples, suivant la proportion des hommes qui naissent en plus grand nombre ; avec plus de penchant pour le vice ou pour la vertu, pour le médiocre ou pour les talens. Il est physique que la Monarchie royale a, dans ce rapport, un avantage infini sur le despotique. Où règnent les loix, les caractères y sont plus doux ; l'éducation, les objets qui environnent, tout imprime une décence, une retenue inconnues où le pouvoir ne se donne aucunes bornes ; c'est un ouvrage imperceptible des Loix.

Les avantages de la constitution monarchique, prise séparément des qualités de celui qui gouverne, sont une plus grande facilité d'entretenir le bon ordre par le plus grand poids du commandement, & la plus prompte obéissance aux loix. Cette constitution est encore plus avantageuse pour les opérations politiques.

CHAPITRE X.

*Réflexions sur le défaut de chaque
République simple, & de la li-
berté.*

ON PEUT poser pour principe que le vice principal de chacune des Républiques simples, tire son origine de la liberté ou trop étendue, ou trop resserrée, ou inégalement distribuée. Les sociétés civiles, (je l'ai déjà dit,) n'ont été formées que pour ôter à l'homme l'excès vicieux de sa liberté, & pour le faire jouir de la portion qui est nécessaire à son bonheur. C'est ce milieu entre la trop libre jouissance de ce bien & sa privation, qu'il faut chercher.

Si on regarde le gouvernement du Vieil de la montagne, on y verra un être absolu qui commande impérieusement à des êtres semblables à lui, & dont le plus grand nombre vaut mieux que lui. Il y commande plus souverainement que l'Être suprême, il n'est pas permis d'y vouloir. Il ordonne

do
les
ce
mo
ho
de
&
ten
fan
des
rég
est
ces
bér
ven
men
ple
me
son
ge d
justi
lont
qu'e
de p
On
roit

(a)
ral Bin
trice,
étoit in

donne les crimes les plus noirs, on les exécute comme des actes de justice; des hommes se dévouent à une mort certaine sur le clin d'œil d'un homme comme eux. La nature frémit de cette prodigieuse dépendance.

Je jette les yeux sur l'Angleterre, & je vois à Londres une populace soutenue de vingt mille jeunes gens de famille, à l'école du commerce, dans des boutiques ou des comptoirs; elle règle le Gouvernement. Le Parlement est assiégé par des cris & des menaces; on arrête tout au moins ses délibérations si on ne les dicte pas; & souvent c'est une faction dans ce parlement qui excite ces clameurs. Ce peuple ému insulte le plus honnête homme qui lui déplaît; il incendie sa maison; il bafoue scandaleusement l'image des têtes les plus sacrées (a). La justice n'ose prononcer contre la volonté de ces hommes libres; il faut qu'elle s'y prête: on ne reproche rien de plus outré aux regnes des tyrans. On ne punit point ces excès, ce seroit attenter à la liberté de la nation;

(a) En 1756 le peuple brûla la maison de l'Amiral Binck; il traîna dans les rues la figure de l'Impératrice, il fallut, pour lui plaire, condamner Foke qui étoit innocent.

384 DE LA REPUBLIQUE.

il me paroît au contraire que c'est l'abandonner, & que c'est le simulacre de la liberté auquel on sacrifie la liberté véritable dont on ne jouit plus : c'est un autre excès.

Je ne m'attacherai point, pour me faire entendre, aux idées sublimes, & abstraites qu'on a mises au jour sur la liberté dans tous ses rapports. Je ne dirai pas que *la liberté est le droit de faire tout ce que les Loix permettent* *.

* Esprit
des Loix,
liv. 11.
chap. 3.

Cette définition pourroit jeter dans l'erreur; elle paroît dire que la liberté est égale dans toute sorte de constitution, & que le moine de la Trape est aussi libre que le plus libre des citoyens, puisqu'il n'est personne au monde qui n'ait le droit de faire ce qui lui est permis par les loix de son état. On ne se prêteroît guere encore à croire qu'un homme qui *devroit être pendu le lendemain, seroit plus libre qu'un*

* Esprit
des Loix,
liv. 12.
chap. 3.

Bacha ne l'est en Turquie *. On croira volontiers que cet homme est sujet dans un Etat libre, qu'il va être pendu en conséquence des Loix qui en assurent la liberté; on auroit de la peine à penser qu'il est libre dans ce moment.

Ainsi, sans recourir aux idées métaphysiques

physiques & en me conformant aux notions communes, j'appellerai pleine & entiere liberté, l'état de nature dans lequel chacun avoit le droit de faire tout ce que lui dictoit sa volonté, autant que ses forces le lui permettoient, & suivant lequel on n'étoit soumis à l'autorité d'aucun homme ni à aucune loi civile. Je pense que dans cet état il est inutile, peut-être contraire à la raison, de *distinguer l'indépendance, de la liberté* *. Lorsque les hommes convinrent de soumettre une partie de cette liberté, ils perdirent en même-temps une partie de leur indépendance ; l'un & l'autre marcherent de pas égal : ainsi lorsque je parle de la liberté des peuples, j'entends ce degré de liberté naturelle que leur laisse plus ou moins chaque constitution.

*esprit des
Loix. ibid.*

Si on est convaincu que la pleine liberté entraîne la plus grande confusion, on sentira que l'on peut en retrancher une portion assez petite pour laisser encore subsister des abus ; on fait trop que l'on peut aussi en retrancher à un point insupportable. Il semble que lorsque les hommes se sont réunis en corps politiques, les libertés particulieres ont dû faire une masse

386 DE LA REPUBLIQUE.

générale de liberté, pour en être distribué à chacun ce qui lui convenoit, & en réserver une portion pour une autorité capable d'empêcher chacun de reprendre ce qu'on lui en avoit ôté. Si on en a donné à tous une portion égale, & que l'excédent ne soit affecté spécialement à personne, la portion retranchée ira trop facilement se rejoindre à l'autre; c'est la Démocratie. Si on l'a distribuée presque entière à peu de personnes, & qu'il n'en soit resté qu'une mince portion, pour être partagée entre le plus grand nombre: ce partage trop inégal est une injustice; c'est l'Aristocratie: si on l'a toute conférée à un seul, c'est le comble de l'aveuglement dans la distribution, c'est le Despotisme au plus haut degré.

Il est difficile, sans doute, de rencontrer le point fixe de partage que l'on désireroit: mais quand on connoît le défaut des routes que l'on a prises, on peut se guider avec plus de certitude en les évitant. Si on s'est égaré dans les Républiques simples, il faut les abandonner & recourir aux Gouvernemens mixtes. Il est singulier de voir ceux qui les ont appelées des corruptions de république, prendre

dre ce parti sans s'en appercevoir. Comme les constitutions sont composées, elles sont susceptibles d'un plus grand nombre d'arrangements & de combinaisons; on réforme, on divise, on retranche les abus, on adopte les avantages.

CHAPITRE XI.

Du mélange des Républiques.

L'HOMME a reçu de la nature, outre la liberté, des besoins, un amour de lui-même, & des inclinations: ce n'est que pour les satisfaire qu'il fait cas de sa liberté; ôtez-lui les besoins & les désirs, elle lui devient inutile. Si d'un autre côté il se livre sans mesure à ses appétits, ils deviennent des passions; & si le cours en est libre, elles nuisent à la société. C'est pour gêner ce cours, qu'il est convenable que chacun perde de sa liberté pour le bien de tous les autres. Mais il ne doit pas la perdre jusques à souffrir de ses besoins & renoncer à ses inclinations: l'objet général est rempli lorsqu'on les

arrête au point où elles prendroient la nature de passion.

Il suit de-là que l'homme doit être libre de rechercher les biens, les plaisirs, les honneurs, autant que la raison l'y autorise, & qu'on ne peut pas lui fermer les chemins qui y conduisent. Ainsi tout Gouvernement qui, comme l'Aristocratie, exclut des dignités la majeure partie, & qui laisse les biens des sujets à la discrétion de l'autorité, est fondé sur un principe tyrannique; & celui qui accorde trop de liberté, sur un principe abusif.

On remédie au premier de ces inconvénients, en ouvrant la porte aux honneurs à tous ceux dont le mérite pourra attirer les suffrages publics; au second, par des loix constitutives qui assurent la propriété des biens, & qui fixent la quantité des subsides; au dernier, par l'établissement d'une autorité permanente attribuée à des corps desquels chaque citoyen pourra espérer de faire partie; c'est le mélange de l'Aristocratie & de l'Etat populaire.

Il est sensible qu'en corrigeant ce qu'il y a de vicieux dans le principe des deux Républiques, on acquiert encore les avantages particuliers à cha-

cune. Le peuple retient une grande partie de la liberté Démocratique, il n'en perd qu'un genre, c'est celui d'être dépositaire de l'autorité qui ne lui convient pas. Il conserve le droit de l'élection à laquelle il est propre comme public, & l'espérance des honneurs s'il en est digne. On doit s'attendre qu'il se formera de grands hommes dans tous les genres, dès-lors que les talents conduiront à des places distinguées. La trop grande portion de liberté est ôtée à la partie la plus susceptible d'en abuser, non pour être donnée à un ordre marqué, mais aux plus capables. On ne peut pas douter qu'un Gouvernement si équitable n'inspire un véritable amour pour la patrie.

Mais cette constitution, quoique très-bonne, ne profitera pas des avantages attachés à la monarchie, c'est un défaut qu'ils n'y soient pas. Quand on réduiroit ces avantages à ceux d'une autorité exécutive réunie dans une seule main, ils seroient infinis. On vient de voir tout à l'heure que la promptitude de l'exécution est décisive: elle ne peut être ni prompte ni fixe si le choix des moyens dépend de plusieurs volontés: l'autorité n'est sau-

roit être trop grande pour faire obéir à la loi, elle peut être divisée pour porter l'attention en plus d'endroits à la fois, mais elle sera foible si elle n'a pas un point de réunion auquel ces autorités subordonnées aboutissent; c'est de-là que dépendent la solidité & la durée de l'ordre une fois établi.

Les Républiques d'ailleurs doivent avoir deux points de vue; le bonheur des hommes est le premier; la gloire de l'Etat est le second: si la gloire de l'Etat ne tend qu'au simple brillant d'avoir une réputation, d'influer dans les affaires des voisins, & à ce qu'on appelle jouer un rôle sur le théâtre du monde, je pardonne aux peuples de la regarder comme une chimere. Mais comme cette partie est inséparable de la conservation; que plus l'autorité a de forces, plus elle oppose de résistance; que la politique veut que l'on veille sur les démarches des puissances voisines, même éloignées; & qu'elles doivent contribuer à régler la conduite des républiques; que ces choses exigent également la décision, la promptitude & le secret; la constitution monarchique est dans une position supérieure à ces égards à toutes les autres.

Les inconvénients de la monarchie frappent à la vérité directement sur le bonheur des peuples, & ses avantages portent principalement sur la gloire de l'Etat ; on peut saisir cette partie & tempérer l'autre par le mélange des deux constitutions. Le pouvoir qui ne pourra exécuter que la loi, & le détail des grandes délibérations, ne peuvent jamais aller à l'arbitraire.

CHAPITRE XII.

De la Monarchie considérée comme une République mixte.

L'EXPERIENCE a appris que le Gouvernement de plusieurs ne convient qu'à une république bornée, & que la constitution monarchique est propre aux Etats plus étendus. Ce qui paroît une contradiction, est une preuve invincible de la supériorité de l'autorité réunie, & de la force qu'elle donne pour la facilité de l'exécution. Cependant, quoique l'on sente qu'un homme peut en commander plusieurs, on apperçoit aussi qu'à proportion qu'on

en augmenteroit le nombre, le Gouvernement deviendrait plus difficile, & que si ce nombre est porté plus loin, un seul homme ne sauroit y suffire. Il est donc entièrement nécessaire que le monarque commette sous lui pour commander & qu'il partage, pour ainsi dire, son pouvoir. S'il ne délègue qu'un sujet, il le rend son égal, ou plutôt son supérieur. Si on ne suppose pas ce souverain capable du plus grand travail & de la plus grande application, le Visir est le véritable maître. S'il est destitué, un autre lui succède, c'est toujours dans le visiriat que demeure la puissance effective sur les sujets. Ou le Visir sera content de gouverner sous le prince, ou bien sa seule timidité, le préjugé de respect, l'empêcheront d'occuper le trône; les moyens sont dans sa main; les maires du Palais l'ont fait voir plus d'une fois à la France.

Si le souverain distribue le pouvoir de commander entre plusieurs ministres séparés, chacun peut lui rendre un compte, tel qu'il le voudra, de la partie confiée à son administration; il peut lui faire décider ce qu'il jugera lui-même à propos, en ne lui montrant de la vérité que ce qu'il convien-

dra pour faire ordonner ce qu'il aura déjà résolu. S'il faisoit voir la vérité entiere, il n'auroit que la fatigue & point de pouvoir personnel. Dans cette supposition, le souverain en aura l'ombre, & le ministre la réalité.

Il est donc plus digne du prince plus utile pour la véritable grandeur, & plus avantageux pour ses sujets, qu'il communique son autorité à des corps. Chacun des membres peut avoir son intérêt à part, sa passion particuliere; mais comme elle n'est pas la même dans chacun, le résultat des délibérations sera conforme à l'intérêt le plus général, & leur exposé sera toujours la vérité. On ose employer le mensonge quand on n'est pas entendu & que l'on ne craint pas d'être démenti, mais la pudeur & la crainte retiennent dans une assemblée vénérable. L'unanimité d'un grand corps ne fera jamais le mensonge; le témoignage le plus nombreux est le témoignage de la vérité.

Ce Gouvernement des corps intermédiaires laissera subsister la monarchie; il donnera au Monarque une autorité effective, parce qu'il décidera en connoissant le vrai. Cette constitution

tion participera de l'Aristocratie en ce qu'elle sera en quelque maniere un Gouvernement de corps distingués ; elle tiendra du populaire par le nombre, & en ce que tout citoyen d'une condition honnête, pourra aspirer d'être membre de ces grands corps.

Je ne parlerai point du pouvoir que l'on devoit leur donner, ni des moyens de prévenir le despotisme ; ces détails n'entrent point dans mon projet. On en pourra trouver plusieurs dans les maximes répandues dans cet abrégé ; je me contenterai de cette règle générale : tout, dans une République bien réglée, doit être, sans exception, sujet aux loix de la constitution.

Les esprits républicains pensent que l'on ne peut trop borner l'autorité royale, je pense au contraire que ce seroit un vice de la constitution si un roi avoit trop peu d'autorité. On dit que les François ayant essuyé des maux infinis sous la domination des Carlovingiens, rendirent héréditaires les Duchés & les Comtés, pour mettre la noblesse en état de s'opposer à la trop grande puissance du Monarque. De cet arrangement sortirent les Ducs de Guienne, de Bretagne, les Comtes

de Champagne, de Provence, de Languedoc & encore plusieurs autres. De-là nâquirent en même-temps des guerres sans fin ; des princes à peu de chose près , aussi puissants que le Roi , ne reconnoissoient plus son autorité & lui disputoient les droits de la couronne ; l'obéissance se perdit. Les petits seigneurs , à l'exemple des grands , voulurent dominer dans leurs terres ; il s'éleva mille tyrans , la justice n'avoit plus de voix , le peuple étoit dévoré.

Les Rois acquirent dans la suite plus de supériorité , mais ils n'en avoient pas encore assez dans le temps où Charles le mauvais , roi de Navarre , & après lui les divisions des maisons de Bourgogne , d'Orléans , & d'Armagnac , remplissoient le royaume de troubles. Le plus mauvais de tous les moyens est d'élever autel contre autel. Un roi ne doit voir dans ses Etats personne qui ose refuser impunément de s'approcher de lui avec vénération. Il ne doit point avoir d'égal : c'est être très-grand.

Je ne fais comment on a pu dire que le corps intermédiaire le plus naturel , est la noblesse *. La noblesse , comme

Rvj

* *Esprit
des Loix ,
liv. 2. §. 41.*

telle, n'a aucune fonction; ce qui n'a pas les fonctions, ne peut exercer les pouvoirs. L'autorité intermédiaire ne peut être que celle qui est chargée de maintenir l'ordre; l'ordre n'est que l'exécution des loix; c'est donc où réside le dépôt des loix & la juridiction, que l'on doit trouver les pouvoirs intermédiaires.

J'ai déjà fait sentir que la sûreté du Souverain & le bien de la justice, demandent que l'exercice de l'autorité ne soit point confié à des magistrats détachés; il convient encore moins, dans l'un & l'autre objet, qu'il soit donné à ceux qui n'ont d'autre profession que les armes. Je suis bien éloigné cependant de vouloir déprimer la noblesse; elle a été, & devroit être encore le second mobile du Gouvernement: il lui appartient plus qu'aux autres citoyens de former ces corps amis de la paix & des regles, qu'une bonne constitution doit établir pour être un milieu entre la souveraineté & les peuples, & distinguer la monarchie légitime du despotisme. L'Etat n'a jamais rien à craindre du pouvoir des corps intermédiaires; on peut l'entendre sans danger. Leurs membres

pourroient, à la vérité, devenir des seigneurs aristocratiques s'ils ne connoissoient pas de supérieur : la forme monarchique remédie à cet inconvénient : on peut leur donner des surveillants qui instruisent le prince. Mais ce seroit un mauvais moyen si on diminueoit à leur égard la subordination & le respect du public ; ce seroit apprendre à mépriser la constitution.

Si le peuple a la plus légère portion d'autorité, il en voudra davantage, & la demandera par des séditions. Il est plus dangereux qu'il en abuse que le monarque. Il n'y a pas d'exemple que le peuple se soit contenté d'un pouvoir borné quand on lui en a donné quelqu'un : il n'est point en repos qu'il n'ait attiré à lui le pouvoir absolu : il bouleverse tout pour y parvenir, il est le plus nombreux & le plus fort. Mais comme ses efforts ne sont pas conduits, il en résulte, le plus souvent, une confusion qui le précipite dans une véritable servitude.

Ce qu'on appelle peuple doit être contenu dans la sujettion ; il ne lui faut que de la liberté à l'ombre des loix, & la constitution doit elle-même répondre de cette liberté. Elle

398 DE LA REPUBLIQUE.

consiste à être sous la protection de la justice ; à ne pouvoir être foulé par des tributs arbitraires , ni vexé par les concussions de ceux qui les exigent ; au droit d'élire quelques magistrats ; à l'espérance des honneurs dûs aux actions distinguées , & dans la faculté d'être élevé au rang de la noblesse & des corps intermédiaires par le mérite personnel.

Si on ajoutoit à ce que j'ai dit , l'usage de faire assembler les sujets par petits cantons , pour répartir , suivant la connoissance qu'ils ont de leurs fortunes , & lever eux-mêmes des subsides réglés & convenus , qui passeroient de leurs mains , directement dans le trésor du prince , ce seroit introduire dans la monarchie le bonheur des Républiques , & placer au milieu des Républiques la force de la monarchie.

Ce Gouvernement seroit préférable à celui des républiques foédératives ; ce dernier n'est utile qu'au corps général de la confédération , il ne pourroit pas à la discipline particulière de chaque république ; elles peuvent être aristocratiques , populaires , & mal réglées dans leur intérieur. Dans l'autre ,

ce sont une infinité de républiques, dirigées par les mêmes loix; ce seroient les mêmes coutumes, les mêmes mœurs, les mêmes manieres; elles reconnoïtroient le même monarque; tant de conformités uniroient les peuples d'un noeud indissoluble; l'amour de la patrie y seroit au souverain degré. C'est un composé des trois Républiques simples.

CHAPITRE XIII.

De la Monarchie héréditaire.

IL NE paroît pas que l'élection ait été connue chez les anciens pour les grands Etats; une ville éliroit son roi, mais les grands royaumes ont été toujours héréditaires; on a trouvé la même coutume dans le nouveau monde. La succession doit suivre l'ordre de la naissance; Hérodote dit, que partout, le diadème appartient à l'ainé: l'histoire est pleine des tragédies sanglantes qu'a causé la préférence que l'on a voulu donner aux cadets. Il

semble en effet que ce soit choquer un droit donné par la nature.

Il y a eu du doute pour décider si celui qui étoit né avant que le pere fût roi, devoit jouir de ce privilège au-dessus de ceux qui étoient nés pendant son règne. Cette difficulté a été décidée avec une distinction. Si le roi a été tiré de la nation pour monter sur le trône sans d'autre titre que l'élection, le premier né n'a point de droit au royaume, comme le fils du roturier n'est point noble quoique son pere soit ennobli dans la suite (a). Mais si le roi est de la famille royale, on ne fait pas d'attention au temps de la naissance. Alors le premier né ne tire point son droit de son pere, mais de celui de ses ayeux qui a porté la couronne.

On a encore douté si le fils de l'aîné devoit succéder à son ayeul plutôt que celui qui se trouve l'aîné des enfants du monarque mourant. Le petit-fils étoit exclus en Moscovie, Hongrie, Angleterre & dans les autres pays du Nord, comme en Flandre, Artois,

(a) On pratique le contraire dans nos mœurs. Cette distinction paroît plus subtile que solide.

LIVRE VI. CHAP. XIII. 401

Picardie & Normandie, où la représentation n'avoit pas lieu. Mais on est revenu à l'opinion contraire, cette question ne fait plus de difficulté, & quoique la représentation soit bornée pour les particuliers, elle est à l'infini pour les couronnes. Il est essentiel à la politique que ce point soit fixé, la maniere lui est indifférente: plus l'égalité des raisons la rendroit problématique, plus il est important qu'il y ait une décision.

On a de même établi que le royaume ne souffroit point de division. On a abandonné l'usage pernicieux du partage entre les freres. L'avantage des particuliers cède à l'intérêt public.

Les usages ne sont pas aussi uniformes à d'autres égards dans les Etats héréditaires; les uns n'admettent que les mâles à la succession, les autres y reçoivent les filles, à leur défaut. Cette coutume que l'on trouve anciennement dans l'Ethiopie, chez les Scythes & ailleurs, a commencé à s'introduire en Europe par l'Italie. Sur cet exemple, Marie & Hedwige filles de Louis Roi d'Hongrie & de Pologne, hériterent de ces deux royaumes. A peu près dans le même temps, Marie

Volmar succéda aux royaumes de Norvege, de Suede & de Danemarck, contre les loix & les coutumes de ces pays. Lorsque Isabelle, après avoir suborné les premiers d'entre les grands, monta sur le trône de Castille, les Etats se plaignirent : on leur allégua l'exemple de Socine, fille d'Alphonse, qui avoit porté la couronne à Sillon son mari ; ils répondirent que cela s'étoit fait par force, & que pour lors les Etats avoient protesté.

Il ne seroit pas difficile d'établir que cette coutume est contraire aux loix divines, au droit naturel & civil : quant aux regles politiques, tout autant que l'on croira que le souverain doit gouverner lui-même, que sa capacité ou sa foiblesse & son exemple, décident de la bonté du Gouvernement, on dira que le sceptre ne doit appartenir qu'aux mâles. Si on pense qu'il remplit ses devoirs en laissant gouverner ses ministres, que le hazard donnera plus souvent un prince foible qu'un capable ; le sexe devient indifférent.

CHAPITRE XIV.

De la Monarchie Elective.

LORSQUE les hommes se sont soumis volontairement à un homme, ils l'ont choisi comme digne & capable de les gouverner. Ce sont les qualités personnelles qui les ont déterminés à la soumission envers l'un plutôt qu'envers l'autre. Ils n'ont pu croire que ces qualités se transmettent avec le sang, & vraisemblablement ils n'ont pas voulu, par leur choix, dépendre d'un d'entr'eux qui n'auroit ni la droiture ni les lumieres convenables à les conduire, ni soumettre leur sort le plus précieux à l'incertitude des qualités d'un héritier. Il est donc naturel & conforme à la raison, qu'ils n'aient élu que pour la vie, & que la mort, ou même la caducité de l'élu, aient été suivies d'une nouvelle élection.

Les grandes monarchies héréditaires, dont je viens de parler, ne contrarient point ce système : leur gouvernement étoit absolu, fondé sur la

violence, ennemi de la justice & de la raison. Je ne parle ici que des peuples libres, des peuples capables de raisonner, & qui se sont soumis à l'autorité en conséquence d'un raisonnement suivi. Ce sont ceux auxquels leur position, ou leur bonne fortune permirent d'échapper à ces empires que la force établissoit. Les détails en sont ensevelis dans l'obscurité des temps, nous n'en trouvons guere de vestiges que dans la plus ancienne Grece, où Denis d'Halicarnasse rapporte, comme on l'a déjà vu, que l'on en bannit les rois qui n'avoient plus les qualités que les peuples leur avoient supposées.

Mais nous pouvons toujours présumer ce que la raison a dû opérer, parce que nous voyons être le plus raisonnable. Ainsi nous devons croire que les premiers qui se sont donnés un roi, n'avoient pas voulu livrer leur liberté, leur bonheur entre des mains dont ils ne pouvoient connoître le mérite.

En suivant ces idées, l'élection paroît avoir des avantages si supérieurs, que l'on seroit tenté de croire que le droit héréditaire ne s'est introduit que

peu à peu ; soit par une suite de la vénération pour la mémoire d'un pere respectable ; soit en usant de surprise ou d'autorité ; ou en corrompant les plus puissants sur les peuples. Peut-être les grands déjà courtisans & corrompus , n'ont pas voulu se donner le meilleur roi.

On peut, il est vrai , se tromper dans le choix. L'homme doux & populaire comme homme privé , devient un souverain avare , arrogant , & cruel. Les vices cachés se manifestent ; celui qui ne connoissoit pas la flatterie, s'y trouve exposé ; l'amour-propre se déploie & croît à la mesure des titres & des honneurs. Mais du moins on n'en souffre que pendant la vie du monarque ; la nation abroge les mauvaises loix , & les défend au successeur. Chaque élection forme une nouvelle convention , elle est susceptible de toutes les conditions que suggere l'expérience du passé pour assurer la liberté , & borner l'autorité. Celui auquel on donne un royaume ne refuse point d'y souscrire & de les jurer ; les sujets attachent leur obéissance & leur fidélité à l'exécution de ces promesses, on l'a vu dans le serment que j'ai rapporté de

Henri duc d'Anjou élu roi de Pologne.

Il semble que ce moyen mette les peuples à l'abri des maux qu'ils craignent de l'abus de la souveraineté, & qu'il ne faut plus chercher d'autre forme de république lorsqu'on peut être commandé par celui qu'on a le droit de choisir & de changer. Mais aucune question ne mérite, autant que celle-ci, d'être examinée sur l'expérience, après avoir été présentée du côté de la spéculation.

L'interregne est un mal inévitable de l'élection, & plus fâcheux que la minorité; c'est le temps des abus & des crimes. On a vu le peuple lui-même y briser les prisons & délivrer les criminels. Un avènement à la couronne, par election, est un temps de grace & d'amnistie; un nouveau roi veut gagner le cœur de ses sujets par la réputation de sa clémence; cet espoir d'impunité invite à bien des espèces de désordres. Leur excès a obligé à Rome & à Malthe, d'enfermer les Electeurs pour que l'ennui de la clôture fasse hâter l'élection. Cette méthode est admirable, elle remplit plus d'un objet.

Elle empêche le partage entre les Electeurs ; il est un fléau aussi terrible que la tyrannie. Louis de Baviere & Albert d'Autriche, furent tous deux élus Empereurs, ils se firent pendant huit ans une guerre barbare ; ce feu ne s'éteignit qu'avec le sang des peuples. Les élections fréquentes de deux Papes ont scandalisé l'Eglise, & porté de grands préjudices à la Religion, avant que l'on ne renfermât les Electeurs.

Quelques précautions que l'on prenne, il est bien difficile d'éviter que la corruption ne se rende maîtresse des élections ; dès-lors on ne doit plus compter sur les avantages du choix. Si les voix sont vendues, on est pour le moins aussi incertain des bonnes qualités du prince élu, que lorsque la naissance le donne. On est assuré que l'on a pour maître un roi corrupteur.

Une nation entière ne peut élire que par ses representants dont les voix seront vénales. Si on suppose que tout un peuple donne sa voix par tribus, la corruption se glissera de même parmi les principaux dont le crédit maîtrise les autres. Si ce n'est pas la vénalité qui décide, ce seront les factions. On ne peut pas se flatter qu'il ne s'en for-

mera point, mais elles se multiplieront ; l'envie, la jalousie déchireront l'Etat, si sa premiere régle n'est pas une exclusion pour les nationaux.

Il est naturel que des sujets ambitionnent le trône, lorsqu'ils auront le même droit que tout autre d'y aspirer. Les partis se formeront, & souvent l'impatience fera assassiner le monarque. Combien d'Empereurs après Auguste ont essuyé cette catastrophe ? Elle ne devint moins commune, que lorsqu'ils eurent l'attention de se désigner un successeur par l'association ou l'adoption. On compte de même neuf empereurs Germaniques, poignardés, ou empoisonnés. Ces attentats n'ont cessé que depuis que cette couronne est devenue comme héréditaire, & qu'à l'exemple des empereurs de Rome, ils ont fait nommer un roi des Romains de leur vivant. Charles VI ne fut pas le maître de prendre cette précaution ; nous avons vû sa mort suivie d'une guerre considérable.

Un Roi cherchera toujours les moyens de faire passer sa couronne à ses descendants ; il aura deux voies pour y parvenir : celle de gouverner à la satisfaction des sujets ; mais elle est

e
n
p
pa
pe
de
co
fac
jet
ma
pe
Ra
la
fieu
me
ces
I
droi
dans
don
son,
leur
préte
qui a
voit
ronne
mille
que le
les So
logne
Tom

est peu sûre, & si le fils dégénere, elle ne vaut rien. On embrasse la seconde par préférence; on gagne les grands par des bienfaits, on leur sacrifie le peuple; ou l'on s'assure de l'Etat par des troupes, souvent étrangères. La couronne élective est de toutes la plus facile à usurper. Le moindre des projets d'un roi électif sera de rendre sa maison puissante pour l'avenir; il ne peut le faire qu'aux dépens de l'Etat. Raoul aliéna de l'empire les villes de la Toscane; Robert en donna plusieurs autres à son fils. L'histoire, même celle des Papes, ne cesse d'offrir ces exemples.

Le droit d'élire est à peu près un droit chimérique. Si on choisit un roi dans une maison souveraine, on ne donne aucun droit réel à cette maison, mais on lui en donne une couleur; il n'en faut pas davantage; le prétexte le plus éloigné suffit à celui qui a la force dans sa main. On ne voit pas depuis long-temps la couronne, quoiqu'élective, sortir de la famille où on l'a une fois placée. Tant que les rois Payfans, les Jagellons, les Sobieski, ont eu des mâles, la Pologne n'a point cherché des rois ail-

leurs. Pour comble de maux, les puissances voisines se mêlent de l'élection, elles sollicitent avec des armées: si la nation qui a le droit d'élire, veut éviter les guerres étrangères & civiles, elle est forcée de prendre pour roi le plus proche héritier; le droit d'élection devient un pouvoir sans effet, le nom demeure, l'Etat est héréditaire.

Un Roi élu peut devenir dans la suite roi d'un autre royaume, c'est alors un malheur pour l'un des deux. L'un ou l'autre sera gouverné par des lieutenants; l'un ou l'autre peut devenir province, & ce sera, selon toute apparence, l'électif. Le Prince assuré de son Etat héréditaire cherchera à subjuguier celui qui ne l'est pas; plus affectionné à son héritage, il y portera les richesses du dernier; les grandes charges passeront sur la tête de ses sujets naturels. S'il ne parvient pas à envahir cet Etat, du moins il en retirera tous les avantages qui seront en sa puissance; ses véritables sujets l'aideront à le fouler. Les Polonois se conduisirent en sages politiques lorsqu'ils déclarèrent Henri, devenu Roi de France, déchu du royaume de Pologne; mais il ne seroit pas toujours per-

mis de suivre cet exemple. L'éloignement des Etats échus à leur Roi les mettoit à l'abri de son ressentiment : dans d'autres circonstances on exposera l'Etat à de grands dangers.

On peut empêcher une partie de ces inconvénients par des réglemens stables, mais il y en a d'inévitables. Cependant il reste toujours à l'Etat électif une espérance ; on entrevoit un terme auquel il sera permis de changer une situation dont on seroit mécontent. Le Monarque élu, a encore des craintes que ne connoît pas le monarque héréditaire, qui peuvent le rendre moins entreprenant. Ce sont des avantages du royaume électif. Mais on vient de voir combien la cupidité, l'ambition, le désir ardent d'une pleine liberté, que l'on regarde comme un attribut de la couronne, changent en malheurs les meilleures institutions.

Cette réflexion conduit à finir cet Abrégé par les mêmes maximes établies dans son commencement. Le seul fondement solide des Républiques est la vertu. Le despote qui la prendra pour guide, rendra sa domination aimable ; le Roi qui s'en éloignera rendra ses peuples infortunés ;

la République qui se corrompra commencera par dégénérer en une Anarchie pire que le Gouvernement tyrannique.

CHAPITRE DERNIER.

ON AURA pu remarquer dans ce Traité, que les différentes constitutions se réduisent à trois principales, mais que chacune d'elles a une infinité de manières d'être; ou, pour m'expliquer mieux, que les loix & la discipline varient à l'infini dans les Républiques de même nature. Dans toutes les Démocraties le fonds de souveraineté appartient au peuple, ou plutôt à la partie la plus nombreuse; à cela près, leurs loix & leur régime peuvent n'avoir rien de commun.

Dans les Monarchies la grande direction est commise à un seul, mais l'autorité royale n'est pas par-tout la même: il suffit, pour y reconnoître différents degrés, de supposer des conventions entre quelques Rois & leurs peuples.

Il résulte de cette réflexion, que ce que l'on dit en général d'une nature

LIVRE VI. CHAP. DERNIER. 413
de République ne doit pas s'entendre de toutes celles du même genre ; & qu'on feroit parler un auteur contre son sentiment , si on appliquoit à chaque Souverain tout ce qu'il a écrit sur le pouvoir de la royauté.

Je voudrois avoir pu ne laisser là-dessus aucun lieu de se méprendre ; mais si cette exacte précision a été au-dessus de mes forces , il m'est aisé du moins en rapprochant quelques principes que j'adopte , d'indiquer une règle selon laquelle on pourra faire l'application des opinions & des maximes que j'ai avancées.

Je distingue trois classes parmi les Souverains , la première est celle des Despotes , je l'ai blâmée. J'ai dit que tout usage qui transporte entre les mains d'un seul les biens , la vie & l'entière liberté des hommes , pour en disposer arbitrairement & à la seule mesure du caprice , étoit illégitime & contraire au droit de la nature : que c'étoit offenser le Ciel qui avoit donné les Rois aux hommes pour les gouverner , & non les hommes aux Rois pour en faire leurs victimes. Je ne me défends point là-dessus.

La Seconde classe , qui sans doute

est la premiere par l'éclat & la prééminence que lui donne la Justice, est celle des Rois dont l'autorité est pure & simple, & qui n'ont aucun traité avec leurs sujets. Je n'ai mis d'autres bornes à leur pouvoir que les loix divines, la loi naturelle, & l'équité que ces Rois se font une gloire de suivre. J'ai dit que l'on ne devoit point rechercher l'origine de leur souveraineté; j'ai regardé leur droit égal à celui que donneroit une juste conquête. Je reconnois comme un principe que lorsque la nation a transféré sa puissance sans restriction, le don de la souveraineté est entier, qu'il est accompli & sans retour.

J'ai cru que dans ces Etats, il appartenoit au sujet, à la différence de celui du despote, une propriété, une liberté décente & une sûreté de sa vie, tout autant qu'il obéiroit aux loix. Si j'ai osé présenter une règle à cet ordre de Souverains, elle a été uniquement une exhortation de renfermer leur autorité dans la justice, autant pour leur véritable bonheur que pour la félicité de leurs sujets.

La troisieme classe comprend tous les Souverains qui sont liés avec leurs

fujets par des conventions ; la différence est sensible , elle est immense ; l'autorité des uns dépend en partie des hommes ; celle des autres ne reconnoît plus de maître sur la terre.

La division dans cette dernière classe est , ou peut être imaginée sans fin ; on ne sçauroit la suivre dans le détail. Le plus ou le moins d'étendue d'autorité est une suite de la qualité des conditions & de leurs clauses. La convention produit des obligations mutuelles ; elle assujettit à des devoirs des deux côtés , ils excèdent ceux que prescrit aux Rois la loi naturelle , les traités autorisent tout ce qui n'est pas contre la Religion & les bonnes mœurs.

On s'apperoît facilement que c'est ici que doit s'appliquer tout le détail des gradations qui concernent le pouvoir du Souverain , lorsque , dans des hypothèses , on traite de la division de la souveraineté , des différens degrés de l'autorité royale , des contre-poids qui peuvent balancer son élévation : il saute aux yeux que ces choses ne peuvent exister sans des conventions ; elles en sont les effets. Ce seroit traiter cette matière trop imparfaitement ,

dans la spéculation & dans le fait , si on n'y parloit que d'une seule espece d'autorité, mais il seroit contradictoire, il seroit absurde d'appliquer les moyens qui la bornent , à des Royaumes dans lesquels le Souverain est revêtu de toute l'autorité de la nation.

L'objet que je me suis proposé ; d'après Bodin , de rassembler les meilleurs principes politiques pris des gouvernements anciens & modernes, a dû nécessairement comprendre tout ce qui pouvoit contribuer au bien général des sociétés , comme à la grandeur des Rois ; un plan idéal ne peut convenir que dans l'occasion , chimérique aujourd'hui , de fonder une nouvelle république. L'Ingénieur qui donneroit des règles & des modèles d'une ville plus parfaite pour les beautés & les commodités , ne penseroit pas à faire détruire celles qui sont édifiées.

J'ai traité d'illégitime l'autorité du Despote , si je n'ai pas seulement laissé entrevoir qu'il fût permis à son sujet de s'y soustraire : si je me suis déclaré contre ceux qui entreprendroient d'abattre l'injuste usurpateur de la liberté de sa patrie , combien ai-je reconnu que le nœud qui lie aux autres Sou-

verains

LIVRE VI. CHAP. DERNIER. 417
verains, est indissoluble & sacré.

La sainteté des sermens qui fondent la fidélité & la soumission devoit suffire ; mais j'ai cherché à attacher les hommes à ce devoir inviolable par leur propre intérêt. Je me suis étendu sur les raisons politiques qui répugnent aux changements des constitutions. J'ai fait voir que les Républiques ont plus souffert pendant qu'elles se sont débattues pour le choix d'une situation fixe , que sous les tyrans mêmes. Enfin , lorsque j'ai prôné que l'obéissance étoit nécessaire au bonheur de l'homme , & que trop de liberté faisoit infailliblement son malheur, j'ai appuyé l'autorité des Princes.

Mes intentions n'avoient pas besoin de ces explications ; mais comme j'aurai pu manquer d'une netteté suffisante , comme il se peut que quelques esprits , faute d'assez d'attention , n'aient pas saisi la différence de l'autorité libre & de celle qui est resserrée par des conventions réciproquement acceptées ; j'ai cru devoir , en la rendant plus sensible , ôter tout prétexte d'équivoque , de fausse application. & exposer mes véritables sentiments.

Fin du Tome II.

Tome II.

T

Page 71. Chapter 1, 1917

& exposer mes véritables sentiments.
 d'écrivains, de fautive application.
 dans plus sensible, être tout autre
 copies; j'ai cru devoir, en l'ac-
 des conventions réciproquement ac-
 libre & de celle qui est restée par
 sont pas sans la différence de l'autorité
 claires, l'autorité d'attention, n'au-
 tante, comme l'autorité d'attention.
 l'autorité par l'autorité d'attention.
 l'un de ces explications, l'autorité
 Mes intentions, vouloir pas de-
 lieu j'ai appuyé l'autorité des Français.
 l'autorité selon l'autorité d'attention.
 leur de l'homme, & pas trop de li-
 l'obéissance doit nécessaire en bon-
 mêmes. Enfin, lorsque j'ai parlé de
 situation fixe, que lors les Français
 le sont débattus, pour le choix d'une
 que ont été l'autorité pendant qu'elles
 tions. J'ai fait voir que la République
 puyent aux changements des condi-
 du son les raisons politiques qui ré-
 l'autorité l'autorité. Je me suis écri-
 hommes à ce devoir inviolable, par
 leur, mais j'ai cherché à attacher les
 la liberté & la souveraineté d'autorité.
 & la liberté des Français ont été l'autorité.
 & la liberté, est l'autorité de l'autorité.

Fin de Tome II.

T

11. 2007

10